



PSYCHOLOGIE

« SI VOTRE GRAND-MÈRE AVAIT EU TINDER ET INSTAGRAM, ELLE N'AURAIT PEUT-ÊTRE PAS ÉPOUSÉ VOTRE GRAND-PÈRE » PAGE 20



CINÉMA

EN S'OFFRANT WARNER BROS., NETFLIX DEVIENT UN GÉANT DE HOLLYWOOD PAGE 28

PRÉSIDENTIELLE

Villepin veut passer par la gauche pour 2027 PAGE 7

SÉCURITÉ

Face à la menace des drones, les armées renforcent leur vigilance

PAGE 8

PORTRAIT

Le nouveau « patron » de l'enseignement catholique entre pugnacité et ferveur

PAGE 11

ARCHÉOLOGIE

Un mystérieux sarcophage se révèle être celui d'un pharaon

PAGE 13

RESTAURATION

Les recettes du duel entre Uber Eats et Deliveroo pour livrer les repas

PAGE 22

CHAMPS LIBRES

- Ces Syriens qui ne peuvent ni rester en Jordanie ni rentrer au pays
- Un grand entretien avec Quinn Slobodian
- Les chroniques de Mathieu Bock-Côté et d'Albert Zennou

PAGES 17 À 19

FIGARO OUI
FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi :

Pensez-vous que la France pourra obtenir la libération de Christophe Gleizes détenu en Algérie ?

OUI 39% NON 61%

VOTANTS : 79 471

Notre-Dame de Paris : faut-il faire payer l'entrée pour financer la restauration des églises de France ?



Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

DUSANKA VISUNJIC/CHERRIES - STOCK.ADOBE.COM - ERIC GAILLARD/REUTERS

Sécurité, précarité, logement : le grand malaise des Français

Le dernier baromètre OpinionWay-Nexity pour « Le Figaro » dresse « un tableau très sombre » de leur état d'esprit, avec l'insécurité comme « thème qui écrase tous les autres ». La famille fait office de refuge.

« Une inquiétude à 360 degrés, dans tous les domaines. » C'est ce qui ressort de la troisième édition du baromètre OpinionWay-Nexity pour Le Figaro, une enquête portant sur les craintes et les

aspirations des Français. Frappés de plein fouet par une crise multiforme, pris en étau entre la montée de l'insécurité et la baisse du pouvoir d'achat, ils sont plus d'un sur deux à considérer

que le pays est « en stagnation, voire en déclin ». Ainsi, ils sont de plus en plus nombreux à se réfugier dans le cocon familial, seule « structure rassurante » selon Frédéric Micheau, directeur général

adjoint de l'institut OpinionWay. Autre symbole du déclassement, la France ne compte que 57 % de propriétaires et le coût du logement a doublé en vingt ans. « Dans une grande mesure, la crise du

pouvoir d'achat est aussi la conséquence de la crise du logement », assure David Lisnard, le patron des maires de France, qui tire la sonnette d'alarme : « Il est temps de briser cette spirale infernale ! »

→ LOGEMENT : UN ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ TOUJOURS PLUS DIFFICILE, SYMBOLE DU SENTIMENT DE « DÉCLASSEMENT » → UN COMBAT CONTRE LA DETTE POURTANT PLÉBISCITÉ
→ LE DRAME DE PIRIAC, ILLUSTRATION INQUIÉTANTE DE LA CRISE DU LOGEMENT EN FRANCE → DAVID LISNARD : « IL EST TEMPS DE BRISER CETTE SPIRALE INFERNALE ! » PAGES 2 À 4



THOMAS PADILLA/MAXPPP

Lecornu remporte une première victoire sur le budget de la Sécu

En réussissant à convaincre les socialistes et une partie de la droite de lui accorder leurs votes vendredi, le premier ministre a ouvert la voie vers une adoption du PLFSS, mardi à l'Assemblée. PAGE 6

ÉDITORIAL par Jacques-Olivier Martin

Le théorème du panda

Jadis, des milliards d'euros de contrats. Aujourd'hui, la promesse de recevoir un panda. Le dernier voyage d'Emmanuel Macron en Chine a un goût amer. Comme si Pékin n'attendait plus grand-chose de nos entreprises et faisait peu de cas de la supplée de notre président pour un rééquilibrage commercial. Comme s'il suffisait de supplier pour obtenir. La puissance économique ne se décrète pas : elle se gagne. L'Europe et la France le savent. Elle se gagne par l'innovation, par la production, par la capacité à rester compétitifs. C'est ce que la Chine applique méthodiquement, en y ajoutant, il est vrai, des pratiques totalement déloyales : dumping massif, subventions, protectionnisme, distorsions de concurrence. Le résultat est là. L'empire du Milieu s'est hissé au sommet économique mondial, dépassant les Occidentaux dans leurs propres domaines d'excellence. L'électronique, les panneaux solaires, les jouets, les éoliennes et tant de produits du quotidien sont tombés dans son escarcelle. L'automobile suit. Et arrivent maintenant les nouveaux médicaments, l'intelligence artificielle, les technologies de rupture.

On retiendra de ces quarante dernières années que la Chine a conquis le monde tandis que l'Europe, la France en tête, s'est sabordée. Par arrogance d'abord, persuadée que l'atelier du monde ne deviendrait jamais un champion technologique. Par abandon ensuite : abandon de son industrie, préférence assumée pour la consommation, renoncement progressif à la valeur travail, incapacité à bâtir une Europe agile et qui nous protège dans un monde hostile.

La Chine a conquis le monde, la France s'est sabordée

Au-delà des mots et des promesses, la France saura-t-elle réagir ? En économie, la Chine l'a démontré, rien n'est acquis ni figé. Notre pays dispose d'atouts considérables : des réserves financières, une main-d'œuvre très qualifiée, des milliers de start-up et d'entreprises innovantes. Tout n'est donc pas perdu, à condition de stopper nos politiques suicidaires, nos débats minuscules, et de relever enfin les défis majuscules pour montrer au maître de Pékin que la France vaut mieux qu'un panda ! ■

Maigre bilan pour le voyage de Macron en Chine

Il était venu à Pékin en vue d'un « grand rééquilibrage » entre la Chine et l'Europe, mais le résultat n'est pas à la hauteur de ses attentes. Alors que la Chine, forte de sa supériorité technologique et de sa puissance industrielle, déverse ses produits sur le marché européen, Emmanuel Macron a plaidé, en vain semble-t-il, pour davantage d'investissements et de transferts de technologie chinois. Sur le dossier ukrainien, il a appelé à un soutien diplomatique de Pékin face à la Russie. Mais le président Xi Jinping, sûr de sa force, lui a opposé une fin de non-recevoir.

PAGE 10 ET L'ÉDITORIAL



Le Prince de Galles Paris

Laurent-Perrier

Héritage, choisi par les meilleurs.



MAISON FAMILIALE INDÉPENDANTE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Insécurité, précarité, guerres... L'« inquiétude à 360

Stéphane Kovacs

Face à la prolifération des crises, ils trouvent refuge dans la cellule familiale, « seule structure rassurante », selon le troisième

Heureusement qu'il y a la famille ! Alors que le pays traverse une crise politique intense, que la dette s'envole, que les services publics se dégradent, les Français voient tout en noir et se réfugient dans leur vie privée. C'est ce que montre la troisième vague du baromètre OpinionWay-Nexity pour *Le Figaro*, avec cinquante questions posées à un échantillon de plus de 2000 personnes. « Un sondage d'ampleur pour connaître l'état d'esprit de nos concitoyens, leur rapport à la famille, mais aussi leur opinion sur le travail, la situation politique, économique ou internationale, fait valoir Frédéric Micheau, directeur général adjoint de l'institut OpinionWay. Le but était vraiment d'être dans la tête des Français. Et le tableau est très sombre : on a une inquiétude à 360 degrés, dans tous les domaines ».

Le plus gros point d'anxiété ? L'insécurité, qui est bien plus qu'un « sentiment ». « C'est le thème qui écrase tous les autres », note l'expert. Quelque 19 % des Français (+3 points par rapport à l'an dernier) se sentent « rarement ou jamais » en sécurité. Près d'un quart connaissent des consommateurs réguliers de drogue, 10 % sont en lien avec des vendeurs. La lutte contre la délinquance et le trafic de drogues sont pour eux les principaux enjeux, juste devant la lutte contre le terrorisme. Plus de la moitié se disent « tout à fait favorables » à l'interdiction des mortiers d'artifice et à des bases de données recensant les criminels sexuels. Près d'un cinquième approuveraient même « l'autorisation du port d'armes pour tous les citoyens le souhaitant »... « Face à l'ampleur de l'insécurité qui est multiforme, on a une demande de protection extrêmement forte, avec des mesures radicales, analyse Frédéric Micheau. Cela dit le manque de confiance vis-à-vis des structures collectives. Pas dans la police, qui fait partie des services publics auxquels les Français sont le plus attachés, mais dans la façon dont est assuré l'ordre public. »

En hausse également, le nombre de personnes inquiètes des attentats terroristes en France et dans le monde. Quant au classement des acteurs internationaux les plus inquiétants, il commence avec Vladimir Poutine (64 %) et Donald Trump (49 %) et compte également la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. 63 % trouveraient efficace, pour améliorer les capacités militaires de la France, de rétablir le service militaire obligatoire. « On est dans un monde en ébullition, commente le sondeur. Et les États-Unis, qui étaient censés être un grand



protecteur, aujourd'hui on ne sait plus vraiment si c'est un allié... »

Les services publics qui inspirent le plus d'attachement ? L'hôpital et l'école, même s'ils perdent tous deux 4 points. Seuls 51 % (-2) se disent satisfaits de la qualité des services publics. Et 54 % ont le sentiment de vivre dans un désert médical. « Abandonnés, donc, par les pouvoirs publics », pointe Frédéric Micheau. Quelle devrait être la priorité pour la politique économique de la France ? Réduire la dette publique pour 32 % (+7), tandis que « lutter contre la hausse des prix » dégringole de 14 points, à 26 %. 82 % des Français veulent voir la dette réduite « en baissant les dépenses publiques et pas en augmentant les impôts ».

« Face à l'ampleur de l'insécurité qui est multiforme, on a une demande de protection extrêmement forte, avec des mesures radicales »

Frédéric Micheau Directeur général adjoint de l'institut OpinionWay

Au travail, c'est tout aussi mitigé. Les Français évaluent leur niveau de satisfaction à 6,5/10, une note moyenne en baisse de 0,1 point par rapport à l'an dernier. Une source de stress pour 37 % d'entre eux, mais également de

contraintes, de frustration voire d'angoisse. Même si les sentiments positifs, comme la motivation et l'épanouissement, l'emportent avec 63 %, 58 % (-3 points) ne sont pas satisfaits de leur rémunération.

« Depuis quelques mois, la problématique de l'emploi, qui avait été reléguée au dernier plan derrière l'inflation et le pouvoir d'achat, est en train de remonter en flèche », assure le sondeur. La plus grosse inquiétude ? L'âge de leur départ à la retraite, répondent 66 % des Français. La « situation de l'emploi dans (leur) région » et « l'avenir de (leur) secteur d'activité » ne sont pas loin derrière. Derrière ces craintes grandissantes se profile la peur de l'impact de l'intelligence artificielle (IA) : 32 % (+2) des

salariés pensent ainsi que « l'IA va avoir un impact sur (leur) métier et (que) c'est une mauvaise chose ».

Épargner, partir en vacances ? Voilà qui devient compliqué pour un nombre grandissant de Français. Un sur dix affirme ne pas manger à sa faim, 13 % ne pas pouvoir se loger correctement, 16 % ne pas se soigner comme il faut. À tel point que 86 % utilisent au moins une astuce, comme « les coupons offerts par les enseignes de grande distribution ». À noter que 12 % (+1) assurent qu'il leur arrive de « chercher dans les bennes de supermarché pour récupérer des invendus »...

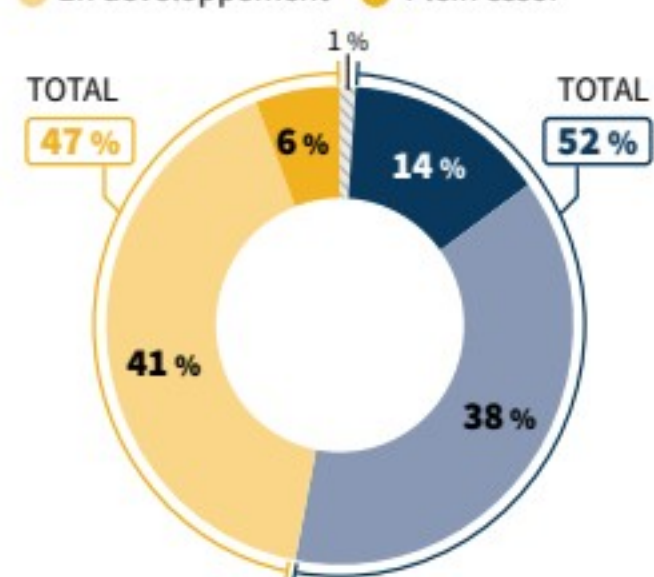
S'ils se replient sur la famille, c'est parce qu'autour de chez eux, 52 % des Français observent un pays « en stagna-

Face à un monde en crise, les Français trouvent refuge dans les valeurs familiales

QUESTION Comment décririez-vous l'évolution actuelle du territoire sur lequel vous habitez ?

Réponses en %

● En déclin ● En stagnation ● NSP
● En développement ● Plein essor



QUESTION Vous sentez-vous représenté par un parti ou un mouvement de la vie politique française ?

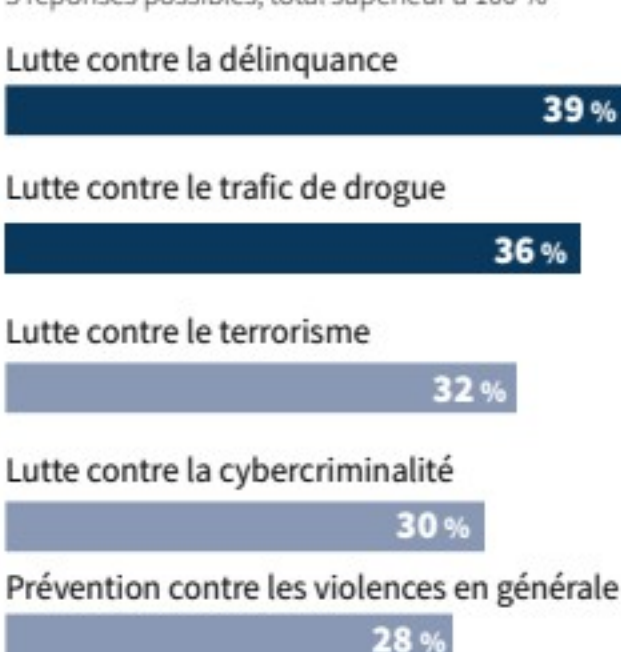


opinionway nexity LE FIGARO

Etude réalisée par OpinionWay-Nexity pour *Le Figaro*. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview) du 6 au 11 novembre 2025. Échantillon de 2 021 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1,0 à 2,3 points au plus pour un échantillon de 2 000 répondants.

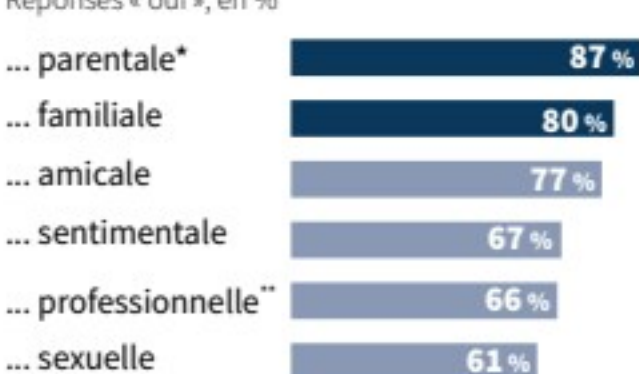
QUESTION Selon vous, quels sont les grands enjeux concernant la sécurité en France ?

3 réponses possibles, total supérieur à 100 %



QUESTION Avez-vous le sentiment d'être épanoui ou non dans votre vie ...

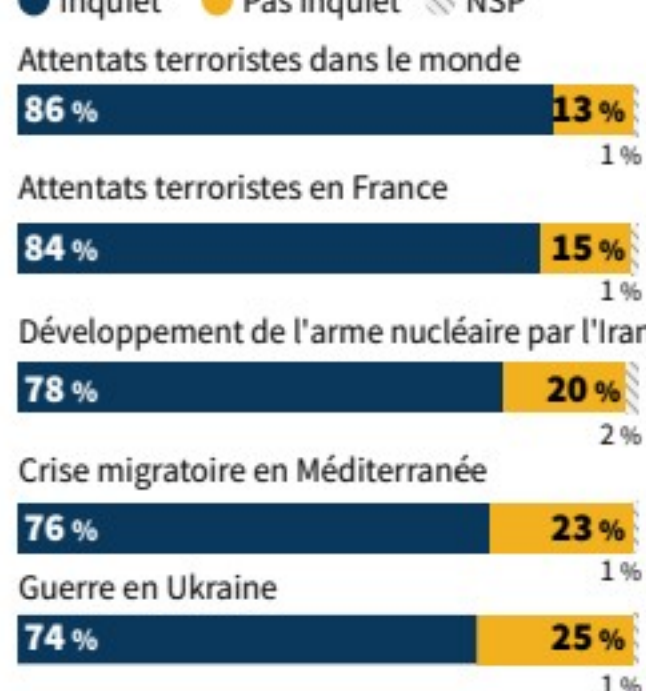
Réponses « oui », en %



* Item posé uniquement aux parents (1 298 personnes). ** Item posé uniquement aux actifs (1 178 personnes)

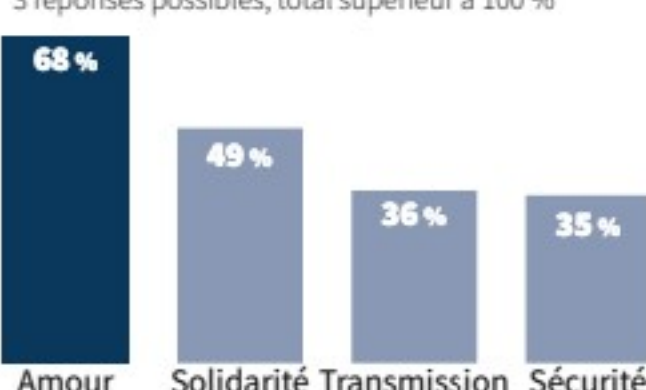
QUESTION Êtes-vous inquiet ou pas inquiet vis-à-vis de chacun des événements suivants ?

● Inquiet ● Pas inquiet ● NSP



QUESTION Qu'évoque principalement pour vous votre famille ?

3 réponses possibles, total supérieur à 100 %



Logement : un accès à la propriété symbole du sentiment de « décla

Guillaume Errard

« Pour une France de propriétaires. » Vincent Jeanbrun, ministre du Logement, veut élargir l'accès à la propriété, alors que le taux de propriétaires en France, plafonne à 57 %, selon l'Insee, et recule même depuis plus de dix ans. Malgré la crise politique, les incertitudes économiques, plus de 8 Français sur 10 - quel que soit leur âge ou leurs revenus - sont d'accord avec l'ancien maire de L'Haÿ-les-Roses (94). En effet, 81 % considèrent qu'il est « très important » ou « important » de devenir propriétaire de son logement, selon un sondage OpinionWay et Nexity pour *Le Figaro* qui a interrogé plus de 2 000 personnes.

Ce taux grimpe à 95 % chez les ménages qui sont déjà propriétaires mais tombe à 59 % chez les locataires. La perspective d'une remontée des prix immobiliers et des taux de crédit, ajoutée au contexte tendu, grippe le parcours résidentiel de ces candidats à l'achat et les condamne à rester locataires. Ou, pour ceux qui n'ont pas les moyens de faire face à l'envolée

des loyers, à retourner vivre chez leurs parents ou des amis. « Beaucoup de Français ont le sentiment d'être déclassés, confie au *Figaro* François Jolivet, député Horizons de l'Indre (36). La colère gronde. Elle ne se manifeste pas par une « giletjaunisation » du logement mais dans les urnes : ce déclassement est l'une des raisons de la montée du RN (Rassemblement national). Il faut rendre aux Français leur principale sécurité : le logement. »

Cette colère se manifeste chez les potentiels acheteurs mais aussi dans leur entourage : 67 % des parents se disent inquiets pour la capacité de leurs enfants à se loger demain. Malgré la baisse - trop faible - des taux de crédit et des prix, l'immobilier est encore cher pour les jeunes, surtout ceux qui habitent dans les grandes villes. Sans un coup de pouce familial, devenir propriétaire est un vrai parcours du combattant. « L'accès à la propriété est un gage de confiance en l'avenir et un sujet au cœur de la transmission entre générations : être propriétaire de son logement, c'est offrir à ses enfants un socle de stabilité pour le futur », souligne Véronique Bédague, PDG de Nexity. Pour amé-

degrés» des Français

baromètre OpinionWay-Nexity pour «Le Figaro».



JÉRÔME GILLES/INURPHOTO VIA AFP

Des soldats de l'opération Sentinelle patrouillent à la gare du Nord, le 19 juin, à Paris.

tion voire en déclin». Quelque 61 % d'entre eux constatent une augmentation de la part des personnes issues de l'immigration, 59 % voient davantage de personnes âgées, tandis que «les personnes des catégories aisées» et les jeunes, au contraire, diminuent dans leur entourage. Plus de la moitié (52 %) attendent de leur maire qu'il «gèle le parc de logements sociaux pour freiner l'afflux de population aux revenus modestes».

«Les grandes incertitudes que l'on vit, cette perte de confiance dans les structu-

res collectives, renforcent l'idée que la seule structure rassurante, c'est la cellule familiale, explique Frédéric Micheau. On entre de plus en plus dans l'ère du chacun pour soi, on essaie de s'en sortir de son côté. On parle de civilisation du cocon; c'est presque une sorte de forteresse...» Attaquée elle aussi, «car le pessimisme peut contaminer le bonheur familial», met-il en garde. «L'amour», «la solidarité», «la transmission», «la sécurité», voilà, dans l'ordre, les mots qu'évoque principalement, pour les Français, leur famille. Dans tous les domaines de la vie affective, ils se disent plus épanouis. En tête arrive la vie parentale, avec 87 % (+6 points par rapport à 2023), puis la vie familiale, amicale, sentimentale ou sexuelle, où là aussi les citoyens se disent plus satisfaits (61 %, +7).

En ce qui concerne l'avenir de leurs enfants, et plus précisément la sécurité de l'emploi, leur niveau de vie, ou encore la qualité de leur cadre de vie, près des trois quarts des parents se disent inquiets. Moins tout de même qu'en septembre 2024. Questionnés sur les enjeux de natalité, les deux tiers d'entre eux jugent également «inquiétant», le recul constaté depuis plusieurs années en France, mais 70 % estiment que «dans l'état actuel du monde, ne pas vouloir faire d'enfants est un choix raisonnable». «Il faut avoir un plus grand logement pour avoir un enfant», font aussi remarquer 78 % des personnes interrogées.

La fin de vie, 76 % des Français y pensent, mais ce n'est pas pour autant qu'ils ont pris leurs dispositions : seuls 16 % ont rédigé des directives anticipées. Selon elles, les éléments les plus importants pour garantir la dignité d'une personne en fin de vie sont «le respect de sa volonté», «la prise en charge efficace de ses douleurs» et «le respect de l'intimité de la personne».

Dans ce contexte morose, un quart de la population avoue ne pas se sentir fier d'être français (en hausse de 4 points). Et l'on sent poindre une exaspération vis-à-vis des politiques, qui auraient «trop de pouvoir». À commencer par «le président de la République, quel qu'il soit», pour 46 % (+8) et «l'Assemblée nationale, quelle que soit sa composition» (34 %, +9). Les maires, eux, n'auraient pas assez de pouvoir, pour 46 %. Car la fonction de maire est «utile», pour 87 %, tandis que les députés «sont d'abord intéressés par leur propre visibilité médiatique», et «dominent une mauvaise image de l'Assemblée nationale»; seuls 21 % (-4) trouvent qu'ils «représentent bien les citoyens». Résultat : près des deux tiers des Français (65 %, +6) ne se sentent représentés par aucun parti politique. ■

té toujours plus difficile, ssement»

liorer l'accès à la propriété des jeunes, les professionnels de l'immobilier ne cessent de marteler la nécessité de construire plus de logements pour faire face à la forte demande et ainsi réduire les prix de l'immobilier.

Autre enseignement du sondage : le logement neuf attire les Français. Certes, c'est le bien immobilier «pour vivre» - ancien ou neuf - qui est le plus cité (64 %) parmi les réponses suggérées aux personnes interrogées sur le projet qu'il souhaiterait réaliser. Mais c'est l'achat d'un logement neuf qui arrive en deuxième position (50 % des sondés) et devance l'investissement loca-

tif (37 %). Le score pour le logement neuf est surprenant car ce secteur, dont les ventes ne cessent de dégringoler, est en pleine crise. À tel point que les promoteurs sont vent debout contre la copie du gouvernement sur le logement.

Le statut du bailleur privé, mesure adoptée par le Parlement et censée redonner envie aux propriétaires d'investir dans la pierre, a été vidé de sa substance et n'est pas rentable, aux yeux des experts. Selon la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), un investisseur locatif peut espérer une rentabilité de 1,6 % grâce au statut du bailleur privé, contre 1,8 % sans. Un taux légèrement inférieur à celui du livret A (1,7 %).

Aux dires du président de la FPI, Pascal Boulanger, «la confiance a déserté les ménages». Pourtant, souligne son homologue de Nexity, «le neuf, c'est la garantie d'un habitat économe en consommation d'énergie, avec des factures réduites et un DPE (Diagnostic de performance énergétique) performant». «C'est aussi un levier essentiel pour répondre aux besoins de toutes les générations et accompagner la transition environnementale de nos territoires», ajoute Véronique Bédague. ■

«L'accès à la propriété est un gage de confiance en l'avenir et un sujet au cœur de la transmission entre générations : être propriétaire de son logement, c'est offrir à ses enfants un socle de stabilité pour le futur»

Véronique Bédague
PDG de Nexity



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un combat contre la dette pourtant plébiscité

Au moment de voter le budget, les parlementaires gagneraient à se mettre «dans la tête des Français», titre de la grande étude annuelle OpinionWay-Nexity publiée dans *Le Figaro*. Ils découvriraient une conscience de la gravité des enjeux plus forte qu'ils imaginent.

Sur les grandes tendances de fond relatives à leur vie, on constate une grande stabilité sur les années écoulées. L'une des rares évolutions significatives concerne précisément «la priorité de la politique économique de la France». Il y a encore un an, la lutte contre la hausse des prix arrivait très largement en tête (40 %). C'est désormais, et nettement, la réduction de la dette publique (32 %). Ce renversement est d'autant plus spectaculaire qu'un souci abstrait d'intérêt général prend le pas sur une préoccupation concrète et particulière.

Est-ce l'impact de la pédagogie de Michel Barnier, puis de François Bayrou, sur cette question de la dette ? On touche ici à une question récurrente de l'action politique lorsqu'elle en appelle à l'effort. Pour avoir mis en avant une potion inévitablement amère, les deux hommes ont été renversés. Alors qu'en privilégiant l'accord avec les socialis-

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



tes, Sébastien Lecornu a - jusqu'au vote de ce jour sur les recettes du PLFSS - échappé à la censure. N'existerait-il aucune issue satisfaisante ?

Pourtant, 79 % des Français pensent qu'«on ne peut plus attendre pour régler le problème de la dette» et 87 % d'entre eux que le budget de l'État devrait être géré «comme n'importe quel ménage doit gérer le sien» - ce que disait Bayrou - et 82 % estiment que la dette doit être réduite «en baissant les dépenses publiques et pas en augmentant les impôts» - ce qui n'est pas le chemin emprunté. Plus inattendu : près de trois Français sur quatre (72 %) sont favorables à l'interdiction pour le Parlement de voter un budget en déficit. Quand le gouvernement présente comme un objectif de ne pas dépasser les 5 % du PIB dans le PLF et voit dans le trou annoncé de la Sécuri-

té sociale à 20 milliards un moindre mal par rapport aux 30 milliards possibles en cas de budget non voté.

D'une manière globale, alors que la promesse macroniste de 2017 était de réenchanter la vie politique, jamais le regard des Français n'a été aussi désabusé. Les députés sont accusés à 87 % d'être «d'abord intéressés par leur propre visibilité médiatique», de donner une mauvaise image de l'Assemblée nationale (83 %) et de chercher «avant tout à créer des polémiques» (78 %). D'où l'impatience des électeurs autant que des élus à tourner cette laborieuse séquence budgétaire. Sans surprise, les Français continuent de plébisciter des alternatives à la démocratie représentative (référendums, conventions citoyennes...) mais semblent sans illusion sur les recompositions partisanes. Modérément favorables aux primaires (de 54 % à 56 % quel que soit le parti), partagés sur un «front républicain» (30 % en veulent un contre le RN, 29 % contre LFI), et sceptiques sur des alliances en vue de la présidentielle. LR-RN, «bloc central»-LR, LFI-gauche, PS-macronistes : aucun attelage n'est souhaité par au moins un tiers des électeurs. En 2027, le premier défi de tout aspirant à l'Élysée sera de convaincre que la politique a encore une utilité. ■



Le Gstaad Palace

Laurent-Perrier

Héritage, choisi par les meilleurs.



Héritage est issu du savoir-faire de Grand Siècle, un assemblage de vins de réserve, exceptionnels de fraîcheur, d'élégance et de complexité.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Le drame de Piriac, illustration inquiétante de la crise du logement en France

Emmanuel Galiero

Le décès d'une retraitée dans une commune de Loire-Atlantique, après six nuits passées dans une voiture, a mis en lumière une réalité dénoncée par des maires en première ligne face à la précarisation croissante des classes moyennes.

Tristesse et consternation. La mort de Sylviane Police a suscité une vague d'indignation bien au-delà de la Loire-Atlantique. Cette femme est décédée le 23 novembre d'une crise cardiaque à l'âge de 66 ans, après avoir passé six nuits dans une voiture avec son mari, suite à l'impossibilité de trouver un toit. Les circonstances sociales et familiales de cette tragédie sont complexes mais cette histoire illustre, à bien des égards, la sévère crise du logement qui frappe le pays.

Les élus locaux y sont confrontés de manière croissante et nombre d'entre eux ont relancé un cri d'alarme lors du 107^e congrès des maires de France, quelques jours avant le malheur de Piriac-sur-Mer. David Lisnard, président de l'AMF, est monté au créneau, une nouvelle fois, en rappelant qu'en tant que maire de Cannes lui aussi voyait des gens dormir dans des voitures. François Baroin, qui fut son prédécesseur à la tête des maires, fut aussi l'un des premiers élus à lancer des alertes, dès 2017, contre les orientations fixées par Emmanuel Macron aux premières heures de son premier mandat présidentiel.

Après le décès de Sylviane Police, la petite commune du pays de Guérande a aussitôt concentré les critiques. Comment est-il possible, en France, en 2025, qu'un couple de retraités puisse survivre plusieurs jours dans de telles conditions, en plein hiver, sans que la gravité de leur situation ne soit détectée plus tôt ? « Je ne comprends pas. J'étais effarée. Nous en avons parlé entre maires voisins en nous demandant comment nous avions pu ne pas être alertés », répond Emmanuelle Dacheux, la maire sans étiquette de Piriac, en déplorant un « vrai problème de détection ».

« On n'aide pas beaucoup les collectivités territoriales à œuvrer pour le logement, alors qu'aujourd'hui le fossé se creuse dans la population »

Emmanuelle Dacheux
Maire de Piriac-sur-Mer

L'élue administre sa collectivité de 2725 habitants depuis deux ans, après avoir été membre de l'équipe municipale de 2008 à 2020, engagée sur la thématique de la jeunesse. Cible de menaces de mort en ligne depuis le drame, elle a été placée sous protection fonctionnelle selon *Ouest France*. La maire s'est aussi retrouvée en première ligne face à la douleur et la colère de la famille de la défunte. « C'est vraiment dramatique, confie l'élue au *Figaro*. Ma compassion à leur égard est extrême. J'ai appris la nouvelle par le maire de Mesquer (commune voisine où été trouvée Sylviane Police, NDLR). Il m'a demandé si Piriac avait des logements d'urgence mais nous n'en avions pas. » À la désolation se mêle le regret d'avoir eu le couple de retraités parmi les personnes enregistrées dans les fichiers anonymisés et confidentiels du centre communal d'action sociale (CCAS).

Confrontés à des difficultés pour payer leur loyer, les époux ont fini par être expulsés de leur habitat mais une première demande de logement avait été reçue par les services municipaux dès 2020, suivie de plusieurs échanges durant cinq ans, sans solution trouvée sur la plateforme départementale où les demandeurs avaient mentionné leur volonté de rester dans le secteur, entre les communes de Piriac et de Mesquer. Les premières sollicitations n'étaient pas recevables au motif que les revenus du foyer se situaient au-dessus des critères sociaux mais le suivi mentionne des évolutions d'ordre privé ayant compliqué des procédures administratives déjà complexes.

L'analyse de la situation révèle une série de facteurs en cascade ayant sans doute conduit au drame. Foncier indisponible, flambée des prix du marché sous l'effet du tourisme, spéculation des

territoires littoraux, contraintes sur la construction exercées par les normes environnementales, écoles en perte de classes, population âgée en hausse, difficultés sur les révisions de plans locaux d'urbanisme (PLU), individualisme croissant dans la société... « Les maires ne sont pas des agences immobilières mais je me bats pour trouver des solutions et préempter des terrains parce que nous sommes touchés par la problématique des jeunes », explique la maire, qui ne compte plus le nombre de charges nouvelles que sa collectivité doit assumer.

Le paradoxe est que Piriac n'est pas une commune pauvre classée SRU (Soli-

Village essentiellement touristique, Piriac-sur-Mer souffre d'un habitat locatif de longue durée très pauvre. La maire de la commune explique être de plus en plus confrontée aux faiblesses d'un État « déconnecté ».

darité et renouvellement urbain) et qu'elle consacre une part non négligeable de son budget au social (environ 80 000 euros). Elle n'est pas non plus en retard sur les volumes de logements sociaux exigés. Situé à une cinquantaine de kilomètres de Nantes et à une vingtaine de kilomètres de la Baule, Piriac est un village essentiellement touristique qui multiplie sa population par dix durant l'été. Il est labellisé Petite cité de caractère et Famille Plus. Le nombre de résidences secondaires atteint un taux de 67 % dans cette commune touchée par une « vraie difficulté » à loger les résidents locaux, selon la maire.

L'habitat locatif de longue durée y est très pauvre et souffre d'un manque de « turnover ». On compte seulement une dizaine de logements dans le parc privé et près de 90 appartements sociaux. « Les gens y sont arrivés à l'âge de 20 ans et souvent, quarante ans plus tard, y vi-

vent encore même si les enfants sont partis », constate Emmanuelle Dacheux. Elle dit être confrontée de plus en plus aux faiblesses d'un État « déconnecté ». Son diagnostic résonne comme une alarme déjà entendue. « On n'aide pas beaucoup les collectivités territoriales à œuvrer pour le logement, alors qu'aujourd'hui le fossé se creuse dans la population où l'on voit de plus en plus de Français moyens tomber très vite dans la précarité. Il y a une bascule. On se heurte aussi à tellement d'injonctions contraires ! D'un côté, on nous incite à construire mais de l'autre on nous empêche de le faire à cause des zones humides, du recul du trait de côte (érosion), etc. »

Face à l'ampleur des urgences, les municipalités se retrouvent parfois démunies mais restent en première ligne. La maire de Piriac espère une évolution réaliste des règles d'urbanisme et des moyens pour favoriser le développe-

ment du bail réel solidaire permettant aux mairies de freiner la spéculation immobilière, ou le logement d'urgence. « On nous impose des évolutions qui vont nous coûter très cher et on nous supprime des compétences en nous reprochant des choix subis, mais sans aucune aide ni perspective », poursuit l'élue.

Pour Emmanuelle Dacheux, l'implication politique de personnes issues de la société civile, à laquelle elle avait cru, n'a pas empêché cette déconnexion qu'elle juge croissante entre Paris et la province. Elle estime ainsi que la fin du cumul des mandats et la disparition des maires députés n'ont pas facilité une bonne perception du pays. Et si la tragédie de la famille Police la bouleverse et l'interroge, l'élue de Loire-Atlantique ne comprend pas davantage la trajectoire nationale d'une politique du logement dont les failles béantes sont pointées par des maires de plus en plus inquiets. ■



ALAIN GAYMARD/NATURIMAGES

David Lisnard : « Il est temps de briser cette spirale infernale ! »

Le patron LR des Maires de France juge que les attaques d'un État trop centralisateur sur la propriété sont la première cause d'une crise sociale et humaine de grande ampleur.

LE FIGARO. - Une femme de 66 ans est décédée à Piriac-sur-Mer après avoir passé six nuits avec son mari dans leur voiture, faute de logement... DAVID LISNARD. - Au-delà de l'émotion ressentie, malheureusement je n'ai pas été surpris. J'avais évoqué, récemment, la réalité de compatriotes y compris salariés qui vivent dans leur voiture. Nous sommes plusieurs à répéter depuis des années que cette crise du logement serait la plus grande crise sociale et humaine que nous aurions à affronter. Nous y sommes. Et cette crise, elle n'est pas terminée puisque les gouvernants persistent dans l'amplification des causes de cet effondrement.

Cette crise du logement, qui est aussi une réalité européenne, est-elle une fatalité en France ? Le sujet est très compliqué, mais il n'y a jamais de fatalité. C'est une fatalité si l'on continue de refuser de regarder la réalité : les besoins de logement augmentent. Explosion des ménages, accélération des divorces... Toutes les études le disent. Rien que sur le neuf, il faudrait 30 % de logements en plus d'ici dix ans alors que nous souffrons de 30 % en moins. Il faut absolument sortir du diagnostic erroné des technocrates qui ont pensé que la stagnation démographique entraînerait moins de besoins. Dans une grande mesure, la crise du pouvoir

d'achat est aussi la conséquence de la crise du logement, sachant que l'autre cause réside dans les prélèvements obligatoires excessifs. Le coût du logement, qui est une dépense contrainte, représente 32 % des revenus du ménage, contre 16 % il y a vingt ans.

À qui la faute ? À l'incompétence.

Comment sortir de cette spirale ?

Pour en sortir, nos dirigeants doivent d'abord accepter le bon diagnostic. Il est temps de briser cette spirale infernale, amorcée il y a trente ans et accentuée depuis dix ans. Nous avons tari l'offre tout en pénalisant la capacité de la demande sur un besoin pourtant vital de l'être humain : un toit. Il faut absolument libérer le marché, lui permettre de redevenir la base de la production de logements pour les classes moyennes, puis permettre au logement social de vivre. Cette crise aiguë est aussi la conséquence des attaques répétées sur la propriété.

Pourquoi ?

Car la France ne compte que 54 % de propriétaires contre la moyenne européenne à 70 %. En 2017, Emmanuel Macron avait parlé d'un choc de l'offre mais en réalité le choc s'est inversé. Nous sommes passés de 500 000 logements neufs à 300 000. C'est une catastrophe engendrée par plusieurs facteurs : raréfaction du foncier via la loi ZAN (zéro artificialisation nette), complexification des procédures locales, diagnostics de performances énergétiques empêchant 7 millions de

logements d'être loués en résidences principales, impôt sur la fortune immobilière... J'avais posé tout cela par écrit dès 2018. Emmanuel Macron considérait que l'immobilier n'était pas l'économie réelle, alors que chacun sait que ce secteur est l'un des principaux moteurs de l'emploi et de la création de valeur, puisque 440 000 entreprises et de nombreux corps de métiers en dépendent.

Comment expliquez-vous la surdité de l'État aux alertes, notamment celles des Maires de France ?

François Baroin, André Laignel, tous les vice-présidents de l'AMF et moi-



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Il faut absolument sortir du diagnostic erroné des technocrates qui ont pensé que la stagnation démographique entraînerait moins de besoins

David Lisnard Maire de Cannes

même avions lancé l'alerte dès 2017 ! Mais notre pays a subi une recentralisation de la politique du logement. Toutes les causes de la situation actuelle sont documentées : fiscalité, bureaucratie, autorisations préalables, code de l'urbanisme abscons, raréfaction des crédits...

Quid des effets pervers de la spéculation immobilière ?

Elle est la conséquence d'un excès de réglementation et n'est que le fruit de la rareté !

Vous président, quelles décisions concrètes prendriez-vous dès 2027 ?

J'allégerais la réglementation et je baisserais la fiscalité sur le revenu du locatif en résidence principale. Ensuite, je remettrais en cause les lois SRU, Alur, climat et résilience et je permettrais la relance de la construction en créant un bonus à la densification et un malus à l'étalement urbain. Je faciliterais aussi l'expulsion des squatteurs et je supprimerais le DPE. Je libérerais le foncier public, notamment celui de l'État. Et je simplifierais totalement le droit de l'urbanisme. Je réformerais enfin le logement social en permettant aux maires d'exclure les familles de délinquants avérés et récidivistes.

Vous risquez d'être accusé de défendre une vision très libérale du logement... Je le prendrais comme un compliment, mais c'est surtout une vision très réaliste, volontariste, pragmatique et sans idéologie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR E. G.



“On m’oubliera, on oubliera
mes films mais *Perce-Neige*
nous survivra longtemps”.

Lino Ventura.

Agence Province - Photo : © Serge Lido / SPA PRESSE

La Fondation Perce-Neige *accueille* les personnes en situation
de handicap, au sein de **53** Maisons Perce-Neige,
accompagnées par **1899** professionnels engagés.



Vos *dons* sont si *précieux* !



JE FAIS UN DON en flashant le QR code,
par **carte bancaire**, **virement instantané**,
ou par **SMS (10€)** en envoyant **PNEIGE** au **92030**.
Par **chèque** : à l'ordre de la Fondation Perce-Neige.



FONDATION
**PERCE
NEIGE**

7, bis rue de la Gare - CS 20171
92594 Levallois-Perret Cedex

www.perce-neige.org    

La Fondation Perce-Neige est reconnue d'utilité publique par décret en date du 13 mai 2016.
Toute reproduction est interdite.

Assemblée nationale : le budget de la Sécurité sociale franchit une étape

Wally Bordas

L'exécutif a précipité les débats en appelant plusieurs articles en priorité vendredi soir, ouvrant la voie à une adoption du PLFSS par les députés mardi.

Sébastien Lecornu peut sourire. Le premier ministre vient d'obtenir une première victoire, ce vendredi après-midi. Alors que, depuis plusieurs jours, les chances d'adoption du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) semblaient s'amenuiser, la partie recettes (P2) du texte a été adoptée à l'Assemblée nationale en seconde lecture, par 166 voix contre 140. Un résultat obtenu grâce au vote favorable des macronistes, des bayrouistes et des socialistes, et en dépit de l'opposition des Insoumis, des Écologistes, du Rassemblement national et des ciottistes. Une partie des députés LR ont également voté pour le texte, les autres décidant majoritairement de s'abstenir. Choix qu'ont également fait les députés Horizons d'Édouard Philippe et les communistes. Pour le gouvernement, le ciel s'était éclairci dans la soirée de jeudi, lorsque l'exécutif est parvenu, grâce à un amendement déposé à l'issue de nombreuses négociations au sein du bloc central, à trouver un compromis avec une très large partie des députés.

Le contenu de l'amendement en question ? Une version amoindrie de la hausse de la CSG sur les revenus du capital, souhaitée par le PS. Celle-ci exclut notamment les PEL, assurances-vie et revenus fonciers, mais concerne par exemple les comptes à terme ou encore les livrets bancaires - par une hausse de 1,4 point. Seuls le RN et les ciottistes se sont opposés à ce dispositif. Les Républicains, Horizons et les Insoumis se sont, eux, abstenus, pendant que tous les autres groupes ont majoritairement voté pour. À l'issue du vote, salle des Conférences, le premier ministre ne cache pas sa satisfaction. « De toute façon, c'était évident qu'après la dissolution et l'année qu'on vient d'avoir personne ne veut être responsable du chaos », confie même Sébastien Lecornu à quelques députés macronistes.

« C'est un exploit », se félicite un député



La partie recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été adoptée à l'Assemblée en seconde lecture, vendredi, par 166 voix contre 140.

Renaissance, quelques minutes après ce vote. « Vous voyez que cette Assemblée nationale est capable de trouver des compromis », s'enthousiasme quant à lui un poids lourd du camp présidentiel, qui s'attendait à une telle issue. D'autres mesures qui « irritaient » les uns et les autres ont été retirées du texte. C'est, entre autres, le cas des mesures qui revenaient sur l'exonération de cotisations salariales pour les apprentis. Pendant que la contribution exceptionnelle de la part des complémentaires et des mutuelles, elle, est adoptée. Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé, par la voix de sa porte-parole, Maud Bregeon, sur TF1, à ne pas augmenter les franchises médicales, ni par décret ni d'une autre manière. Une promesse que réclamaient notamment les Écologistes depuis plusieurs jours.

« Du vrai parlementarisme »

Cette adoption de la partie recettes ouvre la voie à une probable issue favorable sur l'ensemble du projet de loi de la Sécurité sociale, mardi prochain, lors du vote solennel. Car l'exécutif, initialement décidé à poursuivre les discussions ce week-end, a décidé de précipiter les choses vendredi soir en appelant en priorité la partie dépenses (P3) du PLFSS. À commencer par

son article le plus inflammable, à savoir celui qui prévoit la suspension des réformes Borne et Touraine des retraites, retiré par le Sénat la semaine dernière, mais qui emporte l'adhésion d'une majorité de députés, allant de la gauche de l'Hémicycle aux bancs du RN. « Plus personne ne nous parle de la suspension, nous avons fait notre deuil, et la France a besoin d'un budget de la Sécurité », confiait pourtant un cadre LR, prévoyant de s'opposer à l'article en question, tout en votant pour le projet de loi global. « Nous avons un rôle d'équilibriste, car, d'un côté, nous ne voulons pas être vecteurs du chaos, et, de l'autre, nous ne voulons pas voter n'importe quoi », exprime quant à lui le député Horizons Vincent Thiébaud.

Du côté du PS, la satisfaction est grande d'avoir obtenu tant de victoires. Mais on tâche, en vue du vote de mardi, de cacher les concessions faites à la droite. « Franchement, on fait des efforts. On laisse passer la défiscalisation totale des heures supplémentaires pour faire plaisir à LR et Horizons. Il y a aussi la taxe de 1 milliard sur les mutuelles qui ne nous fait pas plaisir... », chuchote un député PS. Avant d'avouer : « C'est de la vente à la découpe, et, à la fin, j'ai l'impression qu'il ne va pas y avoir un groupe qui va voter comme un seul homme. C'est du vrai parlementarisme. » La soirée de jeudi et l'adoption de ce fameux amendement sur la CSG sont effectivement un exemple marquant d'accord entre différents groupes politiques pourtant opposés. « C'est une avancée importante. On aboutit à protéger l'assurance-vie, les revenus fonciers, les PEL, les PEP, les PEA en partie. On avance dans une bonne direction », a concédé Laurent Wauquiez, patron des députés LR, avant de rappeler : « Cela reste un impôt, et notre groupe reste hostile aux impôts. »

« Serrer les rangs »

En cas d'adoption mardi après-midi, le texte repartirait au Sénat pour une seconde lecture. Le Palais du Luxembourg devrait normalement retoquer très rapidement, en l'espace d'une demi-journée. La loi reviendra alors ensuite à l'Assemblée pour une lecture définitive, qui devrait être rapide, puisque les députés auront déjà acté le compromis en deuxième lecture.

De quoi réjouir d'avance nombre de parlementaires, au « bout du rouleau » après plusieurs semaines d'intenses débats dans l'Hémicycle. « Le projet de loi de finances (PLF) sera aussi adopté, grâce à l'usage de tous », anticipe un important député macroniste. Un socialiste abonde : « On prend les galères les unes après les autres. Mais certains chez nous sont d'accord pour dire que le PLF et le PLFSS, c'est la même chose, et qu'il faut arrêter de chipoter. » Avant d'ajouter : « Une chose est certaine : en circonscription, on a tous le sentiment que les gens veulent qu'on sorte de tout ça. »

Beaucoup estiment tout de même que le plus dur reste à venir, au vu des rapports de force dans l'Hémicycle. Ce vendredi, les bancs du Rassemblement national étaient à moitié vides. « Les députés RN étaient à des obsèques, c'est ça qui nous a sauvés », avoue une socialiste. Mardi, la donne ne sera pas la même. Au point d'imaginer un rejet du texte ? Les plus pessimistes le redoutent. Comme ce macroniste : « On ne va pas crier victoire trop vite. Mardi, il va falloir serrer les rangs... » ■

Les députés LR cherchent encore une boussole

Emmanuel Galiero

Dans la confusion générale régnant autour du débat budgétaire à l'Assemblée, la ligne de la droite sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale interroge. La partie recettes du projet a été finalement adoptée par 166 voix (140 contre et 32 abstentions) mais au-delà des calculs nerveux des uns et des autres, et des satisfactions affichées par la présidence du groupe DR, certains s'inquiètent sur les conséquences politiques d'un positionnement difficile à décrypter.

Déjà, sur les 49 députés du groupe, seulement 20 sont présents vendredi dans l'Hémicycle. Aucun ne vote contre, 14 s'abstiennent et 6 votent pour, dont Michèle Tabarot, députée des Alpes-Maritimes et sœur du ministre des Transports. Laurent Wauquiez quant à lui s'abstient. Ce qui provoque un commentaire « amusé » chez ses amis. « Il sort un communiqué en criant victoire sur la CSG amoindrie mais de l'autre il ne va pas jusqu'à voter pour. C'est une façon d'éviter le flagrant délit de grand écart. »

Dans le communiqué en question, le patron du groupe DR se félicite collectivement d'avoir décroché la « préservation de l'épargne des classes moyennes » et de s'être opposé à un « alourdissement de la fiscalité ». Les gains sont incontestables mais la hausse de cet impôt l'est aussi puisque l'objectif est évalué à 1,5 milliard d'euros de recette, alors que la hausse des prélèvements a toujours été tracée comme une ligne rouge des Républicains. De plus, tout le monde sait que cette hausse de CSG fait bien partie des dispositifs prévus pour financer la suspension de la réforme des retraites, pointée par la droite comme le renoncement le plus honteux du gouvernement Lecornu 2.

D'ailleurs, Michel Barnier en personne exprime plus que des réserves sur le vote de ce PLFSS. L'ex-premier ministre, tombé lui-même un an plus tôt sur le même obstacle, affirme qu'il ne pourra pas voter un tel budget « en l'état ». Pour lui, même si le choix est « difficile », il s'agit de ne pas « sacrifier l'avenir au présent ». Il fustige les manœuvres visant à « marchander l'équilibre et la pérennité de notre modèle social au prix de petits calculs politiques irresponsables et de courte vue ». On sait que le parlementaire, qui a l'habitude de peser chaque mot, a souvent appelé à l'esprit de responsabilité en tentant de concilier les visions au sein de son « socle commun », quand il officiait Rue de Varenne. Mais on sait aussi qu'il reste profondément hostile à tout report de la réforme des retraites. Il la juge indispensable pour assurer la pérennité du système. « L'esprit de compromis ne doit pas conduire à tout céder, à tout brader », insiste-t-il.

Dans ces conditions, quand Les Républicains s'efforcent de contrer la

suspension de la réforme et pressent Sébastien Lecornu de ne pas fermer la porte au 49.3, comme l'ont fait Bruno Retailleau et Gérard Larcher, la ligne des députés DR est parfois perçue comme un exercice périlleux, voire à contre-courant.

Tournés vers les municipales

Au sein du groupe DR, Thibault Bazin, rapporteur général de la commission des affaires sociales à l'Assemblée et député de Meurthe-et-Moselle estime que le « chaos économique » serait ce qui pourrait coûter le plus cher à la Sécurité sociale. Tout en reconnaissant les imperfections de ce budget, il pense que le devoir de ses collègues est de « supprimer un maximum d'irritants », d'avoir une copie « apte à traiter des problèmes structurels », « diminuer le déficit » et « négocier la dette sociale ». Soit chercher des « solutions sans nous nier », précise-t-il auprès du Figaro. Mais vendredi, aussitôt après le vote du budget, un LR accuse Laurent Wauquiez de s'être « vendu et renié ». Ce que l'on perçoit parfois en coulisses, c'est la crainte de tomber dans un piège macroniste.

Depuis le départ de Bruno Retailleau du gouvernement, les Républicains se sont tournés vers les municipales en brandissant le slogan « tout sauf la gauche ». Ils l'ont fait en mesurant l'urgence de ne pas être associés au bilan du macronisme jugé de plus en plus catastrophique dans l'opinion. « Mais chaque fois, Lecornu essaye de nous remettre dans cette boucle macroniste du « en même temps », alors que pour nous, toute la question est de savoir comment on en sort », peste un député, avant d'ajouter, un brin amer : « C'est bien pour cela d'ailleurs qu'Édouard Philippe a décidé de monter le son. Il a bien compris son intérêt. Il veut essayer de placer ses pions pour avoir des élus aux municipales dans l'objectif d'avoir un groupe au Sénat. » Le comble pour la droite est d'apparaître sur un créneau moins-disant que celui du patron d'Horizons.

À droite, certains espèrent que la ligne Barnier finira par l'emporter mardi prochain et que la voix des « contre » finira pas se faire entendre. Certains vont jusqu'à soupçonner le premier ministre de jouer la confusion de manière cynique. Un retailliste grince : « C'est étrange. Sébastien Lecornu donne le sentiment en coulisses d'avoir obtenu des assurances à droite. Il utilise Laurent Wauquiez depuis le début en le flattant. Il lui dit peut-être que Retailleau est fini et que c'est à lui de jouer... » Un sénateur craint que l'hôte de Matignon soit décidément prêt à tout pour rester en place. « Le malin Lecornu slalome pour durer et n'a plus de ligne budgétaire claire. Il peut bien nous demander de ne pas compter sur lui pour faire n'importe quoi mais chacun constate qu'en vérité, il fait n'importe quoi depuis un mois. La réalité pourrait le rattraper. » ■

ARTCURIAL

Portrait officiel
du président
Charles de Gaulle
Dédicacé par le Général
au président
Paul Reynaud
Vendu 49 856 €



ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
d'objets liés à de grandes
figures historiques

Vente en préparation - Souvenirs Historiques

+33 (0)1 42 99 20 02 mmiglioretti@artcurial.com

Dominique de Villepin a toujours pris un malin plaisir à entretenir le mystère. Parsemer autant d’indices sur ses ambitions, sans jamais lever totalement le voile. C’est encore en toute discrétion que sa longue silhouette s’est faufilée, il y a trois semaines, dans les allées du Salon des maires à Paris – rendez-vous de tous les aspirants à l’Élysée. Puis quelques jours plus tard, dans celles du Forum économique des banlieues au palais d’Iéna. Le revoilà parcourant les quatre coins du pays, un jour à Lyon (Rhône), l’autre dans le Lot-et-Garonne pour un « banquet républicain ». Et à chaque fois, une bonne occasion de rencontrer une myriade d’élus locaux, d’associations et même des chefs d’entreprise. Un réseau d’autant plus précieux pour le septuagénaire, qui avait vu sa première tentative élyséenne s’interrompre au stade des parrainages il y a treize ans de cela.

« En ce moment, nous avons trois priorités : territoires, territoires, territoires », serine Benoît Jimenez, président de La France humaniste, parti fondé en juin dernier par Dominique de Villepin. Un nouveau virage pour celui qui est sorti de l’ombre ces derniers mois en surfant sur le conflit israélo-palestinien. C’est désormais en labourant le terrain, assurent ses proches, que l’ancien chiraquien compte bâtir un projet ouvertement présidentiel. « Nous ne voulons pas que ce soit quelque chose qui descende de Paris vers les territoires, mais exactement l’inverse. Nous devons faire remonter les réussites locales et les étendre à toute la France », reprend son bras droit, maire de Garges-lès-Gonesse (Val-d’Oise) et ancien de l’UDI.

Prises de position intriguanes

En attendant, sa petite écurie revendique déjà 40 000 adhérents qui ont rejoint le mouvement en un clic et sans cotisation. Des conseillers territoriaux, bientôt désignés par le parti, quadrilleront tous les départements. Avant l’ouverture d’un quartier général « au cœur de la capitale » d’ici à Noël. « Nous travaillons de façon acharnée et assez silencieuse pour l’accompagner dans les meilleures conditions. Il a clairement envie de tracer un chemin jusqu’à la présidentielle », confie Benoît Jimenez. Il faudra patienter toutefois pour que leur champion descende officiellement dans l’arène. On renvoie plutôt au printemps, voire à l’été prochain. Partir avant, ce serait risquer de prendre des coups.

Cela ne lui garantit pas pour autant la tranquillité. Mercredi, une enquête de Radio France a encore semé le trouble sur ses activités parapolitiques. Dominique de Villepin, dont les affaires font déjà couler beaucoup d’encre, aurait conseillé pendant plusieurs années de

Villepin veut passer par la gauche pour 2027

Célestine Gentilhomme et Richard Flurin

L’ancien premier ministre de Jacques Chirac multiplie les déplacements en France et les consultations avec des personnalités en vue.



Dominique de Villepin lors du Salon des maires, le 20 novembre. PREZAT DENIS/ABACA

nombreuses structures privées en Chine, apprend-on. Au point d’être soupçonné de bienveillance à l’égard du régime de Xi Jinping. « J’ai soigneusement fait attention de me tenir à distance, tout au long de ma carrière, de tout ce qui pouvait constituer un réseau d’influence, un réseau d’intérêts », s’est défendu l’intéressé auprès de la cellule investi-

gation du service public. Il n’en demeure pas moins qu’il traîne ces accusations de connivence avec des puissances étrangères – au premier rang desquelles le Qatar – comme un boulet.

Mais c’est surtout les prises de position dans le débat public de cet ancien du RPR qui intriguent les petits cercles politiques. Lui qui se vit comme le

dernier des chiraquiens s’invite régulièrement depuis des mois sur les plateaux télévisés pour s’opposer au régime israélien, allant jusqu’à faire sien, comme les mélenchonistes, le terme controversé de « génocide » pour qualifier la situation à Gaza. Quitte à s’attirer les foudres du Crif, dont le président Yonathan Arfi, n’avait pas hésité à le

dépeindre en « Mélenchon des beaux quartiers ». « C’est un Insoumis dans un gant de velours », enfonce un ex-ministre de son gouvernement. « Il joue à se faire plaisir. C’est comme les gens qui se prennent pour Napoléon, mais lui se prend pour de Gaulle », renchérit un sénateur qui l’a bien connu.

Ce qui n’empêche pas l’auteur du Pouvoir de dire non (Éditions Flammarion) de se hisser en tête des personnalités préférées des Français, devant Jordan Bardella, dans le dernier baromètre Ifop. Mais la popularité n’a jamais suffi à se creuser un espace politique : sondage après sondage, le septuagénaire oscille toujours entre 3 % et 5 % d’intentions de vote. Dominique de Villepin veut pourtant croire que sa position de surplomb et son expérience – lui qui a connu « tous les présidents de la République », aime à rappeler son entourage – lui permettront de transcender les clivages.

Populaire à gauche comme à droite

Pour ses équipes, le chemin est tout tracé. « La question centrale de cette élection, c’est qui portera une alternative à l’extrême droite, qui a déjà son ticket pour le second tour. Dominique de Villepin est un homme d’État capable d’incarner la France dans sa diversité, précis sur les défis à relever, bon dans le relationnel », encense Benoît Jimenez. Et de poursuivre sur le succès qu’il remporte auprès des jeunes générations : « Il est le seul capable de remplir l’amphi de la Sorbonne comme l’amphi d’Assas. » Une façon de souligner que sa popularité se vérifie à gauche comme à droite.

« Il rentre en campagne sur une position de second tour, mais il faut déjà réussir à se qualifier en recueillant suffisamment de suffrages dès le premier tour. Et en l’état, il y a trop de candidats pour qu’un espace se dégage », tranche un responsable politique de premier plan. Selon Jean-Christophe Cambadélis, jadis patron du Parti socialiste, le chiraquien pourrait incarner « le candidat de la droite capable de ramener la gauche au second tour ». C’est sans compter sur les relations déléteres qu’entretient Dominique de Villepin avec les caciques des différentes formations de droite, à commencer par le président des Républicains, Bruno Retailleau.

Les stratégies qui entourent l’ancien premier ministre convoitent surtout un vaste espace central pour le premier tour. Aussi constatent-ils avec délice les déboires récents de Raphaël Glucksmann et d’Édouard Philippe, respectivement figures du centre gauche et du centre droit, dont le capital sondagier s’érode après des erreurs stratégiques qui leur coûtent cher. « Les favoris sont en train de s’éliminer les uns après les autres », savoure-t-on d’avance dans son écurie. ■

Hervé Marseille, l’imperturbable « influenceur » centriste du Sénat

Claire Conruyt

Le patron du groupe Union centriste au Sénat s’apprête à être reconduit à la présidence de l’UDI, lors d’un congrès qui se tient ce samedi.

« Keep calm and carry on. » C’est tout lui. Assis dans l’un des sobres fauteuils de son bureau, Hervé Marseille arbore le sourire caractéristique des vieux briscards de la politique. « Je suis bien où je suis, je fais mon job, je n’ai pas d’ambition pour moi-même. J’essaie d’être facilitateur pour mes amis et ça suffit à mon quotidien. Ça le remplit bien, même. » Ses « amis » ? Ceux qui, de la droite au centre, cheminent péniblement vers 2027 en espérant battre le RN. « Et ce n’est pas gagné », glisse l’influent patron du groupe de l’Union centriste (UC) au Sénat. À la veille du congrès de l’Union des démocrates et indépendants (UDI), qui se tient ce samedi à Paris, son président, Hervé Marseille, 71 ans, ironise : « Ça va être un moment difficile pour ma réélection... Je suis le seul candidat. »

Imperturbable charrier, imitateur hors pair, conteur pittoresque... Rien n’est jamais trop sérieux pour empêcher une boutade. Alors que les débats budgétaires s’enlisaient jeudi, Hervé Marseille se faisait l’observateur à la fois amusé et désolé d’un spectacle politique « lunaire ». « J’étais optimiste jusqu’à présent. Mais là, j’ai des doutes. S’il faut revoter le budget 2026, siéger en janvier-février pendant les vœux, à la veille des municipales... Je me dis que comme tout le monde est fatigué, ils vont finir par se mettre d’accord à un moment ou à un autre. »

Il y a toutefois cette pointe d’agacement quand il évoque la « méthode » de Sébastien Lecornu. Ils sont nombreux à évoquer sa réponse au discours de politique générale du premier ministre : « J’ai pensé plus utile de vous parler avec mes sentiments. Des sentiments pour vos prédécesseurs, Michel Barnier et François Bayrou, qui ont essayé les plâtres avant vous pour essayer de construire des budgets dans le compromis et qui ont échoué. Ils ont d’autant plus échoué qu’ils n’ont pas eu la faculté de renoncer à la réforme des retraites, ce qui leur aurait permis d’être encore ici. » Applaudissements. « Nous nous sommes rencontrés à votre invitation, et, semaine après semaine, vous n’avez jamais voulu dévoiler vos intentions. Vous vous êtes enfermé dans le dialogue avec nos collègues socialistes et vous avez oublié qu’il y avait des forces politiques qui vous soutenaient. »

Au fond, médite aujourd’hui Hervé Marseille, « il nous a baladés, nous a expliqué que la réforme des retraites, on n’y touche pas. Il nous a fait une vague feuille de route : l’hiver il fait froid, l’été il fait chaud et l’eau ça mouille. » Quand il découvre la composition du gouvernement, il tombe de sa chaise. Personne de l’UDI. Trop, c’est trop. Le parti dégaîne en premier un communiqué : soutien sans participation. Peu après, Marseille et Lecornu échangent. « On n’a pas assez

parlé », se justifie le premier ministre. Un sénateur LR témoigne : « C’est très rare que Marseille s’énerv. Mais il était très fâché, oui. Il disait : “Même pas un tout petit SMS. Rien !” » Un fin connaisseur du Palais du Luxembourg décrypte : « Il n’a pas été bien traité. Or, l’UDI, c’est comme Horizons : ce sont partis d’élus, pas de militants. Pour eux, c’est vital. »

« Le socle commun en état de mort cérébrale »

C’est là que naît la « rupture » avec Matignon et plus largement, l’Élysée. Car à écouter Hervé Marseille, rien n’eût été possible sans l’aval d’Emmanuel Macron. « Lecornu faisait le SAV, confirme un sénateur UC. Macron a appelé pas mal de gens aussi, en leur promettant des perles de pluie. » Le patron des centristes renchérit : « Il y a une forme d’exaspération. Les socialistes demandent du beurre, puis du pain, et quand il reste du pain, ils veulent encore du beurre. En retour, rien. Sacré compromis ! Tout le monde a joué à se faire peur comme dans les films où les gens roulent les uns face aux autres et c’est au premier qui donnera un coup de volant. Résultat : les socialistes sont toujours là ! » Lassé, il poursuit : « Tout ça pour ça... » Et, comme s’il s’adressait au premier ministre, développe : « Tu as servi le PS, tu fais le service après-vente et il manque seulement le

49.3, qui arrangerait tout le monde, parce qu’entre-temps tu récoltes la défaillance de tes propres amis, et tu refuses de l’utiliser ? Non mais franchement, c’est extraordinaire... »

Pendant ce temps, regrette-t-il, le « socle commun » est en « état de mort cérébrale », miné par un « défaut de pilotage ». Un concept sans incarnation à la veille de municipales « que personne ne prépare sérieusement ». « Horizons va voir LR, Renaissance va voir LR, moi, ils viennent me voir... Mais il n’y a pas de réflexion collective, on n’a toujours pas parlé de ce qu’on ferait ni au premier, ni au deuxième tour. Tout cela crée des fragilités. Comment on fait pour parler de la présidentielle si on ne parle pas sérieusement des municipales ? » Le sénateur scrute la carte électorale, cherche de possibles victoires, s’attarde sur Paris, tout particulièrement. Un sénateur rapporte ce propos du centriste, fervent soutien de Rachida Dati : « Bournazel va faire moins de 10 %. Il ne va rien comprendre, elle va le scotcher. Pendant qu’ils font des réunions tupperware, elle, c’est une rock star. » Le patron de l’UDI et la ministre de la Culture s’entendent très bien. « Elle lui doit une fière chandelle : la loi Paris-Lyon-Marseille, c’est grâce à lui », glisse-t-on au Sénat.

La présidentielle, elle, viendra en son temps. Et les centristes, « en bons centris-

tes », ironise un retailliste, « choisiront de soutenir ce qui les arrange le plus ». Seule remarque d’Hervé Marseille : « Pour l’instant, il n’y en a qu’un qui est au-dessus du lot dans les sondages, c’est Édouard Philippe. Les autres sont en dessous de 10 %. » Un ténor LR poursuit : « Il va compter. Marseille est l’un de ceux qui tirent les ficelles. On le voit au Sénat : il ne siège pas plus de dix minutes. C’est un influenceur exceptionnel, un stratège, et c’est exactement ce qu’on lui demande. » Un sénateur de droite décrypte : « Les centristes, qui ne sont pas les plus courageux, ne prendront aucune position tant qu’ils ne savent pas qui peut gagner. » De la même manière, poursuit cette même voix, qu’Hervé Marseille « ne dira jamais qu’il lorgne la présidence du Sénat ».

Un autre parlementaire de la Chambre haute poursuit : « Il ne veut pas être ministre parce qu’il se préserve une chance de prendre le perchoir. Il pourrait mettre beaucoup de monde d’accord, ce n’est pas illogique. » Quand cet habitué du Palais du Luxembourg rétorque : « Ce n’est pas la logique du Sénat, où le président est désigné par le groupe le plus important, et, pour l’instant, LR est trop fort. » Réponse – évidemment mesurée – du centriste : « Gérard Larcher est un excellent président du Sénat, il l’incarne et affirme sa présence dans les institutions. Je le soutiens totalement. » ■

Nicolas Barotte

Plusieurs drones non identifiés ont été détectés jeudi survolant la base de l'île Longue, dans le Finistère, qui abrite les sous-marins de la dissuasion nucléaire.

Prudemment, le ministère des Armées refusait de commenter en détail l'incident survenu jeudi au-dessus de la base de l'île Longue dans le Finistère. « Une enquête est en cours », répète-t-on, en souhaitant dévoiler le moins d'éléments possibles. Il s'agit de temporer pour éviter un emballement. Mais plusieurs drones suspects, cinq a priori, ont bien été identifiés, survolant l'une des emprises les plus sensibles de l'armée française : l'île Longue abrite les sous-marins lanceurs d'engins, la composante océanique de la dissuasion française. Le mode opératoire apparaît relativement simple, décrypte un expert. Si l'intention malveillante est confirmée, son objectif semble davantage de susciter l'inquiétude que de menacer réellement les installations militaires.

« Je veux saluer l'interception » réalisée par les militaires, a déclaré le ministre des Armées, Catherine Vautrin, en déplacement dans le Sud-Ouest vendredi. Elle a refusé d'imputer l'incursion à qui que ce soit, un simple curieux ou un acteur malveillant. « Pas d'attribution », a-t-elle insisté, en rappelant « que tout survol d'une emprise militaire est interdit ». Les incursions de drones suspects se sont multipliées ces dernières semaines sans qu'il soit toujours possible de faire la part des choses. Au ministère des Armées, on ne veut pas alimenter la panique. Ni révéler une fébrilité. Mais l'incident intervient dans un contexte où les opérations hybrides de la Russie inquiètent.

Sur l'île Longue, des tirs antidrones ont été réalisés par les fusiliers marins qui assurent la protection du site, selon



L'île Longue, dans la rade de Brest (Finistère), sert de base à la flotte des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de la marine nationale. FRED TANNEAU / AFP

Confrontées à la menace des drones, les armées renforcent leur vigilance

une source au sein de la gendarmerie, contactée par l'AFP. La nature des moyens employés n'a pas été précisée. Mais généralement, les militaires « utilisent d'abord des fusils brouilleurs », fait savoir une source militaire. « La menace des drones évolue et les armées s'adaptent en permanence », ajoute-t-on. Les équipes « ont agi avec professionnalisme et nos installations sensibles n'ont pas été menacées », ajoute la marine. En ne donnant aucune précision, les militaires veulent « éviter de dévoiler leurs procédures d'intervention », explique-t-on. Tout renseignement serait utile à un acteur hostile. La protection d'un site sensible comme l'île Longue est conçue en couches successives : à chaque niveau d'alerte correspond un mode opératoire.

Le site est protégé sur l'eau, sous l'eau, dans les airs ou dans le cyber. Mais il n'est pas épargné par les incidents. Il ne s'agit pas du premier du genre. D'autres survols de drones ont été observés sur la presqu'île de Crozon. Rien n'est plus simple que faire décoller un engin à proximité. Le dernier événement date de mi-novembre. Mais les emprises militaires n'avaient pas été survolées.

Apprendre à détecter

Depuis plusieurs mois, la vigilance a été renforcée auprès des bases militaires. D'autres sites ont fait l'objet de survol de drones, notamment le camp de Mourmelon en septembre. Après l'incident, des systèmes antidrones Milad ont été déployés et des opérateurs

formés pour apprendre à détecter et caractériser des engins suspects. Une interception ne peut être décidée que si la menace est caractérisée. Mais les moyens sont comptés, notamment les fusils brouilleurs Nerod, trop peu nombreux. Le cas de Mourmelon et celui de l'île Longue ont peu à voir cependant : l'enceinte du camp de l'armée de terre est longue de plus d'une dizaine de kilomètres et beaucoup plus difficile à surveiller. Les sites militaires sont protégés par des moyens de détection radar. Les postes à vue ont été renforcés.

Depuis plus de trois mois, des dizaines d'incidents ont été recensés en Europe, entraînant la fermeture temporaire d'aéroports, comme à Copenhague ou à Munich, ou suscitant des interrogations sur la sécurité d'em-

prises militaires, comme sur le port de Rostock en Allemagne. La plupart du temps, il a été impossible d'identifier les opérateurs. Mais la flotte « fantôme russe » a été mise en cause dans d'autres cas. Ces navires ont pu servir de plateforme de décollage. Que la Russie soit à l'origine de toutes les opérations ou non, elle a déjà atteint un objectif : créer du doute et susciter des craintes.

Si les militaires veulent éviter d'alimenter une psychose, ils s'inquiètent aussi d'une accoutumance aux incursions qui ferait baisser la garde. Pour l'instant, les drones n'ont pas constitué de menaces réelles. Mais lundi dernier, plusieurs engins ont été détectés au large de l'Irlande sur la trajectoire de vol de l'avion du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. ■

Le Rwanda et le Congo signent la paix imposée par Trump

Tanguy Berthemet

Négocié par le Qatar et les États-Unis, ce traité suscite le scepticisme, les combats redoublant d'intensité dans l'Est congolais.

L'accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) a été paraphé vendredi à Washington par les deux chefs d'État, sous les yeux de Donald Trump. La cérémonie avait été reportée à plusieurs reprises ces derniers mois en raison des tensions toujours persistantes entre les deux pays. Cette fois, les médiateurs américains ont insisté pour que la signature soit maintenue, coûte que coûte. Le moment apparaît pourtant un rien irréel alors que les combats sont d'une intensité rare.

« L'heure semble plus à l'escalade qu'au cessez-le-feu », glisse un diplomate. Les affrontements ont repris lundi, tant dans le Nord-Kivu que dans le Sud-Kivu, deux régions de l'Est congolais, et les deux camps se renvoient la responsabilité du viol de la trêve. L'armée congolaise, appuyée par des milices, s'oppose au M23, une rébellion héritière des groupes qui disputent depuis 1995 à Kinshasa la souveraineté de ce Kivu si riche en ressources naturelles. La RDC accuse le Rwanda d'être le par-

rain du M23, ce que nie Kigali, sans vraiment convaincre. « La présence du président rwandais à Washington est en lui-même un aveu en creux », souligne le même diplomate.

Les mots des présidents rwandais et congolais n'incitaient pas non plus à l'optimisme. Félix Tshisekedi a accusé son homologue de l'avoir « poignardé dans le dos » tandis que Paul Kagame laisse entendre que les Congolais ne tenaient pas leurs promesses. Le paraphe n'aurait pourtant dû être qu'un simple passage protocolaire. Le texte, négocié à Doha sous la médiation du Qatar, a déjà été signé en juin par les ministres des Affaires étrangères. « Cela va être un grand miracle », a dit jeudi le président américain, en vantant un accord « puissant et détaillé ». Les deux dirigeants vont à l'avenir « passer beaucoup de temps à se donner des accolades et se tenir la main », a prédit Donald Trump.

L'enthousiasme du président américain n'est pas forcément partagé par tous les observateurs, qui se montrent sceptiques sur les chances de succès. Paul Kagame a averti qu'il y aurait « des

hauts et des bas » dans l'application de ces « accords de Washington », tandis que Félix Tshisekedi a salué « le début d'un nouveau chemin », qui serait « exigeant » et « plutôt difficile ». En trente ans, la région a connu bien des accords de paix, presque tous mort-nés. Celui qui a été négocié par Washington ne repose que sur deux piliers.

D'une part, le Rwanda rapatrie ses troupes. D'autre part, Kinshasa s'engage à combattre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe créé par d'anciens acteurs du génocide des Tutsis en 1994, bête noire du Rwanda. « Le problème de cet accord est qu'il ne résout en rien les problèmes de fond », explique Pierre Boisselet, analyste pour Ebuteli, un centre de re-

« Le problème de cet accord est qu'il ne résout en rien les problèmes de fond »

Pierre Boisselet
Analyste chez Ebuteli

cherche congolais. Le conflit de l'Est congolais est une guerre particulièrement complexe où se mêlent tensions communautaires attisées par des années de massacres, pillages économiques et querelles frontalières. L'investissement américain n'est cependant pas sans effet. Il est parvenu à asseoir à la même table les frères ennemis de l'Afrique centrale, là où les médiations de l'Europe mais aussi du Kenya et de l'Angola avaient échoué.

L'intervention de Donald Trump en appui de son « merveilleux traité » a été très directe, et sa pression intense. Le président américain a fait de la paix congolaise une étape dans sa croisade pour l'obtention du prix Nobel. Il n'a donc pas caché son plaisir quand il a pu célébrer la paix au cœur de l'Institut des États-Unis pour la paix, une organisation de Washington rebaptisée mercredi Institut Donald Trump pour la paix.

Les honneurs ne sont pas les seules ambitions du président américain. Grâce à ces « accords de Washington », Trump a affirmé que « tout le monde allait gagner beaucoup d'argent ». En

marge du traité, les États-Unis doivent signer des traités économiques bilatéraux avec le Rwanda mais surtout avec la RDC. Trump ne fait pas secret de son intention de voir les entreprises américaines exploiter une partie des ressources congolaises, autrement promises à la Chine. Premier producteur mondial de cobalt, essentiel pour les batteries, le Congo-Kinshasa détient aussi dans ses sous-sols au moins 60 % des réserves mondiales de coltan, minéral stratégique pour l'industrie électronique.

Félix Tshisekedi a fait de ces réserves son principal argument pour séduire son alter ego américain. Il espère que la sensibilité au business lucratif de Donald Trump le poussera à faire pression sur Paul Kagame, dont le pays est bien moins attrayant. Ce dernier compte sur sa réputation d'homme à poigne pour séduire le président américain, qui vante régulièrement son appétence pour l'autorité. « On peut espérer que les efforts de Trump vont porter. Mais l'histoire nous a appris à douter des accords ratifiés de mauvaise foi », rappelle Pierre Boisselet. ■

LE
**GRAND
JURY**

JEAN-PHILIPPE TANGUY

Président délégué du groupe RN à l'Assemblée nationale
Député de la Somme

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT SUR **RTL**
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR **PUBLIC SENAT**



Olivier BOST

Steve JOURDIN

Jim JARRASSÉ

#LeGrandJury



LE FIGARO



PHOTO : © NICOLAS KOVARIK / AGENCE 127 / RTL

Première visite délicate en Israël pour le chancelier allemand

Aude Bariéty de Lagarde Correspondante à Berlin

La relation historiquement forte entre les deux pays s'est complexifiée depuis la guerre à Gaza.

Après un court passage en Jordanie, le chancelier allemand, Friedrich Merz (CDU), se rend ce week-end en Israël, sa première visite officielle dans un pays qu'il a récemment qualifié de « formidable », mais avec lequel il a également pris ses distances depuis la guerre à Gaza. « Ce sera l'occasion de revisiter et de renforcer les relations germano-israéliennes après les tensions qui ont existé ces derniers temps, prophétise auprès du Figaro Jeremy Issacharoff, ambassadeur d'Israël en Allemagne de 2017 à 2022. Ce lien est crucial pour nos deux pays. L'Allemagne n'est pas simplement un partenaire important pour Israël : elle est notre partenaire stratégique le plus important après les États-Unis ! »

Au menu de ce déplacement : un entretien avec le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à propos « des relations bilatérales, de la consolidation du cessez-le-feu à Gaza et d'autres questions internationales », une table ronde avec des représentants de la société civile et des intellectuels et une visite du Mémorial Yad Vashem, dédié à la mémoire des victimes juives de la Shoah.

Du fait de son passé nazi, l'Allemagne entretient depuis de longues années une relation toute particulière avec l'État hébreu, dont elle est traditionnellement l'un des premiers soutiens. En mars 2008,

à l'occasion des 60 ans de l'État d'Israël, la chancelière Angela Merkel (CDU) avait déclaré devant la Knesset (le Parlement israélien, NDLR) que les deux pays étaient et seraient « à jamais liés d'une manière particulière par la mémoire de la Shoah ». En octobre 2023, quelques jours après les attaques du 7 Octobre, le chancelier Olaf Scholz (SPD) affirmait au Bundestag qu'« il n'y avait pour l'Allemagne qu'une seule place : être aux côtés d'Israël ».

« Ce lien est crucial pour nos deux pays. L'Allemagne n'est pas simplement un partenaire important pour Israël : elle est notre partenaire stratégique le plus important après les États-Unis ! »

Jeremy Issacharoff Ambassadeur d'Israël en Allemagne de 2017 à 2022

Ce lien privilégié a cependant été mis à rude épreuve par la guerre à Gaza qui a suivi ces attaques. Pour la première fois, Berlin a semblé prendre ses distances avec l'État hébreu, le chancelier déclarant que l'Allemagne ne « pouvait plus soutenir la voie » choisie par Israël et décidant de restreindre la vente d'armes à son encombrant allié, dont elle était jusqu'ici le deuxième fournisseur. Des pres-

sions de plus en plus fortes venant de la société civile ont pesé sur l'exécutif allemand. Contrairement à nombre de ses voisins européens, Friedrich Merz n'a toutefois pas franchi le pas de la reconnaissance d'un État palestinien.

Voyant dans le plan américain pour la paix à Gaza une manière de se sortir par le haut de cette inconfortable situation, les autorités allemandes ont fortement soutenu cette initiative. Pendant que Friedrich Merz multipliait les échanges téléphoniques – avec le président américain, Donald Trump, le président israélien, Isaac Herzog, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu – et clamait sur le réseau social X tout le bien qu'il pensait de la solution proposée par les États-Unis, son ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul (CDU), se rendait en Israël pour évoquer ce plan avec son homologue israélien, Gideon Saar. Le 13 octobre, le chancelier était présent à Charm el-Cheikh, en Égypte, pour assister à la signature de ce plan de paix.

Quelques semaines plus tard, Friedrich Merz – parfois surnommé en Allemagne

« le chancelier de l'extérieur » en raison de son attrait pour les sujets de politique étrangère – s'apprête à être le premier dirigeant européen depuis de longs mois à se rendre en Israël, aujourd'hui très isolé sur la scène internationale. En mai dernier, les présidents allemand, Frank-Walter Steinmeier, et israélien, Isaac Herzog, s'étaient mutuellement rendu visite pour marquer le 60^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Isaac Herzog en avait profité pour rencontrer Friedrich Merz, tout juste élu chancelier.

Lors de leur entretien de ce week-end, Friedrich Merz et Benjamin Netanyahu ne devraient pas se retrouver à court de sujets de conversation bilatéraux. Ce déplacement intervient moins de trois semaines après l'annonce de la levée de l'embargo partiel de Berlin sur les exportations d'armes vers Israël. Une décision « saluée » par le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, mais qualifiée d'« irresponsable » et « illégale » par l'ONG Amnesty International, qui estime qu'elle « risque de rendre l'Allemagne complice de crimes internationaux ».

Cette visite se déroule aussi quelques jours après la mise en service par l'armée de l'air allemande de la première partie du bouclier antimissile longue portée Arrow. Plusieurs personnalités israéliennes étaient présentes mercredi sur la base aérienne de Holzdorf, située à la frontière entre la Saxe-Anhalt et le Brandebourg, pour la cérémonie officielle de remise de ce bouclier antimissile « développé et produit conjointement » par l'État hébreu et les États-Unis, qui « marque un nouveau chapitre dans le partenariat israélo-allemand en matière de défense », a commenté le ministère israélien de la Défense.

Pour la première fois utilisé en dehors d'Israël, ce système doit contribuer à protéger l'espace aérien allemand et européen, alors que la menace russe se fait de plus en plus pesante sur le Vieux Continent. L'ambassadeur d'Israël en Allemagne, Ron Prosor, a déclaré : « Qui aurait pu imaginer que, seulement 80 ans après la libération d'Auschwitz, l'État juif, grâce aux technologies qu'il développe, aiderait à défendre non seulement l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe ? » ■



Le chancelier allemand, Friedrich Merz (ici, à l'aéroport de Berlin-Brandebourg, le 13 octobre), se rend ce samedi en Israël, alors que Berlin a récemment annoncé la levée de l'embargo partiel sur les exportations d'armes vers l'État hébreu.

MICHAEL KAPPELER/DPA VIA REUTERS

Avec sa demande de grâce, Benjamin Netanyahu lance sa campagne électorale

Stanislas Poyet Correspondant à Jérusalem

En sollicitant la grâce présidentielle, Benjamin Netanyahu a ouvert une nouvelle phase de son combat pour les élections de 2026. Le premier ministre réclame l'effacement des trois dossiers de corruption qui le poursuivent depuis les années 2010, sans admettre la moindre faute. Derrière l'argument officiel – la nécessité de se consacrer « entièrement » aux défis du pays et « les divisions » qui « détournent l'attention des questions diplomatiques et sécuritaires » – se joue en réalité un calcul clair : neutraliser son procès avant les élections de 2026 et transformer ce geste institutionnel en atout politique.

La requête est exceptionnelle. La grâce présidentielle n'a jamais été accordée à un responsable politique en exercice, et encore moins avant condamnation. À l'approche des élections, Benjamin Netanyahu cherche à reprendre la main, alors que ses procès pèsent lourdement sur sa campagne. En sollicitant un effacement total des accusations, il place le président Herzog devant un dilemme explosif : accepter, au risque d'ouvrir une crise institutionnelle, ou refuser, au risque d'être aussitôt happé dans le récit que le premier ministre façonne depuis des années – celui d'un dirigeant pris pour cible par un « système » judiciaire, médiatique et administratif qu'il juge hostile à la droite. Depuis les premières enquêtes lancées en 2016, Benjamin Netanyahu a fait de la procédure judiciaire une arme politique. « En Israël, quand un leader de droite fort l'emporte, l'État profond » de gauche instrumentalise la justice pour contrecarrer la volonté du peuple », déclarait-il en mars lors d'une visite aux États-Unis.

Depuis le début de l'affaire, les médias acquis à Benjamin Netanyahu, et les

députés du Likoud qui les fréquentent, reprennent le narratif du chef persécuté. Ce discours rencontre une adhésion profonde dans son électorat. Depuis sa fondation par Menahem Begin en 1973, le Likoud dispose d'une base largement mizrahi (les Juifs originaires de pays orientaux), marquée par une hostilité à l'endroit d'un establishment travailliste perçu comme majoritairement ashkénaze (les Juifs d'Europe centrale). Benjamin Netanyahu a su transformer ce ressentiment en ciment politique, se présentant comme leur porte-voix face à des institutions perçues comme lointaines, condescendantes et contrôlées par cet establishment. « La gauche n'a jamais compris ces Israéliens qu'elle a méprisés pendant des décennies, lui oui », résume le politologue Emmanuel Navon, ancien membre du Likoud. « Benjamin Netanyahu présente constamment l'affaire comme un "eux contre nous", alors que cette affaire ne concerne que lui ! », ajoute-t-il.

Le Likoud en tête

À l'approche de 2026 et des élections, le procès entre dans une phase sensible : les interrogatoires augmentent les risques de contradiction, et une campagne menée sous contrainte judiciaire limiterait sa marge de manœuvre. En exigeant la levée des accusations, Benjamin Netanyahu ne se contente pas de demander un sursis judiciaire ; il exige un renouvellement de mandat politique qui laverait, à ses yeux, les soupçons qui pèsent sur lui. Les sondages donnent encore le Likoud en tête, mais son bloc ne franchit pas automatiquement le seuil pour former un gouvernement. Une grâce, au contraire, lui offrirait un horizon bien plus dégagé. « Depuis 1996 (et sa première accession au pouvoir, NDLR), les commentateurs ont plusieurs fois prédit sa mort politique. Trente ans plus tard il est toujours là, sans concurrent véritable », observe Emmanuel Navon. ■

BOUTIQUE

POUR NOËL, OFFREZ LE CADEAU QUI TRAVERSE LE TEMPS ET LES HISTOIRES : PARIS MATCH

Plus de 3900 numéros mythiques disponibles sur parismatch.com

Sébastien Falletti
Envoyé spécial à Pékin et à Chengdu

La visite d'État du président visait le « rééquilibrage » des relations entre les deux pays. Elle a surtout acté le basculement du rapport de force.

C ol de chemise ouvert, micro en main, Emmanuel Macron a convoqué Molière à Chengdu, vendredi, pour tenter de lézarder la grande muraille de la Chine de Xi Jinping. Face à un parterre d'étudiants de l'université du Sichuan, le président français a recommandé la lecture du *Misanthrope*, héros symbolisant le « refus de céder aux lois du collectif », lors de l'ultime étape de sa visite d'État. Un message subliminal de transgression lancé à la jeunesse de la deuxième puissance mondiale, plus verrouillée que jamais à l'heure de la reprise en main du secrétaire général du Parti.

Quelques heures plutôt, Xi et son épouse, Peng Liyuan, avaient accompagné le couple présidentiel français pour une visite privée du barrage séculaire de Dujiangyan, près de la métropole du sud-ouest du pays, vantant un modèle « d'harmonie » pour la « gouvernance de l'État ». Un déplacement en province, marque d'égard à une France qui reconut parmi les premiers le régime communiste, à l'heure du général de Gaulle, mais qui peine aujourd'hui à peser face à un géant asiatique renaissant, tenant tête à Donald Trump. Et dont les produits inondent l'Europe, des voitures électriques BYD à la plateforme Shein.

Pendant trois jours, de Pékin au Sichuan, un Macron volontariste a bataillé, à fleurets mouchetés, pour maintenir la voix de la France et de l'Europe, menacées de déclassement entre une Chine décomplexée et l'Amérique d'abord. « La ligne de crête est toujours plus étroite », constate un membre de la délégation. De l'Ukraine au déficit commercial, l'hôte de l'Élysée a affronté la puissance décomplexée d'un hôte aussi impérieux qu'impavide, toisant désormais un Vieux Continent ballotté dans la grande recomposition géopolitique planétaire.

Macron a plaidé pour un « grand rééquilibrage » sino-européen, dramatisant les enjeux, agitant le risque d'une « désintégration » de l'ordre mondial, auprès d'un appareil marxiste-léniniste obsédé par la stabilité. Voire d'une « crise financière ». « Nous sommes à un moment de fracture inédite. Le monde construit après la Seconde Guerre mondiale est en train de se fissurer. Nous passons d'un monde multilatéral à un monde multipolaire avec



Emmanuel Macron s'entretient avec le président chinois, Xi Jinping, vendredi, près du barrage de Dujiangyan, dans la province du Sichuan.

Les ambitions d'Emmanuel Macron se heurtent à la muraille Xi Jinping

quelques puissances qui le structurent, et des vassaux », s'est inquiété le président devant les étudiants. Avec la crainte de voir l'Hexagone glisser irrémédiablement dans la seconde catégorie. « Ne cédez pas aux sirènes de la division ! », a exhorté Macron aux étudiants chinois face à la nouvelle logique des blocs.

La voix de l'Europe

Un mois après l'entrevue entre Xi et Trump, le 30 octobre à Busan, cette visite d'État visait à maintenir la voix de la France et de l'Europe face au « G2 », avant la venue en Chine du président américain en avril prochain. Elle devance celles du premier ministre britannique, Keir Starmer, et du chancelier allemand, Friedrich Merz, attendus au début de l'année prochaine. Et témoigne de l'anxiété des Européens, redoutant d'être « la variable d'ajustement » du rapprochement sino-américain.

Alors que les négociations de paix sur l'Ukraine s'intensifient, à l'instigation de l'Administration Trump, les Européens sont pris en tenailles entre Washington et l'axe Moscou-Pékin. Une

dynamique accentuant l'urgence de ce déplacement à Pékin, confirmé à la dernière minute. Dans le dédale stalinien du Grand Hall du peuple, Macron a, une nouvelle fois, pressé son hôte d'influencer Vladimir Poutine en faveur d'un « cessez-le-feu », en usant de sa « relation privilégiée » auprès du maître du Kremlin. Au point de déclencher l'agacement de Xi, rejetant toute « accusation sans fondement et discriminatoire » d'Européens pointant régulièrement l'appui chinois à l'effort de guerre russe.

Pékin, qui n'a jamais condamné l'invasion de l'Ukraine, estime faire preuve de retenue en se cantonnant à un soutien économique par l'achat massif de pétrole russe et l'exportation de technologie duale, dont des composants de drones. L'Élysée a néanmoins espéré que ses appels répétés préviendraient au moins un approfondissement de l'appui chinois à Moscou. « J'ai vu une volonté et à la paix » a insisté Macron face aux journalistes, avant de décoller pour Paris. Il mise sur le besoin de l'usine du monde de maintenir ses relations avec

les grands marchés, à l'heure du ralentissement de sa croissance. Et sur l'enjeu du régime de se profiler en pôle de stabilité face au trublion Trump.

Alors que la méfiance des Européens grandit à l'égard des intentions américaines, selon le journal allemand *Der Spiegel*, le président français a affiché un front combatif à Chengdu. « L'unité entre les Américains et les Européens est indispensable. Il faut maintenir l'effort de guerre, poursuivre les pourparlers, mais accroître la pression sur l'économie russe » a poursuivi Macron.

Cette visite entérine le grand basculement du rapport de force sino-européen en faveur d'une usine du monde désormais à la pointe de la nouvelle révolution industrielle, qui déverse ses surcapacités aux quatre coins de la planète mais reste frugale sur le plan de la consommation. La menace d'une déflation dissipe en effet le grand mirage d'un « eldorado » chinois longtemps espéré par les groupes occidentaux. Un déséquilibre qui n'est « pas soutenable », a pointé Macron, agitant le spectre d'une « fragmentation » du monde

et la menace d'un protectionnisme européen en retour. Il a appelé son homologue à un « grand rééquilibrage » sino-européen à l'occasion de leur présidence respective du G7 et de l'Apec, en 2026. Avec en ligne de mire une possible invitation au sommet d'Evian.

C'est la fin d'un cycle ouvert dans les années 1980, à l'heure du décollage du géant, quand les grands groupes occidentaux y investissaient massivement, transférant leur technologie, condition imposée par le régime communiste. Désormais, « il y a un avantage technologique chinois », a reconnu Macron, proposant de répliquer ce modèle à rebours, appelant à des « investissements chinois » en Europe, avec à la clé des transferts de savoir-faire.

Là encore, Xi a donné du bout des lèvres un accord de principe à des « investissements croisés », sans engagement tangible. Volontariste, Macron s'en est remis à Dumas pour vanter « l'Esprit chevaleresque » français, auprès des étudiants du Sichuan, ultime ressource face à un empire du Milieu de retour aux avant-postes de l'histoire. ■

La visite de Poutine en Inde, un camouflet pour l'Europe

Emmanuel Derville Correspondant à New Delhi

New Delhi n'est pas disposé à convaincre la Russie de mettre fin à sa guerre contre l'Ukraine, comme l'y invitaient les Européens.

C'est un espoir que les Européens caressent depuis l'invasion de l'Ukraine : que l'Inde use de son partenariat stratégique de 54 ans avec la Russie pour persuader Moscou de stopper son agression. La visite de Vladimir Poutine à New Delhi, jeudi et vendredi, était, pensaient-ils, une occasion à ne pas rater au moment où les négociations autour du plan de paix américain continuent.

Quand le président russe est reparti vendredi soir, les Européens avaient de quoi être déçus. L'Ukraine a été évoquée entre le premier ministre indien et le maître du Kremlin, mais dans des termes vagues et sans substance. « Merci pour votre attention et votre intérêt à trouver une solution à cette situation », a déclaré Vladimir Poutine. Narendra Modi a réitéré la position indienne : « L'Inde n'est pas neutre. Nous avons notre propre posture et cette posture est en faveur de la paix. (...) Nous soutenons tout effort visant à établir la paix. »

Le président russe avait préparé le terrain avant son arrivée. Il avait coupé

court à toute discussion sur l'Ukraine dans une interview à la chaîne India Today, en donnant à son déplacement une portée bilatérale. « Ni moi ni le premier ministre Modi n'ont jamais considéré notre collaboration comme étant dirigée contre qui que ce soit. (...) Nous nous concentrons sur notre propre agenda qui ne vise personne et cherche à préserver nos intérêts respectifs. »

Le Kremlin poursuivait un deuxième objectif avec cette visite : diversifier le partenariat avec l'Inde vers d'autres secteurs que l'armement et l'énergie. Les sanctions sont passées par là. Depuis fin novembre, les entreprises indiennes en affaire avec les géants pétroliers Lukoil et Rosneft risquent de se retrouver dans le viseur des autorités américaines. Leurs importations de pétrole russe ont chuté de 31 % en volume en octobre. C'est du jamais-vu depuis 2022, quand l'Inde avait commencé à leur acheter massivement de l'or noir. Les deux pays ont annoncé une feuille de route pour diversifier les investissements et faciliter les exportations indiennes en Russie, afin d'atteindre

100 milliards de dollars d'échanges commerciaux d'ici à 2030.

Narendra Modi avait plusieurs fois laissé entendre que l'Inde pourrait jouer les médiateurs entre Russes et Ukrainiens. Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le chef de file de la droite fonda-

« L'Inde n'est pas neutre. Nous avons notre propre posture et cette posture est en faveur de la paix. Nous soutenons tout effort visant à établir la paix »

Narendra Modi
Premier ministre de l'Inde

mentaliste hindoue a martelé dans ses discours sa conviction que l'Inde serait une puissance spirituelle, un phare capable de guider l'humanité. « L'Inde est prête à contribuer à n'importe quel processus de paix », avait-il promis au chancelier allemand et à la première ministre italienne en 2023, une posture réitérée devant le président Zelensky en août.

Les Européens ont pris ses mots au pied de la lettre. « J'espère vraiment que le premier ministre Modi va presser Vladimir Poutine de faire un pas vers la paix », a déclaré le secrétaire d'État polonais aux Affaires étrangères Wladyslaw Bartoszewski lundi. Le 30 novembre, les ambassadeurs de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne ont signé une tribune dans le *Times of India* pour exprimer la même demande à mots couverts : « Le monde sait bien que cette guerre doit prendre fin. Il faut une paix juste et durable décidée avec l'Ukraine. La position de l'Inde est forte et claire. Comme l'a dit le premier ministre Modi, il n'y a pas de solution sur le champ de bataille. »

L'insistance des Européens a braqué le gouvernement indien, qui a dénoncé une démarche « inhabituelle » : « Donner publiquement des conseils sur les relations d'un pays tiers n'est pas une pratique diplomatique acceptable. » Car New Delhi se concentre avant tout sur ses problèmes intérieurs.

Les tensions à la frontière avec le Pakistan demeurent, six mois après la

fin de la guerre. L'Inde a besoin d'importer des pièces détachées et des munitions de Russie. 85 % de ses équipements militaires viennent de là. Les batteries de défense aérienne S-400 ont contribué à protéger les bases aériennes des bombardements pakistanais. Les Indiens en demandent d'autres et envisagent de commander un système complémentaire, le S-500.

L'agriculture veut plus d'engrais russes. Pékin a suspendu ses livraisons cette année. Des régions connaissent une pénurie qui menace des millions de paysans, pilier électoral de Modi. La Russie est devenue le premier fournisseur de l'Inde l'année dernière, tandis que les importations d'engrais chinois ont fondu de 60 % en trois ans.

La dernière préoccupation de New Delhi est la persistance du sous-emploi chez les jeunes. Le gouvernement veut faciliter l'expatriation de sa main-d'œuvre en Russie, laquelle cherche à recruter dix millions de personnes d'ici à 2030. Un accord dans ce sens a été signé vendredi. ■

Le nouveau « patron » de l'enseignement catholique entre pugnacité et ferveur

Caroline Beyer

Nommé en septembre par les évêques, Guillaume Prévost assume un « changement de posture » de l'institution dans un contexte de baisse de la démographie scolaire.

Il était à Lourdes, début novembre, pour l'assemblée automnale des évêques. Et a entendu avec satisfaction leur message de soutien aux établissements catholiques et de nécessaire réaffirmation du caractère religieux. Un mois plus tard, lundi 1^{er} décembre, Guillaume Prévost, secrétaire général de l'enseignement catholique, prend la direction de Périers, commune rurale de la Manche, près de Saint-Lô. « Vous allez découvrir la réalité des établissements catholiques pauvres », glisse la directrice de l'école de la Sainte-Famille, qui l'accueille sous les bourrasques. Aux enfants réunis sous le préau, le maire de la ville, où seuls 25 % des habitants payent l'impôt sur le revenu, explique simplement : « Il vient de Paris. »

Marseille, Lyon, mais aussi Rouen, Évreux, Créteil ou Soisson... Voilà plusieurs semaines que Guillaume Prévost, entré dans ses nouvelles fonctions il y a trois mois, va à la rencontre des acteurs en région. Évêques, directeurs diocésains, parents d'élèves, « et surtout les équipes pédagogiques ». « C'est un boule-

faire de prière a tout changé : quarante-huit heures après, Borne (ministre de l'Éducation de décembre 2024 à octobre 2025, NDLR), me recevait enfin. Elle a été charmante. Comme son successeur (Édouard Geffray) l'est aujourd'hui. » Mais derrière les amabilités, chaque partie défend son pré carré. Car la baisse démographique a rebattu les cartes. « Au moment de la loi Debré, en 1959, on construisait un collège par jour ! Pendant longtemps, le deal a été clair. Dix millions d'élèves d'un côté pour le public, et 2 millions de l'autre pour le privé. Mais dans moins de dix ans, il y aura 10 millions d'élèves dans notre pays », explique-t-il. Dans ce contexte, l'Éducation nationale cherche « des marges de manœuvre en interne », qui ne froisseraient pas « les syndicats ». « Ces marges de manœuvre, c'est nous », affirme-t-il. L'État choisira-t-il, à l'avenir, entre l'école publique et l'école privée ?

À Périers, l'école de la Sainte-Famille est passée en quelques années de 250 à 106 élèves. Non loin de là, à Picaerville, une autre école catholique a fermé il y a deux ans, faute de moyens et d'effectifs suffisants. « Dans la Manche, il y a plus de vaches que d'habitants », résume M^{re} Grégoire Cadot, évêque de Coutances et Avranches. « C'est un combat pour attirer des élèves, explique la directrice. On se bat pour sortir la tête de l'eau. Si on éteint la chaudière, elle ne redémarrera pas. » À ses côtés, le maire de Périers présente sa « cantine à un euro ». Depuis 2019, l'État apporte une aide financière aux communes rurales qui proposent une grille tarifaire progressive et des repas à un euro maximum pour les enfants les plus défavorisés. L'édile a fait le choix de proposer ce dispositif aux élèves du public, comme du privé. « Pour nous, il n'y a pas deux sortes d'élèves », insiste-t-il. Dans le département, tous les élus n'ont pas la même approche. De fait, le « forfait communal », qui permet de financer le fonctionnement d'un établissement, varie considérablement, entre 332 et 2382 euros par élève selon les villes. Pourtant, la loi Debré impose aux communes, tout comme aux départements (pour les collèges) et aux régions (pour les lycées), de financer à parité les élèves du public et du privé sous contrat, via ces forfaits. Rappeler les collectivités à leurs « obligations », est l'un des combats de Guillaume Prévost, quitte à « aller au contentieux ». Récemment, au moment du salon des Maires de France, l'Enseignement catholique a publié une étude sur le sujet faisant état d'un manque à gagner de 900 millions d'euros. « Le secrétariat à l'Enseignement catholique, n'est pas calibré comme un lobby. Nous sommes des gentils. Mais ça va changer », promet Guillaume Prévost, qui agit « le contentieux » sur une série de sujets.

Le patron de l'enseignement catholique assume ce « changement de posture », face, explique-t-il, à « une grave dérive administrative », en grande partie liée au retournement démographique, mais pas seulement. Il rapporte que dans l'académie de Créteil, des absences de courtes durées d'enseignants du privé n'ont pas été remplacées, « une manière de dégrader notre compétitivité », juge-t-il. Dans les académies d'Amiens et de Reims, des avenants pédagogiques au contrat d'association ont introduit des objectifs de mixité sociale. C'était, rappelle-t-il, « l'une des propositions du rapport Vannier » qui, en avril 2024,



LAURENT HAZGUDIVERGENCE POUR LE PELERIN MAGAZINE

« Ma nomination a pu être perçue comme une défiance des évêques », explique Guillaume Prévost, nouveau secrétaire général de l'enseignement catholique.

pointait l'opacité du financement de l'enseignement privé sous contrat, venu à 75 % de l'État. Pour Guillaume Prévost, la stratégie est limpide : « Les académies ont pour consignes de rentrer dans un dialogue de gestion directe avec nos établissements, avec une stratégie délibérée de nous mettre sous tutelle. » La volonté serait de court-circuiter le secrétariat à l'Enseignement catholique, qui est aujourd'hui l'interlocuteur de l'État au nom de l'ensemble des établissements catholiques, ainsi que les diocèses.

Dans l'ère post-Bétharram, il explique que l'audit des internats de l'enseignement catholique est en cours. Selon lui, il faut, à l'avenir, s'attacher à « ne pas laisser un adulte seul avec des enfants », y compris « un professeur seul dans sa classe ». Mais les suites du rapport de la

« Le secrétariat à l'enseignement catholique n'est pas calibré comme un lobby. Nous sommes des gentils. Mais ça va changer »

Guillaume Prévost Secrétaire général de l'enseignement catholique

commission d'enquête sur les violences physiques et sexuelles dans le monde scolaire, rendu en juin, « ne sont pas à la hauteur des enjeux ». La future proposition de loi que les deux corapporteurs, l'Insoumis Paul Vannier et sa collègue de la majorité présidentielle Violette Spillebout, veulent inscrire aux débats début 2026, comprend un large volet sur le renforcement du contrôle. Sur les 900 inspections qui ont déjà eu lieu dans les établissements catholiques, Guillaume Prévost dénonce « un abus d'autorité », avec « une posture agressive des inspecteurs, qui débarquent parfois à dix dans un petit établissement et interrogent les élèves sur leurs pratiques religieuses ».

Le 1^{er} décembre, dans l'amphithéâtre de l'ensemble scolaire Bon Sauveur, à Saint-Lô, le directeur diocésain dans le département de la Manche, Laurent Lechapelay, se fait l'écho des inquiétudes. « Aujourd'hui, les chefs d'établissements souffrent. Ils vivent des contrôles administratifs. N'est-on pas en situation de faiblesse, plus que jamais ? », interroge-t-il. Face à une cinquantaine de directeurs d'établissements réunis devant lui, Guillaume Prévost se lance dans une combative tirade. Il ne peut y avoir « des minutes Éducation nationale et des minutes caractère propre », car le projet éducatif « vaut sur chaque seconde ». Il faut « des outils pour défendre cet espace, en acceptant les enjeux contentieux ». Il invite aussi la communauté à « prendre part » à la campagne des municipales 2026. « Je suis sorti de Lourdes gonflé à bloc parce que j'ai senti que l'Église de France avait décidé de mettre la question éducative au cœur de sa réflexion. » Le cap ? « L'enracinement chrétien et l'ouverture à tous. »

« Gamin de bonne famille », Guillaume Prévost aime à revenir sur sa scolarité à Paul Bert, dans le 14^e arrondissement parisien, et ses copains, issus de l'immigration, avec qui il jouait au foot. « J'ai grandi dans la mixité. Et j'ai gardé plus d'amis du foot que d'Henri IV, où j'ai fait ma terminale », confie-t-il. Enfant et adolescent, il fréquentait « la paroisse d'en bas ». « Au collège, j'étais le seul catho. À l'école Navale, j'ai découvert des élèves qui portaient leurs médailles comme des polos Lacoste », raconte-t-il. Celui qui a piloté pendant quatre ans le think-tank éducatif Vers le Haut, veut aujourd'hui « renouer avec la piété populaire ». « Le christianisme ne doit pas devenir une religion de CSP+ », explique-t-il. Face au grand enjeu démographique, il faut « rééquilibrer l'offre sur l'ensemble du territoire ». En la réduisant là où elle est trop élevée, « à l'Ouest où l'on représente 40 % à 50 % du service d'éducation et où l'on devient une école publique bis », et en proposant « une offre à la hauteur », à « Versailles, Créteil, Marseille » et dans la petite couronne parisienne, « à Argenteuil et Aubervilliers ». Mais il faudra pour cela négocier avec l'État. ■

ZOOM

Concours enseignants : plus de 265 000 inscrits après la réforme

Plus de 265 000 candidats se sont inscrits pour la session 2026 des concours enseignants, qui voient coexister cette année un concours à bac + 5 et un autre à bac + 3, mis en place par une réforme en cours. Annoncée au printemps dernier pour faire face notamment à la crise du recrutement de professeurs, la réforme des concours enseignants prévoit désormais un recrutement en fin de licence suivi d'une période de formation initiale rémunérée de deux années. Pour l'année 2026, une double session est organisée, avec des nouveaux concours à bac + 3 et des concours à bac + 5. Les deux concours coexisteront encore en 2027, avant la disparition du concours à bac + 5 en 2028. Au total, « plus de 265 886 inscriptions ont été enregistrées aux concours enseignants du premier et du second degré, de conseillers principaux d'éducation (CPE) et de psychologues de l'Éducation nationale » dans le public et le privé, pour lesquels les inscriptions se sont terminées mardi, a indiqué le ministère de l'Éducation. Le nombre de candidats « a doublé aux concours externes, qui sont les concours qui nous permettent de pourvoir le plus de postes. C'est là où on avait une chute très importante des étudiants », s'est réjoui le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, sur RMC. Pour le concours de professeur des écoles, 102 027 inscriptions sont recensées au total dans le public, dont 88 258 pour les concours externes (38 441 aux concours bac + 5, 49 817 à bac + 3). Pour les concours du second degré (collèges et lycées) de professeurs, conseillers d'éducation et psychologues, 121 274 candidatures ont été enregistrées dans le public. Sur ce total, 64 511 sont inscrits aux concours externes enseignants coexistants à bac + 3 et bac + 5.

versement pour elles de voir arriver un type qui n'a pas été chef d'établissement, qui ne vient pas du sérail, explique l'homme de 43 ans, père de trois (bientôt quatre) enfants, passé pendant neuf ans par la marine nationale, avant d'œuvrer à l'Éducation nationale, au sein de la direction de l'enseignement scolaire, sous Jean-Michel Blanquer. Ma nomination a été un moment délicat, poursuit-il. Elle a pu être perçue comme une défiance des évêques. » Après la tempête Bétharram, qui a placé l'enseignement catholique sur le devant de la scène, c'est ce profil atypique que les évêques ont choisi.

Mais qui est vraiment le nouvel homme fort de l'enseignement catholique ? En septembre, ses premières prises de paroles dans le sens d'un « projet chrétien » renforcé, ont déstabilisé un écosystème régi depuis de longues années par un rapport feutré entre l'Éducation nationale et les établissements catholiques sous contrat. Il faut dire que les inspections déclenchées par le ministère après l'affaire Bétharram et les virulentes attaques du député LFI Paul Vannier, instigateur de la commission d'enquête parlementaire sur les violences physiques et sexuelles dans les établissements scolaires, ont placé l'enseignement catholique en situation de citadelle assiégée. Entre pugnacité et ferveur, Guillaume Prévost est monté au front. À la rentrée, lors de son baptême du feu face aux journalistes, il a défendu pied à pied le droit pour un enseignant de faire la prière avec ses élèves, avant de débiter son cours. Un pavé dans la mare.

« Parfois, une grenade est bienvenue, estime l'ancien sous-marinier. Cette af-

Des avocats français dénoncent une instrumentalisation d'Interpol

Paule Gonzalès

Au cœur de la polémique, le détournement des « notices rouges » utilisées à des fins politiques par certains États.

Sur le bureau de Lucas Philippe, le nouveau directeur français d'Interpol, un dossier à haut potentiel inflammable : les notices rouges. Jamais contestées jusque-là, ces « alarmes » qui retentissent aux passages des frontières et permettent d'arrêter, dans les 196 États signataires, les malfaiteurs et criminels de tout poil, sont de plus en plus remises en cause par les avocats.

Ils reprochent l'instrumentalisation politique croissante de ces fiches par des États en rupture avec les règles démocratiques, afin de faire arrêter puis extraditer des opposants au régime ou des personnalités devenues gênantes. Quoi de mieux, pour traquer puis obtenir l'extradition des ennemis des pouvoirs en place, que cet outil de coopération internationale qui n'a ni le pouvoir ni les moyens de juger du bien-fondé des mandats d'arrêt émis ?

En tête de gondole des pays les plus friands de ce type d'action, la Chine, la Russie, mais aussi l'Ukraine et d'autres, à la réputation moins sulfureuse mais parfois tentés de régler des comptes ponctuellement. Pour M^{es} Pierre-Olivier Sur et Clara Gérard-Rodriguez, spécialistes de ce type de contentieux, « il ne s'agit de rien d'autre que d'un détournement de procédure et d'une manipulation d'Interpol utilisés par certains pays pour rapatrier des opposants alors qu'il n'y a encore eu ni poursuite ni condamnation ».

Les avocats, parfois suspicieux, ont les yeux rivés sur la liste des plus grands contributeurs d'Interpol qui n'en fait pas secret, avec en deuxième et troisième positions la Chine et le Japon. « Il est difficile d'expliquer qu'au lendemain de l'évasion du Japon de Carlos Ghosn, que nous assistions alors, ce pays ait obtenu la délivrance d'une notice rouge qui court toujours contre son épouse pour le motif fallacieux de faux témoignage. Elle s'en



She Zhijiang (au centre), accusé de diriger un réseau de jeux d'argent en ligne, a été extradé, mercredi 12 novembre, de la Thaïlande vers la Chine malgré une requête de ses avocats français auprès d'Interpol et restée sans réponse.

« La difficulté demeure que l'instruction d'un recours contre une notice rouge est trop longue et il n'est pas rare qu'une décision de retrait d'Interpol intervienne alors qu'une procédure d'extradition est déjà lancée »

M^{es} Jessica Finelle et François Zimeray

trouve assignée à résidence au Liban alors qu'elle n'a rien à voir avec cette affaire. Comment ne pas penser à une vengeance judiciaire ? », commentent les avocats François Zimeray et Jessica Finelle, également rares spécialistes de ce contentieux en France.

En 2024, Interpol communiquait sur l'explosion de cet usage « avec 15 548 notices rouges délivrées, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'année précédente, le nombre le plus élevé jamais enregistré ». Moins de la moitié - 6 215 en tout - sont des notices publi-

ques affichées en une du site d'Interpol, tandis que 9 036 sont « privées ». Autrement dit, les individus peuvent se douter qu'ils sont poursuivis et soumis à la vigilance d'Interpol mais sans en avoir la certitude. « C'est un défi supplémentaire pour les avocats, qui doivent anticiper ce qui se passe dans le dos de leurs clients », soulignent Jessica Finelle et François Zimeray qui défendent plusieurs ressortissants ukrainiens. « Notre objectif est d'intervenir à temps, pour qu'Interpol lève la notice rouge avant l'arrestation et l'enclenchement d'une procédure d'extradition. La difficulté demeure que l'instruction d'un recours contre une notice rouge est trop longue - souvent au moins un an - et il n'est pas rare qu'une décision de retrait d'Interpol intervienne alors qu'une procédure d'extradition est déjà lancée ».

La réglementation interne d'Interpol prévoit des dérogations à l'exécution de ces notices rouges, dès lors qu'il est prouvé que leur motivation contrevient à l'esprit de la déclaration universelle des droits de l'homme qui prohibe la peine de mort, la torture, les peines et les traitements inhumains ou dégradants, et qui garantit un procès équitable. Autre dérogation à l'exécution des notices rou-

ges, celle d'être délivrées justement pour des raisons politiques.

Mais comme l'expliquent Pierre-Olivier Sur et Clara Gérard-Rodriguez, « Interpol est une boîte noire, sans interlocuteur. Nous envoyons des mails et c'est un robot qui nous répond. Il n'y a pas de procédures contradictoires et transparentes, on ne plaide pas. Nous faisons des demandes dans le bleu et nous attendons une réponse ». « Une réponse brièvement motivée, sans voie de recours possible et sans contrôle juridictionnel : en l'absence de tout élément nouveau, une décision d'Interpol est irrévocable. Ainsi s'opère un glissement entre ce qui devait être un outil de coopération policière et devient un outil de répression qu'il ne faudrait pas mettre entre toutes les mains », renchérissent Jessica Finelle et François Zimeray. « De quoi faire peser une épée de Damoclès sur la tête de nos clients, toujours plus longtemps dans l'incertitude », déplore Pierre-Olivier Sur. C'est au nom du respect de ces droits fondamentaux que les avocats français ont remporté leurs premiers succès il y a quatre ans, notamment pour certains de leurs clients chinois.

La Chine multiplie en effet les notices rouges à l'encontre de ses ressortissants

dont elle souhaite l'extradition. Le profil de ces derniers est toujours le même. Beaucoup ont fait fortune dans le monde des paris en ligne, d'autant plus prohibés en Chine que le jeu est considéré comme une « maladie » nationale. Ces activités engendrent des centaines de millions d'euros par mois. Certains ont persévéré dans des activités illégales, crapuleuses et criminelles, quand d'autres sont rentrés dans le rang et ont bâti des empires numériques ou immobiliers de bon aloi.

En mars 2021, un tycoon de l'immobilier, grand amateur de vignobles bordelais, sous le coup d'un mandat d'arrêt délivré en juillet 2020, se fait arrêter à la descente de son avion privé en France. Ses avocats obtiendront non seulement la suspension mais aussi l'effacement de sa notice rouge après que la Chambre de l'instruction de Bordeaux a refusé l'extradition au nom des droits de l'homme.

Bis repetita en 2025 pour un autre milliardaire arrêté dans l'Hexagone. La chambre de l'instruction d'Aix-en-Provence s'oppose à son extradition, se fondant elle aussi sur l'absence de garanties des droits de l'homme par les juridictions pénales chinoises. Mais cette fois-ci, Interpol passe outre et refuse de dissoudre la notice rouge « au prétexte que rien n'établissait que dans ce cas précis - et non pas en général - les droits fondamentaux de notre client seraient méconnus. Notre client risque d'être arrêté à chaque passage de frontière, voire d'être extradé par un pays moins regardant », dénoncent Clara Gérard-Rodriguez et Pierre-Olivier Sur. Dernier durcissement en date, selon l'avocate, « l'absence pure et simple de réponse d'Interpol à une requête datant d'avril 2024 et qui a valu à notre client (She Zhijiang, NDLR) d'être extradé en novembre dernier de Thaïlande vers la Chine, malgré la dimension très politique du dossier ».

À Milan, Enrico di Fiorino, avocat pénaliste international qui travaille, lui, sur des dossiers concernant la Russie et l'Ukraine, dénonce une autre dérive de la procédure : « Pour éviter un rejet officiel d'extradition des pays tiers, la Russie, - d'ailleurs exclue du Conseil de l'Europe - omet parfois de déposer une demande d'extradition, laissant les personnes visées dans une incertitude permanente : elles restent exposées à une arrestation à l'étranger. Cette situation révèle les limites d'un système fondé sur la coopération loyale des États et souligne la nécessité d'une réforme profonde et définitive d'Interpol pour protéger l'État de droit et les droits fondamentaux. » ■

Bertrand Venteau, un leader syndical en guerre contre les écolos

Éric de La Chesnais

Cet éleveur de vaches limousines, au langage direct et rompu aux polémiques, a récemment pris la tête de la Coordination rurale.

Le ton est donné. À peine élu à la tête de la Coordination rurale (CR), Bertrand Venteau a, dans son discours d'investiture, dit tout haut ce que beaucoup de paysans pensent tout bas. « Les écolos, la décroissance veulent nous crever, nous devons leur faire la peau », a-t-il lancé sans ambages ni retenue, déclenchant les applaudissements nourris parmi un parterre de 500 agriculteurs venus de toute la France, à l'occasion du 32^e congrès de l'organisation syndicale. C'était le 19 novembre à Auch (Gers), berceau de cette organisation syndicale créée en 1992 par certains dissidents de la FNSEA, qui ne se retrouvaient plus dans la politique libérale du syndicat.

« Au quotidien, les écologistes et leurs associations nous martyrisent, en créant des normes de plus en plus contraignantes sur le terrain qui n'existent que dans notre pays, justifie Bertrand Venteau. Il ne faut pas s'étonner, après, des contreperformances de la balance commerciale agricole liées à cette écologie punitive. Mon rôle, c'est de dire ce qui se passe dans nos campagnes, sans filtre, et dire ce qui ne va pas dans le monde agricole français », poursuit cet éleveur d'une centaine de vaches limousines. Il succède à Véronique Le Floc'h, qui brigait un second mandat de trois ans. Cette dernière reste

membre du comité directeur national. De nouvelles têtes, adeptes des opérations coup de poing devant les administrations (MSA, DDT et OFB...), y font également leur apparition, tel Lionel Candelon, ancien meneur du mouvement des Canards en colère pendant les épizooties de grippe aviaire.

Dans la foulée de ses propos, une quinzaine de parlementaires écologistes ont écrit au parquet d'Auch, jeudi 20 novembre, pour dénoncer un « appel à des violences physiques ». « Je suis en mesure d'apporter la preuve de ce que j'avance », rétorque Bertrand Venteau, habitué des gardes à vue. De son côté, l'association France nature environnement (FNE) a décidé de porter plainte contre le nouveau patron de la CR « pour incitation à la haine et à la violence, après ses premières déclarations publiques ». L'association a déjà eu maille à partir avec le nouveau chef du syndicat agricole. « Bertrand Venteau est bien connu de FNE-Limousin depuis plusieurs années pour ses propos outranciers et l'organisation de manifestations violentes, souligne Antoine Gatet, président de FNE, issu du même territoire que Bertrand Venteau. Ses premières déclarations à la tête de la CR menacent directement la sécurité des défenseurs et défenseuses de l'environnement et la qualité du débat démocratique. »

Carrure de rugbyman et regard perçant, Bertrand Venteau est un écorché vif. C'est son grand frère, Pierre, aux idées syndicales et politiques pourtant opposées aux siennes, qui en parle le mieux. « Bertrand ne supporte pas l'injustice et les incohérences, ni les faussemblances, confie celui qui est aujourd'hui directeur de l'Association nationale pommes poires (ANPP). Il est

« La gravité de la situation est telle qu'il faut agir. Je serai derrière le président élu pour assurer la transition et lui transmettre le relais de façon fairplay »

Véronique Le Floc'h Présidente sortante de la Coordination rurale

d'une honnêteté irréprochable. Cela lui donne une liberté totale de parole et d'action. Il secoue les élus locaux face aux actions de désobéissance civile, de démontage de bassines ou d'intrusion dans les élevages des environnementalistes et animalistes », complète celui qui a commencé sa carrière professionnelle comme technicien d'élevage à la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, où il a grimpé un à un les échelons.

« J'ai quitté la chambre quand mon frère y a été élu président, pour des raisons déontologiques et aussi politiques », affirme Pierre Venteau, élu suppléant de Jean-Baptiste Djebbari aux législatives de 2017 sur une liste de la majorité présidentielle « En marche ». Son frère est quant à lui proche des Républicains. « Cela ne nous empêche pas d'avoir de très bons rapports », relativise-t-il.

Stratégiquement, Bertrand Venteau veut « structurer la CR dans sa crise de croissance et mettre des moyens financiers et humains pour défendre les agriculteurs dans les départements, assure-t-il. Nous devons passer d'une organisation centralisée parisienne à un syndicat de réseau proche du terrain pour faire remonter l'information ». De deux présidences de chambre, la CR en détient désormais 11, dont une grande partie dans le Sud-Ouest. Ce succès relatif va lui permettre d'avoir accès à des aides de l'État supplémentaires - de 2,8 millions à 5 millions d'euros - et de recruter de nouveaux talents, « sans chasse aux sorcières », promet ce grand gaillard stratège. Son ancienne rivale à la présidence est d'ailleurs derrière lui.

« La gravité de la situation de l'agriculture est telle qu'il faut agir, admet Véronique Le Floc'h. Je serai derrière le président élu pour assurer la transition et lui transmettre le relais de façon fair-

play. On va juste changer de méthode dans les modes d'action, sans doute par des opérations coup de poing. Il faut être respectueux de nos interlocuteurs, même si beaucoup trop de personnes s'occupent d'agriculture au sein du gouvernement à Paris et à Bruxelles, mais jamais en bien. À force d'être accusés de tous les maux, les agriculteurs commencent à ne plus en pouvoir. »

Dans le paysage syndical limousin et national, tous les agriculteurs ne partagent pas la vision de Bertrand Venteau. « C'est quelqu'un qui a beaucoup divisé le monde paysan en Haute-Vienne, exprime Thomas Gibert, porte-parole national de la Confédération paysanne (Conf), maraîcher dans la Haute-Vienne. J'ai été élu pour la Conf lors de son premier mandat à la tête de la chambre d'agriculture départementale. Sa vision de l'agriculture s'apparente à celle de la FNSEA, basée sur le libéralisme et la compétitivité économique. Il dénigre les projets alternatifs collectifs, comme le nôtre à la Tournerie près de Limoges, poursuit-il. Politiquement, j'ai débattu avec lui, son projet est creux. Sous couvert de défendre la liberté d'entreprendre, il s'en prend à l'administration et aux écologistes. Il n'est pas affilié au RN mais la majorité de son équipe l'est, avec des méthodes très musclées. C'est la loi du plus fort qui l'emporte. » ■

Un mystérieux sarcophage se révèle être celui d'un pharaon

Vincent Bordenave

Plus de 200 statuettes découvertes à Tanis ont permis d'identifier la sépulture de Sheshonq III.

Ce sont de petites statuettes de faïence d'une douzaine de centimètres chacune. Majoritairement des femmes. Leur rôle est d'accompagner le défunt dans l'au-delà. Découvertes le 9 octobre dernier dans le cadre des fouilles coorganisées par la Mission française des fouilles de Tanis et le ministère égyptien de l'archéologie, elles lèvent le voile sur un mystère de plus de 80 ans en dévoilant l'identité du propriétaire de cette sépulture, le pharaon de la XXII^e dynastie Sheshonq III, qui a régné entre 830 et 791 avant J.-C. Une découverte majeure, car c'est la première fois depuis 1946 qu'une équipe d'archéologues découvre les ornements d'une tombe royale.

Fondée en 1038 avant J.-C., Tanis devient la capitale de l'Égypte antique sous la XXI^e dynastie, lorsque les rois du Nord installent leur résidence dans le Delta. « C'est une période assez trouble pour l'Égypte avec beaucoup de conflits extérieurs et intérieurs », explique le directeur de la Mission française des fouilles de Tanis, Frédéric Payraudeau. La ville est alors conçue comme une « Thèbes du Nord ». Située dans le delta du Nil, la ville n'est pas marquée par une séparation nette entre une rive « des vivants » (à l'est) et

une rive « des morts » (à l'ouest), comme c'est le cas à Louxor. « La nécropole royale est fondée à l'époque de Psousennès I^{er} et se situe dans l'enceinte même du temple d'Amon, poursuit Frédéric Payraudeau. Cela permet de bénéficier à la fois de la protection divine et de la protection humaine, et marque une nouvelle organisation par rapport au modèle classique de la Vallée des Rois. »

La cité a été identifiée en 1722 et a fait l'objet de campagnes de fouilles au cours du XIX^e siècle. « Il y a une première accélération des fouilles entre 1929 et 1956 avec la mission dirigée par Pierre Montet, qui met justement au jour cette nécropole royale et les trésors actuellement conservés au Musée du Caire, place Tahrir », explique Laurent Coulon, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, Paris. Plusieurs sépultures sont mises au jour. Parmi elles, celle du pharaon Osorkon II, accompagné de plusieurs centaines d'oushebti, ces petites statuettes funéraires destinées à servir le défunt dans l'au-delà. « Cette tombe posait problème depuis de nombreuses années, explique Frédéric Payraudeau. Le pharaon y a été enterré vers 850 avant J.-C. Il l'a remaniée à plusieurs reprises, notamment pour y ajouter le sarcophage de son fils et celui de son père. Au milieu de cette orga-



La nécropole royale de Tanis, située dans le delta du Nil, est fondée à l'époque de Psousennès I^{er} et marque une nouvelle organisation par rapport au modèle classique de la Vallée des Rois. MFFT-FREDERIC PAYRAUDEAU

nisation, nous avons un sarcophage sans nom, installé de manière très étrange. »

Ces dernières années, le ministère égyptien de l'archéologie a souhaité accélérer les recherches sur le site, mis en danger par la montée des eaux de la nappe phréatique située en dessous. Des analyses photogrammétriques ont alors permis de montrer que ce sarcophage anonyme avait été ajouté dans un second temps. Un mur a été construit pour créer une nouvelle chambre funéraire. « L'un des premiers éléments mis au jour lors de nos fouilles est un fragment de ce mur, poursuit l'archéologue. Il s'agit du dieu Osiris, complétant une scène divine assez classique. Nous avons alors découvert les statuettes dans un

angle de la pièce. » Elles sont sorties minutieusement du sol boueux, à raison d'une dizaine de minutes pour chacune d'entre elles. « Au début, je me suis dit : ce sont des statues qui ont été laissées par les fouilles de milieu de XX^e siècle. Puis on en trouve 4, 5, et d'autres encore émergent. À la fin, nous en avons déterré 225 ! », s'enthousiasme Frédéric Payraudeau. Ces figurines funéraires sont marquées au nom du pharaon Sheshonq III, successeur d'Osorkon II. Elles sont censées accomplir à la place du roi les travaux agricoles ou cultuels qui l'attendent dans l'au-delà et forment une véritable armée de serviteurs. Habituellement, elle représente surtout des hommes. « Ici, nous avons 60 % de figures féminines, ce qui rajoute un vrai mystère à cette découverte », ajoute l'égyptologue.

Le pari des pharaons

Autre source de perplexité, la place de Sheshonq III était déjà identifiée. Ce pharaon, déjà bien connu des égyptologues, avait fait bâtir de nombreux bâtiments à Tanis, dont sa sépulture... occupée par son successeur, Sheshonq IV ! « Il est très difficile de comprendre pourquoi Sheshonq III n'est pas dans "sa" tombe et pourquoi cette chambre mortuaire a été construite si rapidement », reconnaît Frédéric Payraudeau. « Son règne est traversé par les guerres civiles entre la Haute-Égypte et la Basse-Égypte. On ne

compte pas moins de trois pharaons revendus à cette époque. La succession royale ne s'est sans doute pas déroulée comme prévu, et le pharaon n'a pas été enterré là où il le devait. On ne peut pas non plus exclure que la sépulture ait été déplacée. Sur les huit pharaons que nous connaissons à Tanis, seuls deux sont à leur place. »

Pour un pharaon, construire son tombeau est une sorte de pari, expliquent d'ailleurs les archéologues. « Soixante-dix jours séparent la mort de l'inhumation, continue l'expert. Il peut se passer énormément de choses et il est impossible d'être certain que le successeur appliquera les volontés du mort. Manifestement, là, on a une nouvelle preuve que ces paris ne sont pas toujours réussis. »

La découverte est d'autant plus exceptionnelle que les sépultures ont été pillées à plusieurs reprises. Les archéologues ont d'ailleurs mis au jour un bloc de marbre, utilisé comme percuteur pour casser les sarcophages, daté aux environs du I^{er} siècle après J.-C., c'est-à-dire pendant la période de domination romaine. Car si Tanis perd son statut de capitale entre le VIII^e et le VII^e siècle avant J.-C., la ville reste occupée pendant de nombreux siècles et n'est véritablement abandonnée qu'entre le IV^e et le VI^e siècle après J.-C. Avec plus de 200 hectares encore à fouiller, le site est loin d'avoir livré tous ses secrets. ■

« Des décisions cruciales ont été prises pour protéger 150 espèces du trafic »

Propos recueillis par Delphine Chayot

Le biologiste Arnaud Horellou fait le bilan de la 20^e Convention sur le commerce international des espèces menacées qui s'est achevée vendredi en Ouzbékistan.

La 20^e conférence sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) s'est achevée vendredi à Samarkand, en Ouzbékistan. Scientifique au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris, Arnaud Horellou en décrypte les résultats.

LE FIGARO. - Cette conférence a-t-elle été un succès ?
ARNAUD HORELLOU. - Quelque 150 animaux et plantes sauvages sortent mieux protégés de la surexploitation et du trafic à l'issue de ces discussions. Une protection renforcée a ainsi été accordée à plus de 70 espèces de requins et de raies. Les requins-baleines (le plus grand poisson du monde dont les nageoires sont encore commercialisées), le requin océanique et les raies manta ont été inscrits à l'annexe I, qui entraîne une interdiction totale du commerce international. D'autres espèces, par exemple certaines raies-guitares, sont désormais interdites de prélèvement dans la nature. Le requin-chagrin, espèce pêchée pour son huile de foie, très demandée par l'industrie cosmétique et pharmaceutique, a été inscrit à l'Annexe II, qui exige un suivi scientifique et une exploitation durable des animaux visés. Cette demande était portée par le Muséum. Tous ces poissons sont menacés d'extinction en raison de l'augmentation de la demande humaine. Ces décisions cruciales ont été prises malgré l'opposition de la Chine et du Japon.

Quelles autres espèces ont été protégées ?
Les iguanes des Galapagos, proposés comme animaux de compagnie sur les plateformes en ligne, sont inscrits à

l'annexe I à la demande de l'Équateur. Leur commerce est désormais interdit. Des décisions favorables ont également été prises au sujet de nombreux passereaux, qui sont traqués au Brésil pour la beauté de leur chant, et de deux vipères des montagnes d'Éthiopie. Leur inscription à l'annexe I vise à éviter que des spécimens soient vendus comme « élevés en captivité », alors que les femelles sont souvent prises dans la nature. Le commerce de plusieurs grenouilles vertes d'Albanie et de Turquie sera par ailleurs mieux régulé. Saviez-vous que 200 millions de grenouilles du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est sont consommées chaque année en France ?

Qu'a-t-il été décidé au sujet du pernamouc, ce bois rare qui sert à fabriquer les archets de violon ?
Un compromis a été trouvé pour renforcer les contrôles autour de cet arbre emblématique du Brésil, sans entraver la circulation des instruments de musique dans le monde.

Des demandes de déclassement avaient été formulées. Ont-elles abouti ?
Les pays d'Afrique australe souhaitaient en effet reprendre le commerce de certaines girafes, mais cela leur a été refusé. Il ne reste plus que 90 000 individus à l'état sauvage sur le continent. De la même manière, les États parties ont rejeté l'autorisation de vente des stocks d'ivoire d'éléphant et de cornes de rhinocéros. Il a été jugé qu'une réouverture du commerce serait impossible à contrôler et pourrait relancer le braconnage, alors que ces animaux sont en danger d'extinction. L'Afrique du Sud a en revanche obtenu la désinscription des antilopes bonteboks, très recherchées dans la chasse aux trophées, après

avoir réussi à ramener l'espèce à un niveau de préoccupation mineure.

Quelles ont été les décisions défavorables ?
La proposition française d'inscrire toutes les anguilles à l'Annexe II, dans l'espoir de sauver l'espèce européenne qui est régulièrement retrouvée sur les marchés en Asie, a été rejetée après un vote à bulletins secrets. De même, une protection a été refusée à certains concombres de mer, consommés comme mets de luxe en Asie. C'est une très mauvaise nouvelle. Comme les vers de terre, ces animaux marins au corps mou ont un rôle indispensable de relargage des nutriments dans l'écosystème. Mais ils ont pâti de l'intense lobbying de pays asiatiques, comme le Japon qui a demandé un nombre record de votes à bulletins secrets, tandis que les États-Unis restaient en retrait.

La Cites a-t-elle joué un rôle important dans la conservation depuis sa création ?
Face à la surexploitation et au trafic d'espèces, cette approche axée sur la régulation du commerce est très utile. Elle permet de faire discuter des pays aux priorités opposées. Quand un État ne joue pas le jeu, le comité permanent de la Cites peut prendre des mesures de rétorsion, en décrétant par exemple une interdiction de commerce qui s'applique à tous les États parties. C'est ainsi grâce aux décisions prises dans ce cadre que les troupeaux de vigognes - des petits camélidés à poils longs de la cordillère des Andes - ont pu se reconstituer et que les éléphants font encore partie de ce monde. Preuve de l'importance de la convention, 165 pays étaient représentés cette année à Samarkand sur les 185 signataires de la convention. ■

ARTCURIAL



ESTIMATIONS GRATUITES & CONFIDENTIELLES Dans toute la France

Retrouvez-nos spécialistes près de chez vous à Bordeaux, Cannes, Lyon, Montpellier, Paris, Strasbourg et Toulouse.

Plus d'informations : contact@artcurial.com [+33 \(0\)1 42 99 20 20](tel:+330142992020)
artcurial.com

La Champions Cup va-t-elle rester la chasse gardée des clubs français ?

David Reytrat

L'UBB, tenante du titre, et Toulouse se présentent comme les favoris d'une Coupe d'Europe que le Top 14 truste depuis cinq saisons.

Le 17 octobre 2020 s'est produit un petit événement. Dans un stade de Bristol à huis clos, et lors d'une finale décalée à l'automne en raison de la pandémie de Covid, les Anglais d'Exeter remportaient la Champions Cup aux dépens du Racing 92. C'était il y a cinq ans et, depuis, la compétition européenne est (re)devenue la chasse gardée des clubs français. Cinq triomphes en autant d'éditions : le Stade Toulousain (2021 et 2024), le Stade Rochelais (2022 et 2023) et, enfin, l'Union Bordeaux-Bègles au printemps dernier. Renforçant un peu plus la suprématie du Top 14 avec 13 sacres (et 16 finales perdues), devant l'Angleterre (10 titres, 6 défaites en finale) et l'Irlande (7 sacres, 7 désillusions), les seules nations à avoir inscrit leur nom au palmarès. La 31^e édition de la « grande » Coupe d'Europe peut-elle vraiment échapper à la France qui, depuis 2012, n'a manqué qu'à une seule reprise (Saracens-Leinster en 2019) le rendez-vous de la finale ?

Toulouse et l'UBB en fer de lance

Comme chaque saison, le Stade Toulousain, recordman de titres européens

(6, devant le Leinster, 4), arrive en tête des favoris chez les bookmakers. Fessés la saison dernière en demi-finale par le rival bordelais (35-18), Dupont, Ramos, Willis et consorts brûlent de prendre leur revanche. Il faudra pour cela franchir sans encombre les obstacles des Sharks sud-africains (à Toulouse) ou des Saracens (à Londres) en matchs de poules afin d'obtenir l'avantage du terrain en phase finale. Évidemment à la portée des triples champions de France en titre. L'UBB peut-elle réussir la passe de deux ? Une partie de la réponse se jouera le 11 janvier lors de la réception de Northampton pour une revanche brûlante de la dernière finale.

Derrière ces deux ambitieux, le RC Toulon est un outsider crédible. Par son passé (le club varois est le seul à avoir réussi un triplé, 2013-2014-2015). Par son calendrier (déplacements abordables à Édimbourg et Gloucester). Par la qualité de son effectif (renforcé par une féroce colonie d'ex-internationaux anglais : Ludlam, Mercer, Ribbans et Sincler). Le Stade Rochelais, en revanche, risque d'avoir plus de mal à décrocher une troisième étoile entre une situation précaire en Top 14 (seulement 10^e) et des déplacements périlleux en Afrique du Sud (Stormers) et en Irlande (Leinster).



Sacrée à Cardiff en mai dernier, l'Union Bordeaux-Bègles fait à nouveau partie, avec Toulouse, des favoris. ACTIONPLUS / ICON SPORT

Clermont, Castres, la Section Paloise (de retour après 25 ans de disette) et l'Aviron Bayonnais (très affaibli pour sa deuxième participation) ne devraient pas être en mesure de jouer les trouble-fêtes.

L'Angleterre veut retrouver son rang

Cinq saisons blanches, c'est très long pour une nation qui prétend régner sur le Vieux Continent. Dans le sillage d'une équipe d'Angleterre de nouveau conquérante (série en cours de 11 victoires de rang), les clubs de Premiership comptent sur cette dynamique, Northampton en tête. Demi-finalistes il y a deux ans, finalistes l'an passé, les Saints de la nouvelle star Henry Pollock – et qui comptent dans leurs rangs tous les trois-quarts du XV de la Rose – visent le trophée, le 24 mai, à Bilbao. Champion d'Angleterre en titre, et actuel leader du championnat, Bath et son fantasque ouvreur écossais Finn Russell peuvent également nourrir des ambitions. Sans oublier les Saracens de Maro Itoje, Ben

Earl ou Elliot Daly, en quête de leur gloire passée (trois titres de 2016 à 2019).

L'Irlande pour freiner la descente

Les provinces irlandaises ont longtemps rayonné sur la scène européenne, le Leinster en tête (4 titres). Mais les temps sont devenus durs. Un dernier sacre en 2018 pour l'équipe de Dublin, quatre finales perdues depuis, et un statut de place forte qui s'effrite. L'Irlande, qui a compté jusqu'à quatre représentants, n'a qualifié cette saison que deux provinces (le Leinster et le Munster), une triste première. Et les Dublinois, avec déjà 3 défaites en 6 journées de l'URC (United Rugby Championship, ex-Ligue celt), ne rassurent pas vraiment...

L'Afrique du Sud enfin au niveau ?

Intégrées à la compétition continentale depuis 2022 – non sans une polémique persistante –, les franchises sud-africaines affichaient de grandes ambitions. Logique de la part d'une nation double championne du monde en titre. Mais, dans les faits, c'est jusqu'à maintenant un immense flop. Qui ne va pas en

s'améliorant. Deux équipes en quarts de finale en 2023, une seule en 2024, aucune la saison dernière... Les rêves de grandeur ont été revus à la baisse pour cette quatrième participation. « Notre objectif est d'accéder aux demi-finales », a annoncé Deon Fourie, le vétéran des Stormers, la franchise du Cap (invaincue cette saison en URC) qui compte dans ses rangs la pépète Sacha Feinberg-Mngomezulu entre autres Springboks (Damian Willemse, Cobus Reinach)... Les Sharks de Kolisi et Etzebeth ou les Bulls de Pollard et Arendse vont-ils contribuer à améliorer les statistiques sud-africaines, tout juste à la moyenne (21 victoires en 40 rencontres) ? ■

1 ^{RE} JOURNÉE CHAMPIONS CUP			
BAYONNE	vendredi	STORMERS	
SALE	-	GLASGOW	
SARACENS	sam. 14h	CLERMONT	
BLUE BULLS	16h15	BORDEAUX B.	
LA ROCHELLE	18h30	LEICESTER	
LEINSTER	-	HARLEQUINS	
BATH	21h	MUNSTER	
LLANELLI	-	BRISTOL	
PAU	dim. 14h	NORTHAMPTON	
TOULOUSE	16h15 Fr.2	SHARKS	
GLOUCESTER	-	CASTRES	
EDIMBOURG	18h30	TOULON	

Tous les matchs en direct sur beIN Sports

Un dernier Grand Prix de folie avec trois prétendants pour le titre

Cédric Callier

Qui du favori Lando Norris, de l'outsider Oscar Piastri ou de l'incroyable Max Verstappen remportera la couronne de champion du monde, dimanche, à Abu Dhabi ?

Lando Norris est-il superstitieux ? Croit-il au fameux dicton « jamais deux sans trois » ? Il faut espérer pour le Britannique qu'il soit hermétique à ce type de pensée, car si tel n'est pas le cas, la pression pourrait bien le submerger ce week-end à Abu Dhabi alors qu'un premier titre de champion du monde de Formule 1 lui tend les bras. Avec 12 points d'avance sur l'insubmersible Max Verstappen (Red Bull) et 16 sur son coéquipier chez McLaren Oscar Piastri, le natif de Bristol a toutes les cartes en main pour décrocher la timbale dimanche sur le circuit Yas Marina (départ à 14 heures, Canal+). Mais comme c'était également le cas de Fernando Alonso en 2010 ou de Lewis Hamilton en 2007, qui disposaient tous deux – au moment d'aborder la dernière course de la saison – d'un petit matelas d'avance sur une concurrence à deux têtes – et même trois, dans le cas de l'Espagnol. Soit les deux derniers cas de figure d'une bataille finale à plusieurs pour monter sur le trône. Et pour autant, aucun des deux pilotes en position de force n'est parvenu à plier l'affaire, Alonso laissant la couronne à Sebastian Vettel tandis que Hamilton devait s'incliner face à Kimi Raikkönen...

Mener le championnat avant l'ultime Grand Prix n'est pas gagner, donc. L'exemple de Raikkönen a d'ailleurs tout pour effrayer Norris, tant les similitudes entre 2007 et 2025 s'avèrent nombreuses. À l'époque, le Finlandais, au volant d'une Ferrari, avait su tirer profit de la concurrence interne chez... McLaren entre le double champion du monde en titre, Alonso, et le pur produit maison, Hamilton. Un scénario que l'écurie de Woking ne veut surtout pas revivre. D'autant plus au terme d'une saison où

elle disposait, de loin, de la meilleure monoplace. Sauf qu'au moment de conclure, McLaren paraît perdre ses moyens pour se désagréger. Ainsi, le 23 novembre, la messe semblait dite avec la victoire de Piastri devant Norris à Las Vegas qui devait laisser les deux « papayes » s'expliquer pour le titre, sans l'encombrante présence de Verstappen. Las, un problème de faux plat trop usé conduisait à leur disqualification, au grand bonheur d'un Néerlandais décrochant un jackpot inattendu dans la cité du jeu et, donc, toujours en vie.

Une semaine plus tard, au Qatar, il suffisait que la voiture de sécurité intervienne, suite à un accrochage dans le peloton, pour que le cerveau des stratégies McLaren se liquéfie, offrant sur un plateau d'argent la victoire à Verstappen. Celui-ci n'en demandait pas et ne loupait pas l'occasion, après avoir déjà raillé les

« Je suis très détendu. Je sais que j'ai 12 points de retard, mais je l'aborde simplement avec une énergie positive. Je vais donner mon maximum et si cela ne suffit pas, ce ne sera pas grave car je sais que j'aurai quand même fait une superbe saison »

Max Verstappen

« papaya rules » censées mettre Piastri et Norris sur un parfait pied d'égalité, d'ironiser sur « une décision très intéressante » de la part de ses adversaires. Manière de s'ôter toute pression des épaules avant ce dernier Grand Prix : « Je suis très détendu. Je sais que j'ai 12 points de



Max Verstappen (Red Bull), Lando Norris et Oscar Piastri (McLaren), jeudi, lors du Grand Prix d'Abu Dhabi. JAKUB PORZYCKI / REUTERS

retard, mais je l'aborde simplement avec une énergie positive. Je vais donner mon maximum et si cela ne suffit pas, ce ne sera pas grave car je sais que j'aurai quand même fait une superbe saison. Et je pense que nous pouvons être fiers d'être toujours en course pour le titre car en milieu de saison, c'était presque comme s'il fallait déjà se concentrer sur 2026. Mais nous avons réussi à améliorer la voiture, au point qu'elle devienne très compétitive sur certaines courses. Et en même temps, nous avons aussi remporté des courses que nous n'aurions peut-être pas dû gagner. »

Une manière habile pour le Néerlandais d'entrer un peu plus dans la tête de ses rivaux, et de les placer face à leurs propres errements. Il suffisait dimanche dernier de voir le visage déconfit d'un Piastri pour se rendre compte que McLaren n'arrive en position de force à Abu Dhabi que sur le plan comptable. Car depuis la fin de l'été, qui a coïncidé avec le début de la folle remontada amorcée par Verstappen, il y a un petit truc en train

de se gâter au sein des papayes. « Clairement, on s'est trompés. J'ai fait la meilleure course possible, aussi rapide que je le pouvais. Il ne restait rien sur la table, donc j'ai vraiment fait de mon mieux mais ça n'a pas suffi pour gagner malheureusement », constatait, dépité, l'Australien. Comment aura-t-il digéré cette victoire promise et pourtant envolée ?

Après avoir longtemps mené la danse, le natif de Melbourne, âgé de 24 ans, a connu un gros coup de mou de mi-septembre à mi-novembre. Mais depuis deux courses, il est parvenu à redresser la tête. En vain, puisqu'il a été disqualifié à Vegas avant que sa propre équipe ne lui tire une balle dans le pied au Qatar. Et quid de Norris, le leader du championnat depuis sa victoire au Mexique, le 26 octobre, mais qui, depuis, n'arrive pas à en finir ? Avec son mental réputé friable, même si lui-même revendique le fait d'avoir fortement progressé dans ce domaine, le Britannique n'est à l'abri de rien à Abu Dhabi. À voir si son discours de façade – en mode « je ne suis pas inquiet, on a la meilleure voiture et j'ai confiance en l'équipe » – lui évitera de subir le même sort qu'Alonso en 2010 et que Hamilton en 2007. ■

EN BREF

JO : un plan d'action pour développer le bénévolat

Le CNOSF a lancé un « plan d'action » pour valoriser et faciliter l'engagement des bénévoles, piliers des associations mais parfois difficiles à recruter, en rendant notamment les offres de formation « plus accessibles ». 3,5 millions de personnes œuvrent bénévolement dans les 360 000 associations sportives françaises, qui sont 86 % à fonctionner uniquement avec des bénévoles.

15 ^E JOURNÉE LIGUE 1			
BREST (11)	vendredi	MONACO (7)	
LILLE (4)	-	MARSEILLE (3)	
NANTES (16)	sam. 17h	LENS (1)	
TOULOUSE (9)	19h	STRASBOURG (8)	
PARIS SG (2)	21h05	RENNES (5)	
NICE (10)	dim. 15h	ANGERS (12)	
AUXERRE (18)	17h15	METZ (17)	
LE HAVRE (14)	-	PARIS FC (13)	
LORIENT (15)	20h45	LYON (6)	

Tous les matchs en direct sur Ligue 1+

LE CARNET
DU JOUR

Les annonces sont reçues
avec justification d'identité
du lundi au vendredi
de **9h à 13h** et de **14h à 18h**
(excepté les jours fériés)
et tous les dimanches
de **9h à 13h**.

carnetdujour@media.figaro.fr
0156 52 27 27

naissances

Édouard et Capucine BERNOT
partagent avec Charlotte,
Jérôme
Sallard Lalanne-Berdouticq,
Aude Clouet d'Orval,
Jacques et Armelle Bernot

la joie d'annoncer la naissance,
à Tours, le 14 novembre 2025,
de

Hippolyte

Mme Madeleine DUPUIS
en union avec son époux
Xavier Dupuis

est heureuse
de faire part de la naissance
de sa seconde petite-fille

Clarisse

sœur d'Eléonore,
le 26 novembre 2025, chez
Marine et Hugo GUTH

21 B, avenue
de la Ferté-sous-Jouarre,
77750 Saint-Cyr-sur-Morin.

**Véronique et Laurent
MICHELSON**

sont heureux de vous faire part
de la naissance
de leur petite-fille

Siena

le 3 décembre 2025,
à Londres, chez
Alexandre et Riya

**M. Maxime
de VARINE-BOHAN**
et **Mme**, née Victoire Guérin,
partagent
avec Eugénie et Margot,
la joie d'annoncer la naissance
de leur fille et sœur,

Castille

le 19 novembre 2025.

distinctions

Le 1^{er} décembre 2025,
dans les salons
du ministère de la Culture,
les insignes d'officier
de l'ordre national du Mérite

ont été remis
par Rachida Dati,
ministre de la Culture, à

Nicole LAMBERT
illustratrice et créatrice
des Triplés.

Cette distinction récompense
40 années d'engagement
pour les Triplés.

Nicole Lambert
remercie Rachida Dati
de cette remise de décoration,
ainsi que les membres
de sa famille et les amis
qui ont assisté
à cette cérémonie.

signatures

Dominique BONA
de l'Académie française,
commentera et dédicacera :
Le roi Arthur
(Éditions Gallimard),
le mercredi 10 décembre 2025,
à 19 heures, au Café de Flore,
172, boulevard Saint-Germain,
Paris (6^e).
Informations :
www.intemporelles.org

**Le Salon
des écrivains catholiques**
aura lieu
ce samedi 6 décembre 2025
de 14 heures à 18 heures, à la
mairie du VI^e arrondissement
de Paris, 78, rue Bonaparte.
Près d'une centaine d'auteurs
dédicaceront leurs livres, dont :
Emmanuel Tourpe
(Grand Prix 2025),
Rémi Brague de l'Institut
(Grand Prix 2024),
Xavier Accart,
Charles-Henri d'Andigné,
Bénédict Delelis,
Laurent Dandrieu,
Steven et Sabrina Gunnell,
François Huguenin,
Annie Laurent,
Jean-Christian Petitfils,
Didier Rance,
Jean Sévillia...
À 15 h 30, conférence
de Jean-Marie Guénois :
« Les perspectives du pontificat
du pape Léon XIV : quelles
nouvelles inflexions au regard
de celui de François. »
Entrée libre.
www.ecrivainscatholiques.fr

La Librairie Le Parchemin
vous invite à rencontrer
Dominique Bona
pour son dernier livre
Le roi Arthur
(Éditions Gallimard),

ce samedi 6 décembre 2025
de 11 heures à 13 heures,
176, rue de Grenelle, Paris (7^e).
Téléphone : 01 45 51 74 20.

communications

Le Comité
« Inspiring woman of the Year »
a l'honneur d'annoncer
que le prix 2025 sera décerné à

Mme Kaella-Marie EARLE

En reconnaissance
de son *leadership* remarquable,
Kaella-Marie Earle s'impose
comme une figure majeure
de la gouvernance autochtone
au Canada, alliant
transition énergétique,
justice et réconciliation.
Par son action, elle protège
les territoires, transforme
les institutions et inspire
une nouvelle génération.

La remise de ce prix prestigieux
se tiendra
le samedi 13 décembre 2025,
sous l'égide des membres
du Comité et de son fondateur
Aubin Gonzalez Lapos.

*Nous tenons à exprimer
notre profonde gratitude
envers nos partenaires :
Berkeley Global Society
et France-Amériques
pour leur soutien précieux.*

**La Fondation
Apprentis d'Auteuil**

organise un marché de Noël
familial, festif et solidaire

Les Fées de l'Auteuil

de ce samedi 6
au dimanche 14 décembre 2025
de 11 heures à 19 heures,
nocturne ce samedi
jusqu'à 20 heures.

Exposition de crèches
sur le thème « Né pour aimer »,
réalisées par des jeunes
de la fondation.
Des créateurs, producteurs
locaux, sapsins et brocante.
Le week-end, animations
pour les enfants et concerts
de Noël, dans la chapelle
Sainte-Thérèse.

40, rue Jean-de-La-Fontaine,
à Paris (16^e) (métro Jasmin).

deuils

Maltat (Saône-et-Loire).

Constance et Thierry Futelin,
Inès et David Hill,
ses enfants,

Nicolas, son petit-fils,

le comte et la comtesse
Stanislas de Noblet,
son beau-frère et sa belle-sœur,
leurs filles et gendres

vous font part
du rappel à Dieu de la

marquise d'ARCES
née Amicie
Vallentin du Cheylard,

dans sa 83^e année.

La messe d'obsèques
aura lieu
le jeudi 11 décembre 2025,
à 9 h 30, en l'église de Maltat.

Dreux (Eure-et-Loir).

Mme Catherine Bastien,
sa sœur,
Michel (†) et Catherine
Bastien,
Denis (†) et Marie-Christine
Bastien,
ses frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces
et toute sa famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Jean BASTIEN

survenu en son domicile,
le 29 novembre 2025,
à l'âge de 72 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 9 décembre, à 14 h 30,
en l'église Saint-Pierre
de Dreux, où un registre
à signatures sera déposé,
suivie de l'inhumation
au cimetière de Crécy-Couvé.

Il repose à la chambre
funéraire de Dreux,
59, rue de Billy.
Fleurs naturelles uniquement.

La famille remercie par avance
toutes les personnes
qui s'associeront à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Panoramic,
6, rue de Vernouillet,
28100 Dreux.

Vanves (Hauts-de-Seine).

La Compagnie de Jésus,
sa famille

font part du rappel à Dieu du

père Edmond BIZARD

le 27 novembre 2025, à Paris.

La cérémonie religieuse
a été célébrée en l'église
de la communauté jésuite
Pedro Arrupe, à Vanves,
le mardi 2 décembre 2025.

Homme de foi et de dialogue,
il a consacré sa vie
au service de l'Évangile
et à l'accompagnement
des étudiants.

Françoise Bourgeois,
son épouse,
Eugénie, sa fille,
Jean Pierre, son frère,

ont la tristesse
de faire part du décès du

**professeur
Marc Louis BOURGEOIS**

survenu le 1^{er} décembre 2025.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Eulalie, à Bordeaux,
ce samedi 6 décembre,
à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Je suis la résurrection
et la vie.
Celui qui croit en moi vivra,
quand même il serait mort. »
Jean, 11, 25.

En union avec Monique (†),
son épouse,
Martine, François-Henri,
Benoît et Frédérique,
ses enfants,
Jean-Louis, Véronique
et Brigitte,
son gendre
et ses belles-filles,

Bérengère, Noémie, Aliénor,
Camille, Augustin, Mélusine,
François-Xavier, Clémence,
Marie-Sixtine, Guillemette,
Eugénie, Alix, Louise,
Stanislas, Charlotte et Julie,
ses petits-enfants,
Elie, Iris, Joseph, Aure,
Léopold, Sybille, Elvire, Aglaé,
Victoria, Marguerite, Amance,
Prosper, Sidonie, Noah,
Titouan, César, Ulysse,
Cassandre et Nils,
ses arrière-petits-enfants,

Michel et Janine Briard,
son frère et sa belle-sœur,

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu du

colonel Jacques BRIARD
Saint-Cyr,
promotion Rome et Strasbourg,

chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

endormi
dans la Paix du Seigneur,
le 27 novembre 2025,
dans sa 101^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en la chapelle Saint-Louis
de l'École militaire,
13, place Joffre, Paris (7^e),
le lundi 8 décembre,
à 10 h 30 précises.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale.

François, Bernard
et Dominique,
ses fils,

Anne-Delphine et Sophie,
ses belles-filles,

Julie, Marine, Thomas,
Joséphine, Philomène
et Juliette,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Odile BROUSSEAU
née Saulgeot,

survenu le 3 décembre 2025,
à l'âge de 90 ans,
à son domicile de Saint-Cloud
(Hauts-de-Seine).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Cloudald, à Saint-Cloud,
le mardi 9 décembre, à 14 h 15,
suivie de l'inhumation,
à 16 heures, au cimetière
de Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Arcachon (Gironde).

Mme Roger Chambeaud,
née Martine Ferlotti,
son épouse,

Valérie, Éric, Claire, Bruno,
ses enfants,

Nicolas, Camille,
César, Joseph,
ses petits-enfants,

Michel, son frère,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Roger CHAMBEAUD

survenu le 29 novembre 2025,
à l'âge de 28 ans.

Selon ses vœux, il sera incinéré
au crématorium de Biganos,
dans la plus stricte intimité.

Olivier Chapuis,
son époux,
Arthur et Alice,
ses enfants,
Orso, son petit-fils,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Camille CHAPUIS
née Machenaud,

survenu le 3 décembre 2025,
entourée des siens.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mercredi 10 décembre,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Germain-des-Prés,
à Paris (6^e).

Joséphine et Andrea Falchetti,
sa fille et son gendre,

Ariane, Olimpia et Vittorio,
ses petits-enfants,

Nathalie Prouvost,
Diane de Nervo
et ses neveux et nièces

ont la tristesse
de faire part du décès de

Guillaume de CHAZOURNES

à La Canée (Crète),
le mercredi 26 novembre 2025.

Mme Philippe
Chodron de Courcel,
née Régine
de Vandière de Vitrac,
son épouse,

M. et Mme Gabriele Calcagni,
M. et Mme Vassili Swistounoff,
M. et Mme Aymar
Chodron de Courcel,
ses enfants,

Amedeo, Elisa, Luigi, Arthur,
Alix et Augustin,
ses petits-enfants,

M. et Mme Armand
Chodron de Courcel,
son frère et sa belle-sœur,

vous font part
du rappel à Dieu de

**Philippe
CHODRON de COURCEL**
officier
de l'ordre national du Mérite,

le 3 décembre 2025,
dans sa 85^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Saint-Félix-de-Bourdeilles
(Dordogne),
le lundi 8 décembre,
à 14 heures, suivie
de l'inhumation au cimetière.

Une messe sera également
dite à Paris, en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, Paris (16^e),
le samedi 10 janvier 2026,
à 10 h 30.

Christian Coenen,
son époux,

Morgane Coenen
et Jérôme Lescane,
Nastasia Coenen Ducazeau
et Yvan Ducazeau,
Quentin Coenen,
ses enfants et leurs conjoints,

Alicia, Lucie, Olivia
et Raphaël,
ses petits-enfants,

ont la douleur
de faire part du décès de

Claude COENEN
née Domenech de Cellés,

survenu le 30 novembre 2025.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église d'Alle-sur-Semois
(Belgique),
le lundi 8 décembre 2025,
à 10 h 30.



Mme Florence Braley,
son épouse,
Jérôme et Anne Braley,
Stéphane (†) et Sylvie Braley,
ses fils et leurs épouses,

ses petits-enfants
et son arrière-petit-fils,

toute sa famille
et ses amis

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Jacques BRALEY
HEC 53,

survenu le 2 décembre 2025,
à l'âge de 95 ans.

Une cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 11 décembre, à 14 h 30,
au temple
d'Agon-Coutainville (Manche),
suivie de l'inhumation
au cimetière.

Pas de fleurs,
mais des dons pour le temple.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président et le secrétaire
perpétuel,
les membres de

**l'Académie nationale
de médecine**

ont la tristesse
de vous faire part du décès
de leur très estimé confrère, le

professeur Gilles CRÉPIN
membre de l'Académie
nationale de médecine,

survenu à Villeneuve-d'Ascq,
le 1^{er} décembre 2025,
dans sa 90^e année.

Les obsèques seront célébrées
le vendredi 12 décembre 2025,
à 14 h 15,
au crématorium de Wattrelos,
316, rue de Leers (Nord).

Mme Daniel Dagallier,
née Laurence Le Capon,
son épouse,

M. Pierre Dagallier,
M. Alexis Dagallier,
ses fils,
ainsi que leurs épouses,

ses petits-enfants
ainsi que leurs conjoints,
ses arrière-petits-enfants

ont la douleur
de vous faire part du décès,
le 2 décembre 2025, de

M. Daniel DAGALLIER

dans sa 100^e année.

Mme Xavier Deniau,
sa mère,

Jean-Christophe Hadamar,
son compagnon,

Grégoire Hadamar,
son fils,

François-Xavier, Cécile,
Jean-Martin et Clarisse,
ses frères et sœurs,

ses beau-frère et belles-sœurs

et toute sa famille

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Abeille DENIAU

survenu à Paris,
le 28 novembre 2025, dans
sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu
dans l'intimité.

Carole Delorme d'Armaillé,
Stéphanie et Christophe
Rogerat,
Christophe et Belinda
Aka-Delorme,
ses enfants,
gendre et belle-fille,

Louis, Guillaume, Bianca,
Alexander, Charles, Isaure
et Gabriel,
ses petits-enfants,

ses frères et sa sœur,
ses nièces et neveux

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Serge DELORME
née Christine Francou,

dans sa 86^e année,
le 3 décembre 2025,
entourée des siens.

La cérémonie religieuse sera
célébrée par l'abbé Babinet,
le mercredi 10 décembre,
à 14 h 30,
en l'église Saint-Germain,
31, rue Louis-Forain,
au Chesnay-Rocquencourt.

La famille tient à exprimer
sa profonde gratitude
aux équipes du service
d'oncologie et de l'unité
de soins palliatifs de l'hôpital
de la Porte-Verte, à Versailles,
pour leur accompagnement
attentif et bienveillant.

Paris.

Mme Alcina Derbanne,
son épouse,

Véronique Derbanne,
sa sœur,
Mme Michel Derbanne,
Mme Bruno Derbanne,
ses belles-sœurs,
Caroline et Olivier, Virginie,
Fanny,
ses neveu et nièces,
ainsi que leurs enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Alain DERBANNE

survenu le 27 novembre 2025,
à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Nicolas,
à Maule (Yvelines),
le lundi 8 décembre, à 14 h 30,
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

116, avenue
du Général-Leclerc,
75014 Paris.

Mme Vincent Faÿ,

Laurent et Léna Faÿ,
leurs enfants et petits-enfants,
Gabriel et Constance Faÿ,
leurs enfants et petits-enfants,
Thomas Faÿ,
Julie Faÿ et sa fille,
Antoine et Charlotte Faÿ
et leurs enfants

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Vincent FAÿ

le 2 décembre 2025,
à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 9 décembre, à 10 h 30,
en l'ancienne église
Saint-François-de-Sales,
6, rue Brémontier, Paris (17^e).

LE CARNET
DU JOUR

suite en page 16

LE FIGARO
le carnet du jour

Publiez votre annonce de naissance
et recevez en cadeau l'album pour enfants
Les 10 clefs des bonnes manières
par les Aristokids et by·bm, chez Téqui éditions.

Offre valable du 01/10/25 au 31/01/26, dans la limite des albums disponibles.

Offre
exclusive



Depuis 2011, près de 500 000 Syriens sont arrivés en Jordanie par vagues successives. Ici, la famille de Dar, père de dix-sept enfants, serrée dans un deux-pièces. JORDAN MEDAIR/SALSABEEL HANATLEH

Ces Syriens qui ne peuvent ni rester en Jordanie ni rentrer au pays



PAR
Victoire Lemoigne

Les voisins la hèlent une fois encore : «*Retourne d'où tu viens, puisque tu es si malheureuse !*» Salma* secoue la tête d'un air las. La pièce nue où nous la rencontrons s'ouvre sur une ruelle encombrée d'ordures, retournées par des dizaines de chats. Elle-même s'y penche parfois, ramassant des morceaux rassis de pain *shrak* qu'elle revend - quelques piastres tout au plus - à la voisine pour nourrir ses brebis.

Depuis sept mois, Salma ne paie plus son loyer. «*Rembourse, ou dégage !*», a hurlé en pleine nuit le fils du propriétaire, martelant la porte du plat de la main. «*L'avocat a ensuite appelé pour exiger mon expulsion*», souffle-t-elle, massant ses pieds enflés par l'arthrose et un diabète mal soigné. Chaque jour, elle emprunte pour survivre : «*Cinq dinars pour le pain, cinq pour les médicaments...*» Elle en doit désormais 700 dans le quartier.

Même couperet chez Amer*, 58 ans. Avec six mois d'arriérés, l'ordre d'expulsion peut tomber d'une minute à l'autre. Assises en tailleur sur un matelas élimé, ses deux filles Hawraa, 35 ans, et Durrah, 30 ans, aveugles de naissance, racontent comment leur mère est morte «*de n'avoir pas tenu le coup*». Avant la guerre, la famille vivait d'un petit troupeau et d'un champ d'oliviers dans un village près de Hama, au cœur de la Syrie.

En Jordanie, ils ont été happés par les dettes : plus de 2000 dinars (2800 dollars). «*Partout, on me demande de rembourser, et je n'ai rien à répondre. J'ai honte de sortir dehors*», murmure Amer, très digne sous son keffieh à damier rouge et blanc. Ses mains hâlées, noueuses, tremblent légèrement. Cette expulsion serait la cinquième. Et, à vrai dire, qui leur relouerait encore un toit ? «*Tous les propriétaires du coin savent que je n'ai pas payé les précédents*». Rentrer en Syrie ? Il esquisse un rire amer. «*Ici, on est à zéro. Là-bas, on repartirait de moins que zéro.*»

La chute de Bachar el-Assad, le 8 décembre dernier, et l'accession au pouvoir d'Achmed al-Charaa ont remis au premier plan un débat longtemps gelé : celui des perspectives de retour en Syrie pour les millions de réfugiés établis dans les pays voisins. En Jordanie, près de 500 000 Syriens sont enregistrés auprès du Haut Commissariat pour les réfugiés (UNHCR), arrivés par vagues successives depuis 2011. La grande majorité - 82 % - vit en dehors des camps de Zaatar et d'Azraq.

Le narratif séduisant d'un «*retour massif*» s'est alors diffusé, porté à la fois par la fatigue des bailleurs humanitaires, dont les fonds glissent vers l'Ukraine et Gaza, et par la volonté de plusieurs acteurs de refermer le dossier syrien. Les chiffres racontent autre chose. Les 160 000 retours signalés par l'UNHCR depuis décembre incluent probable-

En Jordanie, quatorze ans après leur exil, les Syriens demeurent pris au piège : étranglés par les dettes, trop vulnérables pour repartir. Avec l'ONG Medair, nous sommes allés à leur rencontre à Amman.

ment un volume important de mouvements temporaires, souligne Alyse Kennedy, représentante des ONG internationales en Jordanie (Jordan INGO Forum). Par ailleurs, les intentions de retour s'érodent : la part de réfugiés déclarant vouloir rentrer dans l'année a chuté de 40 % en février à 22 % en septembre 2025.

Ce qui rend, aujourd'hui encore, le retour impossible ? L'endettement, d'abord, qui touche presque 9 foyers sur 10. Un ménage doit 390 dinars en moyenne ; une dette sur cinq dépasse 1000 dinars. Et sans quittance, impossible de franchir la frontière. Vous voilà stoppé net au poste, votre passeport confisqué. C'est ainsi que des familles ont bradé leurs bijoux, leurs meubles, vendu la carte SIM de leur téléphone, comme le rapporte le Norwegian Refugee Council (NRC), pour éprouver leurs dettes. D'autres ont laissé un enfant sous tutelle en Jordanie, chargé d'honorer l'impayé en leur absence.

À Aljeza, au sud d'Amman, Nour* nous ouvre sa tente surpeuplée - rachetée à prix d'or, la précédente ayant fondu sous la chaleur. Elle relève doucement le T-shirt de son sixième enfant : une cicatrice épaisse lui scinde le thorax. Il y a 7 ans, ce petit garçon aux fossettes rieuses a subi une lourde opération pulmonaire, alors qu'il n'avait que quelques mois. Pour le sauver, la famille a dû emprunter 2000 dinars à l'hôpital. Une dette qui, aujourd'hui, les rive en Jordanie.

Au-delà de l'endettement, encore faudrait-il avoir un endroit où rentrer. Nour glisse son doigt sur l'écran éclaté de son téléphone. La vidéo, prise dans le quartier historique de Rif Dimachq où se tenait hier leur maison, montre aujourd'hui un paysage de poussière et de murs éventrés. «*C'est un désert de décombres, soupire-t-elle. Sous la terre, il y a des mines, des munitions qui n'ont jamais explosé.*» Ajoutons que nombre de Syriens ne disposent plus de leurs titres de propriété : détruits, perdus, ou rendus caducs par

les lois syriennes de 2018 qui ont facilité des expropriations à grande échelle.

«*Les acteurs humanitaires ne cessent de rappeler que la Syrie post-Assad n'offre pas encore les garanties minimales d'un retour sûr et digne*», explique Timothy Kennett, directeur de l'ONG Medair en Jordanie. Les retours d'expérience venus de Syrie refroidissent plus d'un foyer : «*Tous ceux qui nous appellent avouent regretter d'être repartis*», témoigne Dar*, père de dix-sept enfants serrés dans un deux-pièces. Salma évoque son gendre, revenu en Syrie et contraint de vivre dans une tente avec son oncle : «*Ma fille devait le rejoindre... puis il l'a suppliée de rester en Jordanie. Lui ne peut même plus repasser la frontière.*»

«*Les réfugiés syriens sont coincés entre le marteau et l'enclume*», résume Timothy Kennett, de l'ONG Medair. Chaque option ressemble à une impasse. Car si rentrer semble impossible, rester devient chaque jour plus précaire. La Jordanie, qui avait déjà absorbé plus de deux millions de réfugiés palestiniens, a été «*très hospitalière en ouvrant ses frontières et ses services*», insiste Timothy Kennett. Quatorze ans après, le pays hôte s'essouffle : pénurie d'eau, services publics saturés, loyers en hausse, tensions sur l'emploi... Et le retrait des bailleurs internationaux fait désormais peser sur Amman l'essentiel de la réponse humanitaire.

« Les acteurs humanitaires ne cessent de rappeler que la Syrie post-Assad n'offre pas encore les garanties minimales d'un retour sûr et digne »

Timothy Kennett
Directeur de l'ONG Medair en Jordanie

Ce basculement a des effets concrets, notamment sur l'accès au travail. En 2016, la Jordanie s'était engagée à délivrer jusqu'à 200 000 permis à des Syriens dans l'agriculture ou la construction, dans le cadre d'un accord décrit comme novateur avec l'Union européenne, le Jordan Compact. Contrepartie ? Des aides au développement et des facilités commerciales envers la Jordanie de la part de l'Europe, soucieuse d'endiguer une pression accrue sur ses propres frontières. Jusqu'en 2024, un permis de travail coûtait entre 30 et 70 dollars, grâce aux subventions de la Banque mondiale. Constatant l'échec de cette mesure quant à l'intégration des réfugiés sur le marché du travail, la Banque mondiale a décidé de diminuer drastiquement les subventions. Et le prix d'un permis a bondi à 700-1000 dollars, aligné sur celui des autres travailleurs étrangers. «*Le gouvernement ne pouvait pas absorber seul la charge*», note Youssef Taha, de l'UNHCR. Résultat : à peine 7 % des réfugiés syriens travaillent aujourd'hui légalement.

Avec l'effritement des soutiens, la pauvreté a bondi. Selon l'ONU, elle a gagné 10 points parmi les réfugiés hors des camps entre 2021 et 2024, et 22 points dans les camps, où plus d'un réfugié sur deux vit dé-

sormais sous le seuil d'extrême pauvreté. Conséquence directe : la multiplication des «*stratégies d'adaptation négatives*» - mariages précoces, déscolarisation et travail des enfants, vente d'actifs, renoncement aux soins. Medair constate que ces mécanismes touchent aujourd'hui près d'un tiers des ménages syriens en Jordanie.

Face à l'impasse, un instrument aurait pu changer la donne : les visites «*go and see*», ces allers-retours encadrés permettant aux réfugiés d'aller juger par eux-mêmes la situation en Syrie sans perdre leur statut en Jordanie. Le modèle existe déjà en Turquie, où un adulte par famille peut effectuer trois visites en six mois. En 2024-2025, Amman avait envisagé d'assouplir sa frontière : permettre à certains Syriens de circuler, relancer les petites économies du sud de la Syrie, encourager les transferts de fonds et éviter des retours irréversibles. «*La logique était simple : réduire la dépendance à l'aide humanitaire et encourager certains Syriens à participer à la reconstruction de leur pays, sans renoncer pour autant à leur vie en Jordanie*», résume un directeur d'ONG. Mais aujourd'hui, le royaume juge ce pari trop risqué alors qu'il tente déjà de reprendre le contrôle d'une frontière poreuse, minée par le risque djihadiste et les trafics de drogue et d'armes.

Dans le même esprit, plusieurs ONG travaillant étroitement avec le gouvernement avaient esquissé une voie inédite : accorder à certains réfugiés un statut de résidence de long terme, pour stabiliser leur accès au travail et réduire la pression sur l'aide humanitaire. Mais une telle transition aurait mécaniquement fait baisser le nombre officiel de «*réfugiés enregistrés*», donc les financements associés. Selon plusieurs sources, le UNHCR s'y est donc opposé.

Le UNHCR a finalement opté pour une tout autre voie : un programme de «*cash for returns*», qu'il a lui-même présenté comme une demande explicite des bailleurs européens, pressés d'afficher un an après la chute d'el-Assad des signaux tangibles d'une dynamique de retour. Concrètement, raconte Youssef Taha, un projet pilote a été lancé en février 2025 : chaque semaine, un à deux bus gratuits quittent Amman pour Deraa, Damas, Homs ou Alep, avec 50 kg de bagages autorisés par personne. En quelques mois, près de 10 000 Syriens ont emprunté ces convois. En septembre, une aide financière est venue compléter le dispositif pour les résidents des camps de Zaatar et d'Azraq : 100 dollars par personne avant le départ, puis, pour la plupart, 600 dollars supplémentaires une fois arrivés en Syrie.

Qui accepte 100 dollars pour retourner en Syrie ? Les plus vulnérables, mères seules, personnes handicapées, malades chroniques, vieillards sans revenu. Autrement dit, précisément «*ceux qui ne devraient pas rentrer*», déplorent de concert plusieurs ONG. L'UNHCR, lui, se défend : ces appuis «*ne s'adressent qu'aux réfugiés ayant déjà pris leur décision, et ne constituent en rien un encouragement au retour*». La ligne officielle demeure, nous dit-on, que tout retour doit être «*volontaire, digne et consenti*». ■

* Les prénoms ont été changés.

Quinn Slobodian : « Avant la concurrence féroce de Shein, la mondialisation a-t-elle déjà été heureuse ? »

ENTRETIEN

Les États-Unis comme l'Europe auraient dû prévoir, dès le début des années 2000, l'agressivité de la concurrence chinoise au lieu de s'adonner au libre-échange en refusant de voir le réel, analyse le professeur canadien, grand spécialiste de l'histoire de la pensée économique*.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Boillat

LE FIGARO. - La France est le premier pays au monde à avoir accueilli un magasin Shein, une marque chinoise qui vend des vêtements à des prix très compétitifs, produits dans des conditions contraires aux normes européennes. L'Europe est-elle capable de résister à la concurrence déloyale de la Chine ?

QUINN SLOBODIAN. - La première chose à souligner est que la politique économique de la France, comme de l'Europe, devrait être déterminée par des élections démocratiques. Une partie de la situation dans laquelle se trouve l'Europe aujourd'hui est le résultat de la délégation, dans les années 1990 et au début des années 2000, de la prise de décision en matière de politique économique au-dessus de la tête des citoyens. Cela a engendré une nouvelle vulnérabilité face à la concurrence étrangère et a, de surcroît, érodé la légitimité des institutions auprès des électeurs.

S'il y a bien quelque chose de positif à retenir des dix dernières années de bouleversements dans la gouvernance économique mondiale, c'est que l'on n'est plus obligé de parler de l'économie mondiale comme d'un phénomène semblable au changement des saisons ou aux marées auxquels les nations ne pourraient que s'adapter. Pour le meilleur et pour le pire, la rupture du consensus libre-échangiste par les États-Unis a politisé des pans de l'économie longtemps perçus comme des forces naturelles. Le fait est que l'Europe est depuis longtemps saturée par les exportations à bas coût de biens de consommation chinois. Pendant des décennies, cela a été célébré comme un signe de prospérité croissante.

La question importante aujourd'hui n'est pas de savoir si les consommateurs français pourront acheter de la mode à bas prix venue de Chine, mais si la France pourra conserver un secteur automobile, quelques restes d'industrie lourde - sans même parler d'une industrie technologique logicielle ou matérielle - compte tenu de la montée en puissance compétitive de la Chine. Il ne s'agit plus d'être inondé de produits bon marché : la question se situe désormais au sommet de la chaîne de valeur.

Quelles sont les caractéristiques essentielles de la puissance économique chinoise ?

Le secret du succès de la Chine a été d'adopter de manière sélective certains aspects de la politique économique venant de diverses sources. Dans certains domaines, ils ont poursuivi une approche hyper-libertarienne qui a démantelé les protections sociales pour une classe laborieuse hautement mobile affluant des campagnes vers les villes. Dans d'autres cas, ils ont utilisé une forme hybride de politique industrielle en dirigeant des crédits bonifiés et des faveurs gouvernementales vers des entreprises capables de survivre à un environnement de compétition quasi darwinienne au niveau provincial. Ils ont combiné un contrôle autoritaire centralisé avec une approche décentralisée d'expérimentation progressive, en créant de petites zones économiques spéciales adaptées à la demande économique.

Cela contrastait avec l'approche erronée du « choc thérapeutique » appliquée par l'ex-URSS et l'Europe de l'Est. Grâce à cette méthode, la Chine est parvenue à passer de la fabrication de vêtements et de jouets à l'électronique grand public, puis à dominer la production de batteries et, de plus en plus, de véhicules électriques. Ils ont accueilli des contreprises et des investissements étrangers, puis ont adopté légalement ou illicitement les technologies importées pour développer leurs propres entreprises et marques nationales. Aujourd'hui, leur capacité manufacturière dépasse largement celle de l'ancien leader, les États-Unis, et ce dans un large éventail de secteurs à forte valeur ajoutée.

Les États-Unis et l'Europe - longtemps désireux d'accéder au marché chinois - sont désormais sur la défensive, tentant de comprendre comment protéger leurs propres produits de la concurrence chinoise. Cela pouvait être prévu, et, à vrai dire, aurait dû l'être ; pourtant, le zèle du libre-échange comme ethos au début des années 2000 a conduit à refouler ce qui aurait dû être une évidence.

Dans ces conditions, l'Europe peut-elle raisonnablement rester ouverte aux quatre vents ? La question générale de l'ouverture aux flux mondiaux et des dangers qui y sont liés s'est imposée au monde entier en 2020 avec la pandémie de coronavirus. Depuis lors, il y a eu davantage de discussions sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, les chocs externes ainsi que les avantages et les inconvénients de la dépendance aux marchés étrangers. Un des effets positifs a été de raviver l'attention portée aux conséquences à long terme de la désindustrialisation ainsi qu'au potentiel de réorientation du secteur manufacturier face aux enjeux de la transition énergétique. Les fonds structurels mobilisés par l'UE pendant et après la pandémie ont montré une volonté d'utiliser une politique budgétaire ambitieuse pour des objectifs socialement utiles. Depuis, l'attention portée aux questions climatiques s'est quelque peu atténuée, au profit d'un accent mis sur le réarmement, considéré comme une solution à la fois économique et géopolitique.

Il est heureux que la berceuse de la mondialisation pour elle-même ait pris fin, mais il reste une question politique : quels flux sont souhaitables, et lesquels minent la cohésion sociale et la prospérité à long terme ? Les questions de propriété des données et des réseaux sociaux, de normes environnementales, de justice sociale, de respect de la vie privée, ou encore le besoin d'une base industrielle durable font partie des enjeux politiques actuels.

Les États-Unis et l'Europe sont désormais sur la défensive, tentant de comprendre comment protéger leurs propres produits de la concurrence chinoise »

En réalité, l'Europe n'a jamais été entièrement ouverte aux flux mondiaux, et ne le sera pas non plus à l'avenir. La question est plutôt de savoir quel modèle politico-économique pourra retrouver une légitimité auprès d'une population qui se sent trahie par des générations de dirigeants ayant semblé privilégier les intérêts des classes supérieures plutôt que de chercher des moyens de mieux répartir les bénéfices.

Dans ces conditions, les mesures protectionnistes du président Trump sont-elles une réponse adaptée ?

On peut défendre l'idée d'une politique industrielle et d'un protectionnisme pragmatiques et mesurés pour réorienter les investissements américains, en particulier pour réduire la dépendance excessive aux produits chinois et la dépendance suicidaire aux combustibles fossiles. Les quatre années de l'Administration Biden ont vu quelques efforts en ce sens. L'Administration Trump actuelle, toutefois, semble décidée à tourner en dérision l'idée même d'un usage rationnel des tarifs douaniers. Ceux-ci ont été utilisés comme forme de punition personnalisée et appliqués de manière imprévisible et irresponsable, ce qui ne fait qu'affaiblir la

confiance des investisseurs et la sécurité des consommateurs. Moins d'un an après son entrée en fonction, Trump revient déjà sur plusieurs droits de douane qu'il avait mis en place, parce qu'ils n'avaient été décidés ni avec prévoyance, ni avec méthode, mais selon son impulsivité arbitraire caractéristique.

2016 a marqué la fin de l'aversion rituelle à l'usage des droits de douane par les gouvernements américains, et il est probable que les Administrations futures maintiendront une forme de protectionnisme - espérons-le, avec plus de cohérence que l'actuelle. Il n'y aura pas de retour, à court terme, au modèle multilatéral universel des années 1990. Le fait est que la Chine a tout simplement trop bien joué cette partie, et les puissances restantes sont trop échaudées pour relancer ce système.

Dans votre livre, vous parlez de « capitalisme apocalyptique ». Que désignez-vous exactement par cette expression ?

Ce que je décris dans mon livre, c'est la fin d'un certain modèle de gouvernance économique mondiale qui a marqué le XX^e siècle, dans lequel la forme politique de l'État-nation était équilibrée avec un cadre juridique pour l'économie mondiale. Les institutions de Bretton Woods - Banque mondiale, FMI, puis OMC - représentaient une sorte de solution à l'énigme de la gouvernance économique mondiale, en amenant les entités politiques à se subordonner à des principes supérieurs d'interdépendance et d'échange. Le début du XXI^e siècle semble s'éloigner de ce modèle. Mon livre décrit la préhistoire de cette transition à travers la montée des zones économiques spéciales comme juridictions infranationales où se concentrent production et investissements. Cela représente une forme d'érosion par le bas de l'équilibre entre les nations et l'économie mondiale - ainsi que des institutions de l'État social qui stabilisaient le capitalisme à l'époque du fordisme et de l'État-providence. Certains des penseurs les plus radicaux présentés dans mon livre poussent cette perforation de l'État-nation jusqu'à sa conclusion logique. Dans leur vision, il n'existera plus de modèle unique pour gérer les affaires humaines à l'échelle mondiale, mais une sorte de néo-Moyen Âge futuriste hyperbalkanisé où des juridictions toujours plus petites, fortifiées les unes contre les autres, échangeront dans un état de conflit permanent. De fait, de tels scénarios d'un monde post-guerre froide ont été envisagés dès les années 1990. En tant qu'historien, mon objectif était de retrouver ces récits et de montrer qu'il a toujours existé des visions alternatives des affaires mondiales, différentes du conte de fées d'une intégration toujours croissante dans un marché mondial harmonieux. Mon but n'est pas d'approuver cette position ou de la présenter comme inévitable, mais de montrer la diversité des imaginaires économiques, même dans un passé récent. Je pense que nous sommes mieux préparés pour l'avenir si nous comprenons plus richement le passé.

Assistons-nous à la fin de l'ère de la « mondialisation heureuse » ?

Le fait même que ce cycle s'achève prouve qu'il n'a jamais été totalement heureux. Aux États-Unis comme ailleurs, il est clair depuis longtemps que les bienfaits de la mondialisation ont été distribués de manière inégale et ont créé de nouvelles fractures, voire des formes franches d'appauvrissement, qui finiront par devenir des problèmes politiques. Les forces perturbatrices issues des technologies du transport, de l'information et de la communication ont bouleversé les modes de vie et les repères temporels, et la plupart des acteurs politiques ont préféré les ignorer pendant des générations. Ce n'est plus possible. La situation est désormais suffisamment claire pour qu'il soit nécessaire de rétablir un équilibre et d'établir de nouvelles priorités sur ce qui est indispensable aux conditions de vie des populations - et sur la manière d'atteindre une forme de paix et de satisfaction sociales - alors qu'une ère de croissance infinie et de biens bon marché s'achève. ■

* Quinn Slobodian est professeur à l'université de Boston. Il est l'auteur de nombreux ouvrages remarqués, parmi lesquels : « Le Capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie » (Seuil, 2025) et « Les Globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme » (Seuil, 2022).



LE FIGARO Store

Noël 2025

DES IDÉES,
DES CADEAUX,
DES ENVIES

Nos coffrets de littérature, de langue française et d'histoire
Les classiques de la bande-dessinée et de contes pour enfants
Nos accessoires et jeux pour toute la famille
Et de nombreuses autres idées cadeaux à découvrir...

www.figarostore.fr/noel

Les sentiments du socialisme



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

C'était donc au tour de Bernard Arnault d'être la cible d'Élise Lucet et de « Cash Investigation ». Il fallait le faire tomber, dévoiler le monstre caché derrière ses bonnes œuvres, le traquer, idéalement l'humilier, et sinon le présenter au monde comme une bête fuyante quand on la traque, et n'osant confronter la caméra inquisitrice, celle qui prétend dénuder le riche face à la foule lyncheuse, autorisée cette fois à détester, mieux, incitée à haïr. Et même si l'émission d'enquête n'y est pas parvenue, comme dirait l'autre, c'est l'intention qui compte. Et c'est cette intention qui questionne, car elle ne vise pas exclusivement le grand patron de LVMH.

Cible facile, cible de choix aussi : le riche n'est-il pas le grand méchant, et le riche associé au monde du luxe ne l'est-il pas encore plus ? Son empire ne repose-t-il pas sur la mise en valeur des caprices des puissants, ou de ceux qui veulent les singer, en s'achetant les belles marques censées consacrer l'introduction dans les milieux sociaux privilégiés, ou du moins, qui permettent à ceux qui se les offrent à s'offrir un peu de poussière d'étoile ? Il symbolise l'injustice absolue, la fortune accumulée, toujours suspecte, toujours volée aux autres, la fortune qui justifie la traque permanente, car nul ne doute que son histoire n'est jamais très propre. Il doit y avoir des cadavres dans ses placards, ou des traces de cadavres. Pour le riche, la suspicion suffit.

On pourrait répondre à cette misérable traque en faisant un plaidoyer pour Bernard Arnault. Il le mériterait, d'ailleurs. Nul besoin d'être un lecteur passionné d'Ayn Rand pour reconnaître en l'entrepreneur, le plus grand comme le plus petit, un aventurier des temps modernes, un créa-

teur de petit royaume ou d'empire, à travers lequel s'exprime l'esprit de conquête qui depuis toujours fait progresser les sociétés. Vouloir à tout prix le faire déchoir, le traîner dans la boue, est une névrose propre à ce que j'ai appelé ailleurs le socialisme mental. Ayn Rand, pour le citer encore, voyait d'ailleurs venir un monde marqué par la grève des producteurs. À coups de règlements, de normes, d'enquête, de procès médiatiques, on peut en effet déprimer les hommes, les convaincre de fuir.

Les idées sont souvent, même si elles ne sont jamais que ça, des affects intellectualisés, des passions rationalisées. L'égalitarisme est un fantasme de coupeurs de têtes

Il ne serait pas insensé d'écrire une sociologie du socialisme à l'aune des sentiments qu'il mobilise. Ses théoriciens, hier comme aujourd'hui, veulent y voir une doctrine de la générosité et du partage, pour fonder un ordre humain plus juste, la justice étant apparemment l'autre nom de l'égalité. Il est normal de s'illusionner sur soi, c'est humain, trop humain. Mais il faudrait surtout y voir une doctrine de l'envie et de la rapine, pour fonder un ordre humain intégralement contrôlé, où rien ne dépasse, où rien ne brille, le désir de s'approprier le bien d'autrui et de ramener la propriété à sa part la plus minimale se faisant passer pour la justice. Le ressentiment, l'envie, la jalousie, la paresse aussi, trouvent dans le socialisme un maquillage philosophique.

L'histoire des idées ne devrait plus s'écrire comme une simple succession de doctrines dé-

sincarnées, comme si le monde était un séminaire à ciel ouvert où s'affrontent des théoriciens de bonne foi. Les idées sont souvent, même si elles ne sont jamais que ça, des affects intellectualisés, des passions rationalisées. L'égalitarisme est un fantasme de coupeurs de têtes. C'est aussi celui d'une humanité originelle, une humanité primordiale, antérieure à sa mise en forme, antérieure à son développement, antérieure aux conflits par lesquels elle se déploie aussi, une humanité idéalisée sous les traits du communisme primitif. Une humanité antérieure à sa chute dans le monde de la propriété, qui serait le seul véritable scandale sur cette terre, car ce qu'un homme prend pour lui est volé à tous les autres.

De cet âge d'or d'un monde sans classes, on fera un idéal à restaurer. Mais le socialisme se méfie de l'homme qui conspire pour améliorer son sort, ou pire encore, pour s'extraire du lot. De quel droit veut-il plus que les autres ? Ce qu'il prend en plus, il le prend en trop, et il faudra le lui reprendre. De là la fiscalité confiscatoire, pour éviter que ne se constituent des fortunes venant dérégler cette harmonie communautaire. De là le droit au squat. De là la haine des murs et des maisons. De là la haine de la famille, qui pousse à privilégier les siens. On rêve ainsi d'une humanité transparente à elle-même, où les moindres recoins intimes sont fouillés, pour s'assurer que personne ne cache quoi que ce soit. Le socialisme ne peut pas ne pas être policier.

Alors on y revient. On traque d'abord les super-riches. Puis les riches ordinaires. Puis les gens simplement prospères. Puis ceux qui rêvent de le devenir et qui travaillent pour cela. Louis Pauwels disait : mieux vaut être inégalement riches qu'également pauvres. Le socialisme croit le contraire. ■

L'union des droites est-elle inéluctable ?



CHRONIQUE
Albert Zennou

Il n'aura fallu que quelques mots pour relancer le débat. Martine Vassal, candidate du bloc central soutenue par les LR et les macronistes pour les élections municipales à Marseille, a affirmé lundi dernier que, dans un éventuel second tour en mars, si le RN était en tête : « On verra après. » Il n'en a pas fallu davantage pour relancer la question sur l'union des droites. Un débat tabou tant la question soulève crispations et inquiétudes pour certains, espoirs et envies pour d'autres. Deux jours plus tard, c'est au tour de Laurent Wauquiez d'y revenir dans une interview : « Si au second tour il y a face à nous des candidats LFI, nous appellerons à voter tout sauf LFI. Ça veut dire voter blanc, votez pour ceux qui sont en face. » Là encore, Laurent Wauquiez n'exclut pas d'appeler à voter pour une liste RN aux municipales si celle-ci était au second tour face à une liste mélenchoniste. Un positionnement nouveau à LR mais qui correspond de plus en plus au comportement des électeurs et surtout de nombreux militants et sympathisants qui très souvent réclament cette union des droites interdite.

L'union des droites est-elle la transposition dans un autre camp de l'union de la gauche qui a prévalu dans les années 1970 et 1980 avec le programme commun ou plus récemment avec la Nupes en 2022 et le NFP en 2024 ? C'est en tout cas l'argument avancé par bon nombre de militants LR : pourquoi ce qui est autorisé pour la gauche serait-il interdit pour la droite. Il y a une dimension morale dans ce refus d'alliance. Quoi qu'on en dise, le RN, malgré sa dédiabolisation et son entrée en masse dans l'Hémicycle, demeure sulfureux. La gauche a réussi, depuis l'époque mitterrandienne, à imposer son logiciel de ce qu'une droite pouvait ou ne pouvait pas faire.

Le concept d'union des droites est discuté aussi bien dans la droite Trocadéro, celle qui fut fidèle à François Fillon que chez les conservateurs identitaires. L'union, qui fut refusée par la droite et le centre quand ils étaient dominants dans la politique française avant 2017, est malgré tout réclamée par les électeurs dont la porosité aux thèmes fétiches du RN (immigration, sécurité, identité) est attestée. Le débat est d'autant plus enflammé qu'il correspond à celui plus vaste de la recomposition politique depuis l'émergence du FN dans les années 1980, mais surtout depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Les sondages d'intentions de vote ne donnent plus de candidats LR au second tour de la présidentielle. Les dirigeants de LR comme ceux du RN ne veulent pas entendre parler d'une union formelle. Si union il doit

y avoir, elle se fera sans doute dans les urnes. Les électeurs de la droite et ceux de Le Pen-Bardella-Zemmour se retrouvent de plus en plus sur les mêmes thématiques régaliennes. Seule pomme de discorde, l'économie. Marine Le Pen, prône un social-étatisme peu compatible avec le libéralisme assumé d'une grande partie de la droite ou de Reconquête.

Des barrières persistent encore entre les deux électeurs. Le passage entre les deux camps n'est ni total ni homogène. Il reste encore, tant au sein des LR que du RN des résistances à cette possible union. Xavier Bertrand s'est ainsi fait le porte-drapeau du refus de toute alliance avec le RN. D'autres grands élus partagent ses convictions. Au RN, Marine Le Pen ne milite pas pour une union des droites, car elle ne s'estime pas être de droite. À plusieurs reprises, elle a clairement indiqué que sa mission n'était pas de sauver la droite. L'électorat LR des centres-villes, plus bourgeois et plus diplômé, hésite encore à se rallier au RN, identifié comme une droite protestataire incompatible avec une droite de gouvernement. Du côté du RN, les électeurs de la France périphérique ne s'enthousiasment pas outre mesure pour les représentants de la droite libérale jugés éloignés de leur réalité économique et sociale.

L'électorat LR des centres-villes, plus bourgeois et plus diplômé, hésite encore à se rallier au RN, identifié comme une droite protestataire incompatible avec une droite de gouvernement

La convergence des électeurs est bien en mouvement mais est loin d'être totale. Depuis l'après-guerre, il a été établi des séparations nettes entre les partis dit républicains et ceux présentés comme les héritiers de la collaboration. Cette frontière a longtemps rendu impossible tout accord avec le RN. Mais le gaullisme plus aussi vivace, une droite libérale de type orléaniste, si on se réfère à la typologie de René Rémond, passée en masse chez Emmanuel Macron et une dédiabolisation du RN dans sa version mariniste, ont changé la donne en dédoublant le parti lepéniste de ses racines d'extrême droite. Pour autant, un accord avec le RN revêt toujours une charge symbolique transgressive pour les dirigeants de LR. Elle peut même avoir un coût politique élevé. C'est un pari que la droite n'est pas certaines de vouloir tenir. Quand

après l'annonce de la dissolution en 2024, Éric Ciotti, alors président de LR, a décidé de nouer une alliance avec le RN, il a été désavoué par les instances du parti et a dû en créer un nouveau pour aller aux législatives anticipées en compagnie du RN.

L'union des droites arrive sans doute un peu tard pour être entreprise en faveur des LR. Les alliances les plus profitables sont conclues en position favorable. Quand l'UMP dominait largement son camp, elle aurait été sans doute plus rentable électoralement. Or, aujourd'hui, la puissance du RN bouleverse les hiérarchies. Sa domination dans les élections nationales est sans partage. Une union se ferait au profit principal du parti lepéniste, reléguant les LR au rang d'affiliés.

Le sondage Odoxa il y a encore quelques jours donnait Jordan Bardella vainqueur quel que soit son adversaire et avec un impressionnant 74 % face à Jean-Luc Mélenchon (26 %). En intentions de vote, une barrière est tombée. Mais plus le RN monte et moins il a besoin de cette union politique, comme l'UMP n'en a pas eu besoin pour remporter les présidentielles de 1995, 2002 et 2007.

Institutionnellement, le mode de scrutin, uninominal à deux tours, pousse à forger des alliances électorales. En cas de second tour où la droite traditionnelle ne serait pas qualifiée, quelle sera alors l'attitude de la droite et du centre ? Une partie des dirigeants se rangerait derrière le mouvement nationaliste, une autre refusant tout compromis qui prendrait des allures de compromission. Sans doute, comme avec Éric Ciotti, pourrait-on assister à un nouveau schisme au sein de LR.

L'union des droites prend peut-être chaque année un peu plus de consistance, mais elle n'est pas forcément inéluctable. Des obstacles symboliques, historiques et programmatiques même atténués demeurent. Si une telle union devait voir le jour, elle devrait relever d'une décision stratégique. Certes, en Italie, Giorgia Meloni est parvenue à faire cette union, mais les histoires des deux côtés des Alpes sont différentes. Meloni a montré un chemin que les partis français ne peuvent pas forcément emprunter. Pour que cette union se fasse, il faudrait que chacun des contractants y voie un intérêt réciproque. Certes, la sociologie électorale pousserait à cette union, mais elle ne serait effective que si elle relevait d'un choix politique assumé. Même si la poutre continue à travailler, le temps de l'union n'est sans doute pas encore advenu. Mais rien n'est écrit d'avance : les municipales 2026 et surtout la présidentielle de 2027 seront un réel moment de vérité politique. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappier
**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
**Directeur
du pôle news**
Bertrand Glé
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocollable européen
sous le numéro F1/011/001. **Eutrophication** : 1 pot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 2 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 176 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame
140 pages

«Si votre grand-mère avait eu Tinder et Instagram, elle n'aurait peut-être pas épousé votre grand-père»



PROPOS RECUEILLIS PAR
Ronan Planchon

Le psychologue Maxence Carsana publie «Hommes-femmes : sortir des idées toxiques. Mémo pour la génération Z» (Salvator), un essai stimulant dans lequel il décrypte les raisons du malaise persistant entre hommes et femmes, largement amplifié selon lui par les applications de rencontres.



«Dans une culture qui valorise de plus en plus la passion et l'hyper-choix, être simplement un "bon mari stable et gentil" ne suffit plus», explique Maxence Carsana. ELOI BESSON

Maxence Carsana est psychologue clinicien. Il a publié des tribunes dans *Le Figaro* sur des sujets de société.

LE FIGARO. - En quoi les technologies modernes de communication ont-elles bouleversé notre approche de l'amour ? Ont-elles contribué à fragiliser le couple ?
MAXENCE CARSANA. - Elles ont indéniablement fragilisé le couple, mais pas au sens d'une révolution totale. L'effet principal tient au paradoxe du choix, lié

lui-même à l'amélioration globale des conditions de vie. Notre cerveau a évolué dans des petites tribus ou des villages où l'on croisait très peu de partenaires potentiels. Dès qu'on voit d'autres individus attirants - et les écrans nous en montrent en permanence -, notre cerveau réajuste immédiatement l'estimation qu'on fait de la personne qui est à côté de nous. Ce que l'on attribue aujourd'hui aux réseaux sociaux existait déjà dans les grandes villes bien avant Instagram, et même, dans une moindre mesure, avec la voiture, qui permettait d'aller en discothèque dans la ville d'à côté. Les

applications de rencontres et les réseaux sociaux ont simplement fait franchir un seuil.

Est-ce à dire que nous sommes à un point de bascule ?

Cela se voit dans les chiffres de la natalité, qui s'effondrent partout dans le monde, dans des pays très différents culturellement, religieusement et économiquement - à l'exception encore de quelques pays d'Afrique subsaharienne. Bien sûr, le logement, l'économie ou l'anxiété climatique jouent un rôle, mais ce n'est pas la trajectoire de fond. La vraie raison, c'est que les individus

n'ont plus une conscience réaliste de leur fenêtre biologique de fertilité. On veut tout : s'épanouir, avancer dans sa carrière, voyager... Ce n'est pas condamnable moralement. Le problème, c'est que rencontrer la bonne personne, vérifier que ça marche et fonder un foyer demande toujours plusieurs années d'avance. Beaucoup, surtout parmi les plus jeunes, risquent de se réveiller trop tard et d'attribuer ensuite leurs difficultés au capitalisme, au féminisme ou au patriarcat. En réalité, c'est souvent le fruit d'une liberté qu'ils n'ont pas su gérer. Nous sommes la première génération à devoir la gérer sans aucun filet de sécurité.

Comment expliquez-vous le paradoxe entre, d'un côté, une polarisation très genrée et, de l'autre, la promotion massive de la déconstruction du genre et de l'effacement des différences ?
On peut grandement expliquer ces différences en revenant aux profils de personnalité. Les individus très consciencieux, agréables et peu névrotiques (ce que j'appelle les profils « lents ») sont moins sexués que la moyenne : femmes moins typiquement féminines, hommes moins typiquement masculins, plus androgynes. Ils s'accrochent bien des discours déconstructivistes. Les nouvelles normes ne constituent pas pour eux un renoncement trop important. L'effort de volonté pour plus d'égalité leur est plus facilement accessible. À l'inverse, les profils « rapides » sont très sexués, avec des attentes et des intérêts parfois opposés. Ce sont eux qui alimentent majoritairement les débats enflammés sur les réseaux. Les intellectuels qui écrivent les grands essais sur la fin du genre appartiennent souvent au premier groupe ; ils ne comprennent tout simplement pas le langage ni les frustrations du second.

Dans ce contexte, comment interpréter le succès des coachs en séduction et de figures masculinistes comme Andrew Tate aux États-Unis ?
Ils gagnent beaucoup d'argent, donc la demande est réelle. Leur discours, une psychologie évolutionniste frelatée qu'ils ne maîtrisent pas assez et qui exagère les différences entre les sexes, touche juste sur un point capital : dans une culture qui valorise de plus en plus la passion et l'hyper-choix, être simplement un « bon mari stable et gentil » ne suffit plus. Il faut maîtriser les rouages du désir et ils tentent comme ils peuvent de s'y adapter. Le Covid, l'arrivée à l'âge critique de la génération Z et l'enfermement sur les applis ont accéléré la visibilité de ces messages. Ce contexte de compétition sexuelle omniprésente épuise et aiguise les frustrations.

NOUVEAU

**ILS ÉTAIENT ANONYMES.
UN JOUR LEUR VIE A BASCULÉ.
VICTIMES OU BOURREAUX, LEURS DESTINS SE SONT BRISÉS.
PARFOIS SUBIS, PARFOIS PROVOQUÉS.**

Au cœur de l'actualité quotidienne à l'époque de leurs faits,
il leur a fallu composer avec une nouvelle vie plus discrète...

Revivez ces événements aussi divers qu'extraordinaires.

LE FIGARO ENQUÊTES
Jonathan Daval, Nafissatou Diallo,
Jérôme Kerviel, Natascha Kampusch,
Jean-Claude Romand, le baron Empain

Quand la vie bascule

Jonathan Daval
Nafissatou Diallo
Jérôme Kerviel
Natascha Kampusch
Jean-Claude Romand
Le baron Empain

12,90 € EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

Vous parlez de relations hommes-femmes devenues « toxiques ». Peut-on parler de « guerre des sexes » ?
Il y a un climat de guerre des sexes, mais, dans les faits, pas tant que cela. Le paradoxe du choix touche tout le monde de la même façon, ce n'est pas l'autre sexe qui en est la cause. Les discours extrêmes arrivent en deuxième ou troisième position : on vit des échecs répétés, des relations frustrantes, on cherche à comprendre, on partage ses expériences, les pires histoires deviennent la règle sur les réseaux, et petit à petit chaque camp se forge une image cauchemardesque de l'autre sexe. C'est un peu le syndrome du patient qui tape ses symptômes sur Google et se convainc qu'il a un cancer.

Vous liez aussi cette tension à une plus grande fragilité émotionnelle de la génération Z...
Toutes les enquêtes sur la santé mentale montrent que les taux d'anxiété et de dépression de cette génération sont nettement supérieurs à ceux des précédentes. Jonathan Haidt (chercheur américain en psychologie, NDLR) et d'autres ont repéré un point d'inflexion clair : l'arrivée massive des smartphones et des premiers réseaux sociaux, prise de plein fouet à l'adolescence ou même à la fin de l'enfance. Cela a dynamité la ritualisation progressive des rencontres réelles et les mécanismes de régulation par la réputation. En ligne, certains comportements prédateurs qui étaient bloqués dans la vie réelle ont pu s'épanouir. Résultat : une course à l'armement permanent (comment se protéger ? faut-il y participer pour avoir une chance ?) et une méfiance généralisée.

La génération Z représente-t-elle une vraie rupture ou simplement une accentuation de tendances déjà anciennes ?
Il y a continuité plus que rupture, mais avec un goût amer : cette génération hérite de la liberté conquise par les précédentes sans réussir à en faire quelque chose de positif et durable. On a un hédonisme triste : on consomme du plaisir comme on mange un carré de chocolat pour aller mieux cinq minutes, puis on retourne s'isoler. Ce n'est pas l'hédonisme triomphant des années 1970, plutôt du bricolage existentiel.

« Nos priorités ont changé. On veut un partenaire déjà « fini », compétitif, instagrammable. On ne veut plus quelqu'un avec qui construire une vie en partant de zéro et en évoluant ensemble au fil des saisons de l'existence »

N'est-ce pas justement l'incapacité à passer de la passion initiale à une construction raisonnable et durable qui alimente les frustrations ?
Si votre grand-mère avait eu Tinder et Instagram, aurait-elle épousé votre grand-père ? Nos priorités ont changé. On veut un partenaire déjà « fini », compétitif, instagrammable. On ne veut plus quelqu'un avec qui construire une vie en partant de zéro et en évoluant ensemble au fil des saisons de l'existence.

Comment sortir de cette spirale toxique ?
Il n'y a pas de solution universelle, ça dépend du profil. Une minorité de « profils lents » est naturellement immunisée : ils se marient tôt, souvent avec leur amour de lycée ou d'études, et ça dure. La majorité pratiquera la monogamie sérieuse : plusieurs relations de quelques années, quelques échecs, un peu plus d'usure et d'aigreur, mais ils finiront par y arriver. Une dernière minorité risque de tout gâcher en repoussant sans cesse les décisions qui permettraient de construire un foyer stable. La voie douce serait d'éduquer les jeunes sur leurs traits de personnalité et de leur faire comprendre qu'il y a parfois un décalage entre ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent. Suivant la main qu'on leur a donnée, il faudra plus ou moins d'effort de volonté. La voie dure, si la raison ne suffit pas, c'est que la souffrance finisse par ramener l'équilibre. Notre génération pourrait servir d'exemple négatif, et les suivantes rejeter cette liberté excessive. C'est d'ailleurs en partie ce qui alimente le timide nouveau conservateur chez certains jeunes : on redécouvre qu'on a besoin de cadres, de règles communes, y compris dans la sphère privée. La règle égalise. Livrés à nous-mêmes, nous ne réussissons pas tous pareillement, et c'est douloureux. ■

LE FIGARO

économie



LIVRAISON DE REPAS
LES RECETTES DU DUEL
ENTRE UBER EATS
ET DELIVEROO **PAGE 22**

LVMH
POURQUOI LOUIS VUITTON
MISE SUR DES MAGASINS
TOUJOURS PLUS GRANDS **PAGE 24**



TESSONVANDERBACCA; LOUIS VUITTON; DADO RUMIC / REUTERS; CARLOS CASTILLA JIMENEZ - STOCK.ADOBE.COM



Le roi du streaming s'offre la major pour 83 milliards de dollars et devient ainsi un géant du cinéma. Paramount, qui lorgnait son rival, reste en embuscade. PAGE 28

Meta s'allie à plusieurs médias pour nourrir son assistant IA

Au tour de Meta de signer des partenariats avec des groupes de presse afin de nourrir son assistant Meta AI. Le géant des réseaux sociaux annonce ce vendredi s'allier avec les Américains CNN, USA Today, People, Fox News, The Daily Caller et Washington Examiner, et le français *Le Monde*. Concrètement, l'assistant AI, disponible sous forme d'application

ou intégré directement au sein des messageries WhatsApp et Messenger, citera et affichera des liens vers les articles de ces médias quand il sera interrogé sur des questions d'actualité. Les titres de presse recevront une rémunération. Ce partenariat rappelle ceux déjà noués par OpenAI avec divers médias à travers le monde, mais

aussi entre Mistral AI et l'Agence France Presse, ou récemment entre Perplexity et *Le Figaro*. Ces accords n'empêchent pas de nombreux groupes médias d'attaquer en justice les géants de l'IA, accusés d'avoir entraîné leurs modèles en engloutissant sans autorisation leurs productions journalistiques. Meta a multiplié cette dernière

décennie les partenariats financiers avec les médias... mais aussi leurs ruptures brutales. En début d'année, il a ainsi soudainement stoppé son programme de « fact checking » après l'élection de Donald Trump, mettant en difficulté l'Agence France Presse. Même destin pour son onglet Facebook News, né en 2019 et stoppé courant 2023.

CHLOÉ WOITIER

> FOCUS

SUSPENSION DE SHEIN : L'ÉTAT REVOIT SES DEMANDES À LA BAISSÉ

L'État amorce un rétropédalage dans son combat contre Shein. Le Tribunal de Paris examinait vendredi sa demande de suspension pour trois mois du site d'e-commerce chinois. Shein avait commercialisé des poupées pédo pornographiques et des armes, jusqu'à ce que le scandale déclenché par la révélation de l'affaire ne l'incite à stopper l'activité en France de sa place de marché, réservée aux vendeurs tiers, tout en continuant de proposer des vêtements sur son site. Le procureur a indiqué qu'une suspension du site dans son intégralité pour trois mois serait « disproportionnée », les produits incriminés ayant été retirés. Si l'avocat de l'État, Renaud Le Gunehec, ne retire pas sa demande de suspension du site entier pendant trois mois, il souhaite désormais que le tribunal impose le maintien de la suspension de la place de marché de Shein et l'arrêt de la vente de produits autres que des vêtements sur le site.

Et ce, jusqu'à la mise en place par l'e-commerçant chinois d'un certain nombre de mesures pour éviter la répétition de la vente des objets posant problème, et à condition que ces mesures soient validées par l'Arcom. Les avocats de Shein, Julia Bombardier et Kami Haeri, ont considéré que l'action était « hors sujet » et « irrecevable » car la plateforme a déjà retiré tous les produits issus des vendeurs tiers et ses propres produits hors habillage. Ils ont regretté le flou sur les nouvelles mesures demandées et arguent que l'Arcom « n'a pas la compétence » pour ce genre de contrôles. Le tribunal rendra sa décision le 19 décembre.

MANON MALHÈRE

le PLUS du FIGARO ÉCO

FONCTION PUBLIQUE

Le Sénat veut la mettre au régime **PAGE 23**

LA SÉANCE

DU VENDREDI 05 DÉCEMBRE 2025

▲ **CAC 40**
8114,74 -0,09%

▲ **DOW JONES**
47925,74 +0,16%

▲ **ONCED'OR**
3930,00 (3930,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
63,640 (63,340)

▲ **EUROSTOXX 50**
5729,54 +0,20%

▲ **FOOTSIE**
9667,01 -0,45%

▲ **NASDAQ**
25660,22 +0,31%

▲ **NIKKEI**
50491,87 -1,05%

L'HISTOIRE

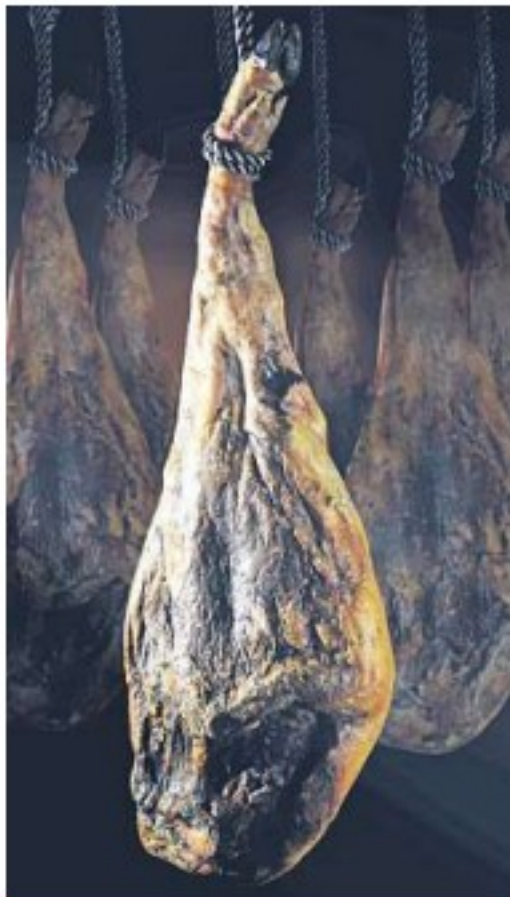
La peste porcine menace de faire plonger le prix du « jamon iberico »

Moins 15% en une semaine ! De 1,30 euro à 1,20 euro, lundi dernier puis 1,20 euro à 1,10 euro ce jeudi : au marché nationale au gros, le prix du kilo de porc enchaîne les baisses à un niveau jamais vu depuis des décennies. La raison de ce recul inédit ? L'épidémie de peste porcine africaine sévissant en Catalogne, autour de Barcelone, qui avait épargné l'Espagne ces trente dernières années. La maladie n'est pas transmissible à l'homme et n'a frappé jusqu'ici que des sangliers : treize ont été testés positifs, un chiffre encore modeste au regard de l'inquiétude qui frappe le secteur et les distributeurs étrangers. Craignant une contagion au cochon d'élevage, 38 pays extra-européens ont mis leur veto pur et simple à l'importation de porc

espagnol, dont les États-Unis, le Brésil, le Mexique ou l'Afrique du Sud. La Chine a limité ses restrictions à 12 entreprises barcelonaises et l'Union européenne à une zone de surveillance de 20 kilomètres autour du foyer d'infection. L'unité militaire d'urgence (UME) a été envoyée dans la région abattre les animaux concernés.

Premier producteur porcin d'Europe avec 34 millions d'animaux annuels, soit 25 % du total de l'Union, l'Espagne exporte son cochon à travers le monde pour quelque 8,8 milliards d'euros. La Catalogne accapare à elle seule 40 % de la production nationale. Les consommateurs, eux, se frottent les mains. Le « jamon iberico », le plus fin des jambons crus d'Espagne, est un mets prisé des tables de Noël. Alors que son prix tend à monter en décembre, il pourrait cette année être soldé par les charcutiers. ■

MATHIEU DE TAILLAC (MADRID)



Allemagne : la réforme des retraites de Merz adoptée au Parlement

Avec 318 voix sur 598 exprimées, la réforme des retraites du chancelier conservateur est passée ce vendredi au Parlement allemand. Friedrich Merz ne craignait pas des défections du côté des sociaux-démocrates, avec qui il a formé une coalition, mais bien au sein de ses troupes. Dix-huit jeunes élus menaçaient en effet de s'opposer à cette réforme, qu'ils jugent trop défavorable à leur génération. Le texte vise à garantir les pensions légales à 48 % du revenu antérieur jusqu'en 2031 et non 2025, comme initialement prévu. Cette concession du chancelier conservateur à ses partenaires de coalition annule donc les anciennes règles qui prévoyaient une baisse automatique du taux de remplacement à partir de 2026. Le retour en arrière coûterait plus de 120 milliards d'euros d'ici 2040, selon les jeunes conservateurs. Au terme d'une semaine de tractations intenses, Friedrich Merz et son état-major ont vi-

siblement réussi à convaincre la moitié de ces rebelles ténentaires : seulement sept députés du groupe parlementaire ont en effet voté contre le texte. La pression avait, il est vrai, baissé d'un cran mercredi dernier car la gauche radicale, Die Linke, une force de l'opposition, avait annoncé, à la surprise générale, qu'elle s'abstiendrait pour « empêcher que le niveau des retraites soit encore abaissé ».

Un premier échec sur les retraites aurait eu un effet dévastateur sur le chancelier qui promet, pour l'instant sans vraiment convaincre ses concitoyens, une modernisation de l'État-providence allemand. Élu en juin dernier, Friedrich Merz porte la lourde responsabilité de redresser l'économie allemande, engluée dans une profonde crise de son modèle. « Le travail nous attend maintenant et le premier pas dans la bonne direction a été fait aujourd'hui », a-t-il déclaré après le vote. **ANNE DE GUIGNÉ**

Les recettes du duel entre Uber Eats et Deliveroo pour livrer les repas

Mathilde Visseyrias

Les deux géants ont réussi à évincer leurs rivaux sur un marché aussi prometteur que compliqué.

À vélo ou à scooter, ils sillonnent les rues pour apporter leur repas aux salariés restant déjeuner au bureau et leurs dîners à ceux qui ont la flemme de cuisiner ou l'envie de se faire un petit plaisir. Avec un pic les soirs de match. Depuis la pandémie de Covid, les livreurs sont devenus un des métiers incontournables de la ville, et la livraison de repas s'est définitivement imposée dans les mœurs en France.

Mais la folle croissance de ce marché, entamée il y a dix ans, s'est aussi accompagnée d'une transformation et d'une consolidation du secteur. Le marché, évalué à 7,5 milliards d'euros en 2024, est désormais dominé par le duopole Uber Eats-Deliveroo. Le premier, filiale du géant californien des VTC, a débarqué en France en 2016 ; d'origine britannique, le second a été racheté par l'américain DoorDash cette année et fête ses dix ans dans l'Hexagone.

Deliveroo et Uber Eats, qui ont démarré très fort dans le pays, ont fini par avoir raison des pionniers et n'ont jamais été inquiétés par les challengers. Take Eat Easy, Tok Tok Tok et Foodora ont jeté l'éponge avant le Covid. Just Eat (ex-Allo Resto, le plus ancien des acteurs en France), a rendu son tablier l'an dernier. Le géant espagnol Glovo n'a pas percé et a renoncé au marché français. Ces deux grands acteurs (Just Eat TakeAway est parmi les leaders mondiaux) ont fait des arbitrages géographiques.

Cet écrémage illustre les difficiles conditions du métier, et pas seulement pour les livreurs. « Pour durer, il faut être capable de proposer la meilleure expérience à tous les acteurs, établissements partenaires, clients et livreurs partenaires, détaille Melvina Sarfati El Grably, directrice générale de

bénéficie d'effets d'échelles pour investir davantage dans la technologie et amortir plus vite les coûts de développement.

En face, Deliveroo référence 44 500 restaurants et commerces, des petits indépendants comme des grandes chaînes : McDo, Burger King, Carrefour, Franprix... Il fait travailler plus de 15 000 livreurs indépendants. « La France a toujours été un pays stratégique pour Deliveroo », déclare Melvina Sarfati El Grably, directrice générale de Deliveroo France. Qui croit en sa croissance : « Désormais, 60 000 restaurants proposent des plats à livrer en France. Quand on se dit qu'il y en a 160 000 sur tout le territoire, le potentiel est énorme. »

Plutôt centré sur les très grandes villes, Deliveroo fait travailler 15 000 livreurs indépendants tandis qu'Uber Eats en compte 55 000 en visant également les villes moyennes.

RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA AFP

Pourtant, la partie se complique. S'il y a des marchés à conquérir dans les agglomérations de taille moyenne, les grandes villes sont à saturation. « Depuis deux ans, le marché semble avoir atteint un plateau, reconnaît Bertrand Peyrat, PDG du restaurateur Taster, qui développe des marques (Pepe Chicken, Out Fry) dédiées à la vente la livraison. Si on le compare au marché britannique, où le taux de commande par habitant est beaucoup plus élevé, on peut penser qu'il y a encore un fort potentiel de croissance. Mais cela suppose de continuer à faire évoluer les habitudes des Français. Ce qui prendra du temps. »

La forte croissance du marché, qui s'est poursuivie après la pandémie, n'est plus qu'un souvenir. « C'est fini, prévient Florence Berger, directrice associée chez Food Service Vision. Il a connu un premier tassement en 2023, qui s'est poursuivi en 2024. On constate une légère progression de l'activité cette année. » Dans un contexte de pouvoir d'achat tendu, les Français sortent moins au restaurant et freinent sur la livraison, les plats étant souvent plus chers sur internet. Pour

soutenir la demande, Uber Eats et Deliveroo ont multiplié les promos sur les plats, ont mis en place des programmes de fidélité avec des frais de livraison offerts.

Cela ne suffit plus. Pour continuer à grossir, les plateformes de livraison de repas se diversifient, en s'attaquant aux courses des Français. La disparition de spécialistes comme Flink et Gorillas ont laissé une place vide. Uber Eats et Deliveroo sont décidés à la prendre, aux côtés des distributeurs eux-mêmes (Monoprix, Carrefour...). « Nous passons d'une plateforme de livraison de repas en ligne à une

plateforme donnant accès à l'ensemble du commerce local, résume Andrew Macdonald, président et directeur de l'exploitation chez Uber. Chaque commerçant, chaque supermarché, chaque boutique peut être disponible sur Uber Eats. »

Si les opportunités de développement sont réelles, des menaces planent sur le duopole. « On ne peut exclure l'arrivée d'une nouvelle plateforme en France. Mais ce serait plutôt une bonne nouvelle, car elle participerait à élargir le marché de la livraison en France », assure Bastien Pahus.

Autre nuage : Burger King et McDo incitent leurs clients à commander sur leurs propres sites. S'ils passent toujours par Deliveroo et Uber Eats pour la livraison, ils veulent reprendre en direct la relation avec leur client via leur appli. « Les grandes chaînes de restauration contrôlent le poids de leurs ventes en livraison, et en développent leur canal en propre quand leur marque est assez forte », résume Florence Berger. Ce ne serait pas la première fois que des partenaires deviennent concurrents... ■

7,5 milliards d'euros

Évaluation du marché français de la livraison de repas

« Deliveroo et Uber Eats sont les deux agrégateurs qui ont le plus vite compris les spécificités du marché français, en sachant convaincre les indépendants et séduire les grandes chaînes de restauration »

Florence Berger Directrice associée au cabinet Food Service Vision

Deliveroo France. Un restaurateur fait appel à une plateforme à condition qu'elle lui apporte un chiffre d'affaires additionnel significatif et une excellence dans le service : respect du temps d'attente annoncé, produits livrés dans de bonnes conditions. »

Comme les clients rechignent à payer plus de quelques euros pour être livrés, les plateformes doivent faire du volume pour gagner de l'argent. Elles doivent se faire connaître à coups de dépenses de communication : les deux survivants ont su investir massivement, en particulier dans le foot, un sport culte pour beaucoup de leurs clients. « Deliveroo et Uber Eats sont les deux agrégateurs qui ont le plus vite compris les spécificités du marché français, en sachant convaincre les indépendants et séduire les grandes chaînes de restauration, rappelle Florence Berger, directrice associée au cabinet Food Service Vision. Deliveroo a su s'ancrer dans les très grandes villes et Uber Eats a choisi une stratégie plus extensive en visant aussi les moyennes villes. »

La filiale d'Uber Eats s'arroe ainsi 75 % du marché français. Référence 55 000 restaurants et commerces, son application couvre plus de 85 % de la population et fait travailler 55 000 livreurs indépendants. « Nous avons la chance de marcher sur deux jambes : Uber Eats et Uber, ce qui nous a permis de nous lancer avec une base de clients nationale significative dès le début, et même internationale avec par exemple les touristes américains », précise Bastien Pahus, directeur d'Uber Eats France. L'Américain poursuit sa stratégie de maillage territorial : il vient de lancer son service à Mende, en Lozère, dernier département où il n'était pas encore présent.

Uber Eats cultive aussi sa différence en multipliant les partenariats exclusifs, comme ceux avec le pâtissier Cédric Grolet et le chef étoilé Philippe Etchebest. Le leader



Les plateformes de livraison, un modèle social contesté

Pierre-Loeiz Thomas

C'est une zone grise du droit du travail. Qu'importe si le terme « ubérisation » fête son septième anniversaire dans le Petit Larousse, le statut des livreurs et des chauffeurs inscrits sur les plateformes reste toujours aussi difficile à définir. Dans le dictionnaire, il est bien question de tâches « effectuées par des indépendants plutôt que des salariés ». Sur le macadam, la distinction est plus floue. Ni employés ni totalement indépendants, le droit peine à placer dans une case les travailleurs des plateformes.

Dirigés par un algorithme qui attribue les courses, fixe les prix, évalue les performances et peut restreindre ou couper l'accès à l'application en cas de « mauvais » indicateurs, ces travailleurs ont toujours un statut d'autoentrepreneurs. En théorie, ils gardent la main sur leurs horaires et l'entreprise avec laquelle ils souhaitent travailler. « En réalité, il faut sans cesse rouler pour se sortir un salaire décent », grince Amad, sans quitter sa selle, sur un trottoir du 9^e arrondissement de Pa-

ris. « Il (l'algorithme, NDLR) décide de tout, si on a du travail ou pas et combien on va être payé. Il peut même décider de tout arrêter en suspendant ton compte si tu ne fais pas l'affaire », assure le livreur en se couvrant son téléphone emballé dans une pochette étanche à la pluie.

Pour que livreurs et chauffeurs bénéficient d'une meilleure rémunération et de droits, comme des congés payés ou la protection en cas d'arrêt maladie, les syndicats militent depuis plusieurs années pour faire évoluer leur statut. Les organisations de salariés s'appuient notamment sur une directive européenne votée en 2024 qui vise à « introduire une présomption de salariat pour les travailleurs des plateformes » dans tous les pays de l'Union européenne. « Concrètement, l'article 5 de la directive prévoit que « lorsqu'il est constaté des faits témoignant d'une direction et d'un contrôle », les travailleurs des plateformes doivent être présumés salariés », rappelle la CFDT.

Malgré cette directive, la France peine à avancer sur le sujet. En juillet 2025, la Cour de cassation a rendu un avis qui va même plutôt dans le sens inverse. Appelée encore une fois à se prononcer sur le statut d'un chauffeur Uber, la ju-

ridiction a refusé de le requalifier en tant que salarié, marquant un tournant dans la jurisprudence auparavant favorable aux travailleurs.

Précarisation

Ce revirement pourrait satisfaire les plateformes, réticentes à abandonner ce modèle fondé sur l'autoentrepreneuriat qui présente plusieurs avantages. Les groupes peuvent notamment gérer plus facilement leurs marges en jouant sur leur masse salariale et en fixant les prix des courses. Entre 2021 et 2024, les rémunérations des livreurs sur chaque prestation n'ont que très peu augmenté, selon un rapport publié début octobre par l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (Arpe). Une augmentation qui n'est que de façade. En réalité, selon l'Arpe, le revenu horaire brut en course a largement diminué. Entre 2021 et 2024, il est passé de 27,70 euros par heure à 20,50 euros par heure. La baisse cumulée sur trois ans atteint - 25,9 %. Même logique pour Deliveroo, où les revenus des livreurs ont chuté de 12,9 % sur cette période. La rémunération affichée par les plateformes « n'inclut pas le temps d'attente entre deux courses, et

ne représente donc que le revenu horaire moyen brut en course », précise toutefois l'Arpe. En parallèle, l'organisme a constaté un allongement du délai entre chaque course, un phénomène en partie dû à l'afflux massif de nouveaux travailleurs.

Face à cette précarisation, livreurs et chauffeurs de VTC tentent de batailler avec leurs employeurs. Entre les travailleurs et les plateformes, l'affrontement paraît déloyal. Créée en 2021, l'Arpe doit justement « répondre au besoin de rééquilibrer les relations de travail entre les travailleurs indépendants et les plateformes de mise en relation ». Cet établissement public est notamment en charge du suivi des conditions de travail des chauffeurs de VTC et des livreurs et d'organiser les élections professionnelles.

Lors du dernier scrutin organisé début 2024, seuls 3,9 % des livreurs se sont déplacés pour choisir leurs représentants syndicaux. C'est un peu mieux pour les chauffeurs de VTC (19,96 %) mais toujours bien en deçà des autres secteurs. À titre de comparaison, plus d'un tiers des employés du secteur privé (36,5 %) se sont rendus aux urnes sur la même période. ■

Louise Darbon

La Chambre haute compte proposer une baisse du nombre de fonctionnaires ainsi qu'un durcissement de leur régime d'arrêts maladie.

Au milieu du champ de bataille qu'est devenue la discussion budgétaire pour 2026, les fonctionnaires ont jusqu'à présent été épargnés par le gouvernement et les députés. Mais l'examen du projet de loi de finances au Sénat pourrait faire siffler les oreilles de plus d'un agent public.

La Chambre haute s'est attaquée à la partie « dépenses » du texte budgétaire – que les députés n'ont pas étudié en séance, faute de temps – avec l'objectif de faire faire de sérieuses économies à l'État. Alors que le patronat peste contre une Assemblée nationale qui « ne parle que de taxes à longueur de journée », comme le résume un proche du milieu, la majorité sénatoriale de centre droit a décidé de reprendre les choses en main. « J'aimerais poser une question : où sont passées les indispensables économies ? Depuis la rentrée, la gauche a imposé un débat uniquement sur les taxations en tout genre », s'est ainsi indigné Gérard Larcher dans les colonnes du Figaro.

En plus d'une réforme de l'Aide médicale de l'État ou de la réduction d'un demi-million d'euros de l'enveloppe des opérateurs, le président du Sénat a donc indiqué que les sénateurs proposeraient aussi « le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et un alignement des jours de carence sur les règles du privé pour les agents de l'État ». Des mesures de nature à dégager de précieuses économies, mais qui n'ont rien d'inédit. L'idée de s'attaquer aux effectifs toujours plus importants de la fonction publique est en effet un marronnier des discours politiques et des campagnes présidentielles. Emmanuel Macron proposait en 2017 de réduire de 120 000 le nombre d'agents publics, quand son adversaire François Fillon voulait pousser le curseur jusqu'à 500 000. Nicolas Sarkozy s'y était attaqué en son temps, avec la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite : son quinquennat a été celui durant lequel les effectifs de fonctionnaires ont le moins augmenté depuis 1993, se limitant à une hausse de 35 000 entre 2007 et 2012, contre 127 000 sous François Hollande ou encore 176 000



Budget : le Sénat veut mettre la fonction publique au régime

depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, selon les données agrégées par le site Fipeco.

À la suite de la crise des « gilets jaunes », l'exécutif avait fait disparaître de son discours toute velléité de réduction

« J'aimerais poser une question : où sont passées les indispensables économies ? Depuis la rentrée, la gauche a imposé un débat uniquement sur les taxations en tout genre »

Gérard Larcher Président du Sénat

de cette imposante masse salariale. Mais l'état des finances publiques a fait renaitre cette petite musique. À l'automne 2024, Michel Barnier évoquait cette piste pour faire des économies. Une idée transformée en projet concret par son successeur François Bayrou. Au mois de juillet, dans sa présentation des grandes orientations budgétaires que son gouvernement voulait donner à la France, le Béarnais annonçait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite à partir de 2027. Compte tenu des chiffres de départ en retraite, 100 000 à 150 000 postes auraient ainsi été concernés, selon qu'une telle politique s'étale sur deux ou trois ans. Cette ambition a toutefois disparu des radars depuis l'arrivée de Sébastien Lecornu à Matignon. Tout juste le nouveau locataire a-t-il conservé la suppression – sur

le papier – de 3 000 postes de fonctionnaires dans le projet de loi de finances présenté cet automne. Dans les faits, il s'agit d'une pirouette comptable : la hausse réelle est de 6 000 postes.

En plus de vouloir enrayer la croissance sans fin du nombre de fonctionnaires, le Sénat compte également renforcer la lutte contre un absentéisme qui, lui aussi, croît régulièrement. Ce-lui-ci a coûté quelque 15 milliards d'euros à l'État en 2022, selon un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales de 2024. Déjà en son temps, François Bayrou avait retenu l'une des deux jambes sur lesquelles reposait la réforme portée par le gouvernement Barnier : depuis l'hiver dernier, les arrêts maladie des agents publics ne sont plus remboursés à 100 % mais seulement à 90 %. À l'automne 2024, le

gouvernement estimait à 900 millions d'euros le montant des économies découlant d'une telle mesure. Aujourd'hui, le Sénat reprend la deuxième mesure de la réforme portée par Guillaume Kasbarian, alors ministre de la Fonction publique : l'augmentation d'un à trois du nombre de jours de carence, comme c'est le cas pour le secteur privé. Ce durcissement, qui n'avait finalement pas été retenu par le gouvernement Bayrou, devait permettre une économie alors évaluée autour de 300 millions d'euros.

Les milieux d'affaires, qui appellent régulièrement le Parlement à raisonner un État devenu trop dépensier, ne peuvent que se réjouir de telles propositions. Encore faut-il qu'elles survivent au reste de l'examen du budget, dont le vote définitif est plus qu'incertain. ■

Minéraux critiques : l'Australie concrétise avec les États-Unis

Grégory Plesse Sydney

Les deux pays financent une première usine de raffinage de gallium, métal utilisé dans la défense et les semi-conducteurs.

C'est un projet de nature à « changer la donne », d'après le premier ministre australien, Anthony Albanese. Il s'est tout récemment rendu dans l'État minier d'Australie-Occidentale, pour visiter une usine en construction de raffinage de gallium, un sous-produit de l'exploitation de bauxite utilisé notamment pour la production des semi-conducteurs mais aussi pour certaines applications de défense, qui ouvrira l'année prochaine.

L'Australie, très riche en métaux et en minéraux critiques, est en revanche assez mal équipée en matière de transformation et de raffinage. C'est pourquoi cette raffinerie, qui doit à terme assurer 10 % de la demande mondiale de gallium (100 tonnes métriques par an), revêt une telle importance. Portée par le géant américain de l'alumine Alcoa, elle va être l'une des premières à bénéficier de l'accord sur les minéraux critiques, conclu le mois dernier entre les États-Unis et l'Australie, qui dispose d'une enveloppe globale de 13 milliards de dollars.

Comme l'a indiqué Bill Oplinger, le PDG d'Alcoa, « ce qui est vraiment important ici c'est de développer une chaîne d'approvisionnement de gallium en dehors de la Chine (qui assure 98 % de la produc-

tion mondiale de gallium, NDLR) et c'est ce que les gouvernements américain et australien veulent ».

Mais l'entreprise ne jouera qu'un simple rôle d'opérateur, et ne détendra que 5 % des parts de l'usine. Les principaux acteurs dans cette affaire, sont d'un côté, les États-Unis et l'Australie, qui s'est engagée à financer la construction de l'usine à hauteur de 200 millions de dollars, et de l'autre, le gouvernement japonais et l'entreprise Sojitz. Chacun recevra une part de la production à hauteur de sa contribution au capital de cette coentreprise.

Alors que la Chine a usé de sa domination sur le marché des minéraux critiques ces derniers mois en interdisant les exportations vers les États-Unis – interdiction récemment levée – en réponse aux hausses de droits de douane imposées par l'Administration Trump, Washington cherche désespérément à diversifier ses sources d'approvisionnement.

Dans cette bataille, l'Australie apparaît comme un recours idéal. Au-delà de ce projet de raffinerie de gallium, le gouvernement américain a également exprimé son intérêt pour Browns Range, un projet autour des terres rares, le dysprosium et le terbium notamment, porté

par Northern Minerals. C'est également le cas de Lynas, la seule entreprise au monde à opérer une usine de terres rares séparées en dehors de Chine.

Mais en Australie, il y a de la place pour tout le monde. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le ministre australien du Commerce, Don Farrell, faisant référence à la réserve stratégique en minéraux critiques que son gouvernement compte mettre en place. « Il y a un intérêt grandissant de la part des Européens, des Japonais, des Sud-Coréens et des Singapouriens. Les Européens en particulier ne veulent pas loupier le coche. »

Benjamin Gallezot, délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux critiques pour la France, confirme, et se veut également

« Ce qui est vraiment important ici c'est de développer une chaîne d'approvisionnement de gallium en dehors de la Chine »

Bill Oplinger PDG d'Alcoa

optimiste. Il était à Sydney fin octobre pour rencontrer des politiques et des industriels à l'occasion d'Imarc, le grand rendez-vous de l'industrie minière australienne. « Cette initiative de réserve stratégique est très positive et nous nous organisons avec nos collègues de l'Union européenne pour en être la contrepartie. Pour l'Australie, cette réserve, c'est aussi un moyen d'agir sur le marché et de vendre ces métaux critiques à ses partenaires. Nous, en France et dans l'UE, avons décidé de mettre en place une capacité d'achat, qui agrègera les demandes des industriels », expliquait-il.

La réserve stratégique australienne et cette « centrale d'achat » européenne devraient être opérationnelles l'an prochain. Si les détails restent encore à être précisés, Benjamin Gallezot souligne que « les terres rares, le germanium et le gallium feront partie des métaux d'intérêt ».

Il se veut également rassurant quant au risque de « loupier le coche ». « C'est un domaine marqué par une très forte interdépendance : par exemple, dans le cadre de l'accord sur les minéraux critiques que nous avons conclu avec l'Australie en 2023, nous travaillons notamment sur les terres rares. L'Australie détient d'importantes réserves, mais la France dispose, elle,

d'une expertise particulière dans ce domaine, nous avons une usine de séparation à La Rochelle (Solvay) et une autre est en cours de construction à Lacq (Caremag), dans les Pyrénées-Atlantiques. Et au final, une part importante de la production part au Japon, où se trouvent de nombreux fabricants d'aimants. »

Reste que les importantes réserves australiennes suscitent des convoitises, et le gouvernement est bien disposé à s'en servir, entre autres, pour parvenir à un accord de libre-échange avec l'Union européenne, avec qui les négociations viennent de reprendre. Entamées en 2018, elles avaient été rompues en 2023, en raison notamment de la réticence bruxelloise à laisser entrer du bœuf australien sur son marché, mais aussi de son inflexibilité dans la défense d'appellations d'origine protégées. C'est le cas de la feta ou du prosecco, qu'emploient certains producteurs australiens, revendiquant des origines et un héritage européens. Des divergences qui semblent en passe d'être effacées, en partie grâce à la politique douanière de Donald Trump et au désir des Européens de ne pas dépendre entièrement de la Chine pour leurs approvisionnements en minéraux critiques. ■

Certains ont passé des heures sur place, malgré le froid polaire qui enveloppe Séoul ce mercredi. Alors que se prépare l'inauguration de «The Place», vaisseau amiral nouvelle génération de Louis Vuitton, les fans de K-pop se pressent, portable à la main. Pas question de manquer l'arrivée de Lisa, la star du groupe Blackpink. Comme les 800 invités officiels à ces festivités, l'égérie de plusieurs marques du groupe LVMH a pu découvrir, sur six étages et 4000 m², un lieu réunissant, selon les dirigeants du malletier, «un magasin, une escapade culturelle et une expérience gastronomique».

Si trois étages sont consacrés à la présentation des produits Louis Vuitton, des sacs à la haute joaillerie en passant par le prêt-à-porter, l'horlogerie et les parfums, avec un espace consacré à la commande d'articles personnalisés, The Place se veut une ode à l'univers de la marque. Au dernier étage, sur 1200 m², une «exposition immersive», baptisée Visionary Journeys, retrace l'histoire de Louis Vuitton, avec des malles historiques, photos d'archives et pièces emblématiques des designers Marc Jacobs, Virgil Abloh, Pharrell Williams et Nicolas Ghesquière. Un café Louis Vuitton, placé sous la direction du chef pâtissier Maxime Frédéric, et un restaurant JP at Louis Vuitton, tenu par le chef coréen doublement étoilé Junghyun Park, complètent l'offre de The Place. Après l'art et la culture, la voile, la Formule 1 et le football, la gastronomie est le dernier territoire investi par Louis Vuitton.

«Avec ces projets mondiaux, nous voulons donner à Louis Vuitton un autre horizon que la valise roulante», confie Pietro Beccari, PDG de Louis Vuitton depuis début 2023. Après le test réussi de The Place à Bangkok en 2024, le malletier a ouvert en juin un autre flagship empirique à Shanghai, baptisé The Louis. D'autres sont prévus à Hongkong (2026), sur les Champs-Élysées à Paris (2027) et sur Rodeo Drive à Beverly Hills (probablement en 2029). «Le marché a été assez peu innovant ces dernières années, ce qui a suscité chez certains clients de l'ennui et l'impression que rien ne se passait dans le luxe», observe le PDG de la première marque de luxe au monde (20 milliards d'euros de chiffre d'affaires), bien décidé à prouver que le secteur peut toujours surprendre. Peu importe la crise que traverse le marché du luxe, à l'arrêt depuis deux ans. Peu importent les performances de Louis Vuitton, moins bonnes qu'avant. Malgré une amélioration au troisième trimestre (-2%), les ventes de la division mode et maroquinerie de LVMH sont en recul de 6 % sur les neuf premiers mois de 2025, après avoir cédé 1 % en 2024. La marque phare fait un peu mieux que la moyenne de la division depuis janvier, selon les analystes. «Chez Louis Vuitton, on ne réfléchit pas en fonction du prochain trimestre ni des deux à trois prochaines années», précise Pietro Beccari. Nous avons une vision à long terme.»

Certes, ce long passage à vide du marché n'a rien à voir avec les précédents. «Lors de la crise des subprimes et pendant la pandémie de Covid, on savait contre quoi lutter, se souvient Pietro Beccari. Maintenant, cela vient de tous les côtés, avec

Pourquoi Louis Vuitton mise sur des magasins toujours plus grands

Olivia Détroit Séoul (Corée du Sud)

À l'occasion de l'inauguration d'un vaisseau amiral d'un nouveau genre à Séoul, Pietro Beccari, le PDG de la première marque de luxe au monde, dévoile ses priorités et sa confiance dans l'avenir.



À Séoul, le nouveau navire amiral de Louis Vuitton, qui réunit boutique, café, restaurant et exposition immersive, enregistrait déjà quatre jours après son ouverture le plus gros chiffre d'affaires de la marque en Corée du Sud.

l'évolution de la Chine, les droits de douane, les augmentations de prix, la situation politique en France...» Mais le PDG, entré dans le groupe LVMH en 2006 avant de diriger Fendi et Christian Dior, remet les chiffres en perspective. «Après le Covid, le marché a profité de l'explosion de la consommation, rappelle-t-il. Il y a un certain ajustement naturel depuis.»

Partageant l'analyse et la vision de Bernard Arnault, PDG de LVMH, qui vient de lui confier, en plus de ses responsabilités, la supervision du Fashion group (Fendi, Celine, Givenchy, Loewe), le PDG de Louis Vuitton sait recadrer les Cassandra du luxe. «La crise actuelle est certes remarquable par sa longueur, et il y a toujours les mêmes prophètes de mauvais augure pour assurer que c'est la fin du luxe, observe Pietro Beccari. Je n'y crois pas du tout. Cela me rappelle ceux qui annonçaient, après les confinements, la fin

des défilés physiques. Ils se sont totalement trompés. Il y a toujours eu des périodes d'euphorie et de grande crise. Mais les fondamentaux porteurs du luxe sont toujours là et seront encore là après cette crise.»

Quand certains rivaux tiquent face au gigantisme des projets de Louis Vuitton, la nouvelle génération de flagships reste une priorité pour son PDG. «Nous avons fait preuve de prudence et opéré des ajustements tactiques, reconnaît Pietro Beccari. Nous avons limité les embauches, arrêté certains projets sur lesquels nous avions des incertitudes, réduit le nombre de nos églises et certains investissements publicitaires. Mais nous nous sommes renforcés sur les projets essentiels pour entretenir la désirabilité de Louis Vuitton à long terme. Je suis optimiste sur notre capacité de rebond après la crise.»

La première preuve de cette capacité vient du marché le plus chahuté depuis la

fin de la pandémie. «La Chine a basculé depuis l'ouverture de The Louis à Shanghai, qui accueille de 20 000 à 25 000 personnes par semaine. Le magasin a triplé le chiffre d'affaires du centre qui l'accueille», poursuit le dirigeant, alors que Louis Vuitton a connu une reprise au troisième trimestre dans ce pays. Il y a des marques de luxe chinoises, mais aucune n'a une histoire comme la nôtre. Face à cette nouvelle concurrence, il faut jouer sur le storytelling, avec des grands phares comme le magasin de Shanghai ou de Séoul qui illuminent le monde sur ce qu'est Vuitton.» Quatre jours après son ouverture, The Place réalisait le plus gros chiffre d'affaires des boutiques Louis Vuitton en Corée du Sud.

Si les 480 magasins Louis Vuitton n'ont pas vocation à devenir des répliques de The Place et de The Louis, ils resteront l'alpha et l'oméga de la stratégie de distribution du malletier. «Il est impossi-

ble de recréer l'expérience Louis Vuitton en ligne, et l'e-commerce n'est pas au centre de notre stratégie, même si nous sommes une vraie marque omnicanale, assure Pietro Beccari. Quand nous repérons un client constituant un panier d'achat de plus de 10 000 euros, nous l'appelons depuis l'un de nos call centers, qui emploient des centaines de personnes. C'est comme cela que nous avons vendu à distance un collier de 1,6 million d'euros ou une montre à 3,8 millions d'euros.»

Au total, quelque 3 000 téléconseillers Louis Vuitton s'activent pour entretenir à distance une relation non virtuelle avec les clients, et organiser des rendez-vous en magasin, stratégiques pour la marque qui a réalisé près d'un quart de ses ventes par ce biais. «C'est un élément clé de notre stratégie, confie le PDG du malletier. 70 % de nos magasins proposent des espaces privatifs pour les clients VIP, voire des appartements. Cela permet de leur assurer un service personnalisé dans un univers toujours plus immersif.»



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Avec ces projets mondiaux, nous voulons donner à Louis Vuitton un autre horizon que la valise roulante

Pietro Beccari PDG de Louis Vuitton

Si Louis Vuitton a augmenté ses prix aux États-Unis de 4 % en avril et de 2 % en août pour répercuter les droits de douane imposés par Donald Trump, il n'est plus question de faire d'excès, comme l'ont fait beaucoup de marques dans l'euphorie post-Covid. «Nos hausses de prix n'ont pas été déraisonnables, assure Pietro Beccari. Elles ont reflété l'inflation des matières premières, qui ont augmenté de 25 à 30 % depuis le Covid. Nous n'avons pas fait de hausses de prix gratuites. Nous continuons à en faire mais avec précaution, quitte à mettre nos marges sous pression.»

Toujours soucieux de se diversifier, Louis Vuitton a lancé une gamme de maquillage cet été, dans ses propres magasins et dans des corners dédiés dans des department stores. Après le Deji Plaza de Nanjing (Chine) et Harrods à Londres, le malletier a installé ses rouges à lèvres cette semaine aux Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, à Paris. «Quand nous ouvrons des espaces Louis Vuitton beauté dans un grand magasin, nous entrons tout de suite dans le top 5 ou le top 10 des marques, révèle Pietro Beccari. Nous réfléchissons à étendre Louis Vuitton sur le soin de la peau, mais on se donnera le temps de bien le faire car c'est un métier de spécialiste.» ■

Le gaz russe, un caillou dans la chaussure de TotalEnergies

Elsa Bembaron

Le groupe, qui détient encore un contrat d'achat de GNL russe, est pris en tenailles par les sanctions européennes.

Petit à petit l'étau se resserre. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Europe tente de sortir de sa dépendance au gaz fourni par Moscou. Mercredi, l'Union européenne (UE) s'est fixé un nouvel objectif : y mettre fin au plus tard le 1^{er} novembre 2027.

Avant la guerre, la Russie représentait 40 % des importations de gaz en Europe. Cette part a été ramenée à 19 % en 2024. En volume, l'UE a presque divisé par trois ses importations de gaz russe, qui sont passées de 150 milliards de m³ à 51 milliards en trois ans, les Vingt-Sept ayant en outre réduit drastiquement leur consommation énergétique, selon la Commission européenne. En 2024, le gaz russe était acheminé à 60 % par gazoduc et à 40 % sous forme liquéfiée (GNL) par bateau. Depuis la fermeture des pipelines transitant par l'Ukraine le 1^{er} janvier 2025, la part du GNL a bondi. Or, une grande partie de ce gaz provient du gisement de Yamal, en Sibérie occidentale. Plusieurs opérateurs l'acheminent vers

leurs clients, les russes Novatek et SEFE (ex-Gazprom), le chinois CNPC et le français TotalEnergies.

Mais, sous réserve d'un ultime vote par le Parlement européen, la donne devrait changer pour TotalEnergies. Les mesures proposées cette semaine par la Commission prévoient d'interdire la poursuite de l'exécution des contrats de long terme signés, et ce dès le 1^{er} janvier 2027. Or, le français détient un de ces contrats. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le géant français argue du respect du droit commercial international et des sanctions pour justifier la poursuite de ses opérations. Jusqu'à présent, le GNL n'était pas concerné par les sanctions européennes, Bruxelles ne voulant prendre le risque de priver les pays membres de chauffage en hiver.

Tout a commencé en 2011, quand le groupe a acquis une participation de 20 % dans le projet Yamal LNG, entré en opération en 2017. Le français achète une partie de la production et la revend à des

clients. «TotalEnergies est lié par des contrats de long terme (de 15 à 20 ans, NDLR) d'achat de GNL pour 5 millions de tonnes (par an), dont près des deux tiers ont été livrés en Europe en 2023», expliquait Aurélien Hamelle, directeur général stratégie et développement durable de TotalEnergies, en 2024, devant la commission d'enquête sénatoriale sur les obligations du groupe. Il expliquait alors que ces exportations s'inscrivaient dans «le cadre de contrats de long terme que TotalEnergies se doit de respecter tant que les sanctions ne lui permettent pas d'en sortir.» La position de la compagnie est restée inchangée depuis. Dans l'attente du vote du Parlement européen, elle se refuse d'ailleurs à tout commentaire.

D'autant que la position européenne ne ferme pas toutes les portes. L'interdiction porterait sur le gaz russe importé en Europe. Formellement, rien n'interdit à TotalEnergies de vendre du GNL russe à d'autres pays, dont la Chine ou l'Inde. Une position que le groupe justifie depuis le dé-

but de l'offensive par la nature même du contrat, dit «take-or-pay». Ce mécanisme garantit la livraison du gaz par le vendeur et impose à l'acheteur le paiement des quantités concernées, qu'il en prenne livraison... ou non. «Si TotalEnergies renonçait à sa quotité de gaz, il serait contractuellement obligé de le payer et la Russie pourrait le revendre, en empochant de ce fait deux fois la somme», explique un connaisseur du secteur. Un remède qui serait donc, à ses dires, pire que le mal. Cependant, s'il continuait à vendre du gaz russe, le français s'exposerait à de nouvelles critiques des ONG.

Préserver l'accès à une ressource stratégique

Dès l'annonce des sanctions, la possibilité d'invoquer la «force majeure» pour permettre à TotalEnergies de rompre son contrat a été évoquée à Bruxelles. La mise en œuvre ne serait toutefois pas si simple. «La force majeure varie d'un contrat à l'autre, et dépend des législa-

tions nationales concernant le contrat en question», selon Mark Clake, associé du cabinet Akin, interrogé par S&P Global. La compagnie française pourrait donc opter pour la poursuite de ses opérations en Russie, une façon aussi de maintenir une présence dans le pays et de préserver son accès à une ressource qui reste éminemment stratégique.

TotalEnergies a néanmoins pris d'autres mesures depuis le début de l'offensive russe. Il a renoncé à certains contrats à terme qui avaient été conclus avant février 2022. Le groupe a aussi fait une croix sur une participation acquise en 2019 et portant sur 10 % d'un projet baptisé Arctic LNG 2 développé par Novatek. Le 2 novembre 2023, les autorités américaines ont placé Arctic LNG 2 sous sanctions. «En conséquence de ces sanctions, TotalEnergies a initié les procédures de suspension prévue au pacte d'actionnaires d'Arctic LNG 2 et dans le contrat d'achat de GNL», a expliqué Aurélien Hamelle. Face à la menace américaine, TotalEnergies s'est incliné. ■

Égypte, Vietnam, Maroc... Les vacances de Noël au soleil ne connaissent pas la crise

Mathilde Visseyrias

Les ventes de séjours sont bien orientées, grâce à des réservations de dernière minute pour les fêtes de fin d'année.

Quitter le froid, pour plonger dans des eaux turquoise en plein mois de décembre. Cette année encore, les tour-opérateurs et agences de voyages jouent gros pour les vacances de fin d'année : traditionnellement, c'est le moment où ils vendent les séjours au soleil les plus chers, dans des destinations lointaines. Malgré l'incertitude maximale qui pèse sur la situation politique et la propension des Français à épargner, ils sont gâtés. À ce jour, Noël 2025 se présente bien.

Selon le baromètre Orchestra pour Les Entreprises du Voyage, les prévisions d'activité sont meilleures que l'an passé : le nombre de voyages progresse de 5,4 % et le budget reste stable (- 0,5 %), à 3916 euros par panier. « Les prévisions montrent clairement que les arbitrages budgétaires des Français pour les fêtes de fin d'année ne se font pas au détriment des voyages, se félicite Valérie Boned, présidente des Entreprises du Voyage, qui fédère plus de 3500 agences en France (Selectour, Havas Voyages, TUI, MisterFly...). Au contraire, ils acceptent de consacrer davantage de budget à chaque séjour. »

Une performance, mais aussi un soulagement. Depuis toujours, la fin de l'année représente un enjeu très important pour les professionnels du tourisme (agences et tour-opérateurs), car les Français ayant le budget vacances le plus élevé choisissent cette période pour partir, généralement loin et en famille. L'été, ils ont davantage tendance à rester chez des amis ou dans leur résidence secondaire. « Jusqu'à début novembre, nous étions préoccupés par un certain attentisme, reconnaît Valérie Boned. L'envie de partir a fini par se concrétiser ces dernières semaines. C'est très inhabituel, car le gros des réservations se fait généralement entre septembre et octobre. »

Cet été déjà, les professionnels du tourisme s'étaient fait peur. Leurs prix ont progressé dans des proportions inédites depuis la fin du Covid, à tous les niveaux (billets d'avion, chambres d'hôtel, résidences de tourisme et clubs, excursions et activités). Ils ont beau capter une clientèle de CSP+ essentiellement, leurs clients aussi arbitrent dans les dépenses. Ils achètent moins de vêtements, moins de mobilier pour la maison, retardent l'achat



Concernant les destinations moyen-courrier, l'Égypte (ici les grandes pyramides de Gizeh) connaît un grand retour en grâce (+46,6 %).

d'une nouvelle voiture... Mais ils finissent par s'offrir de beaux voyages.

« Aujourd'hui, les gens veulent s'acheter des loisirs. Les vacances sont devenues une priorité, martèle Didier Arino, directeur du cabinet spécialisé Protourisme. Il y a un besoin impérieux de s'évader. Cet hiver, les tarifs sont au plus haut, à l'exception de quelques-uns en baisse, aux États-Unis surtout et en Asie aussi. Pourtant, près de 3 millions de Français ont choisi de passer leurs vacances à l'étranger. »

Le moyen-courrier reste la zone la plus dynamique, avec davantage de voyageurs qu'aux vacances d'hiver de 2024, selon Orchestra. La surprise vient du long-courrier qui progresse, après plusieurs mois de décroissance à deux chiffres. Au palmarès des destinations

lointaines les plus recherchées, le Mexique (+10,6 %) remporte tous les suffrages, devant la Thaïlande (+2,4 %) et la République dominicaine (+2,2 %), grâce au retour d'Air France et à

« Aujourd'hui, les gens veulent s'acheter des loisirs. Les vacances sont devenues une priorité »

Didier Arino Directeur du cabinet spécialisé Protourisme

l'ouverture de nouvelles lignes aériennes par Air Caraïbes. « Le Vietnam n'a jamais autant attiré autant de Français depuis la fin du Covid, ajoute Patrice

Caradec, président du Seto, syndicat des tour-opérateurs français. Le pays a ouvert bien plus tard que d'autres destinations asiatiques. Il retrouve ses niveaux d'avant la pandémie. »

En moyen-courrier, l'Égypte connaît un retour en grâce impressionnant (+46,6 %) et le Cap-Vert se distingue nettement (+11,8 %). Le Maroc (+2,3 %) et la Tunisie (+4,9 %) restent globalement deux valeurs sûres, même si la tendance ne se confirme pas toujours d'un voyageur à l'autre.

Ainsi, Comptoir des Voyages, spécialisé dans les séjours sur mesure, constate une baisse sensible de départs vers le Maroc, compensé par un développement des ventes en Italie et en Espagne, et le retour de la clientèle en Jordanie. « La

Finlande s'inscrit en baisse notable, ainsi que l'Islande, au profit de l'Égypte qui progresse très fortement, sans doute portée par l'ouverture du nouveau musée au Caire », ajoute son PDG, Alain Capestan. Toujours en Afrique, Comptoir des Voyages ne vend pratiquement plus la Tanzanie après les massacres qui ont suivi les élections, mais ses ventes progressent au Kenya et en Afrique du Sud.

Toujours prudent, le Seto reste optimiste. Ses prévisions encourageantes ne s'arrêtent pas aux vacances de fin d'année. Entre le 1^{er} novembre et le 30 avril, le syndicat anticipe une augmentation des départs de 7 % et de 9 % en volume. On croyait le « revenge travel » fini. Au contraire, il continue de défier les oiseaux de mauvais augure. ■

Bruxelles tend Washington en sanctionnant le réseau social X

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Le réseau d'Elon Musk écope d'une amende de 120 millions d'euros pour diverses infractions au Digital Services Act.

Les résultats de l'enquête ouverte contre X (ex-Twitter) étaient attendus depuis deux ans, et c'est presque du bout des lèvres que la Commission européenne a annoncé ses conclusions, vendredi, sur fond de vives tensions avec l'Administration américaine. Pour la première fois, elle a sanctionné le réseau social propriété d'Elon Musk au titre du DSA (Digital Services Act), son règlement sur les services numériques. Elle lui a infligé une amende de 120 millions d'euros pour violations de ses obligations de transparence.

Trois infractions sont reprochées à X. Elles portent d'abord sur un usage « trompeur » des « coches bleues », ce label censé certifier les comptes d'utilisateurs. La Commission explique qu'il suffit de payer pour en bénéficier, sans vérification par les services du réseau social de l'authenticité du détenteur du compte. Deuxièmement, la Commission reproche à X le manque de transparence sur son registre d'annonceurs, une obligation du DSA visant à lutter contre les arnaques en ligne et publicités trompeuses. Enfin, elle dénonce le refus de l'ex-Twitter de donner accès à ses données aux chercheurs.

Les autorités européennes poursuivent toujours leurs investigations sur d'autres griefs contre X, portant sur des manipulations de contenus et de la désinformation via son algorithme. Plusieurs dirigeants européens s'étaient impatientés récemment du temps pris par la Commission pour achever son enquête. Emmanuel Macron a dénoncé fin novembre sa lenteur à aboutir par « peur » des intimidations américaines. « Je suis

« Nous ne sommes pas là pour imposer les amendes les plus élevées, mais pour nous assurer que nos lois sur le numérique soient respectées »

Henna Virkkunen

Vice-présidente de la Commission européenne chargée du numérique

très heureuse de voir que la Commission prend des mesures sérieuses contre les pratiques intolérables auxquelles nous sommes confrontés de la part de certaines grandes plateformes technologiques, a réagi la ministre danoise du Numérique, Caroline Stage. Continuons dans cette

voie ! » En France, l'Arcom salue « l'action déterminée de la Commission européenne pour faire respecter le règlement sur les services numériques ».

Le montant de l'amende peut apparaître modeste, sachant que le DSA permet de sanctionner une plateforme jusqu'à hauteur de 6 % de son chiffre d'affaires mondial, au moins 2,5 milliards de dollars l'an dernier pour X. Sans parler de la fortune personnelle d'Elon Musk, qui s'est fait octroyer récemment une rémunération de... 1000 milliards de dollars par les actionnaires de Tesla. « Nous ne sommes pas là pour imposer les amendes les plus élevées, mais pour nous assurer que nos lois sur le numérique soient respectées », s'est justifiée Henna Virkkunen, vice-présidente de la Commission européenne chargée du numérique.

Il n'empêche, cette décision revendiquée comme « proportionnée » par l'exécutif européen devrait provoquer des réactions acerbes outre-Atlantique. Avant même son officialisation, le vice-président américain, JD Vance, avait dénoncé jeudi la démarche européenne. « L'UE devrait défendre la liberté d'expression au lieu de s'en prendre à des entreprises américaines pour des foutaises », a-t-il lancé,

s'attirant un message de remerciement d'Elon Musk. L'amende contre X « n'a rien à voir avec de la censure », s'est défendu Henna Virkkunen.

« Une fois de plus, l'Europe inflige une amende à une entreprise technologique américaine prospère pour la simple raison d'être une entreprise technologique américaine prospère, a attaqué Brendan Carr, président de la Federal Communications Commission (FCC), dans un message publié sur X. L'Europe impose des taxes aux Américains pour subventionner un continent freiné par ses propres réglementations étouffantes. »

La semaine dernière, le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick, en visite à Bruxelles, avait « suggéré » aux Européens de démanteler leur législation sur les géants de la

« L'Europe impose des taxes aux Américains pour subventionner un continent freiné par ses propres réglementations étouffantes »

Brendan Carr Président de la Federal Communications Commission

tech, fustigée aux États-Unis comme discriminatoire, s'ils voulaient espérer obtenir en échange des concessions de Washington sur les droits de douane à 50 % sur l'acier et l'aluminium. Du « chantage » pour la vice-présidente de la Commission Teresa Ribera.

Comme pour démontrer qu'elle ne cible pas délibérément les entreprises américaines, la Commission a annoncé simultanément vendredi avoir accepté des engagements de la plateforme d'origine chinoise TikTok en réponse à des manquements qu'elle lui reprochait sur ses obligations de transparence en matière de publicité. « Dans un cas, vous avez une entreprise qui a accepté de s'engager de façon constructive, dans l'autre, une entreprise qui n'a offert aucun engagement », explique-t-on à la Commission. X a 90 jours pour répondre aux griefs de Bruxelles en produisant un « plan d'action ». Il peut aussi faire appel de la décision.

L'Union européenne a par ailleurs ouvert jeudi une enquête antitrust sur Meta, propriétaire de Facebook et Instagram, à propos du déploiement de son propre assistant Meta IA dans ses messageries WhatsApp et Messenger, ce qui entraverait la concurrence. ■

Reprendre l'entreprise familiale ou non, le dilemme des héritiers

Frédéric de Monicault

Poids de l'histoire, liens affectifs, quête de légitimité personnelle... Accepter de prendre la tête d'une société créée par ses parents n'est jamais simple.

« On ne choisit pas ses parents, on ne choisit pas sa famille. » Les premiers mots de la chanson de Maxime Le Forestier résonnent particulièrement chez ceux qui doivent faire le choix de reprendre - ou non - l'entreprise familiale, surtout quand celle-ci est installée et que le principe de filiation semble couler de source. À l'heure où les questions de transmission et de succession n'ont jamais été aussi prégnantes, il est tentant d'interroger des dirigeants sur ce qui a façonné leurs convictions. Comment ces « fils ou filles de » se sont-ils assurés qu'ils avaient vraiment envie de poursuivre l'aventure ?

Sur l'atavisme d'abord : son impact est réel. Les exemples ne manquent pas. Vincent Martin, le PDG du groupe de BTP Roger Martin (2650 salariés, 550 millions d'euros), commence par dire qu'il n'a jamais eu le sentiment de devoir choisir ce métier, qu'il y est tombé tout petit, comme Obélix dans la marmite de potion magique. Il se souvient, enfant, d'avoir suivi son père sur les chantiers, « les yeux grands ouverts devant ces femmes, ces hommes, ces engins qui construisent des routes, des ponts, des réseaux, bâtissent des infrastructures indispensables à la vie de tous ».

Liberté d'entreprendre

Il dit aussi avoir cherché plus tard ce qu'il voulait apporter, une vision, des méthodes, une manière de faire évoluer l'activité. « Reprendre une entreprise familiale n'a de sens que si l'on se sent légitime pour en écrire un nouveau chapitre, pas seulement pour prolonger le précédent. » Dans l'intervalle, Vincent Martin a aussi mené des expériences professionnelles en dehors du cadre proche, qui lui ont permis de comprendre que cet environnement industriel lui plaisait vraiment, indépendamment de l'entreprise de son père.

Mais l'héritage a des limites. Depuis 2018, Emilie de Lombarès pilote Onet, un géant de l'ingénierie et des services (80 000 collaborateurs). Elle confie avoir d'abord regardé avec respect cet-

te entreprise enracinée depuis 160 ans, consciente de la force de son histoire. « Face à cela, le poids des responsabilités et le mélange entre vie personnelle et vie professionnelle font qu'intégrer la société ne me paraissait pas évident. » C'est un déclic qui suscite l'envie : en 2017, le rachat par sa mère des parts de ses cousines ouvre un nouveau chapitre pour Onet, qui sensibilise l'intéressée : « J'ai compris que je ne pouvais plus rester spectatrice d'une entreprise qui m'avait donné tellement, dans laquelle nous avons grandi. » Le point de départ d'une décennie pendant laquelle Emilie de Lombarès a parcouru les métiers, les fonctions, les équipes. « J'y ai découvert ce qui fait l'âme du groupe : la culture du service, l'attachement à ceux qui œuvrent sur le terrain et une exigence forte envers les engagements pris, surtout quand on appartient à la famille. »

Louis Steyert n'est pas seulement directeur général délégué d'Energys Canada - une filiale du groupe d'équipements électriques Socomec, créée en 1922 par son arrière-arrière-grand-père -, il est aussi un observateur privilégié des passages de relais, en qualité de membre du Family Business Network (FBN), un réseau qui accompagne des milliers d'entreprises familiales à travers le monde. À ses yeux, il ne fait aucun doute que le lien affectif, la curiosité, les échanges récurrents avec la génération en place, la découverte opérationnelle au gré de stages et bien sûr la montée en compétences sont autant de ferments qui cimentent l'envie. Avec cette précision de taille : le fait d'être actionnaire n'implique pas d'intégrer automatiquement l'entreprise, il faut être légitime pour y occuper une fonction, encore plus pour évoluer au sommet.

Dès l'âge de vingt ans, Pauline Boucon-Duval siégeait au sein du conseil d'administration du groupe Duval (6 000 collaborateurs, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, actif dans l'immobilier, le tourisme, les golfs et les services financiers). « Cela m'a permis de m'immerger dans la société, de suivre ses projets et de comprendre ses métiers et leurs enjeux. Mais surtout, cette expérience m'a montré l'importance d'un mo-



« J'y voyais une formidable opportunité d'agir dans le respect de nos valeurs, forte d'un pouvoir de décision exécutif alignée avec la vision de la famille », confie Emilie de Lombarès, qui a repris la présidence de l'entreprise familiale Onet, en 2018.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

dèle de gouvernance familial fondé sur la confiance, avec des circuits de décision rapides et efficaces. » Cependant, elle part ensuite travailler à New York, sans évidence avérée concernant son futur, avant d'être rattrapée par l'attrait de l'aventure entrepreneuriale.

Aujourd'hui, elle décrit le phénomène à la source de cet élan : la liberté d'entreprendre offerte par son père. « À mon sens, la génération qui transmet doit laisser cette liberté et faire confiance à l'intuition de ceux qui reprennent. » Celle qui est aujourd'hui directrice générale de Duval s'est lancée parallèlement comme business angel, ayant procédé depuis le début à une quarantaine d'investissements. La mise à disposition de

ces start-up des expertises métiers et des services supports du groupe nourrissent autant le développement des premières que la stratégie d'innovation du second. « Pour savoir si l'on souhaite réellement reprendre l'entreprise familiale, il me semble essentiel de s'immerger le plus tôt possible et d'évoluer dans un cadre où l'on reçoit liberté et confiance pour développer ses propres projets et donner un sens profond à son engagement sur le long terme. »

Un peu de vertige

Chez Onet, quand Emilie de Lombarès prend la présidence en 2018, elle précise bien aujourd'hui que ce n'était pas seulement par fidélité. « J'y voyais une formidable opportunité d'agir dans le respect de nos valeurs, forte d'un pouvoir de décision exécutif alignée avec la vision de la famille. » La dirigeante entendait bien faire coexister les axes de performance, d'utilité sociale et d'ancrage, tout en réinventant Onet, à la lumière de la transition environnementale, de la révolution numérique et de l'émergence de nouveaux métiers industriels. L'en-

vie qui est la sienne de piloter le groupe familial, elle l'a consolidée à travers cette possibilité de « construire quelque chose qui dépasse (sa) seule génération ».

Savoir mesurer l'envie de diriger l'entreprise familiale a son corollaire : savoir mesurer que l'on ne possède pas cette envie, y compris après avoir commencé à grimper les échelons. Dans ce cas précis, les témoignages sont plus rares, alors qu'il ne s'agit pas d'un aveu de faiblesse. Ce cadre dans la petite industrie est resté dans le même secteur après s'être pourtant éloigné de la société créée par son grand-père : « J'étais prédestiné et c'est cela justement qui m'a effrayé : comprendre qu'il n'y avait pas d'échappatoire. Je ne parle même pas de l'imbrication entre le pro et le perso, ni du fait qu'à la moindre réunion de famille, tout tourne quasi systématiquement autour de l'entreprise familiale. » Souvent, il y a aussi un peu de vertige, avec la prise en compte qu'un grand nombre de personnes, dont certaines très proches, dépendent directement de vous. La distance avec le business familial devient alors indispensable. ■

LES DÉCIDEURS

FRÉDÉRIC BODEREAU Barilla

Arrivé comme contrôleur financier chez Barilla en 1997, Frédéric Bodereau a gravi les échelons du groupe agroalimentaire italien. Actuel directeur général pour le Benelux, il est promu président Europe de l'Ouest à compter du 4 février. Il remplace Miloud Benaouda, qui quitte la société au terme de plus de vingt-huit années.

NATHALIE DELBREUVE Vallourec



Directrice financière de l'entreprise d'emballage en verre Verallia, Nathalie Delbreuve rallie le groupe de solutions tubulaires sans soudure Vallourec au même poste, siégeant au comité exécutif. Elle remplace Sascha Bibert, avec l'objectif d'améliorer la rentabilité ainsi que le retour sur capital investi, en poursuivant la trajectoire vers l'excellence opérationnelle.

LYES SALAH Amgen

Le laboratoire Amgen confie sa présidence pour la France à Lyes Salah dès le 1^{er} janvier. À la tête de la filiale en Arabie saoudite depuis 2022, il succède à Corinne Blachier-Poisson, avec le défi de renforcer l'accès aux innovations, accompagner la transformation du secteur et continuer à placer le patient au cœur des actions.



Éric Vial devient président de la Fédération du Crédit agricole

Un Savoyard à la tête de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA). Éric Vial, 57 ans, a été élu jeudi président

de l'instance « politique » du groupe bancaire mutualiste qui réunit ses 39 caisses régionales. La fédération se définit à la fois comme « le lieu d'échanges et de concertation des caisses régionales sur les grandes orientations du Crédit agricole » et comme la représentante des caisses dans la défense de leurs intérêts. Elle est également l'actionnaire majoritaire de Crédit agricole SA, l'entité cotée de la Banque verte dirigée depuis mai par Olivier Gavalda, qui abrite les grands métiers du groupe (assurance, banque de financement et d'investissement...) ainsi que ses filiales (LCL, Amundi...) et ses activités à l'étranger.

Éric Vial, que l'on dit « d'un abord facile, très convivial et appréciant les échanges », se dit « conscient de la confiance accordée par les dirigeants des caisses régionales et de la responsabilité qu'ils (lui) confient d'animer ce collectif de banques coopératives, premier partenaire de l'économie française ». Il était, depuis 2018, président de la caisse régionale de Savoie et depuis 2022 administrateur de Crédit

agricole SA. Il succède à Dominique Lefebvre, qui avait annoncé en septembre son intention de quitter ses fonctions avant la fin de son mandat en 2028. Il sera épaulé dans ses fonctions par Raphaël Appert, l'actuel premier vice-président de la FNCA et vice-président de Crédit agricole SA.

Les dirigeants de la Fédération nationale du Crédit agricole (appelée « fédé » en interne) sont des élus venant majoritairement du monde agricole. Éric Vial, qui est titulaire d'un BTS technique agricole et gestion d'entreprise, n'échappe à la règle : il est éleveur de vaches laitières en Savoie et dirige son exploitation avec ses deux fils. La production de l'entreprise est utilisée pour la tomme de Savoie. Elle est labellisée AOP-IGP, « un label très exigeant en termes de normes environnementales et sanitaires », assure la « fédé ». L'agriculteur a aussi fondé et présidé la Coopérative des éleveurs de Savoie, l'une des plus importantes coopératives de la région. Il a aussi été membre de la commission finance et de la commission des territoires de la chambre d'agriculture. « Sa qualité d'exploitant agricole lui confère une vision concrète des enjeux économiques des territoires », assure une personne le connaissant.

DANIÈLE GUINOT

nominations@lefigaro.fr

PIERRE BELLAGAMBI Qista



Qista, entreprise de lutte écoresponsable contre les moustiques, créée par Pierre Bellagambi (notre photo) en 2014 et dont le holding de Thierry Dassault, administrateur du Figaro, est actionnaire majoritaire, a été sacrée PME de l'année des Trophées RMC-BFM, qui récompense les sociétés les plus « performantes, innovantes et exemplaires ».

HÉLÈNE BARROT Uber

Uber confie la direction senior de la communication pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique à Hélène Barrot. Arrivée chez Uber en 2016 après avoir exercé comme consultante pour Publicis aux États-Unis, elle officiait dernièrement à l'échelle européenne. Elle s'attellera à accompagner la croissance et orienter la stratégie.

KATHLEEN VERELST URW

Désignée en 2021 conseillère auprès du conseil de surveillance et du directoire d'URW, accompagnant la société dans sa stratégie de désendettement, Kathleen Verelst accède à la direction des investissements d'Unibail-Rodamco-Westfield, siégeant au comité de direction. Celle qui cumule trente ans d'expérience dans le secteur immobilier prend la suite de Vincent Rouget.

Les spin-off sont-ils de bonnes affaires pour les actionnaires ?

Hervé Rousseau

Les scissions cotations ont le vent en poupe, mais une fois en Bourse ces entreprises connaissent des fortunes diverses.

Le Magnum Ice Cream Company (MICC), la division glaces d'Unilever fera ses premiers pas en Bourse lundi 8 décembre. L'entreprise, à la tête notamment des marques Magnum, Ben & Jerry's ou encore Cornetto, sera le numéro 1 mondial des crèmes glacées. Elle sera cotée sur Euronext Amsterdam (avec Londres et New York en places secondaires). Elle devrait être valorisée autour de 13 milliards d'euros.

Tandis que les introductions en Bourse se font rares, notamment en Europe, les opérations de scission cotation (ou « spin-off ») sont très prisées par les grands groupes. Il y a un an, Vivendi, le groupe piloté par la famille Bolloré, s'est coupé en quatre entités distinctes : Canal+, la branche médias, est désormais cotée à Londres; Havas (communication) sur Euronext Amsterdam; Louis Hachette Group (édition) sur Euronext Growth à Paris, tandis que la société holding Vivendi SE (Gameloft et toute une série de participations dont Universal Music Group) reste cotée à Paris. En février 2024, Sodexo avait mis en Bourse Pluxee (titres-restaurant et avantages aux salariés) et Solvay avait donné sa liberté à son pôle chimie de spécialité Syensqo.

L'année prochaine s'annonce faste pour les opérations de spin-off. Accor a annoncé qu'il envisageait de mettre en Bourse Ennismore, son pôle Lifestyle, EDF réfléchirait à faire de même pour sa filiale italienne Edison.

L'engouement pour les opérations de scission cotation est mondial. Les groupes pharmaceutiques raffolent de ces opérations qui leur permettent de valoriser des laboratoires en pointe ou de se séparer d'activités matures devenues moins rentables. Mais ces dernières années, nombre de conglomérats de tous secteurs y ont eu recours, comme General Electric, Johnson & Johnson, Kellogg's, 3M, Intel, Toshiba, Siemens, Gleencore... « En distinguant des entités avec des spécialités bien identifiées et des profils de croissances différents, ces spin-off permettent aux grands groupes de mieux valoriser leurs activités. Les vastes conglomérats aux activités éparpillées et sans fortes synergies peuvent souffrir d'une décote en Bourse », explique Mathieu Caron, directeur des marchés primaires chez Euronext.

Une part d'incertitude

Lors de l'annonce de sa scission, en décembre 2023, Vivendi avait expliqué subir « une décote de conglomérat très élevée, diminuant significativement sa valorisation et limitant sa capacité à réaliser des opérations de croissance externe pour ses filiales ». Le marché avait partagé cette analyse : le cours avait immédiatement bondi de 10 %.

C'est cette logique qui a conduit Unilever à mettre ses glaces en Bourse. Cette activité « concentrée sur des marchés matures, saisonniers et avec une chaîne logistique propre était devenue singulière au sein d'Unilever et dégageait très peu de synergies », expliquait récemment Oddo BHF. En revanche, une fois séparées,

Magnum Ice Cream Company est « une entreprise facile à comprendre, leader dans son domaine avec encore des marchés à conquérir, notamment dans les pays émergents », ajoute un analyste.

Les grands investisseurs apprécient les spin-off. Les fonds thématiques (spécialisés dans un domaine comme l'eau, la défense...) préfèrent les « pure players » qui correspondent aux engagements de ces fonds auprès de leurs clients. Les fonds activistes, dont le métier consiste à s'inviter au capital des entreprises pour imposer leurs vues et espérer récolter une plus-value rapide, poussent également leurs cibles à se scinder et à se spécialiser.

Cependant, dans la pratique, les spin-off connaissent des fortunes diverses en Bourse. Siemens Energy (branche énergie de Siemens, scindée en 2020) a également connu un joli succès à la Bourse de Francfort. En revanche, Euroapi (principes actifs Sanofi) a vu son cours plonger, tandis que Pluxee a eu un parcours décevant.

Après des débuts prometteurs, les sociétés issues de la scission de Vivendi ont été freinées par le risque juridique, l'opération ayant été contestée par quelques minoritaires. La semaine dernière, la Cour de cassation a donné gain de cause à Bolloré. Mais le bras de fer judiciaire se poursuit et les investisseurs demeurent prudents. Les analystes sont en revanche très majoritairement positifs sur Canal+, qu'ils estiment injustement décoté.

En réalité, comme tout investissement en Bourse, les spin-off comportent toujours une part d'incertitude. L'Harvard Business Review a passé au crible plus de 350 spin-off réalisés entre 2000 et 2020. Il ressort que 50 % de ces entreprises ne parviennent pas à créer de la valeur pour les actionnaires dans les deux ans qui suivent leur introduction en Bourse. Vingt-cinq pour cent d'entre elles voient même leur valeur baisser. Les auteurs de l'étude pointent « le postulat erroné que le simple fait de se séparer en plusieurs entités suffit à créer de la valeur ». Le spin-off n'a rien d'un remède miracle. Le parcours boursier des entreprises qui en sont issues dépend de leurs propres performances. ■

à suivre sur [lefigaro.fr/bourse](https://www.lefigaro.fr/bourse)

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone

QUESTIONS D'ARGENT

LeParticulier
www.leparticulier.fr

Quel médiateur saisir pour vos litiges financiers ?

La case médiation est aujourd'hui quasi incontournable si vous êtes en litige avec une banque, une assurance, une mutuelle ou un conseiller en gestion de patrimoine. Si l'enjeu financier reste inférieur à 5000 euros, avant de vous tourner vers un juge, il faut avoir tenté, au préalable, de résoudre votre différend à l'amiable. Vous auriez d'ailleurs tort de vous priver de cette consultation juridique gratuite auprès d'experts. Les médiations du secteur fonctionnent plutôt bien, avec des avis étayés et suivis par les professionnels : à 99 % pour le médiateur de l'assurance, 94 % pour le médiateur de l'Autorité des marchés financiers (AMF), et 79 % pour celui de la Fédération bancaire française (FBF). Si le résultat vous déçoit, vous pourrez toujours saisir la justice. Seul bémol, il faut vous armer de patience. Les délais s'allongent. Comptez jusqu'à huit mois pour obtenir un avis. Les services de médiations payent les conséquences des défaillances, en amont, des services des professionnels qui ne parviennent pas à apporter une réponse satisfaisante, sous deux mois, aux réclamations de leurs clients.

Pour limiter votre attente, deux impératifs : saisissez le médiateur seulement après avoir fait une réclamation infructueuse auprès du professionnel (en cas de silence de sa part, attendez deux mois) et privilégiez le dépôt de votre demande via internet. Des filtres vous garantiront que vous saisissez le bon interlocuteur. Une aide indispensable, tant il est difficile de déterminer le médiateur compétent.

1 Y a-t-il un médiateur unique pour toutes les banques ?

La médiation de la Fédération bancaire française (FBF) couvre aujourd'hui une bonne moitié du secteur. Mais quelques établissements ont fait le choix de garder leur propre médiateur, comme LCL, le Crédit mutuel de Bretagne et du Sud-Ouest, Fortuneo ou, en Île-de-France, la Caisse d'épargne et le Crédit agricole. Les coordonnées du médiateur compétent figurent sur vos relevés bancaires et le site de votre banque et sur le courrier de réponse à votre réclamation. C'est à lui qu'il faut vous adresser pour les litiges en matière de fonctionnement de vos comptes ou de vos livrets bancaires, de frais induits, de paiements frauduleux ou encore de crédits. Avec une subtilité : si vous contestez la commercialisation par votre

banque d'une assurance liée à un produit bancaire (moyen de paiement) ou à votre crédit, c'est bien vers le médiateur bancaire qu'il faut vous tourner, mais si le litige porte sur l'assurance elle-même (refus d'indemniser...), il faut saisir le médiateur de l'assurance. Et, s'il s'agit d'un prêt à la consommation souscrit auprès d'une société spécialisée (Cofidis, Cetelem, Sofinco...) ou en magasin, il convient de saisir la médiation de l'Association française des sociétés financières (ASF).

2 Quand le médiateur public de l'AMF est-il compétent ?

Le médiateur public de l'Autorité des marchés financiers (AMF) est en principe le seul compétent pour les produits financiers (Sicav, plan d'épargne en actions, compte-titres, épargne salariale, SCPI...). Mais il peut signer une convention avec le médiateur de votre banque (c'est le cas de celui de la FBF) qui l'autorise à traiter le dossier. Dans tous les cas, vous gardez la possibilité de vous tourner vers le médiateur de l'AMF, mais il faut impérativement le saisir en premier. Vous ne pourrez plus le solliciter si vous vous êtes adressé d'abord au médiateur de votre banque. Autre bizarrerie, si votre épargne (fonds commun de placement, Sicav, SCPI...) est détenue au sein d'une assurance-vie, et non sur un compte-titres ou un PEA, le litige ne relève plus du médiateur de l'AMF mais entre dans le giron de celui de l'assurance.

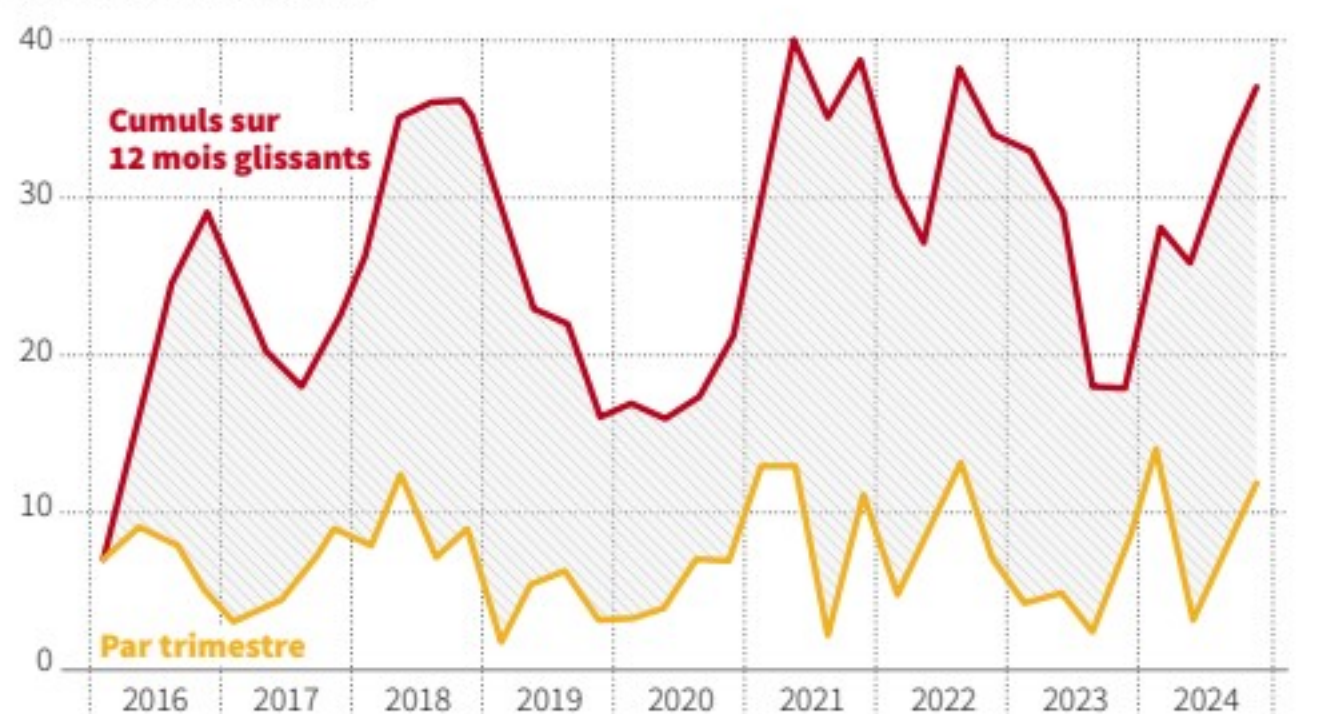
3 La médiation est-elle toujours possible ?

Tous les professionnels ont l'obligation de proposer un dispositif de médiation gratuit mais ils restent libres de refuser, au cas par cas, d'entrer en médiation. Dans ses derniers rapports, le médiateur de l'AMF a ainsi signalé qu'il se heurtait au refus systématique du processus de la part de nombreux conseillers en gestion de patrimoine (CGP). Une attitude qui s'explique selon toute vraisemblance par les contraintes de leur assurance de responsabilité professionnelle. « C'est un problème qui touche toutes les professions libérales, avocats ou architectes notamment. Leur assureur refuse de les couvrir s'ils entrent en médiation », déplore Hervé Mondange, juriste de l'Association Force ouvrière consommateurs (Afoc). Oubliez par ailleurs la médiation si vous êtes victime d'une escroquerie. Cela relève de la justice pénale. Enfin, sachez que si vous passez par un acteur autorisé en France mais régulé dans un autre pays européen, le médiateur de l'AMF doit parfois céder sa compétence à son homologue étranger. Vérifiez les conditions générales sur les sites des banques et des courtiers étrangers pour vous en assurer. ■

FREDERIQUE SCHMIDIGER

Un marché très actif dans le monde

Nombre de scissions cotations dans le monde
Univers de 11 000 titres



Sources : Wall Street Horizon, groupe TMX

LA SÉANCE DU VENDREDI 5 DÉCEMBRE

LE CAC											
	JOUE	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUE	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR	46,58	+1,26	46,76	45,55	0,318	-0,98	L'OREAL	372,75	+1,07	373,85	366,75
AIR LIQUIDE	163,06	-0,09	163,82	162,32	0,103	+3,91	LEGRAND	128,75	-1,3	131,3	128,75
AIRBUS	196,7	-0,16	199,4	196,7	0,072	+27,08	LMVM	628,1	-0,79	631	621,6
ARCELOMITTAL SA	36,6	-0,33	37,18	36,58	0,156	+63,17	MICHELIN	28,03	+0,21	28,36	27,95
AXA	38,55	-0,03	38,8	38,47	0,103	+12,33	ORANGE	13,74	-2,07	14,03	13,74
BNP PARIBAS ACT.A	75,39	-0,4	76,64	75,39	0,194	+27,3	PERNOD RICARD	76,88	+0,23	77,64	76,4
BOUYGUES	43,17	-0,46	43,71	43,06	0,146	+51,26	PUBLICIS GROUPE SA	86,22	+1,17	86,66	85,12
BUREAU VERITAS	26,7	-0,37	26,86	26,68	0,143	-8,1	RENAULT	37,2	+0,51	37,54	36,87
CAPGEMINI	144,5	+1,26	145,3	142	0,269	-8,63	SAFRAN	292,9	-0,37	297,8	292,7
CARREFOUR	13,5	+0,52	13,58	13,325	0,223	-1,68	SAINT GOBAIN	86,74	+2,85	87,06	84,42
CREDIT AGRICOLE	16,795	-0,27	16,99	16,795	0,067	+26,37	SANOFI	85	+0,51	85,86	84,3
DANONE	76,18	+0,08	76,64	76,18	0,141	+16,98	SCHNEIDER ELECTRIC	235,5	-0,86	239,2	235,5
DASSAULT SYSTEMES	23,78	+0,08	23,99	23,45	0,195	-29,01	SOCIETE GENERALE	61,54	-1,54	63,26	61,54
EDENRED	18,925	+2,83	19,14	18,485	0,524	-40,39	STELLANTIS NV	10,412	+2,16	10,494	10,264
ENGIE	21,41	-1,2	21,72	21,41	0,145	+39,84	STMICROELECTRONICS	22,405	+1,59	22,67	22,065
ESSILORLUXOTTICA	302,6	-0,2	309	301,9	0,082	+28,44	THALES	224,2	-0,22	226,9	223,3
EUROPINS SCIENT.	58,82	-0,37	59,26	58,74	0,139	+19,29	TOTALENERGIES	56,4	-1,36	57,05	56,16
EURONEXT	126,1	-0,16	127,7	126,1	0,352	+16,44	UNIBAIL-RODAMCO-WE	89,22	-1,02	90,4	89,22
HERMES INTL	216,5	+2,07	217,2	213	0,076	-6,76	VEOLIA ENVIRON.	29,32	-0,37	29,59	29,3
KERING	295,5	+0,05	299,15	291,95	0,118	+24,03	VINCI	120,6	+0,92	120,9	119,45

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7546	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,623	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8727	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0652	HKD
JAPON	YEN	180,76	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9365	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1645	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,43	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	49,5072	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	8,2333	CNY
CHINE	YUAN	104,733	INR
INDE	ROUPIE	151,25	DZD
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		

L'OR

assuré par le Comptoir National de l'Or			
Lingot 1kg	114 326€	+41,89 %	
Lingot 100g	11 444,6€	+41,83 %	
Lingot 50g	5 728,8€	+41,77 %	
Lingot ONCE (31,10g)	3 567,06€	+41,7 %	
Lingot 10g	1 153,46€	+41,36 %	
Lingot 2,5g	296,54€	+39,96 %	
20Fr NAPOLÉON	712,87€	+41,9 %	
20Fr SUISSE	704,9€	+41,9 %	

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : https://www.bitpanda.com/fr			
Bitcoin	88 738€	-6,27 %	
Ethereum	3 016,6€	-10,28 %	
BNB	878,384€	+24,32 %	
Solana	132,04€	-32,04 %	
XRP	2,03€	-13,19 %	

LA VALEUR DU JOUR

Le « Nvidia chinois » fait une entrée triomphale en Bourse

Certains le surnomment déjà « le Nvidia chinois », et il a été accueilli triomphalement à la Bourse de Shanghai vendredi. L'action de Moore Threads, le fabricant chinois de processeurs de pointe susceptibles de se substituer à ceux du groupe américain, a flambé de 425 % pour son premier jour de cotation ! Ce qui lui a permis de lever l'équivalent de 1,1 milliard de dollars (8 milliards de yuans), avec des demandes dépassant plus de 4 000 fois l'offre de titres disponible selon l'agence Bloomberg.

Fondé par l'ex-directeur de Nvidia en Chine, Moore Threads produit des processeurs avancés utilisés pour entraîner et alimenter l'intelligence artificielle (IA). Les investisseurs espèrent que ces derniers combleront le vide laissé par l'absence forcée des puces sophistiquées de Nvidia dans le pays. De fait, le géant américain domine le marché mondial des unités de traitement graphique (GPU), mais les États-Unis lui

ont interdit d'y exporter ses puces haut de gamme. En réponse, la Chine pousse ses entreprises à utiliser des alternatives locales. D'où la flambée boursière de Moore Threads, qui fait partie d'un petit groupe d'entreprises travaillant à développer des GPU « made in China ».

« Les investisseurs croient au potentiel de la Chine à développer un GPU national performant malgré les contraintes d'approvisionnement mondiales, a expliqué à l'AFP Dilin Wu, de Peppers-tone. Mais la frénésie montre aussi que beaucoup veulent simplement être les premiers à profiter d'un potentiel succès. » Moore Threads est un acteur important, mais sans être en tête, surtout comparé à Cambricon, fabricant chinois plus imposant qui a vu son cours boursier doubler cette année », souligne Rui Ma, fondatrice de la newsletter TechBuzz China. Cependant, les experts estiment peu probable que les entreprises chinoises rattrapent Nvidia d'ici à la fin de la décennie. ■

En mettant la main sur Warner Bros., Netflix devient un nouveau géant de Hollywood

Pierre-Yves Dugua Washington

Le roi du streaming vidéo dame le pion à Paramount et Comcast. L'opération de 83 milliards de dollars, qui n'aboutira pas avant 12 à 18 mois, devra être approuvée par les autorités.

Seurs froides à Hollywood. Netflix, ennemi juré du cinéma en salle, va être le nouveau propriétaire des légendaires studios Warner Bros., de la chaîne HBO et sa plateforme HBO Max, ainsi que de DC Studios (Superman) et de l'éditeur de jeux vidéo WB Games (Hogwarts Legacy). « En combinant l'incroyable catalogue de séries et de films de Warner Bros. avec nos titres emblématiques comme *Stranger Things*, *KPop Demon Hunters* et *Squid Game* (...), nous pouvons offrir au public davantage de ce qu'il aime et contribuer à définir le prochain siècle de la narration », déclare le co-CEO de Netflix, Ted Sarandos, qui signe la première grande acquisition du groupe.

L'opération, si elle était approuvée par les autorités réglementaires, créerait un titan du streaming, défiant les offres concurrentes de Disney, Amazon, Paramount et NBCUniversal. Netflix, inventeur du modèle payant du streaming vidéo illimité de films et séries, compte environ 300 millions d'abonnés dans le monde. Il devance Amazon Prime Video (200 millions), Disney+ (176 millions) et HBO Max (environ 95 millions).

Cette nouvelle marque la victoire de Netflix dans les enchères lancées il y a quelques semaines par Warner Bros. Discovery. Les deux entités se sont entendues sur une valorisation de 82,7 milliards de dollars pour le groupe hollywoodien, avec pour les actionnaires une prime de 120 % sur leurs actions. À titre de comparaison, Netflix est valorisé 438 milliards de dollars, en raison de ses perspectives de croissance avec son modèle numérique, sans le handicap de vieux réseaux télévisés en perte d'audience et de recettes publicitaires. La transaction est programmée pour la fin 2026 ou la mi-2027, une fois que Warner Bros. aura scindé ses activités avec celles de Discovery.

« Ce deal est pro-consommateurs, pro-innovation et pro-croissance », a martelé Ted Sarandos face aux analystes financiers. S'il venait à échouer, Netflix versera à Warner Bros. une indemnité de 5,8 milliards de dollars, tandis que Warner Bros. Discovery versera 2,8 milliards de dollars à Netflix.

Le triomphe de Netflix représente une lourde défaite pour Paramount-Skydance et Comcast, deux poids lourds de la communication qui rivalisaient pour racheter tout ou partie des actifs du géant de Burbank (Californie). Ces derniers comprennent, outre les studios Warner Bros., la chaîne câblée HBO, la plateforme HBO Max, de multiples chaînes télévisées comme CNN, TNT, TBS, et les propriétés intellectuelles convoitées comme *Harry Potter*, *Game of Thrones* ou *The Sopranos*.

Paramount Skydance est tout juste né du rachat de l'autre légendaire studio hollywoodien, Paramount, par la société de production Skydance dirigée par David Ellison, fils du riche Larry Ellison, PDG d'Oracle, figure de la Silicon Valley et proche de Donald Trump. Le jeune mogul accuse aujourd'hui Warner Bros. Discovery d'avoir orchestré des enchères déloyales favorisant Netflix. Selon Paramount, le mariage Netflix avec HBO Max ne sera jamais toléré par les autorités antitrust.

Les excellentes relations entre la famille Ellison et la Maison-Blanche pourraient compliquer l'approbation du



Netflix a indiqué qu'il ne toucherait pas aux sorties cinéma des films Warner (ici le château d'eau des studios Warner Bros. en Californie).

projet. On se souvient qu'en 2017, le président Trump, dans son premier mandat, avait tout fait pour bloquer l'acquisition de Time Warner par l'opérateur de télécommunications, AT&T. Il n'y était finalement pas parvenu.

Pour contrer à l'avance l'argument d'une concentration excessive de l'offre de vidéo à la demande, Netflix argue que le consommateur serait au contraire le gagnant de la fusion. Selon la société de Los Gatos, l'union Netflix-HBO Max déboucherait sur des formules d'abonnement moins chères que la somme des deux services aujourd'hui. Près de la moitié des foyers américains ont mis fin à un de leurs abonnements à une plateforme de streaming vidéo au cours des douze derniers mois, en raison de leur coût. Il est vrai que toutes augmentent leurs tarifs ces derniers temps... Cela ne

signifie pas que HBO Max va disparaître au profit de Netflix. « La marque HBO est très puissante », a rappelé Greg Peters, co-CEO, face aux analystes. Le groupe laisse entendre que des formules couplées pourraient voir le jour.

« Ce deal est pro-consommateurs, pro-innovation et pro-croissance »

Ted Sarandos Co-CEO de Netflix

L'autre argument de Netflix-HBO Max devant les autorités antitrust : son principal rival est en réalité YouTube. La société Nielsen, spécialiste de la mesure des audiences, estime que la filiale de Google représente désormais 12,5 % du temps passé par l'Américain moyen devant un écran, contre 7,5 % pour Netflix et environ 5 % pour l'offre groupée Disney+, Hulu, ESPN+. Dans la course à l'audience, YouTube augmente son avance et draine de plus en plus d'annonceurs.

David Zaslav, qui a fusionné sa holding de chaînes câblées Discovery avec WarnerMedia en 2022, compte par ailleurs toujours tenir sa promesse de scinder son groupe en deux. La stratégie, imitée par Comcast, vise à séparer les activités en croissance du streaming et de la production de films et séries d'une part, de celles en déclin des chaînes câblées, dont CNN, d'autre part. Ces chaînes, au cours du dernier trimestre, ont encore accusé une baisse de 23 % de leur chiffre d'affaires : les annonceurs désertent leurs programmes, et les abonnés résilient en masse leurs abonnements au câble...

Dans ce contexte, la fusion consacrerait la supériorité commerciale de la distribution numérique de la vidéo sur les modes traditionnels, en salle ou par le biais des chaînes hertziennes et câblées. Netflix, qui défie l'establishment hollywoodien depuis trente ans et n'a jamais misé sur des acquisitions de studios traditionnels, est en passe de remporter un exceptionnel trophée de nature à alimenter ses créations et sa croissance à venir. L'acquisition des studios MGM

par Amazon en 2022 avait ouvert la voie. Vingt-cinq ans après la fusion ratée d'AOL, alors leader du nouveau monde numérique, et de TimeWarner, Netflix compte réaliser la transaction la plus importante de l'ère d'internet.

L'idée que le studio créé par les frères Harry, Albert, Sam et Jack Warner, puisse tomber aux mains d'un géant qui privilégie la sortie de ses productions sur sa plateforme plutôt que dans des salles de cinéma alarme Hollywood. Netflix a précisé vendredi qu'il ne toucherait pas aux sorties cinéma des films Warner. À ces inquiétudes s'ajoute la grande peur née de la révolution des métiers de l'image, du son et de la création : celle de l'intelligence artificielle (IA).

Voilà des lustres que les patrons de studios cherchent des moyens de réduire les coûts de production cinématographiques. L'IA leur offre des solutions. Netflix, qui n'a pas à assumer la tradition de la pellicule, serait certainement plus radical encore dans cette transition technologique qui augure de nombreuses suppressions d'emplois. ■

Un échec cuisant pour David Ellison, le patron de Paramount

Amélie Ruhlmann

Netflix a changé un scénario qui semblait écrit d'avance. Le géant du streaming a été choisi par Warner Bros.

Discovery pour s'emparer de ses studios de production hollywoodiens et de sa plateforme HBO Max. Au nez et à la barbe de David Ellison, le nouveau propriétaire de la major Paramount, qui rêvait de mettre la main sur ce groupe afin de forger un conglomérat du divertissement de premier plan, puissant à la fois sur le streaming, le cinéma et la télévision linéaire. Mais c'était sans compter la force de frappe financière de Netflix, qui a surenchérit de manière décisive dans la dernière ligne droite en offrant 83 milliards de dollars, essentiellement en numéraire.

Le revers est extrêmement rude pour le jeune loup, qui avait soufflé ses pairs en rachetant Paramount à très bon prix l'an passé et espérait réitérer l'exploit. La fortune colossale de Larry Ellison, le père de David et cofondateur d'Oracle, ainsi que la proximité de ce dernier avec l'Administration Trump, faisait de lui l'un des acteurs les mieux placés pour une telle opération. L'hypothèse d'un mariage entre les deux majors avait d'ailleurs enflammé la Bourse de New York à la mi-septembre, faisant bondir le cours de

Warner Bros. Discovery de 35 %. Une fois encore, David semblait prêt à avaler Goliath : Paramount pesait alors quelque 21 milliards de dollars en Bourse, deux fois moins que sa cible (environ 47 milliards).

Ironie du sort, c'est David Ellison lui-même qui a précipité la vente de Warner Bros. Discovery à un autre. Avec ses nombreuses offres non sollicitées, Paramount a fini par aiguïser l'appétit d'acteurs du divertissement pour le géant de Burbank (Californie). Et c'est exactement ce que ce dernier attendait : des candidatures multiples pour se vendre au plus offrant. En octobre, le groupe a officialisé sa mise en vente et lancé un processus d'enchères. En précisant tout de suite qu'il ne cherchait pas forcément à vendre le tout : ses activités dans la télévision linéaire, qu'il s'apprête à séparer du reste, pouvaient très bien être laissées de côté par le futur acheteur. Un moyen de ne pas faire fuir les géants du streaming, fort intéressés par les activités de studio et la plateforme HBO, mais très peu par les chaînes de télévision câblées.

En lice face à Netflix et Comcast, le propriétaire d'Universal, David Ellison a tenté jusqu'au bout de faire pencher la balance en sa faveur. Tout en remontrant son offre lors du « second round » des négociations, il aurait aussi proposé à David Zaslav, le patron de

Warner Bros. Discovery, de codiriger à ses côtés le futur géant issu de la fusion. Dans une lettre adressée au vendeur le 1^{er} décembre, Paramount a aussi assuré que son offre est celle qui aurait le plus de chance d'être approuvée par les gendarmes de l'antitrust du monde entier. Pour le prouver, il s'est engagé à verser une indemnité de rupture de 5 milliards de dollars si l'accord était conclu mais non finalisé, faute d'avoir obtenu le blanc-seing des autorités.

Mais ces arguments n'ont pas suffi à convaincre le vendeur, d'autant que Netflix a lui aussi promis 5 milliards de dollars en cas de « break-up », pour une offre plus intéressante financièrement. Sentant le vent tourner, David Ellison a tenté le tout pour le tout en envoyant mercredi une énième lettre à David Zaslav, l'accusant d'avoir orchestré un processus de vente inéquitable favorisant Netflix. Ce à quoi l'intéressé s'est contenté de rétorquer que son conseil d'administration « veille à ses obligations avec le plus

Le lien privilégié qu'il entretient avec la Maison-Blanche est désormais la dernière carte que le fils de Larry Ellison peut tenter de jouer

grand soin, qu'il s'y est conformé pleinement et qu'il continuera de le faire ».

La défaite est d'autant plus cuisante pour le PDG de Paramount que ce dernier avait la bénédiction de Donald Trump. En froid depuis de longues années avec CNN, le président américain aurait bien aimé voir la chaîne info de Warner tomber dans l'escarcelle du studio de Melrose Avenue, déjà propriétaire de CBS. Le lien privilégié qu'il entretient avec la Maison-Blanche est désormais la dernière carte que le fils de Larry Ellison peut tenter de jouer. Il pourrait convaincre l'Administration Trump d'utiliser l'arme réglementaire pour empêcher Netflix de mettre la main sur Warner Bros., et ainsi remettre le lot en jeu.

Mais rien est écrit. Il faudrait que la Maison-Blanche y trouve, elle aussi, son intérêt. À l'issue de la scission de Warner Bros. Discovery, l'an prochain, CNN rejoindra l'entité Discovery et ne fera donc pas partie du deal avec Netflix. Or, c'est surtout l'avenir de la chaîne télé qui préoccupe Washington. Sans aller jusqu'à bloquer l'opération, le régulateur américain des télécoms, la FCC, pourrait compliquer la vie de Netflix en obligeant l'entreprise à faire plusieurs concessions en échange de l'obtention du feu vert réglementaire. Renoncer à ses politiques en matière de « diversité, équité et inclusion » (D.E.I.), par exemple. La méthode a déjà fait recette. ■

LE FIGARO et vous



VIN
LES SECRETS DE FABRICATION
DES CRUS DU CHÂTEAU
SAINTE-MARGUERITE, DANS LE VAR
PAGE 31



MUSIQUE
AU CASINO DE PARIS, L'HARMONICISTE
GREG ZLAP REMONTE AUX ORIGINES
DES TUBES DE JOHNNY
PAGE 33



À table avec les poules

À Paris, de plus en plus de restaurants proposent un premier service à 18 heures. Les touristes adorent, d'autres y voient l'opportunité de sortir en ville sans se coucher tard. PAGE 30



Jean-Claude Casadesus : 90 ans de passion musicale

PAGE 34

Joël Pommerat envoûte avec « Les Petites Filles modernes »

Nathalie Simon

Joué à Villeurbanne, le spectacle raconte une histoire d'amitié dans un monde parallèle.

Mains dans les poches de son blouson, tête baissée, allure de garçon manqué, Marjorie (Marie Malaquias, prodigieuse) est en colère. Convoquée par le directeur de l'école, la brunette menace de tuer cette « pouffiasse » de Jade (Coraline Kerléo, au diapason). Les yeux cachés derrière sa longue chevelure blonde, l'intéressée se réfugie dans le silence. « Tu as peur ? », lui demande sa camarade. Oui, Jade a peur. Mais pas de Marjorie. De ses parents qui, à la nuit tombée, se métamorphosent, assure-t-elle, en « êtres maléfiques ».

Ceux de Marjorie ne valent pas mieux. En passant devant leur maison, Jade surprend une scène violente. Malgré leur interdiction, leur fille se rend

chez Jade pour s'excuser et lui propose de devenir son amie. Un lien se tisse entre les deux adolescentes malgré leurs géniteurs (toujours hors champ). Pour le conserver, elles devront franchir les portes d'un monde parallèle et affronter l'inconnu.

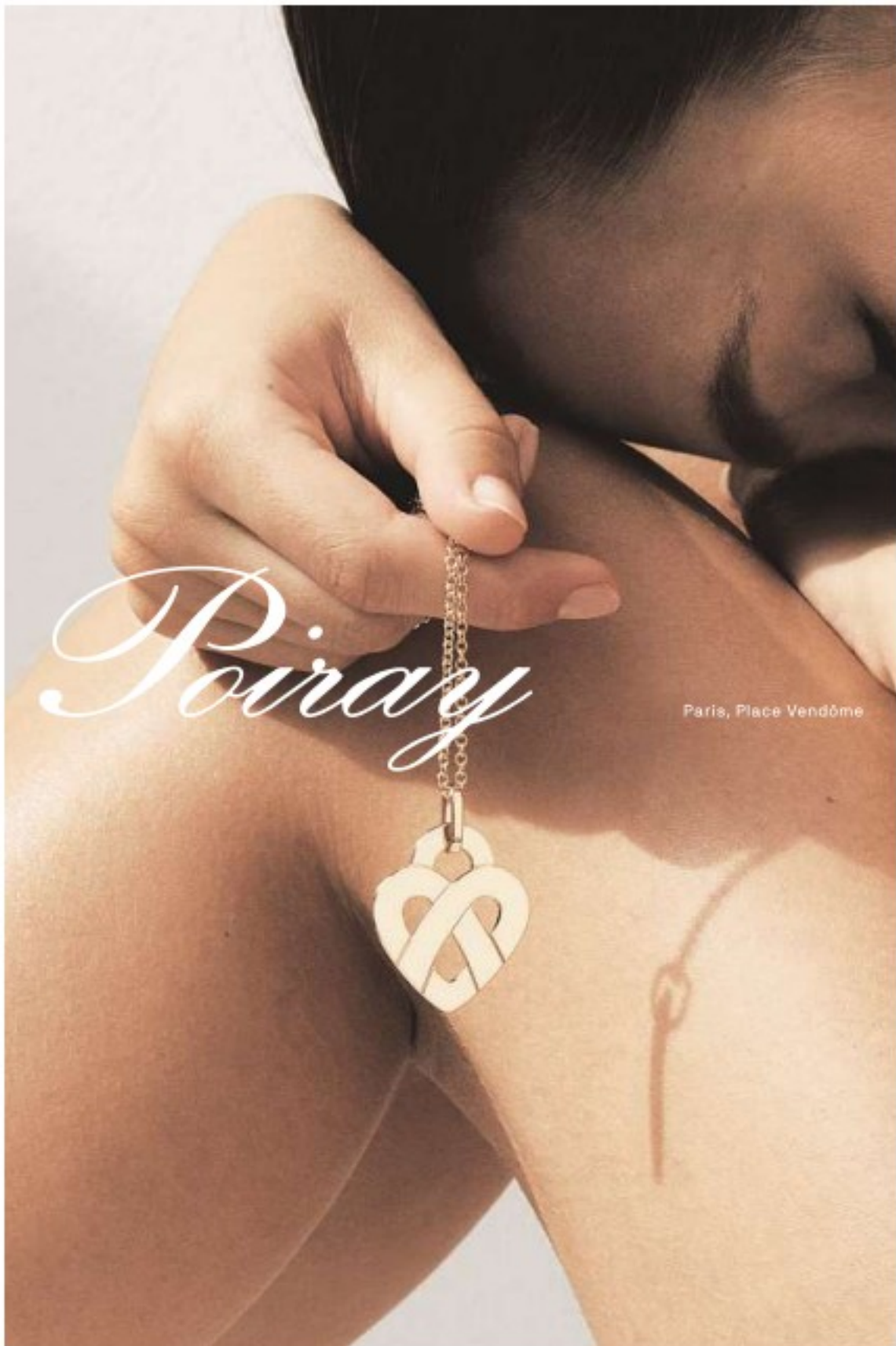
Une angoisse sourde

« Il était une fois » différente des autres fois dans *Les Petites Filles modernes*, le dernier « conte » de Joël Pommerat donné ces jours-ci au Théâtre national populaire (TNP) de Villeurbanne. Créé à Châteauevallon-Liberté à Toulon en avril 2024, il garde la mention « Titre provisoire » (Éditions Actes Sud-Papiers). Le dramaturge se justifie. Il raconte une « histoire vraie jamais vérifiée », prévient, au début et dans le noir, la voix off d'un jeune garçon.

À son habitude, Joël Pommerat expose son récit comme un livre d'image. De beaux tableaux clairs-obscur - très obscurs ici - brouillent la frontière entre réel et irréel, temps et espace. La scénographie et les lumières du fidèle Éric Soyer et les sons lancinants (Philippe Perrin et Antoine Bourgain) instaurent une angoisse sourde dans la salle. L'auteur explique qu'il fabrique du « théâtre roman », les personnages vivent simultanément ce que le narrateur relate. Au risque d'être oppressé. Ce soir-là, une spectatrice a fait un malaise - le spectacle n'en est peut-être pas la seule raison. Pourtant, notre cœur a battu fort quand on a découvert *Le Petit Chaperon rouge*, de Joël Pommerat, d'après le conte de Charles Perrault, en 2004. Dans cette

première adaptation destinée au jeune public, il évoquait déjà la solitude, les problèmes de communication et l'inexorable passage des années. Lui-même père, il privilégie l'esthétique au détriment du fil dramatique, pour illustrer le fossé qui sépare les générations, le désir de liberté de la jeunesse en butte à l'autorité. L'une peut-elle grandir sans l'autre ? On ne sort pas l'esprit léger de cette rencontre avec les deux « adolescentes », malgré une once d'humour - elles sont fans du chanteur canadien Shawn Mendes. D'autant qu'une histoire d'amour se greffe sur la première. Poignante et inquiétante. ■

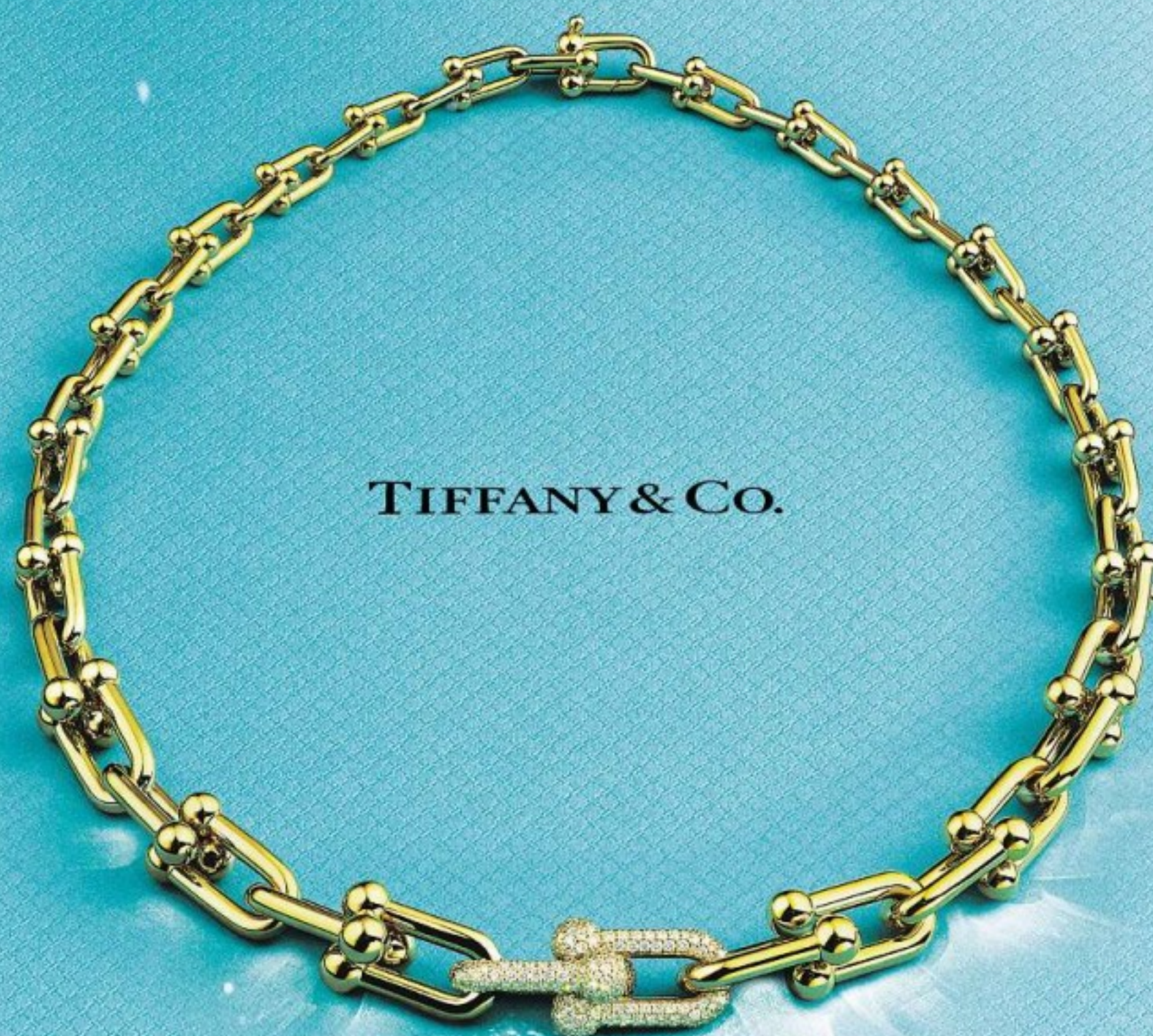
Au TNP, à Villeurbanne (69), jusqu'au 10 décembre, au théâtre Nanterre-Amandiers (92) du 18 décembre au 24 janvier 2026 puis en tournée.



With love, Since 1837 TIFFANY & CO.

HardWear par Tiffany

Un cadeau pour célébrer
la force de votre amour.



TIFFANY & CO.

© 2025 TIFFANY & CO. Avec amour depuis 1837.

*With love, Since 1837** **TIFFANY & CO.**

Dîner à 18 heures, est-ce bien raisonnable ?

Alice Bosio

Suivant les modèles anglo-saxon, scandinave ou asiatique, un nombre croissant de restaurants parisiens proposent de s'attabler avec les poules. Épiphénomène ou changement d'habitude en marche ?

Il est 17h50, ce vendredi soir, rue Jean-Pierre-Timbaud, non loin de la place de la République, à Paris. Six personnes font la queue devant Ramen Wagaya, petit restaurant spécialisé dans le ramen nippon, ouvert en juillet dernier en lieu et place d'une crêperie bretonne. Dans dix minutes, à 18 heures précises, les portes s'ouvriront : il sera déjà l'heure de dîner. Premiers dans la file, Aya et Aurélien, deux trentenaires, elle développeuse web et lui étudiant, racontent : « Aya est japonaise et a donc l'habitude de dîner tôt. Et comme elle est enceinte, c'est plus simple pour nous de manger à cette heure plutôt qu'à 20 heures ou 20h30. Ce restaurant est connu et ne prend pas les réservations, nous n'avons pas envie de faire la queue debout pendant quarante minutes ! » Même son de cloche chez Romain et Bastien, deux étudiants de 20 ans venus de banlieue : « C'est la première fois qu'on mange à 18 heures mais on ne veut pas faire la queue... Et puis on a faim et on n'a rien de mieux à faire ! » Imen, vingtenaire montée de Marseille, attend son copain parisien qui lui a recommandé l'adresse : « Cela ne m'embête pas du tout de dîner à 18 heures, au contraire ! On s'est levés tôt ce matin, on s'est promenés toute la journée... Comme ça, on finit tôt et puis on rentre tranquillement se reposer devant la télé. » Quant à Takuma, quadra dans la logistique, il a anticipé en déjeunant plus léger et en filant au métro Oberkampf dès la fin de sa journée de travail.

Ces dîneurs précoces sont venus seuls, en couple ou entre amis pour les ramens fumants de Lise Maître et Tsubasa Mikami, jeune couple franco-nippon qui s'est fait connaître dans trois pop-up avant d'ouvrir cette première adresse déjà courue. Leurs soupes de nouilles se classent facilement parmi les meilleures de Paris grâce à un bouillon épais au tonkatsu (os de porc) qui mijote pendant dix heures, des nouilles maison fermes et de fines tranches de porc fermier d'Auvergne rôti (de 15 à 20 € le bol). « Nous avons décidé d'ouvrir dès 18 heures car c'est un horaire très japonais. Nous avons envie de nous adresser à la clientèle nipponne, mais aussi aux étudiants, disponibles plus tôt, que l'on chouchoute grâce à nos tarifs abordables », détaille Lise Maître. Si cet horaire n'a conquis au début que des Japonais, le bouche à oreille a fait le reste, et, désormais, chaque soir ou presque, du mercredi au dimanche, les vingt-cinq couverts sont occupés dès 18 heures par des moins de 30 ans, des familles ou des clients d'origine asiatique.

Faut-il voir dans cette tendance un épiphénomène parisien ? Ou, effet de la mondialisation, nos concitoyens sont-ils prêts à avancer de deux heures l'horaire sacro-saint de leur dîner sur le modèle des Anglais, des Américains, des Allemands, des Belges, des Scandinaves ou des Asiatiques ? « Culturellement, les horaires sont relativement définis dans chaque pays, analyse Jean-Pierre Poulain, professeur émérite de sociologie à l'université Toulouse Jean-Jaurès, spécialiste de l'alimentation. Mais aussi, à l'intérieur d'une société, en fonction de la position sur l'échelle sociale. Ainsi, jusqu'il y a environ quinze ans, les zones rurales et les classes sociales

moins aisées dinaient plus tôt. Plusieurs facteurs l'expliquent : le temps de travail, l'heure d'ouverture des restaurants et les médias, avec des journaux télévisés à 19 heures ou 20 heures très structurants. » Des rendez-vous que les chaînes d'info en continu ou les médias sociaux sont venus perturber. Selon le chercheur, l'internationalisation de la restauration a également joué : « Long-temps la France, modèle d'excellence, a exporté ses normes. C'est moins vrai aujourd'hui. Dans le monde anglo-saxon, l'«early dinner» permet de rentrer en début de soirée de ses dîners professionnels. Il y a là une convergence de l'intérêt du restaurateur, qui étale ses services, et du client, qui gère mieux sa journée de travail. » Une opportunité que les Français ont tout intérêt à saisir. « Dans une perspective historique, comme l'a documenté Jean-Louis Flandrin, les horaires des repas ont toujours changé. S'ils ne bougeaient plus depuis la Seconde Guerre mondiale, ils sont, notamment dans les grandes villes, l'un des avatars de la flexibilité du temps de travail. »

Étalement du service

Un peu plus au nord du 11^e arrondissement, aux abords de Ménilmontant, un autre restaurant fait souvent salle comble dès 18 heures : la pizzeria branchée Oobatz, ouverte l'an dernier par l'Américain Dan Pearson avec l'aide de Jessica Yang et Robert Compagnon, du Rigmarole. Il faut s'y prendre plusieurs semaines à l'avance pour réserver et espérer déguster l'une des délicieuses pizzas numérotées enfournées par ce boulanger spécialiste du levain naturel. « Aux États-Unis, il est assez courant d'ouvrir à 17 heures pour le dîner. Et de nombreux restaurants en dehors de France ne ferment pas entre le déjeuner et le dîner, en particulier ceux qui servent des plats simples comme la pizza. De mon point de vue, il est inhabituel pour un restaurant décontracté d'imposer des heures de service très strictes ! », expli-

que le néo-pizzaiolo. Ouvrir les réservations dès 18 heures lui offre l'avantage d'étaler son service et de remplir deux fois son restaurant, de 18 heures à 20 heures et de 20 heures à 22 heures. « En été, nous avons des touristes qui mangent très rapidement à 18 heures, puis vont dîner une seconde fois dans un autre restaurant plus tard dans la soirée ! » Une autre clientèle se détache : les familles avec enfants. « De nombreux parents m'ont dit qu'il était difficile de trouver un restaurant confortable à une heure aussi précoce. Les jeunes enfants peuvent être des critiques sévères, et les voir apprécier nos pizzas rend notre travail beaucoup plus agréable ! »

Une autre Américaine, Carrie Solomon, s'est lancée dans sa première aventure solo, il y a deux mois, dans le quartier du Sentier. Chez Carrie, tourné vers la cuisine végétarienne, le melting-pot californien et les produits méditerranéens, sert, dès 18h30, la meilleure salade Caesar de Paris. « J'ai eu envie d'ouvrir tôt pour profiter de la terrasse aux beaux jours. J'imaginais recevoir des clients démarrant par l'apéritif mais j'ai eu la grande surprise de voir arriver des réservations dès 18h30 pour dîner ! Un mélange d'expatriés et de touristes, français aussi ! Et de plus en plus de familles avec des enfants en bas âge », raconte la native du Michigan. Cela ne concerne certes que deux ou trois tables par soir sur une vingtaine, mais le phénomène est bien là. Un frémissement que constate aussi Linda Granebring,

chef suédoise qui a ouvert Ake il y a cinq ans, non loin du canal Saint-Martin. Ses gnocchis dorés au beurre signatures et autres jolies assiettes de saison côtoient la sélection de vins nature de son compagnon Julien Jack Alda, tous les soirs, dès 18h30. « Nos cuisiniers sont là dès 15 heures et terminent leurs préparations à 18 heures : il me semblait donc logique d'accueillir les clients dès 18h30 ! Nous n'avons que quelques tables à cet horaire, essentiellement des touristes chinois et américains, mais aussi quelques habitués qui viennent directement après leur travail. Et, en été, de jeunes parents en terrasse, où il est plus facile de glisser la poussette. Si tout le monde arrive en même temps à 20 heures, c'est ingérable pour nous, j'aimerais avoir bien plus de monde dès l'ouverture ! »

Restaurant japonais, d'influence américaine ou suédoise, pizzeria : n'allez pas croire que le dîneur précoce ne se délecte que de cuisine du monde dans le vent. La brasserie Lazare, du meilleur ouvrier de France Éric Frechon, en est la preuve. Depuis deux ans, les réservations ouvrent dès 17 heures et connaissent un franc succès. « Nous n'arrivons plus à faire de deuxième service car nous constatons que les gens dînent plus tôt qu'avant ; donc, nous avons décidé de compenser en ouvrant les réservations plus tôt. Cela nous permet de capter une clientèle internationale, majoritairement japonaise et américaine, souvent envoyée par les palaces, et de faire un demi-service

1. La salle du Grand Restaurant du chef Jean-François Piège (8^e).
2. Dan Pearson, chef de la pizzeria Oobatz (11^e).
3. Carrie Solomon, chef de Chez Carrie (2^e).
4. Le restaurant Ake, tenu par Linda Granebring (10^e).



supplémentaire », détaille l'ancien triple étoilé du Bristol. Cela demande d'avancer les mises en place des équipes en cuisine ainsi que de réorganiser le repas du personnel mais « c'est une belle clientèle qui consomme et vient à Paris pour se faire plaisir et apprécie la cuisine française que l'on propose ».

L'«early dinner» serait-il en passe de conquérir jusqu'à la haute gastronomie ? Jean-François Piège est, en tout cas, l'un des rares étoilés parisiens à le proposer depuis un an dans son Grand Restaurant, dès 18 heures, du lundi au mercredi, quand il n'y a pas de service au déjeuner. « Je me suis aperçu avec mon restaurant à Taïwan que beaucoup de gens cherchaient à dîner plus tôt. C'est un confort que j'offre à mes clients, essentiellement des touristes américains et asiatiques, de ne pas être contraints de se conformer à nos habitudes. Et cela nous permet en cuisine de ne pas être dans le rush. Globalement, les Français sortent moins tard ; j'essaie de coller à l'époque et de comprendre les besoins des clients. » Le chef ouvre également son steak house, Clover Grill, dès 18 heures, ce qui lui permet de capter une nouvelle clientèle.

Bienfaits pour la santé

Touristes, familles, étudiants, habitués, professionnels : une clientèle qu'un nombre certes restreint et minoritaire mais toujours plus consistant de restaurants parisiens aspire à conquérir via cet horaire avancé. Si ce dernier facilite finalement l'organisation de bon nombre de restaurateurs, il présente aussi des avantages côté clients. Manger tôt peut notamment se révéler intéressant du point de vue de la santé, comme le rappelle Aline Victor, diététicienne nutritionniste et fondatrice de la société de conseil en nutrition AViSé : « D'un point de vue physiologique, manger trop tard (après 21 heures) peut perturber la digestion et la qualité du sommeil, surtout si le repas est lourd (gras, sucré, alcoolisé). Des études ont en outre montré un lien entre un dîner tardif et un risque cardio-vasculaire plus important, notamment chez les femmes. Idéalement, on laisse deux à trois heures entre le dîner et le coucher pour que l'estomac ait le temps d'effectuer son travail. » Si elle n'observe pas dans son métier d'anticipation massive de l'heure du dîner chez les Français, elle constate toutefois « une légère tendance à en avancer l'heure, voire à le supprimer, influencée par plusieurs facteurs : le jeune intermittent, qui pousse à terminer son dernier repas vers 18 heures ou 19 heures pour tenir les seize heures sans manger ; le désir des familles de dîner avec les enfants, souvent autour de 19 heures ; ou des raisons pratiques comme aller au restaurant avant un spectacle, éviter le bruit ou chercher plus de tranquillité, notamment chez les seniors. » Car dîner tôt permet non seulement d'être plus au calme mais ouvre aussi un éventail de possibilités pour occuper le reste de la soirée. ■



Poireau brûlé au gril, vinaigrette mimosa et ciboulette du chef Éric Frechon à la brasserie Lazare (8^e).



Un ramen de Ramen Wagaya (11^e) tenu par Lise Maître et Tsubasa Mikami.

Le vin rosé, une cuisine de précision

Romy Ducoulombier

Véritable art de composer avec le terroir, le climat et les cépages, l'assemblage des crus emprunte ses codes à l'univers culinaire. Démonstration au château Sainte-Marguerite, dans le Var.

«**S**ouvent, les gens pensent que c'est le vin le plus facile à élaborer, alors que c'est tout l'inverse», rectifie d'emblée Olivier Fayard, vigneron et président de Château Sainte-Marguerite, cru classé des Côtes de Provence. «Le rosé ne supporte aucune approximation : on ne peut pas sauver les meubles en faisant de la barrique ou une re-fermentation. C'est un vin sans sécurité pour lequel on veut du goût, sans la couleur, et un style constant», commence-t-il. Un défi annuel pour un vignoble hors norme de 458 hectares, patiemment constitué entre La Londe-les-Maures et Pierrefeu, dans le Var. Deux terroirs dont les infimes nuances s'expriment au travers des assemblages : une étape clé. En Provence, elle se déroule généralement en automne afin que les rosés de l'année puissent être mis sur le marché dès le 1^{er} décembre.

La base de la recette : une association de quatre ingrédients

«Pour faire un bon rosé, il faut compter sur quatre "ingrédients" : le terroir, le climat, l'expérience du vigneron et la sélection massale», résume Olivier Fayard. Le vignoble de Sainte-Marguerite s'étire sur vingt-cinq kilomètres, chevauchant deux aires aux identités tranchées. À La Londe-les-Maures, les schistes dégradés et l'influence maritime directe donnent des vins fruités, ronds, marqués par des notes de pêche de vigne. À Pierrefeu, le profil argilo-calcaire des sols offre des expressions plus minérales, tendues et fraîches aux cuvées. Entre ces deux espaces, le terroir de La Crau trace un trait d'union, puisant dans les caractéristiques de chacun.



Olivier Fayard, vigneron et président de Château Sainte-Marguerite, cru classé des Côtes de Provence.

«Une même vallée, un même climat, trois cépages : grenache, cinsault et Rolle, mais des terroirs qui s'expriment différemment», souligne Enzo Fayard, vigneron et directeur adjoint de Sainte-Marguerite. La proximité de la mer tempère les excès du climat, qu'il s'agisse de la sécheresse en été ou des coups de froid hivernaux. Quant au rôle du terroir : «La pluie s'infiltre dans le sol, se charge en oligo-éléments, que les racines de la vigne absorbent. On les retrouve dans le fruit, puis dans le vin. Ces éléments, invisibles mais essentiels, deviennent des marqueurs aromatiques que l'on cherche à révéler dans nos assemblages à venir», expliquent les vignerons. La sélection massale, quatrième pilier de la «recette» des vins de Château Sainte-Marguerite, consiste à sauvegarder les meilleurs plants de la propriété pour les «répliquer». «Ces "vignes mères", issues de nos vignes âgées, com-

posent le patrimoine ampélographique et la signature du style de la maison, un travail que nous menons depuis vingt ans avec le pépiniériste Lilian Bérillon», explique Enzo Fayard.

Extraire le goût, maîtriser la couleur

Malgré l'immensité de son vignoble, Sainte-Marguerite travaille comme un ensemble de petits vignobles. Première exigence : maîtriser le froid pour éviter l'oxydation. Les raisins sont ramassés la nuit, puis transportés en moins de sept minutes vers l'un des cinq sites de pressurage. Les baies, immédiatement refroidies, macèrent à 12°C, une température idéale pour extraire l'aromatique sans la couleur des peaux. Dix-huit pressoirs pneumatiques prennent ensuite le relais pour extraire les jus avec une précision

d'orfèvre. Ceux-ci sont ensuite débourbés avant d'entamer une fermentation lente d'environ deux semaines. Deuxième étape : extraire les arômes. «En ralentissant la fermentation, on ne transforme pas seulement le sucre en alcool : on révèle doucement les marqueurs du terroir», explique Enzo Fayard. La sélection des levures répond elle aussi à une démarche précise. «Nous voulons des levures neutres, capables de finir la fermentation sans produire trop de SO₂», insiste Olivier Fayard.

La mécanique d'une brigade en cave

Chaque matin pendant les vendanges, entre 150 et 200 tonnes de raisins sont acheminées au chai. Le domaine est en ébullition, comme une brigade en plein service... «On goûte les jus dès la sortie des

pressoirs. Vingt-quatre heures plus tard, on a déjà hiérarchisé nos cuves. Puis on déguste sans relâche pendant toute la fermentation et ce, jusqu'à l'assemblage final», raconte Enzo Fayard. Étape cruciale du processus, l'assemblage final convoque à la dégustation une trentaine de cuves seulement, dont certaines ont déjà été pré-assemblées en amont, rescapées d'une centaine d'échantillons évalués tout au long des différentes phases d'analyses. Robes translucides à saumonées forment un joli dégradé de couleurs sur la table des dégustateurs. Les vins sont comparés à l'aveugle dès 10 heures du matin, lorsque les sens sont les plus affûtés. Chaque échantillon reçoit une, deux ou trois étoiles, parfois plus pour les plus beaux jus. Les cuves les moins prometteuses sortent du jeu. Les autres rejoignent les assemblages des vins emblématiques du domaine, du plus prestigieux au plus accessible : Collection «Marguerites en Provence», le vin couture du domaine, le Fantastique rosé, et puis Symphonie.

L'aboutissement d'une chaîne invisible, le dressage de «l'assiette»

L'assemblage marque donc l'étape ultime avant le collage, la filtration et la mise en bouteilles des vins du château Sainte-Marguerite. C'est le moment où l'ensemble des choix faits pendant l'année prend tout son sens : sélection du terroir, conduite de la vigne, date précise de la vendange, maîtrise du pressurage, lenteur de la fermentation, rigueur des dégustations successives. Derrière les proportions de cépages affichées succinctement sur l'étiquette d'une bouteille, ce sont des dizaines de décisions qui ont mûri en coulisse pour aboutir à la recette liquide du rosé. ■

Leclerc-Briant, un champagne à part

Stéphane Reynaud

Les propriétaires américains de la petite maison l'ont transformée en lieu phare de l'œnotourisme.

Bertrand Leclerc souffrait d'un problème de thyroïde. Au fil du temps, il s'aperçut que ses soucis de santé s'aggravaient quand il se rendait dans la vigne. Fort de ce constat, et à l'encontre de ce qui était considéré, il y a quelques décennies, comme le sens de l'histoire, il envoya valdinguer les produits phytosanitaires à la mode et imposa un retour à des méthodes ancestrales, donc biologiques. Ce lecteur de Rudolf Steiner - le père de la biodynamie - construisit aussi une éolienne qu'il n'eut jamais le droit de dresser. En dépit de vents contraires, son fils Pascal creusa le sillon de la viticulture vertueuse mais, après son décès, sous la contrainte financière, ses quatre filles durent se séparer de l'exploitation. Fin 2011, les Américains Mark Nunnely et Denise Dupré rachètent la marque, de vieilles installations techniques et 120 000 bouteilles. Les 30 hectares de vignes ont été cédés. Il ne reste que 30 ares et un seul client, La Vie Claire, attaché au caractère bio de ce champagne.

Nos deux Américains sont des théoriciens de l'art de recevoir. Denise Dupré est en charge de la chair d'Hospitality (restauration et hôtellerie) à l'université de Harvard. Lui a fait fortune avec Bain Capital, le fonds d'investissement qu'il a fondé. «Ils sont attachés au bien dormir, bien se soigner, bien manger, bien boire», explique le directeur du domaine Frédéric Zeimett. Voulant associer un hôtel au domaine viticole, ils achètent le Royal Champagne, établissement en désuétude à Champillon, entre Reims et Épernay, et, sans lésiner sur les travaux,

en font le plus bel hôtel de la région. Dans la foulée, ils font l'acquisition de la maison du notaire d'Épernay et la transforment en une boutique-maison d'hôtes de 5 chambres. Chacun à leur mesure, les deux remportent un vif succès.

Au fil des ans, les propriétaires reconstituent un vignoble d'une vingtaine d'hectares, entièrement en culture biologique ou biodynamique. Leclerc-Briant vend environ 150 000 bouteilles par an. La finesse de leurs différentes cuvées est appréciée, en particulier Les Carelles, une sélection parcelleuse qui donne 1000 bouteilles par an d'un vin d'une finesse exquise. Le brut sans année représente la moitié de la production.

Un négoce 100% bio

Leclerc-Briant reste respectueux du domaine champenois «avec un petit son différent», précise Frédéric Zeimett. Il s'agit aujourd'hui de la seule maison de négoce 100% bio. Le raisin bio étant plus cher, le prix de revient est élevé. Ce qui se ressent sur le tarif des cuvées.

Fort de leur réussite champenoise, les Nunnely-Dupré se sont tournés en 2017 vers la Bourgogne, avec l'acquisition de vignes en rully, en mercurey et du château de la Commaraine à Pommard et de son clos en monopole. Un hôtel ouvrira dans la demeure du XII^e siècle au printemps prochain. Les investissements ne sont pas terminés. Il se dit que le couple lorgne du côté de la Provence, du Piémont, de la Toscane... Et puis, pour faciliter l'hébergement à Paris des touristes étrangers qui se rendent dans le vignoble, ils ont acquis l'Hôtel Pont Royal, à Paris. Les travaux commenceront en 2026. ■



CHATEAU D'ANVILLE

MUSÉE DES
BEAUX-ARTS
DE DIJON

EXPOSITION

Jean Damppt

Tailleur d'images

7.11.25
9.03.26

musees.dijon.fr

Direction régionale des affaires culturelles

LE FIGARO

RADIO CLASSIQUE

connaissance des arts

LÉONARD

TOBIET D'ART

Dijon rayonne

L'électrique, en soutien de la course à la puissance



Lamborghini Temerario.



Ferrari 296 Speciale.

PHOTOS : LAMBORGHINI ; DANIEL WOLLSTEIN ; FERRARI

Sylvain Reisser

La nouvelle génération de supersportives établit des records de performance avec ses motorisations hybrides rechargeables.

Sous la pression de la transition écologique et du politiquement correct, on pouvait penser que l'automobile allait devenir raisonnable et mettre un frein à la course à la puissance. Peine perdue. Dans le domaine de l'électrique, où multiplier les chevaux à l'infini ne rencontre aucun obstacle autre que celui de les faire passer sur la route, il ne se passe plus une seule semaine sans que l'on nous annonce des puissances vertigineuses, de la compacte à 428 ch jusqu'au SUV de plus de 1000 ch, en passant par le supercar de 2000 ch.

Les supersportives participent aussi à l'explosion des performances.

Pour réduire leur empreinte carbone et rouler quelques kilomètres en électrique, elles se sont quasiment toutes converties à la technologie hybride rechargeable. Résultat : au lieu de réduire leur train de vie, en une seule génération, ces machines d'exception ont vu les puissances s'envoler et les performances avec. On se rapproche désormais des 1000 ch. Un chiffre rond qui flatte certainement l'ego de quelques-uns mais nous y voyons un danger car ces bolides ont atteint des capacités d'accélération et des niveaux de performance tellement élevés que seuls des conducteurs expérimentés peuvent les exploiter. Le moment est venu de redescendre sur terre. ■

Lamborghini Temerario, des sensations de moto

Dix mille tours. C'est le régime, inusité et habituellement réservé aux motos, auquel est capable de tourner le moteur de la Temerario. À défaut d'afficher un nom qui claque - quatre syllabes, c'est au moins deux de trop -, la dernière berlinette de la firme de Sant'Agata joue en première division, fournissant une cavalerie de 920 chevaux. Avec ses 580 ch, sa devancière, l'Huracan, est reléguée à des années-lumière. Pour produire cette puissance impressionnante, les motoristes ont abandonné le sensationnel V10 atmosphérique pour un V8 4 litres biturbo fournissant 800 ch, entre 9000 et 9750 tr/min. Ajoutez les trois moteurs électriques délivrant chacun 110 kW (150 ch), deux entraînant l'essieu avant et un à l'arrière, entre le V8 et la boîte de vitesses à double embrayage à 8 rapports, et vous

obtenez une berlinette hybride rechargeable à double personnalité. D'un côté, elle est capable de traverser Paris sans gaspiller une seule goutte d'essence - autour de 10 km d'autonomie électrique grâce à sa batterie de 3,8 kWh -, et, de l'autre côté, de se transformer en machine survoltée.

Des reprises à la vitesse de l'éclair

Elle franchit ainsi le cap des 100 km/h en 2,7 secondes et effectue des reprises à la vitesse de l'éclair. Comme chez Ferrari, l'électricité annihile le temps de réponse des turbos tandis que le couple apporte une force supplémentaire. La vigilance s'impose : le moteur grimpe dans les tours à la vitesse d'un avion de chasse mais de manière linéaire. Il possède une allonge phénoménale et qui semble presque interminable. Le conducteur abdiquera avant d'atteindre la zone rouge car il n'existe guère de profil de routes où l'aiguille du compte-tours peut flirter avec les 10 000 tr/min à chaque rapport. Sans compter que l'on atteint vite des vitesses répréhensibles. Il n'y a véritablement que l'étape sur un circuit qui permettra de tirer la quintessence de ce nouveau taureau. On y sera d'autant plus encouragé que la prise en main est aisée. L'équilibre et l'agilité du châssis en aluminium mais



également les freins dotés d'énormes disques en carbone-céramique et des étriers 10 pistons à l'avant mettent rapidement en confiance. Dans le col de la Futa, où le GPS nous conduit, la Temerario se joue des éléments avec une facilité déconcertante. Comme sur la Revuelto, le conducteur dispose de treize combinaisons de réglages en associant les modes de conduite avec les configurations du moteur (Recharge, Hybrid et Performance). S'il émet une sonorité de crécelle à l'arrêt, le V8 devient lyrique dans les tours.

Facile à appréhender, la Temerario se plie aussi aux grandes escapades. L'espace, la qualité des matériaux et l'ergonomie à bord font un bond en avant par rapport à l'Huracan. Le tarif connaît aussi l'inflation : 310140 euros. ■ **S.R.**

« DÉLICAT, SUBVERSIF, D'UNE GRANDE MODERNITÉ »
LE NOUVEL OBS

SWANN ARLAUD
GALATEA BELLUGI
LOUISE CHEVILLOTTE

LA CONDITION

UN FILM DE JÉRÔME BONNELL
AVEC EMMANUELLE DEVOS

D'APRÈS « AMOURS » DE LÉONOR DE RÉCONDO
ROMAN ROMANESCO, 2015

AU CINÉMA LE 10 DÉCEMBRE

LiRE magazine, NouvelObs, ALLOCINÉ LES INDÉS, SENS CRITIQUE, madame, Télérama

Ferrari 296 Speciale, un concert de sonorités

A peine 2,5 secondes : c'est le temps qui sépare, sur la piste de Fiorano, les deux dernières générations de la déclinaison sportive de la berlinette à moteur arrière de Maranello, c'est-à-dire la 296 Speciale de sa devancière, la 488 Pista. Un monde, en vérité. Depuis 2003 et la première de la lignée, la 360 Challenge Stradale, la formule inchangée mais peaufinée au fil des générations porte l'empreinte de la course. Elle symbolise même l'état de l'art actuellement au sein des bureaux d'études de Maranello. Les ingénieurs italiens semblent une fois de plus avoir puisé sur les étagères du département compétition les solutions qui conviennent le mieux à la Speciale. La recette s'articule autour d'une cure de vitamines et d'allègement ainsi que d'une aérodynamique améliorée. Déclinaison de la 296 GTB équipée du V6 2,9 litres biturbo extra-plat, la nouvelle berlinette gagne 50 ch (880 ch), s'allège de 60 kg et bénéficie de 435 kg d'appuis aérodynamiques à 250 km/h, soit un gain de 75 kg. Avec une puissance de 700 ch en hausse de 37 ch, le V6 porte l'essentiel de l'augmentation de la puissance.

Tapie sous l'auvent des stands du Fiorano, la Speciale impressionne avec ses solutions aérodynamiques empruntées à la course dont les insolites ailerons qui recouvrent le bord des ailes arrière.

Pression sur le bouton start installé au bas du volant, la Speciale démarre en silence, sur son moteur électrique. Sa batterie de 7,45 kWh lui permet de tenir



25 km. La campagne gagnée, on peut passer aux choses sérieuses et basculer successivement sur les modes hybride, performance et qualif. Seul ce dernier niveau permet d'exploiter toute la puissance, y compris le bonus électrique de 13 ch et 315 Nm de couple. Plus que le niveau de performances atteint, impossible à jauger sur route ouverte, c'est la facilité avec laquelle on peut circuler à des vitesses vertigineuses qui fascine. La transmission à double embrayage à 8 rapports participe activement au festin. Sa synchronisation avec le moteur électrique autorise des vitesses de passage inconnues jusqu'ici. Les 200 km/h sont atteints en 7,3 secondes. La mécanique possède une santé prodigieuse, réagissant au quart de tour aux sollicitations de l'accélérateur. Aller chercher les limites repoussées de ce bolide nécessite des compétences de pilote. La multitude de sonorités nourrit les sensations. Le V6 offre un récital. Son timbre passe de l'aigu au grave, siffle, gronde, vocifère. Difficile de contenir son enthousiasme. ■ **S.R.**

Les notes graves du *Johnny's Blues* jouées à l'harmonica résonnent dans le noir. À 30 kilomètres de la frontière avec le Luxembourg, la nuit tombe sur les anciennes plaines sidérurgiques. À l'intérieur du 112, la salle de concert de Terville (Moselle), réputée pour sa programmation blues et rock, 300 spectateurs s'envolent vers les grands espaces de l'Ouest américain. À la régie, le maestro de l'éclairage Jacques Rouveyrolis, un fidèle de Johnny Hallyday, illumine Greg Zlap. L'harmoniciste qui a accompagné le rocker pendant dix ans bondit sur scène. Le guitariste Raoul Chichin, fils des Rita Mitsouko, et le bassiste australien Olivier Smith l'entourent. À la batterie, Julien Boyé attaque un tempo brut. Le guitariste acoustique Éric Sauviat balaye ses dreadlocks d'un coup de tête et c'est parti.

La *Musique que j'aime*, *Rock it*, *Joue pas de rock'n'roll*, *Requiem pour un fou*, *Tennessee*, *Mon cœur qui bat*, *Ma chérie c'est moi*, *L'Envie*... Les titres s'enchaînent avec énergie. Il ne manque que le morceau inédit, *C'est l'amour que j'attendais*, un duo Johnny Hallyday-Michel Berger, dévoilé ce 5 décembre par Universal Music. Le son blues et rock éclate comme jamais. En enlevant « l'emballage » des effets musicaux destinés à être joués dans des stades, ces cinq musiciens arrivent au cœur du son. Entendre l'harmonica sur *Allumer le feu*, un hymne pour les stades comme *The Show Must Go On* du groupe Queen, est drôle. Finalement, ce minuscule instrument qui paraît ridicule et insignifiant s'impose avec puissance sur un morceau taillé pour la guitare. Sur les tournées d'Hallyday, le rythme blues d'origine qu'on appelle le « shuffle » avait tendance à être caché. « *Johnny ne voulait pas qu'on l'accusât sinon cela n'allait pas avec le reste de son répertoire* », raconte Greg Zlap. Lui peut se le permettre.

Ce soir de novembre, ce musicien a lancé sa tournée *Toute la musique que j'aime* qui accompagne l'album éponyme sorti fin août. Greg Zlap et Johnny Hallyday avaient un lien particulier. Ayant grandi à Varsovie derrière le rideau de fer où les magasins de disques n'existaient pas, le musicien ne connaissait pas le répertoire du rocker. Quand ils se sont rencontrés sur la publicité d'un opticien, il a dû improviser, ce qui a plu à l'idole. Au fil de leurs 300 concerts, le solo sur *Gabrielle* où Greg Zlap finit par s'époumoner en se roulant par terre est devenu célèbre. « *Grâce à Johnny, ce petit instrument est entré dans le rock* », souligne Greg Zlap.

« Je me suis concentré sur la musique en retrouvant les versions originales des mélodies rendues célèbres en France par Johnny. Son répertoire contient beaucoup de reprises américaines mais il les a incarnées avec tant de force que tout le monde croit qu'elles sont de lui »

Greg Zlap Harmoniciste

Depuis la disparition de Johnny en 2017, Yvan Cassar a fait une tournée symphonique. Jean-Baptiste Guégan mise, lui, sur sa qualité de sosie vocal. David Hallyday est dans la transmission. Le concept proposé par Greg Zlap est plus inattendu. « *Je me suis concentré sur la musique en retrouvant les versions originales des mélodies rendues célèbres en France par Johnny. Son répertoire contient beaucoup de reprises américaines mais il les a incarnées avec tant de force que tout le monde croit qu'elles sont de lui* ». La seule mélodie pour laquelle il est crédité comme compositeur à la Sacem est celle de *Toute la musique que j'aime*. Greg Zlap s'est plongé dans les archives pendant quatre ans. « *Je me suis transformé en archéologue et je suis allé de surprise en surprise. J'ai remonté les versions de la même musique en me concentrant sur les chansons que j'avais personnellement vu Johnny chanter en répétition ou sur scène* ».

Notre limier a d'abord remonté le fil des droits d'auteur. Ce jeu de piste l'a emmené en Australie, en Grande-Bretagne, en Irlande et aux États-Unis. En parallèle, il a relu les ouvrages des historiens du blues, John et Alan Lomax. Très vite, la petite histoire s'est entremêlée avec la grande. Pour *Le Péniten-*



Greg Zlap jouant son solo à l'harmonica sur la chanson *Gabrielle* face à Johnny Hallyday, lors du Tour 66, en 2009.

DANIEL ANGELI

Tel un archéologue, Greg Zlap a retrouvé les origines des tubes de Johnny

Léna Lutaud Envoyée spéciale à Terville (Moselle)

De « *Que je t'aime* » à « *Tennessee* », l'harmoniciste revisite les chansons du rocker dans leur forme la plus brute. Il célébrera les 8 ans de sa disparition, ce lundi au Casino de Paris.

cier, la mélodie vient de *The House of the Rising Sun*, du groupe britannique *The Animals*, mais son vrai nom est *Rising Sun Blues*. Greg Zlap est remonté à son tout premier enregistrement, réalisé en Amérique en 1923.

Sur *Love me Tender*, devenu *Grave-moi le cœur*, Johnny a repris un tube de son idole Elvis Presley. Les droits vont logiquement aux ayants droit du King. « *Mais sur un album du guitariste manouche français Biréli Lagrene, cette même mélodie est créditée comme étant une mélodie Aura Lea traditionnelle, dévoile Greg Zlap. Son histoire est parfaitement documentée. Elle a été composée par George R. Poulton, un Britannique arrivé en Amérique comme garçon de ferme. Il l'a signée en 1861. Elle est devenue un hymne au moment de la guerre de Sécession, où les soldats la reprenaient autour de feux de camp. Un siècle plus tard, Elvis en a fait un tube planétaire* ». 1860, c'est aussi l'année où la maison Hohner en Allemagne invente l'harmonica. L'instrument facile à transporter est aussitôt envoyé en Amérique où il connaît un succès énorme grâce à l'essor du blues. Dans les années 1950, fuyant la ségrégation, les musiciens afro-américains le ramènent en Europe.

Plus surprenant encore, certaines mélodies de Johnny Hallyday datent du XVII^e siècle et de l'arrivée des premiers colons britanniques. Entre l'Afrique et l'Amérique, le commerce des esclaves bat ensuite son plein. En Virginie, dans les champs de coton et dans les églises, les sonorités africaines des chants de travail forcé, les gospels, les chants amérindiens et irlandais se mêlent et donnent les premiers blues. « *Ces mélodies se sont transmises oralement de génération en génération*, raconte Greg Zlap. *Cela a été un flux continu jusqu'à ce que Johnny qui avait une solide culture musicale les fasse connaître à grande échelle en France* ».

Sur certaines chansons, comme *Gabrielle*, il a eu des surprises d'un autre ordre. Ce classique est adapté d'une chanson peu connue, *The King is Dead* composée par l'Australien Tony Cole. Aujourd'hui, ses droits appartiennent à Tom Jones (*Sex Bomb*). Les catalogues de droits de chansons sont comme des appartements, des actifs que l'on vend. « *À quel moment, Tom Jones a-t-il repéré que cette mélodie était devenue un énorme tube en France où Johnny l'a chanté à tous ses concerts de 1976 à 2017 ?* », s'interroge Greg Zlap.

Une fois les partitions originales retrouvées, le musicien les a adaptées. Au lieu d'être en contrechamps, l'harmonica est omniprésent. « *C'est le seul instrument qui se joue en aspirant et en soufflant, comme quand on respire. Le*

son qu'il émet se rapproche de la voix. Quand je joue L'Idole des jeunes, le public se met à chanter dès les premières notes et moi, j'entends l'écho de la voix de Johnny, explique celui qui a beaucoup écouté Little Walter, le Jimi Hendrix de l'harmonica. Cette idée de voix

instrumentale, je la dois à Johnny. Sur la tournée des Vieilles Canailles, il m'avait dit : « *Tu ne joues pas de l'harmonica, tu chantes avec* ».

En concert comme sur l'album, on entend donc les titres célèbres d'Hallyday mais avec leur mélodie originelle

dans sa forme la plus brute sur laquelle Greg Zlap donne de l'harmonica à la place de la voix de Johnny. Même si tout le monde a le puissant timbre du rocker en mémoire, l'émotion passe. Quand il attaque les morceaux de « *guitar hero* » comme *L'Envie*, il jongle avec deux harmonicas et son micro. « *La cadence des accords m'évoque le jazz fusion, les mesures sont impaires et la tonalité change au milieu de la chanson puis il y a cette envolée de guitare digne d'un groupe de metal. C'est un omni musical* ». Ces moments de virtuosité lui ont demandé beaucoup de travail. Sur *Mon cœur qui bat*, de Yodelice, il a aussi deux harmonicas, mais « *c'est plus facile, car je l'avais enregistré avec Johnny en studio* ». Presque parlée, *Ma gueule* est la seule chanson qu'il n'a pas réussi à rendre compréhensible à l'harmonica.

Sur certains titres, Greg Zlap a tout de même fait appel à des voix connues. MC Solaar pose un texte de sa plume sur la partition de *House of the Rising Sun*. *Le Pénitencier*, adapté pour Johnny par Hugues Aufray et Vline Buggy, est devenu *Le Ranchero*. Dans les paroles de MC Solaar, seul le thème de la liberté cher à Johnny a été conservé. Greg Zlap et ses musiciens seront à l'affiche du Casino de Paris le 8 décembre. Ce soir-là, le groupe sera rejoint sur scène par MC Solaar ; Marka, musicien féru de blues et père de la star pop Angèle, fera le voyage depuis Bruxelles pour chanter *Ma chérie c'est moi* ; Nono Krief, le fondateur de Trust, viendra de Lille pour jouer sur *L'Envie*. Le bluesman anglais Ian Siegal chantera *Back to the Wild*, son adaptation d'*Allumer le feu*. Le guitariste Fred Chapellier arrivera de Reims. Même la rockeuse Gaëlle Buswel sera là pour *La Musique que j'aime*. De tous les artistes invités sur l'album, seul Thomas Dutronc sera absent. À l'affiche aux Folies-Bergère mi-décembre, il sera en répétition. ■

15 OCT. 25 EXPOSITION Epernay 06 AVR. 26

Et soudain le CHAMPAGNE!

REPRÉSENTATIONS • USAGES • SOCIABILITÉ

MUSÉE DU VIN DE CHAMPAGNE & D'ARCHÉOLOGIE RÉGIONALE

EPERNAY

100 ANS

LE FIGARO

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Jean-Claude Casadesus : « La musique, c'est l'élitisme du cœur »

Propos recueillis par **Thierry Hillériteau**

Le chef d'orchestre soufflera ce 7 décembre ses 90 bougies. Un anniversaire qu'il célébrait la semaine dernière avec l'Orchestre national de Lille, qu'il a fondé en 1975, et qu'il fêtera encore le 25 janvier au Théâtre des Champs-Élysées.

Arpenner le domicile familial de Jean-Claude Casadesus, au pied de la butte Montmartre, c'est traverser un siècle et demi d'histoire artistique et musicale. Les souvenirs de l'une des plus prolifiques familles d'artistes du pays s'y bousculent dans chaque pièce de ce qui était autrefois deux appartements (celui de sa propre mère, la comédienne Gisèle Casadesus, et le sien). C'est au bout de ce dédale de la mémoire, dans le vaste salon inondé de lumière qui lui tient aujourd'hui lieu de bureau, que le chef d'orchestre nous reçoit, à la veille de ses 90 printemps, affichant une forme insolente. L'occasion de revenir sur ce triple anniversaire, qui voit aussi ses 60 ans de carrière et les 50 ans de l'Orchestre national de Lille, dont il fut le fondateur et le directeur musical jusqu'en 2016.

LE FIGARO. - Concerts anniversaires dans toute la France, invitations à diriger en Hongrie, en Lettonie et au Japon... Pour vos 90 ans, vous ne plaidez pas pour la retraite anticipée ?
JEAN-CLAUDE CASADESUS. - Je dois rendre grâce à mes parents, qui m'ont transmis, outre leur foi dans l'humanité, des gènes à toute épreuve. Je continue à diriger, à jouer au tennis, à me produire avec mes petits-enfants. Quelques jours après son centième anniversaire, ma mère, qui venait de tourner son dernier film, me disait : « Je trouve que c'est un peu calme, en ce moment ! » (Rire.) Ces derniers jours, je me sens un peu comme elle. J'ai besoin qu'on me pince quand on me rappelle mon âge : je ne me sens pas du tout 90 ans.

« J'ai été parmi les premiers à emmener des musiciens d'orchestre dans des lieux iconoclastes comme les usines, les centres de détention ou au milieu des HLM »

La musique, ça conserve ?

On n'a pas fini de prouver les vertus thérapeutiques de la musique. Y compris pour panser les blessures et les fractures de nos sociétés. C'est une auberge espagnole de la sensibilité. Quelle que soit sa culture, son bagage, son histoire, chacun peut être submergé par l'émotion de la même manière, face à une grande œuvre musicale ! C'est pour ça qu'en soixante ans de carrière je n'ai eu qu'une seule devise : amener la musique partout où elle peut être reçue. Des plus grandes salles du monde aux usines. De Carnegie Hall aux pays d'Afrique. En aucun endroit je n'ai senti d'opposition.

Pendant ces soixante ans

qu'est-ce qui vous a rendu le plus fier ?
N'avoir jamais cessé de me poser cette question : quelles sont la place et la nécessité de l'artiste dans la société ?

Avez-vous trouvé la réponse ?

Dans le partage de l'émotion. Et la transmission de cet acte d'amour qu'est la passion artistique. Dans mon cas, la musique, qui, selon l'une des toutes premières choses que nous inculquait le manuel de solfège d'Albert Lavignac, est avant tout « le respect des valeurs ». Dès mon arrivée à l'Orchestre national de Lille, j'ai voulu développer les concerts éducatifs. Au fil des ans, nous avons fini par accueillir jusqu'à 15 000 gamins par saison, dont certains ont trouvé grâce à la musique un chemin de vie. Et compris que la rigueur dans le travail, lorsqu'elle est au service de l'accomplissement du désir, peut devenir volupté. À 89 ans, je reste aussi ému lorsque je dirige pour la cinquantième fois la *Fantastique* de Berlioz, comme je m'apprete à le faire, que lorsqu'une personne vient me voir en me disant : « Je suis l'un de ces enfants dont vous avez changé la vie grâce à vos concerts éducatifs. »



Jean-Claude Casadesus dans le bureau de l'appartement familial, au pied de la butte Montmartre. SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

Diriez-vous que vous avez été pionnier en la matière ?

J'ai été parmi les premiers à emmener des musiciens d'orchestre dans des lieux iconoclastes comme les usines, les centres de détention ou au milieu des HLM. Autant par conviction que par nécessité. Les premières années, nous n'avions pas de salle de concert. Nous nous produisions dans les gymnases, les salles des fêtes, les églises... Notre première tournée en région, en 1976, nous l'avons faite sous chapiteau avec le Cirque Bonjour en pleine canicule ! J'ai entendu les musiciens grommeler. (Rire.) Ils n'avaient pas fait le Conservatoire pour jouer au milieu des singes ! Mais en quarante ans, ils m'ont suivi dans toutes nos épopées et je n'ai jamais eu un préavis de grève... Ce qui n'est pas si courant dans notre pays. (Rire.)

Imaginez-vous une telle histoire d'amour avec cet orchestre il y a cinquante ans ?

Nous sommes partis de rien. J'étais directeur adjoint de l'Orchestre des Pays de la Loire. Michel Guy, secrétaire d'État à la Culture, me dit : « J'ai un cadeau empoisonné. Accepterais-tu de terminer le contrat de l'ORTF de Lille, qui va être dissous à la fin de l'année au profit d'une recentralisation des orchestres de radio ? » Pendant trois mois, j'ai fait des allers-retours entre Paris et Lille, me faisant copieusement insulter par les musiciens en grève qui refusaient de jouer (Rire.) Puis j'ai fait une dernière tentative. S'ils acceptaient de jouer un concert, nous pourrions montrer de quoi nous étions capables, et proposer à la ville et à la région un vrai projet artistique. Les délégués syndicaux m'ont suivi. Nous avons donné un concert au Théâtre Sébastopol : 57 musiciens et 5 personnes dans la salle (Rire.) Mais ça suffisait pour relancer la machine. Les mois qui ont suivi, je les ai passés à appeler tous les maires de la région pour organiser des concerts éducatifs, avec l'espoir qu'en faisant venir les enfants je ferais venir les parents. Quelques mois plus tard nous officialisons la naissance de ce qui deviendrait l'Orchestre national de Lille avec un grand concert à l'Opéra.

Concert parrainé par Rostropovitch. Comment cela s'est-il fait ?

Je le croise chez des amis. Il me demande de ce que je fais, je lui raconte. Il me dit : « Moi aussi je dois faire concert dans la région en janvier. Je joue avec toi. » Nous n'avions pas de quoi le payer mais il s'en fichait (Rire.) Voilà comment tout a commencé. Ce qui devait être un cadeau empoisonné s'est transformé en épopée. J'ai rencontré une générosité que je n'aurais jamais soupçonnée chez des gens qui avaient terriblement souffert des différentes crises qu'avait pu traverser la région. Dans le Nord, on ouvre les bras et on les referme sur vous. Dans le Sud, vous restez sur le pas de la porte (Rire.) J'ai voulu leur rendre cette générosité en multipliant les actions sociétales sans renier notre exigence artistique. Et ça a payé. Deux ans plus tard, on enregistrait la première symphonie d'Henri Dutilleux, Grand Prix du disque. Puis « Le Grand Échiquier », le Festival d'Aix, une première tournée en Italie, une deuxième au Japon, la labellisation comme orchestre national... Jusqu'à l'inauguration de notre auditorium au Nouveau Siècle, unanimement salué comme l'une des meilleures acoustiques d'Europe. 1750 places, et un coût d'édification trente fois inférieur à celui de certaines salles parisiennes.

« À 12 ans, j'ai voulu devenir chef d'orchestre. Et j'avais déjà en tête qu'être chef ce n'était pas juste agiter une baguette. C'était bâtir un dessin, musical et sociétal »

À l'heure où de nombreux orchestres s'inquiètent pour leur avenir, voir ce chemin parcouru vous rend-il fier ? Oui, car il n'y a pas de fatalité. Que des volontés. J'ai connu une guerre mondiale, trois chocs pétroliers. Quand j'ai commencé, il n'y avait pas un rond dans les ministères. L'État ne voulait pas qu'on se développe. On a eu dans le Nord des présidents de région qui ont toujours soutenu la culture, de Pierre

Mauroy à Xavier Bertrand. Mais on bossait douze heures par jour. On faisait les plantons dans tous les conseils généraux pour voir comment les convaincre. J'allais dans les ministères expliquer notre projet. Je n'ai jamais cessé de me battre. Y compris contre la jalousie de certains qui voyaient notre succès d'un mauvais œil. Et le snobisme des autres qui disaient : « Casadesus c'est celui qui dirige dans les usines ! » Sauf qu'on travaillait les partitions avec le même souci de qualité pour le public de Carnegie Hall que pour les détenus du Nord-Pas-de-Calais, dont certains venaient ensuite nous remercier d'avoir joué pour eux en frac et pas en jean.

Certains administrateurs suggèrent pourtant que pour renouveler le public les orchestres devraient laisser tomber la tenue de concert.

Absurde. On a toujours un costume pour enterrer sa mère car c'est une marque de respect. Garder le même respect, du plus favorisé au plus démuné, du plus jeune au plus averti, c'est une question d'éthique. À 12 ans, j'ai voulu devenir chef d'orchestre. Et j'avais déjà en tête qu'être chef ce n'était pas juste agiter une baguette. C'était bâtir un dessin, musical et sociétal. Avec éthique. Et dans de la durée.

Et comment décide-t-on de devenir chef à 12 ans ?

D'abord contre la volonté de ses parents car les miens ne voulaient surtout pas que je devienne musicien. (Rire.) Pas comme si nous n'avions aucun musicien dans la famille. Mon grand-père et son frère avaient leur propre orchestre baroque parrainé par Saint-Saëns. Arthur Honegger m'a fait sauter sur ses genoux sur ce canapé. Nous partagions une même passion pour les locomotives. Ravel fut un proche de mon grand cousin pianiste Robert Casadesus, qu'il avait entendu jouer le célesta dans *Daphnis et Chloé* et qu'il avait adoubé... Mais ils redoutaient les aléas du métier. J'ai même un temps envisagé de devenir reporter car je me débrouillais assez bien en français. J'avais eu l'honneur d'avoir, quelques années plus tôt, une

dissertation publiée dans *Le Figaro* sur l'équitation. Ce qui m'a valu des cours gratuits d'un écuyer du Cadre noir de Saumur. (Rire.)

Comment la musique s'est-elle rappelée à vous ?

Grâce à un curé qui à l'âge de seize ans m'a prêté son orgue en échange de quelques offices à animer. Dès cet instant, j'ai commencé à m'abreuver de musique classique. Puis je suis allé trouver mon cousin Robert, qui m'a conseillé les percussions, merveilleux poste d'observation si je voulais devenir chef. Et j'ai commencé à travailler comme un forcené. Car dans cette famille, si vous voulez exister en tant qu'artiste, vous avez intérêt à bosser ! (Rire.) À ma sortie du Conservatoire, j'ai été embauché comme timbalier aux Concerts Colonne, qui quelques années plus tard m'ont confié mon premier concert comme chef. Maurice Lehmann, directeur du Châtelet, m'a entendu et proposé la direction musicale du théâtre. J'y ai dirigé toutes les opérettes possibles et imaginables. Puis il y a eu l'Opéra Comique. Et ainsi de suite...

Vous retrouverez l'Orchestre Colonne pour vos concerts anniversaire au Théâtre des Champs-Élysées, en compagnie de votre propre petit-fils, le pianiste Thomas Enhco. La relève est assurée ?

Chez lui comme chez son frère David, merveilleux trompettiste de jazz, je retrouve ce que j'ai moi-même vécu plus jeune : cette liberté de toucher avec le même bonheur à tous les styles possibles. J'ai eu la chance de côtoyer des géants du classique comme Rostropovitch, Emil Gilels, Pierre Boulez ou Henri Dutilleux. Mais aussi Brel, Trenet, Brassens, pour qui j'ai enregistré. J'ai dirigé l'Orchestre de Saint-Petersbourg ou celui de Philadelphie comme les musiciens de l'Olympia ou de l'Alhambra. J'ai été le batteur de Lester Young au Blue Note, un soir où son propre batteur était complètement ivre. (Rire.) Je leur souhaite, à la veille de leurs 90 ans, d'avoir autant de souvenirs à partager ! ■

avec FIGARO immobilier

LES CLÉS DE LA VILLE À CAEN : UNE MÉTROPOLE QUI SE RÉINVENTE

À Caen, l'immobilier attire autant qu'il se transforme. La ville repense son rapport à l'eau, réhabilite des friches industrielles et développe des éco-quartiers, tout en restant l'une des destinations les plus attractives de l'Ouest pour acheter ou investir. Par Olivier Marin [@OlivierMarin1](#)

Deuxième étape de la saison 6 des Clés de la Ville, c'est à la Chambre interdépartementale des notaires de la Cour d'appel de Caen (Calvados), que l'émission a été tournée, réunissant les acteurs du territoire, afin de décrypter les dynamiques du marché et les grands projets urbains.

Presqu'île : un urbanisme réversible

Projet phare de la métropole, l'aménagement de la Presqu'île a été totalement repensé. Sur 35 hectares au Nouveau Bassin, l'éco-quartier prévu pour accueillir 2 300 logements a été suspendu en juillet 2023 après plusieurs études alertant sur les risques liés à la montée du niveau de la mer et de la nappe phréatique. L'habitat pérenne était jugé trop exposé dans une zone à risque d'inondation. Résultat : l'aménagement se fait désormais sur une « temporalité d'usage » de 50 à 60 ans, où les constructions doivent être réversibles, modulables et capables de s'adapter aux évolutions environnementales. « Nous abandonnons un projet initial mais pas un territoire. Le site a une relation exceptionnelle avec l'eau », rappelle Coline Hurel, architecte et chargée d'opérations à Caen Presqu'île aménagement. Hôtellerie, résidences étudiantes, loisirs : la Presqu'île devient un laboratoire de la ville résiliente, un territoire d'adaptation et de renaturation.

Une attractivité qui se confirme

Côté immobilier, selon Maître Jean-Michel Boisset,

notaire à Caen, premier Vice-Président de la Chambre interdépartementale, la dynamique est bel et bien repartie : transactions en hausse, marché fluide et acheteurs confiants. Avec 200 000 habitants à Caen la mer et un bassin de vie allant jusqu'à Ouistreham, la ville séduit par son cadre : 10 minutes de la plage, 15 minutes d'une zone d'emploi et Paris en 2 heures. Les profils d'acquéreurs sont multiples : familles cherchant à habiter, investisseurs attirés par une forte population étudiante, futurs retraités en télétravail et résidences secondaires convoitées. Les derniers chiffres confirment cette vitalité avec un prix moyen de 2 700 €/m² dans l'ancien, 3 500 €/m² en centre-ville et 4 500 €/m² pour les maisons les plus prisées, une alternative bien plus abordable que Deauville par exemple à 6 000 €/m² ou Rennes. Le retour de taux d'intérêt autour de 3 % a clairement redonné de l'élan au marché.

**Neuf : bas carbone et reconversion de friches**

Si le neuf a souffert de la crise comme ailleurs, Caen résiste plutôt bien. « Nous travaillons sur des opérations résidentielles en bois, des produits innovants optimisés grâce à la construction hors site » (éléments assemblés en ateliers, circuits courts, matériaux locaux...), explique Stéphane Lavrilloux, directeur général Nexity Grand Ouest. Le coût de construction reste maîtrisé (+5 % seulement) et le prix de vente moyen se situe autour de 4 000 €/m² en Basse-Normandie. Le PTZ (prêt à taux zéro) demeure un levier essentiel pour les primo-accédants. Côté projets, la ville se renouvelle sur ses anciennes zones industrielles : à Hérouville-Saint-Clair, une friche portuaire va devenir un nouveau quartier mêlant 1 300 logements, commerces, activités et hôtellerie ; à Bayeux, une reconversion ambitieuse d'un ancien site bancaire donnera naissance à un éco-quartier de 1 300 logements et de 1 700 m² de bureaux.

Caen le prouve : on peut être une ville historique et écrire l'avenir autrement. Une ville moyenne qui coche toutes les cases : qualité de vie, prix accessibles, innovation architecturale, tout en affrontant lucidement les défis climatiques. Ici, l'immobilier est une force. Et la transformation, une opportunité. Caen construit son futur avec pragmatisme et ambition.

A voir et à écouter !



LES CLÉS DE LA VILLE

FIGARO immobilier

radio.immo

nexity



BANQUE des TERRITOIRES

À retrouver en vidéo sur : [Figaro Immobilier et radio-immo.fr](#)

QU'EST LE PRIX DE MON LOGEMENT ?

Estimez votre bien gratuitement,
en 2 minutes, sur Figaro Immobilier

immobilier.lefigaro.fr/estimation-immobiliere

PROPRIÉTÉS
LE FIGARO

L'ÉMOTION IMMOBILIÈRE
N°216 - Novembre | Décembre 2025 - 12 €
En vente chez votre marchand de journaux
et sur www.figarostore.fr

LE VÉSINET

33-35 Rue Alphonse Pallu
28 Rue Maréchal Foch

**Un cadre de vie exceptionnel
en cœur de ville**

**APPARTEMENTS NEUFS
DE STANDING**

**3 pièces
à partir de
680 000 €⁽¹⁾**
(Lot A21 d'une surface
de 65,75 m² avec balcon)

RER A à 350 m
Cœur d'îlot végétalisé
Appartements connectés

Une réalisation
MDH PROMOTION
Membre fondateur
Les Promoteurs
du Grand Paris

Une commercialisation
we MO

01 86 95 26 36
mdh-promotion.com

(1) Lot disponible à la vente lors de la parution de ce document. Le détail complet des prestations est disponible auprès de notre conseiller de vente.
Sauf erreur typographique indépendante de notre volonté. Illustration à caractère d'ambiance, libre et non contractuelle, de l'artiste d'après les plans d'architecte.
Réalisation : Infiniment Plus - 11/2025.

Les jeunes femmes représenteront fièrement leur région devant un jury présidé par l'actrice Michèle Bernier.



LAURENT VU / SIPA / TFI

Miss France 2026 : quand le rêve devient réalité

Emmanuelle Litaud

Trente candidates se préparent depuis un mois pour tenter de succéder à Angélique Angarni-Filopon. Ce soir, sur la scène du Zénith d'Amiens, elles donneront tout pour briller face à Jean-Pierre Foucault.

Le cœur battant, la tête haute et le sourire aux lèvres, les trente prétendantes au titre de Miss France 2026 toucheront ce soir leur rêve du doigt. Ceci en foulant la scène du Zénith d'Amiens où se déroule le célèbre concours de beauté.

Toutes se sont lancées dans cette compétition pour des raisons qui leur sont propres comme l'envie de concrétiser un songe enfantin ou l'ambition de se dépasser. Elles ont quitté, le temps d'un mois, leurs proches et leur vie quotidienne. Le 9 novembre dernier, les jeunes femmes se sont envolées pour la Martinique.

Là-bas, elles ont vécu un séjour mêlant tourisme, photographies et master class sur la confiance en soi avec Amandine Petit (Miss France 2021), la manière de défiler aux côtés de Clémence Botino (Miss France 2020) ou encore sur l'art du maquillage avec le spécialiste Arnaud Sol Dourdin. Elles ont pu également pro-

fiter de la présence d'Angélique Angarni-Filopon, Miss France en titre, qui les accueillait sur ses terres.

La semaine sous le soleil n'a toutefois pas été une sinécure pour quelques candidates, recadrées selon nos confrères du *Parisien* par Frédéric Gilbert, le directeur de Miss France, pour leur manque de savoir-vivre. Certaines auraient été insolentes ou malpolies quand d'autres auraient répondu au téléphone alors qu'elles se faisaient maquiller.

Pendant leur séjour, les 30 Miss régionales sont observées par les membres de l'organisation et le moindre faux pas peut leur coûter leur place parmi les douze finalistes. Trois jours avant l'élection, un jury de présélec-

tion composé par des personnes de la société Miss France, des partenaires, deux Miss France (Marine Lorphelin et Ève Gilles cette année) ainsi que le metteur en scène du show Stéphane Jarny, a décidé de leur sort. Sans savoir si elles ont été sélectionnées mais fortes de leurs trois semaines de répétitions, les jeunes femmes représenteront fièrement leur région ce soir face à Jean-Pierre Foucault.

Des hommes de retour dans le jury

Après s'être grîmé en Elton John en 2024 et être descendu du plafond vêtu d'un costume façon boule à facettes l'année dernière, quelle surprise nous réserve cette fois l'animateur de

78 ans ? Bon pied bon œil, il fera vivre, avec l'aisance qui le caractérise, ces trois heures de direct sur la Une pour la 31^e année consécutive. « Il est la pierre angulaire de ce programme, précise Frédéric Gilbert. L'élection est difficile à présenter car on est en direct, l'audience est énorme et il y a des enjeux de vote. C'est un vrai marathon. » Un show qui se prépare plusieurs mois à l'avance. Musique, costumes, chorégraphies... rien n'est laissé au hasard et tout concorde avec le thème choisi.

« Le voyage des Miss » devrait, comme son nom l'indique, dépayser les téléspectateurs. « On ne va pas se contenter de visiter quelques pays, précise Frédéric Gilbert. Nous ferons voyager les Miss dans le futur, à travers l'histoire, dans la

mode ou dans les régions de France avec le tableau régional. » Un incontournable du concours depuis des décennies durant lequel les participantes seront exceptionnellement accompagnées par la garde républicaine. De quoi surprendre les téléspectateurs.

Quant au jury, il accueille de nouveau des hommes après avoir été 100 % féminin quatre fois ces six dernières années. L'humoriste Philippe Caverivière, l'animateur Bruce Toussaint et le comédien Tom Villa font partie des heureux élus avec l'actrice Michèle Bernier (présidente), la créatrice de contenu Sally, la chanteuse lyrique Axelle Saint-Cirel et Camille Cerf, Miss France 2015. Cette dernière endossera un nouveau rôle au terme de la soirée en devenant la marraine de la nouvelle élue. « Le but est de l'accompagner pendant les moments forts de son aventure pour l'aider à gérer au mieux ses nouvelles responsabilités », précise-t-elle. ■

« Élection de Miss France »
Samedi à 21 h 10, sur TFI
Notre avis : ●●●○

Une histoire de couronnes

Élodie Baërd

Rappelons que pendant des décennies, il n'y avait qu'une seule et unique couronne qui était la propriété du comité d'organisation. Les Miss France se la transmettaient d'une année sur l'autre. Les choses changent en 1969 quand Suzanne Angly devient la première à avoir le droit de la garder. Par la suite, un modèle est fabriqué chaque année, mais le même design est parfois répété plusieurs années de suite, notamment sous la houlette du bijoutier Julien d'Orcel qui fut le fournisseur officiel pendant une quinzaine d'années à partir du début des années 2000. « J'ai la même couronne que Corinne Coman (Miss France

2003) et Laetitia Bléger (Miss France 2004), nous raconte ainsi Sylvie Tellier, élue pour 2002 et aujourd'hui présidente d'honneur du concours. Élodie Gossuin (Miss France 2001) et Sonia Rolland (Miss France 2001) ont aussi un modèle identique. »

Depuis quelques années, l'attribut du sacre des reines de beauté (avec l'écharpe) a gagné en préciosité. En 2021, Sylvie Tellier, alors directrice générale de la société Miss France, a voulu marquer le coup du centenaire du concours, et faire grandir le prestige du bijou. « Elle m'a contacté pour savoir si on pouvait lui proposer une création rapidement, se souvient Alain Némard, président du joaillier Mauboussin. J'ai tout de suite été convaincu car cet événement correspond parfaitement à ce que j'ai toujours défendu :

parer les princesses de la rue. Depuis lors, nous dessinons chaque année un modèle différent qui est fabriqué dans un atelier à Lyon avec lequel nous travaillons souvent. L'organisation Miss France nous achète la couronne, qui devient ensuite la propriété de l'élue de l'année. Et de notre côté nous offrons à la lauréate une parure en or et diamants composée d'une bague, d'un collier et d'une paire de puces d'oreilles. »

Si ce cadeau de Mauboussin est en or, la couronne, elle, est... en argent massif ! Elle est sertie de pierres précieuses, en l'occurrence, cette année, de 37 vrais petits diamants (pour un poids d'un carat et demi environ), de 314 améthystes Rose de France et de 43 quartz roses taillés en cabochon. « Ce serait trop cher et trop

lourd de la fabriquer en or, et pas beaucoup plus joli car ça nous obligerait à limiter le volume », explique Alain Némard qui précise que la dernière a nécessité 170 heures de travail en atelier.

« Lourde à porter »

La grande nouveauté de l'édition 2026 ? Les trente Miss régionales ont, elles aussi, toutes été couronnées cette année du même diadème, fabriqué pour la première fois par Mauboussin en argent et cristaux verts. Jusqu'à présent, chaque comité de région achetait sa couronne de son côté, souvent des modèles de fantaisie. On peut donc s'attendre ce soir à un tableau d'ouverture homogène et élégant, des trente prétendantes. Après l'élection, pendant un an, la lauréate sillonnera

l'Hexagone avec son trésor. Pendant son règne, Miss France est garante de sa couronne et il lui est même conseillé de la faire assurer.

D'après nos renseignements, il y a quelques années, l'une d'entre elles se l'est fait voler lors du cambriolage de son domicile. Mais elle a heureusement été retrouvée le lendemain... dans une poubelle. Une autre lauréate s'est fait subtiliser la parure offerte par le joaillier à l'aéroport lors d'un voyage officiel.

« La couronne est lourde à porter, au sens propre comme au sens figuré, conclut Sylvie Tellier. Mais c'est tant mieux, il faut savoir mesurer la responsabilité que c'est d'être Miss France, savoir se tenir droite pour la porter dignement. » ■

PLEIN ÉCRAN

Comment un si petit peuple, quelque 57 000 Inuits (qui signifie tout simplement « humain »), peut-il être au cœur de tant d'enjeux ? Parce que le Groenland, plus grande île du monde, occupe une position stratégique dans l'Arctique. « Nous avons besoin du Groenland pour des raisons de sécurité nationale, afin de protéger le monde libre », avait lancé, au début de son second mandat, Donald Trump, annonçant son intention d'annexer ce territoire autonome danois – autrefois colonie puis province. Un discours et des images glaçants par leur ton ouvertement ironique, menaçant et paternaliste à la fois. « On va bien vous traiter, vous savez », ajoutera le président américain, envoyant son fils Trump Junior en émissaire.

Partant de cet épisode récent, le documentaire *Groenland, annexe-moi si tu peux*, de Walid Berrissoul, remonte le temps pour retracer l'histoire de l'île. Les États-Unis qui avaient tenté d'acheter le territoire aux Danois par trois fois au XX^e siècle. La base spatiale de Pituffik installée par les Américains, encore, durant la guerre froide, afin de se protéger des missiles, qui obligea les autochtones à partir et se sédentariser. Le B52 de la United States Air Force qui s'écrasa en 1968 avec des bombes ato-



Groenland : menaces sur l'île

Céline Fontana

Dimanche (21 h 05), France 5 propose le documentaire très instructif « Annexe-moi si tu peux », suivi d'un débat, dans le cadre d'une soirée « Le Monde en face ».

Le Groenland, la plus grande île du monde, est un enjeu économique. MAXIMAL PRODUCTIONS

miques à bord conduisant à une contamination radioactive génératrice de nombreux cancers...

De futures routes commerciales

Mais le Groenland est tout autant un enjeu au niveau économique. La Russie, la Chine et l'Amérique misent sur de futures routes commerciales. Ses sous-sols recèlent des trésors : cobalt, graphite, or, terres rares... permettant une domination financière mais également militaire. Cependant, révèle le documentaire, leur exploitation, proche d'une gigantesque réserve d'uranium, la 6^e au monde, pourrait entraîner, elle aussi, de forts risques de radioactivité. Quant à la fonte des glaces liée au dérèglement climatique, elle libère de véritables poisons enfouis dans les années 1960 par les Américains.

Walid Berrissoul donne la parole aux autochtones, qui tentent de se mobiliser. « Nous avons survécu aux Vikings et aux Danois », lance l'un d'eux. L'indépendance fut le thème central des élections législatives en mars dernier.

Le danger venu des États-Unis – qui prend des formes multiples, d'une déferlante de touristes américains aux activistes pro-Trump sponsorisant une célèbre course de chiens de traîneau... – fait aussi bouger les lignes côté Danemark : excuses pour les abus sur les femmes auxquelles étaient imposés des stérilets dans les années 1970 voire la stérilisation forcée, mea-culpa sur les discriminations concernant les enfants placés (7 % chez les Inuits contre 1 % chez les Danois)... En conclusion de cet état des lieux riche et passionnant d'une île à l'avant-poste du changement climatique, un cri d'alarme du poète Aqqaluk Lyngé : « Ne laissez pas fondre la calotte glaciaire ! C'est quelque chose que le monde entier devrait protéger avec nous... »

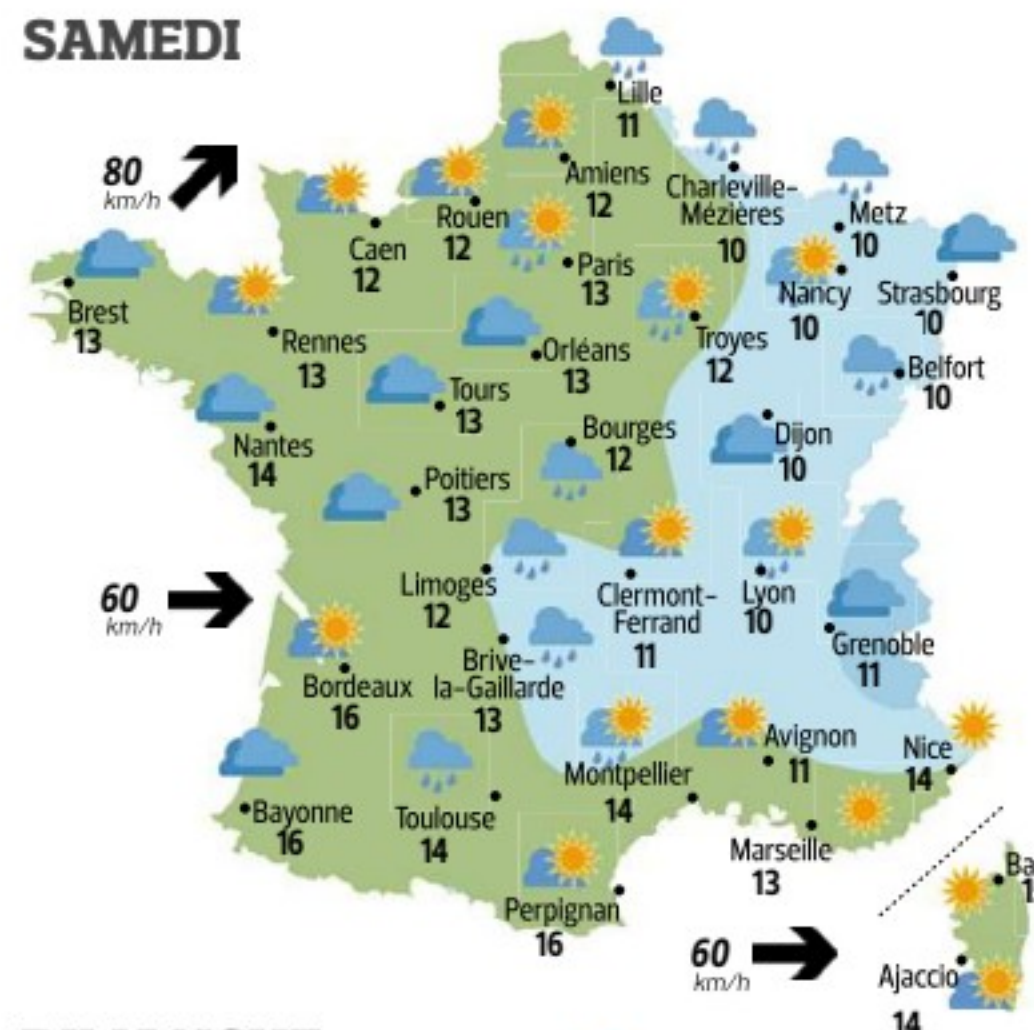
Diffusé dans la case « Le Monde en face », le film sera suivi d'un débat animé par Aurélie Casse. À voir ou revoir aussi, la formidable série politique danoise *Borgen* (en intégralité sur Netflix). Elle nous avait familiarisés avec la question de l'indépendance du Groenland, puis en 4^e saison (sur Arte.tv), imaginé une succession de crises à l'international, impliquant la Russie, les États-Unis et la Chine, suite à la découverte d'un immense gisement pétrolier sur l'île... ■



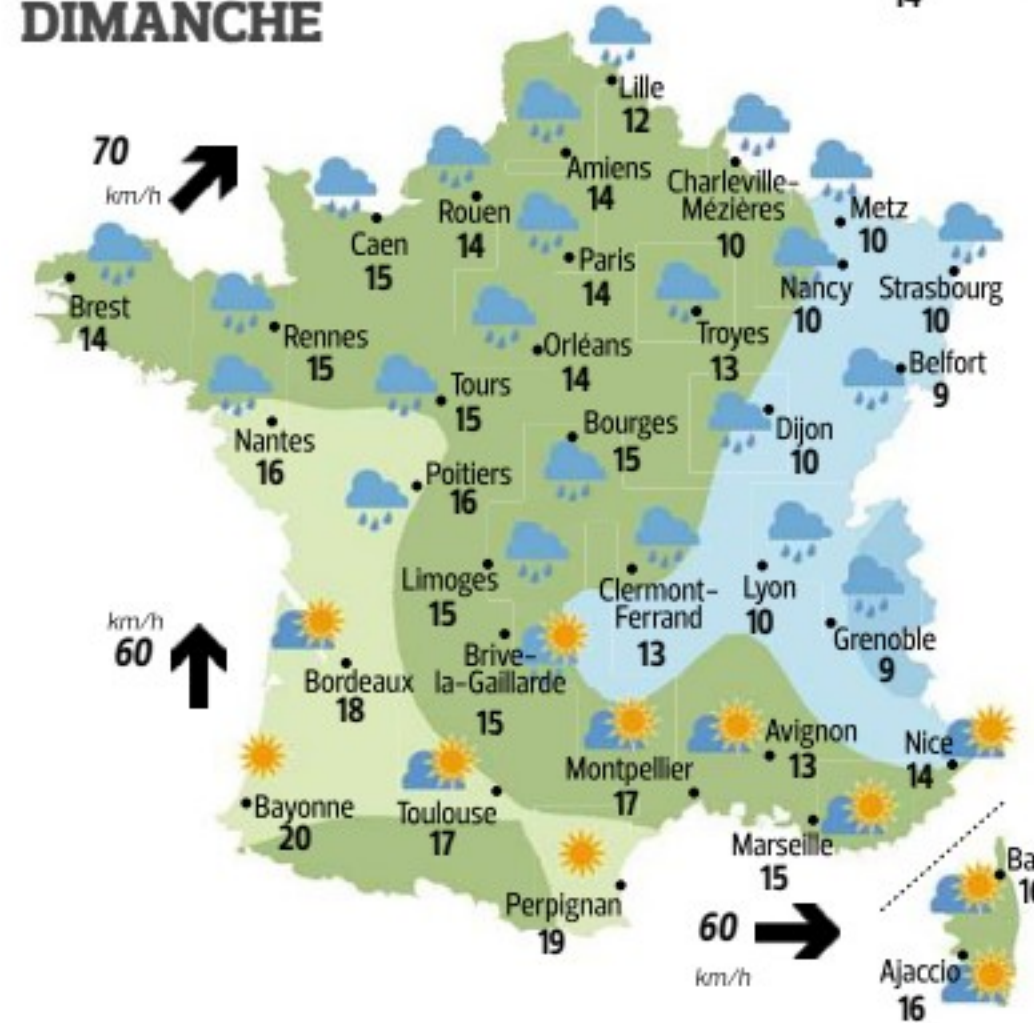
ÉPHÉMÉRIDE St-Nicolas

Soleil : Lever 08h27 - Coucher 16h56 - Lune décroissante

SAMEDI



DIMANCHE



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	13/19	AMSTERDAM	6/10	ATHÈNES	10/18
BARCELONE	10/19	BELGRADE	8/10	BERLIN	0/4
BERNE	2/9	BRUXELLES	7/11	BUDAPEST	8/10
COPENHAGUE	4/5	DUBLIN	9/11	LISBONNE	14/18
LONDRES	10/12	MADRID	10/13	PRAGUE	0/4
RABAT	8/20	ROME	5/15	TUNIS	13/17



la chaîne météo lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201

LIVE 24/24 CANAL+ Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

TF1

21.10

Election de Miss France

Divertissement



Prés. : Jean-Pierre Foucault. 2h20. Inédit. Jean-Pierre Foucault présente la 30^e élection de Miss France. Parmi les trente Miss régionales qui vivent une aventure unique et magnifique, une seule sera sacrée sur la scène du Zénith d'Amiens.

00.50 Miss France 2025 : le parcours d'une miss hors du commun. Doc.

CANAL+

21.00

The Alto Knights

Film. Drame

EU. 2025. Réal. : Barry Levinson. 1h59. Avec Robert De Niro. Dans les années 1950, à New York, deux des plus redoutables figures de la mafia se livrent une véritable guerre pour prendre le contrôle de la ville.

22.59 Loups garous. Jeu.

LCP **PUBLIC SENAT**

20.00 Mao, l'empereur rouge

21.01 Homs - Syrie, la vie d'après

Documentaire. Fra. 2025. Une enquête personnelle et politique sur la capacité de Homs à reconstruire l'espoir, sur les ruines d'une Syrie traversée par plus de quinze années de guerre.

21.53 Un monde en doc. Débat.

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Échappées belles

Magazine. Prés. : Sophie Jovillard. 1h35. Savoie, tout le monde à la montagne ! Inédit. Sophie Jovillard découvre la spécificité de la culture des vallées de Courchevel, Méribel et Val Thorens.

22.40 Échappées belles. Magazine. La Riviera italienne en train.

france.2

21.10

Téléthon 2025 : 39^e édition

Emission spéciale



Prés. : Sophie Davant et Nagui. 2h10. En direct. Le Téléthon en fête : faisons bouger les lignes ! Sophie Davant, Nagui et Santa (marraine 2025) se mobilisent plus que jamais dans la dernière ligne droite du Téléthon. La soirée est portée par des rencontres avec des invités exceptionnels.

23.20 Téléthon 2025 : 39^e édition

arte

20.55

Alfred Nobel et Bertha von Suttner : Un prix pour...

Documentaire

... la paix. Fra./Suè/Aut. 2025. Réal. : Daniel Skogström, David Walter Bruckner. 1h35. Inédit.

22.30 Un moi aux personnalités multiples : Vivre avec un trouble dissociatif de l'identité. Doc.

W9

17.30 La petite histoire de France

21.10 La petite histoire de France

Série. Humoristique. Fra. Avec Maxime Gasteuil. Inédit. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France

RMC **DECOUVERTE**

16.15 Vintage Mecanic. Doc.

21.10 Retour à l'instinct primaire

Documentaire. EU. 2023. 1h45. 2 épisodes. Inédit. Une chasseuse expérimentée et un vétéran de l'armée tentent de survivre en Zambie où ils sont la proie de lions, de babouins agressifs et d'éléphants.

22.55 Habitations en péril. Doc.

LE FIGARO TV

SAMEDI

19.00 Horizons, documentaire d'Éric Bacos.

21.00 INÉDIT : Histoire du look, documentaire de Philippe Allante. Révolution et modes.

22.00 INÉDIT : Conversations chez Lapérouse, interview. Avec : Justine Lévy.

22.30 Le Figaro la nuit, magazine.

france.3

21.10

Le voyageur

Série. Policière



Fra. 2023. Avec Bruno Debrandt, Laurent Gamelon. Kandinsky est appelé par une gendarme rencontrée sur une précédente affaire. Cette dernière est convaincue, que seul l'ex-policier peut reprendre une affaire trop rapidement classée.

22.40 Le voyageur. Série. Policière. La permission de minuit.

6

21.10

Michel Sardou : je me souviens d'un adieu

Concert

2h. Après sa tournée triomphale « Je me souviens d'un adieu », Michel Sardou partage un film live unique retraçant ce show exceptionnel.

23.10 Les 20 chansons de Michel Sardou préférées des Français. Doc.

TMC

19.40 Marchés de Noël et grands magasins : dans les préparatifs du plus gros business de l'année. Doc.

21.15 Columbo

Série. Policière. EU. 1993. Saison 12. Avec Peter Falk. Le meurtre aux deux visages. Un homme volage est éliminé par sa riche fiancée qui bénéficie de la complicité de sa fille.

23.05 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.40 Une photo, une histoire. Doc.

20.50 Mystères au musée

Documentaire. GB. 2024. Réal. : Robert Fonollosa, Rubén Artalejo. 1h30. 2 épisodes. Inédit. Enquête sur des sarcophages égyptiens tachés, des livres censurés par l'Inquisition, le vol d'un Goya et une calculatrice pour prédire la fin du monde.

22.20 Mystères au musée. Doc.

L'essentiel du dimanche

TF1 **21.10 Noël Joyeux**

Film. Comédie. Fra. 2023. Réal. : Clément Michel. 1h37. Avec Franck Dubosc, Emmanuelle Devos. Inédit. Décidé à ne pas passer Noël en tête-à-tête avec son épouse, un homme invite une retraitée incontrôlable pour le réveillon, une décision qu'il regrette vite.

france.2 **21.10 Le règne animal**

Film. Fantastique. Fra/Big. 2023. Réal. : Thomas Caillay. 2h08. Avec Romain Duris, Adèle Exarchopoulos. Inédit. Alors qu'un mal mystérieux transforme les humains en animaux, un homme part à la recherche de son épouse, elle-même contaminée, avec leur fils adolescent.

france.3 **21.10 Les enquêtes de Vera**

Série. Policière. GB. 2023. Saison 12. Avec Brenda Blethyn, Kenny Doughty. Un homme d'honneur. Un vétéran de l'armée est retrouvé mort dans une allée. Il avait perdu pied en quittant l'armée, et s'était retrouvé à la rue après son divorce.

CANAL+ **21.04 En Pôle - La soirée des champions**

Magazine. Prés. : Pauline Sanzey et Laurent Dupin. 0h45. La saison 2025 des sports mécaniques étant désormais achevée, retour sur les meilleurs moments des compétitions diffusées sur les chaînes du groupe Canal+.

arte **21.00 Thomas Crown**

Film. Policier. EU. 1999. Réal. : John McTiernan. 1h48. Avec Pierce Brosnan. Thomas Crown est un homme solitaire et mystérieux. Financier de haut vol, il se comporte en requin dans les affaires. Toujours à la recherche de sensations, il convoite une toile de Monet, exposée à New York.

6 **21.10 Zone interdite**

Magazine. Prés. : Ophélie Meunier. 2h. Saumon et contrefaçon : enquête sur la face cachée de Noël. Inédit. Pendant la période des fêtes de fin d'année, certains produits très prisés comme le saumon ou bien les vêtements ne sont pas exactement de qualité comme ils devraient l'être.

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194 | Orange 118

Free 203 | Bouygues 247

SU/DO/KU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 5288 **FACILE**

7	3	2			5			
					1	4	7	
4			8	9		3	5	
		7		4	6		3	
6		9		8			5	
8	5	1		7				
	8	9	2	6			1	
3	1	6						
			5			9	3	6

GRILLE 5289 **DIFFICILE**

9	7	6						
		1	5			3		
		7			1			
	2			8			1	
6						4	2	
	7			9			5	
		9			8			
		4	7			1		
5	9	8						

GRILLE 5290 **DIABOLIQUE**

	2						9	
			7	5	9			
	7			6			5	
3								2
				1	8	5		
6			9		2		1	
			6	2	1			
	3						9	
	8						7	

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

Rendez-vous sportif

LIANE + F =

Part à l'armée

RO TIN + A =

Assouplir des chaussures

SBIRE + R =

La grande évasion

CALVA + E =

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

BAILLER		CAHUTE	
LIMITE		GLANDE	
TOMBEUR		PETIOT	
TURBINE		IRISER	
COTISER		FAILLE	

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS

LE MOT À TROUVER EST : DOLLAR.

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7094

HORIZONTALEMENT

1. N'ont pas une once de bon goût. - 2. A la forme d'un grain de raisin. - 3. Changement de code. - 4. Arbres emblématiques du Brésil. Juge international. - 5. Dévorés des yeux. A son existence assurée. - 6. Point dépassé. Cible des lâches. - 7. Poussée ou entrée. - 8. Vient aux oreilles du grand-duc. Un italien qui sent le soufre. - 9. Anciennes fabriques de moutarde. Sorti pour descendre. - 10. Il n'est pas du genre à siffler. - 11. Assemblée citoyenne grecque à l'origine de notre église. - 12. Laissées évaporer.

VERTICALEMENT

1. Produire un effet d'accoutumance. - 2. Pique dans les cabinets. - 3. Énoncées. Maîtres auxiliaires. - 4. Relations plaisantes. Modèle pour cubiste. Croutes terrestres. - 5. Conclu par Alcaraz. Modèle de fraîcheur. Passage extrait d'un auteur. - 6. Très recherchées au poker comme à l'hôtel. Proposition qui se défend. - 7. Reste ici et se repose dans un célèbre palindrome. Tient du prodige. - 8. Sera bientôt fauché. Enveloppes mystérieuses.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7093

HORIZONTALEMENT

1. Rapidité. - 2. Élevages. - 3. Acreté. - 4. Bactérie. - 5. Spets. DC. - 6. Otée. Bée. - 7. Ro. Salo. - 8. PNB. Gels. - 9. Turandot. - 10. Irène. Ga. - 11. Oiseleur. - 12. Nettetés.

VERTICALEMENT

1. Réabsorption. - 2. Alcaptonurie. - 3. Percée. Brest. - 4. Ivettes. Anet. - 5. Dates. Agnèle. - 6. Igér. Bled. Et. - 7. Tè. Idéologie. - 8. Espèce. Stars.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



Justine et Romain Brès, le bonheur de marcher



PAR
Alban Barthélemy

Ce jeune couple, accompagné de son fils de 3 mois, a parcouru la célèbre « diagonale du vide ». Une aventure qui leur a permis d'aller à la rencontre du pays et de ses contradictions.

Comme d'autres avant eux, ils se sont mis en marche. Durant quatre mois, ce couple d'aventuriers poètes a traversé la France à pied, en compagnie de son fils Homère, tout juste âgé de 3 mois. Une odyssée de près de 1500 kilomètres à travers la célèbre « diagonale du vide », à la rencontre de leurs compatriotes. « Nous avons été marqués par la bonté et l'hospitalité que nous avons reçues », expliquent Justine et Romain Brès.

Leur récit souligne la beauté exceptionnelle des paysages français. Mais aussi les contradictions de l'époque : d'un côté, un pays avec des modes de vie uniformisés, allant des vêtements aux zones commerciales. De l'autre, des habitants profondément attachés à la terre et aux traditions locales. « Nous avons touché du doigt la différence entre l'État en tant que structure administrative et le pays et ses habitants. Ce sont deux logiques, qui ne sont pas toujours alignées. »

Les deux marcheurs sont nés en 1983, dans des régions opposées : Avignon pour lui, et Lorient pour elle. Un même parcours pourtant les rapproche : une enfance dans des familles modestes, avec de solides principes : « J'ai grandi avec la valeur travail, estime Romain. Même si nos parents n'ont pas fait d'études supérieures, ils avaient conscience que c'était important. » Tous les deux vont à l'école publique et, bons élèves, accèdent après leur bac à une classe préparatoire littéraire. « J'ai été boursière. Durant très longtemps : je me suis sentie redevable envers l'État pour cela », explique Justine.

Les deux tourtereaux font connaissance sur les bancs de Sciences Po Aix. Ils partagent un même intérêt pour la littérature et l'histoire. Elle adore les alexandrins ; lui a grandi « entre les légionnaires de César et les grognards de Napoléon », et précise : « L'histoire militaire en dit beaucoup sur la nature humaine, même si la guerre est la pire des calamités. » Une matière qu'ils étudieront d'ailleurs tous les deux en master.



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Fouille (fou-Il' Il mouillées) n. f. Recherche fondamentale.

L'administration pénitentiaire a procédé à une fouille minutieuse des cellules à la prison de Villepinte.

Le mot vient du verbe latin *fodere*, qui signifie creuser.

On imagine volontiers les agents fouiller, dans le fouillis inévitable d'une pièce où vivent un, voire plusieurs détenus.

Il s'agissait de retrouver une foule d'objets enfouis à dessein, afin d'être soustraits à la surveillance des gardiens.

Ce qui foule au pied le règlement.

Alors, on a vu pendant plusieurs heures les gardiens trifouiller, pour ne pas dire farfouiller, un peu partout.

On imagine le chantier des fouilles.

Et les détenus goguenards de penser : « Quels fouineurs ! »

En procédant ainsi, le garde des Sceaux veut montrer qu'il s'est saisi du problème de la détention. L'opération « fouille » portera-t-elle ses fruits ? Souhaitons-le.

Car sinon, l'opposition ne se privera pas de parler de cafouillage. ■

Au sortir des études, Justine se dirige vers l'administration publique, tandis que Romain rejoint une entreprise spécialisée dans l'armement. Un travail passionnant, qu'il exerce durant sept ans : « J'avais le sentiment d'être à ma place, et de servir mon pays ! » Moins convaincue par ses débuts professionnels, sa compagne l'y rejoint quelques années plus tard. Tous les deux mènent en parallèle une vie parisienne foisonnante, qui pour tant peu à peu les éteint. « Trop de monde, trop de sollicitations, trop de tout », résument-ils.

Durant la pandémie du Covid, le jeune couple se retrouve confiné dans 36 mètres carrés. Pour s'évader, ils plongent dans les livres, et découvrent *L'Énergie vagabonde*, de Sylvain Tesson. « Grâce à ses mots, nous quittions notre environnement clos. » Un appel au mouvement qui les pousse dehors, dès que les conditions sanitaires le permettent : dans la forêt de Fontainebleau tout d'abord, puis la vallée de la Chevreuse ; « La première fois que nous avons dormi dans une tente, nous n'avions pris qu'un litre d'eau et des rations salées, alors qu'il faisait chaud. Nous étions assoiffés », s'amuse l'aventurier. « On a fait n'importe quoi, mais cela nous a donné un sentiment de liberté auquel nous avons pris goût... » Tout en marchant, ils s'amusent à inventer des aphorismes, au fil des kilomètres. « Nous en ferons peut-être un recueil un jour ! » S'ensuivent des voyages toujours plus lointains, jusqu'en Russie, en Asie centrale et dans les steppes du Caucase : les deux parlent en effet plusieurs langues, et partagent le goût de la découverte.

« Les premières personnes qui nous ont accueillis nous ont pris pour des fous ! »

Romain et Justine Brès

Lorsque Romain perd son habilitation « secret-défense », en décembre 2023 – sésame indispensable pour travailler dans le domaine de l'armement –, le choc est rude. Le jeune homme qui affirme ne pas en connaître la raison, perd son emploi, ainsi que de nombreux amis. « Ça a été une forme de deuil », explique avec tristesse Justine, qui se voit, elle aussi, licenciée dans la foulée. À 30 ans, une partie de leur vie se termine, alors que leur fils Homère vient tout juste de naître.

Les vrais voyageurs partent pour partir, dit Baudelaire. « Le soir même, l'idée de prendre la route s'est imposée à nous. » Le temps de préparer le matériel, et pour la jeune maman de reprendre des forces après l'accouchement : trois mois plus tard, la petite famille se retrouve à Sedan, point de départ d'un périple à la marche jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port. Leur projet : traverser la « diagonale du vide », et rencontrer ses habitants. « Nous avions découvert cette expression à Science Po : elle nous avait intrigués à l'époque. Nous la trouvions



Justine et Romain Brès avec leur fils Homère, tout juste âgé de 3 mois, ont parcouru près de 1500 kilomètres.

très péjorative ; et en même temps, très poétique. Parce que le vide, au fond, ne demande qu'à être comblé. »

Le voyage débute un 1^{er} avril. La météo est exécrable, les premiers kilomètres en poussette difficiles. « Les personnes qui nous ont accueillis ce soir-là nous ont pris pour des fous : ils voulaient appeler les services sociaux ! » Rapidement pourtant, une chaîne de solidarité se met en place. « Nous avions prévu notre tente ; au final, nous n'y avons dormi qu'à deux reprises. » D'une maison à l'autre à travers la France, des gens – ne se connaissant parfois pas entre eux – se donnent le mot pour héberger la jeune famille. « Sans cela, sincèrement, je ne sais pas si nous aurions été jusqu'au bout. »

Alors qu'ils sont déjà en chemin, ils reçoivent une bourse d'une associa-

tion accompagnant des projets d'aventure, La Guilde. Un apport bienvenu de 1000 euros. « Cela nous a bien aidés, c'est sûr. Mais ce prix nous a surtout donné un appui moral, qui nous a motivés à ne pas nous arrêter. Nous nous sommes dit que nous n'étions plus seuls, que nous marchions dans les pas d'autres grands aventuriers. » Car la démarche se voulait ascétique : « Nous étions plutôt aux flocons d'avoine qu'au poulet rôti le midi. J'ai d'ailleurs perdu 4 ou 5 kg au début », se rappelle Romain.

Durant leur périple, les deux amoureux se sont ménagé du temps pour prendre des notes, afin de pouvoir retracer le fil de leurs aventures*, et partager les tranches de vie des Français rencontrés sur la route. Installés aujourd'hui à Mauléon-Licharre, dans

le Pays basque, ils n'ont abandonné ni leur amour pour la marche ni leur ambition littéraire – Justine rêve d'ailleurs de terminer d'écrire la pièce de théâtre sur laquelle elle travaille. Et prépare en parallèle un concours pour devenir thanatopracteur, une façon « d'aider les gens à faire leur deuil ». Romain, quant à lui, se forme pour devenir boucher, « un métier millénaire de l'histoire de France, qui fait le lien entre les paysages et les habitants ».

Les deux aventuriers ont conscience que leur fils Homère ne se souviendra pas de cette traversée. « Mais nous pourrions la lui raconter », sourient les amoureux. Dans leur regard, l'appel de l'aventure semble n'avoir rien perdu de son attrait. L'amour de leur pays non plus. ■

*« Une famille en chemin », de Romain et Justine Brès, 241 p., Transboréal.

POINTS DE VUE

présenté par Vincent Roux,
Anne-Emmanuelle Isaac
et Timothée Dhellemmes

EN DIRECT

LE FIGAROTV TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION

disponible sur

TNT IDF	CANAL+	TF1+
34	126 / 136*	
	118	194
	203	247

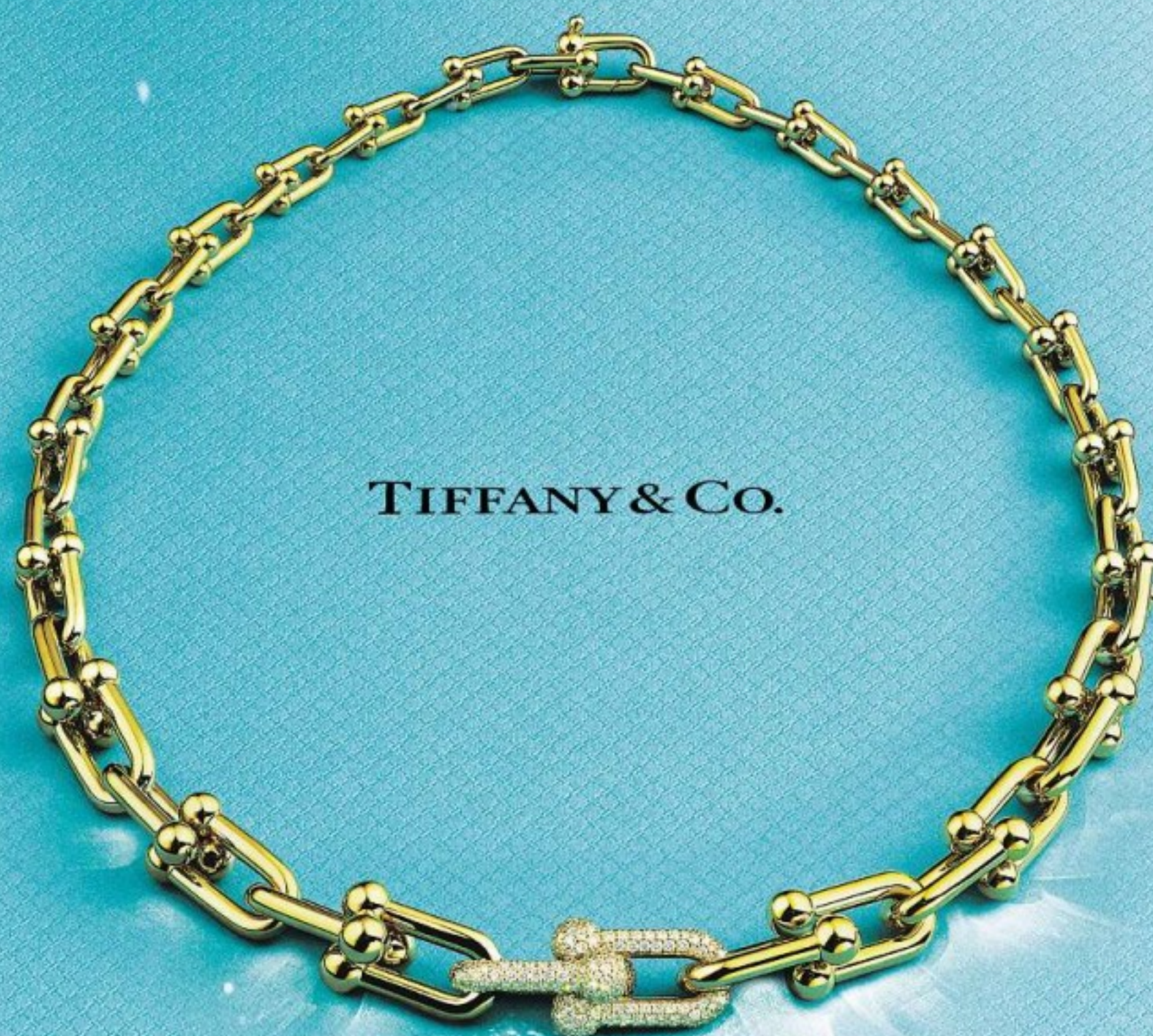
Aussi sur **LeFigaro.fr** et l'app

* (i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL

Sur Le Figaro TV, retrouvez les émissions d'analyse et de décryptage présentées par les journalistes de la rédaction du Figaro, mais aussi un large choix de programmes documentaires consacrés à la culture, au patrimoine, à l'histoire et à l'art de vivre.

HardWear par Tiffany

Un cadeau pour célébrer
la force de votre amour.



© 2025 TIFFANY & CO. Avec amour depuis 1837.

*With love, Since 1837** **TIFFANY & CO.**